






4

76741

Caussy



Digitized by the Internet Archive  
in 2024

FERNAND CAUSSY

---

# VOLTAIRE

SEIGNEUR DE VILLAGE

OUVRAGE ILLUSTRÉ

DE TROIS PORTRAITS DE VOLTAIRE ET DE QUATRE CARTES



LIBRAIRIE HACHETTE ET C<sup>ie</sup>

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1912

3 fr. 50



710 21 10  
pap-dav guerre front

26 NOV. 1928



✠ GENÈVE ✠

Voltaire !

Quel que soit le nom dont on le nomme,  
c'est un cycle vivant, c'est un siècle fait  
homme !



# VOLTAIRE

SEIGNEUR DE VILLAGE

## DU MÊME AUTEUR

---

**Laclos** (1741-1803), 2<sup>e</sup> édition 1905 (Société du Mercure de France, éditeur) . . . . . Un vol.

**Senac de Meilhan**, **Considérations sur l'Esprit et les Mœurs**, choisies et accompagnées d'une notice et d'un commentaire. 1905 (Sansot éditeur). . . . . Un vol.

**Charles-Joseph**, prince de Ligne, **Mes Écarts ou ma Tête en liberté**, réflexions choisies, ordonnées et accompagnées d'une notice et d'une bibliographie. 1906 (Sansot éditeur). Un vol.

### EN PRÉPARATION :

**Les Femmes savantes au XVIII<sup>e</sup> siècle.**





ÉCHAPPÉE DE VUE DE FERNEY

*gravée d'après Huber*

FERNAND CAUSSY

---

# VOLTAIRE

SEIGNEUR DE VILLAGE

OUVRAGE ILLUSTRÉ  
DE TROIS PORTRAITS DE VOLTAIRE  
ET DE QUATRE CARTES



LIBRAIRIE HACHETTE ET C<sup>ie</sup>  
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1912

Droits de traduction et de reproduction réservés

*Il a été tiré de cet ouvrage  
soixante-quinze exemplaires sur papier vergé à la forme,  
tous numérotés.*

A LA MÉMOIRE

DE

MON PÈRE



## AVANT-PROPOS

---

Sainte-Beuve écrivait dans son *Lundi* du 27 octobre 1856 : « Voltaire, disons-le, dans les dernières années de sa vie, nous apparaît comme s'étant occupé activement du bien public dans sa petite contrée de Gex et de tous les intérêts particuliers, qui, de loin, faisaient appel à son patronage ; il plaide sans cesse auprès des ministres et des sous-ministres pour ses colons et pour tout ce qui peut assurer leur existence ou améliorer leur bien-être, et aussi pour les autres clients plus éloignés qui se donnaient à lui. Cela honore sa vieillesse ; cela explique qu'on ait fini par rattacher à son nom une renommée plus sérieuse et plus grandiose que ne semblaient l'autoriser tant d'incartades de conduite et d'inconséquences. »

Montrer Voltaire à Ferney, dans ses démarches d'homme public et de philanthrope, voilà l'objet du présent ouvrage. Pendant vingt ans, il a tenu le rôle que jouerait de nos jours un riche propriétaire, illustre à Paris, écouté du personnel gouvernant, et

qui serait maire de sa commune, conseiller général de son canton, associé en commandite aux principales entreprises de la région. Maître de plusieurs domaines, il n'en use point à la façon d'un grand seigneur, qui transformerait les environs en garenne, et les villageois en gens de livrée : il fume, il défriche, il plante, il est laboureur et fermier. Seigneur du village, il travaille à sa prospérité, à son embellissement ; il y introduit l'industrie et attire les ouvriers d'alentour. Notable du pays, il s'intéresse à la répartition des impôts, réclame du pouvoir central la construction des routes, l'amélioration des postes, et s'efforce sourdement à libérer de ce même pouvoir l'administration locale. Agriculteur et industriel, rien ne lui tient tant à cœur que les intérêts économiques, et, vrai politique, on le voit, selon les besoins, protectionniste et libre-échangiste, inventeur à la fin d'un régime douanier spécial, qui subsiste plus d'un siècle après lui. Il est de part à tous les projets, à toutes les brigues, à tous les emprunts, à toutes les fournitures. En un mot, c'est le premier modèle des bourgeois philosophes qui, de 1820 à 1840, ont couvert notre pays de manufactures, et dont la maxime fut : *Enrichissez-vous*.

Cette activité méritait d'être étudiée ; et elle l'a été d'une manière générale par Nicolardot dans son *Ménage et finances de Voltaire*, par Desnoireterres dans son *Voltaire et la société française*, et sur des points particuliers par M. H. Beaune, ancien conseiller à Dijon, et M. le docteur Gerlier, de Ferney. L'ouvrage de Nicolardot, à mon sens, a été injustement apprécié : il porte surtout les défauts de

son temps, l'esprit de système, la collection abusive des petits faits; vingt ans avant les *Origines de la France contemporaine*, on y trouve la méthode, et presque l'inspiration de M. Taine. Il est écrit cependant avec un parti-pris tel qu'aucune de ses conclusions ne reste valable. L'œuvre de Desnoire-terres, à cet égard, a marqué un progrès considérable : elle reste le répertoire le plus complet que nous possédions sur Voltaire; et sa richesse, sa diversité, son étendue ont seules nui, dans quelques détails, à la précision et à la clarté. Enfin la contribution de M. Beaune, celle surtout du docteur Gerlier, sont précieuses : et si je me suis permis de revenir sur les points qu'elles étudiaient, c'est que je me suis vu mieux favorisé dans mes informations.

Il faut en effet reporter à la richesse de nos dépôts publics le mérite qu'il peut y avoir dans ce livre. Peu à peu, les autographes de nos grands écrivains se rassemblent dans nos bibliothèques; la masse des archives administratives est classée, analysée, d'une manière il est vrai sommaire, mais suffisante aux besoins des chercheurs. Ceux des dépôts enfin dont l'organisation est incomplète, sont ouverts par la libéralité avisée de leurs conservateurs. C'est ainsi que plusieurs milliers de pièces voltairiennes se trouvant pêle-mêle à la Bibliothèque de la ville de Paris, M. Marcel Poëte a bien voulu me les communiquer, à charge de les classer à titre gracieux. Je manquerais peut-être à sa modestie, mais certainement à la reconnaissance, si je ne témoignais pas qu'à mon profit, non moins qu'à celui du service,

il a pris sur lui de dépasser des réglemens, dont les formalités sont étroites.

Par la situation de Voltaire dans le pays de Gex, j'ai été forcément amené à m'étendre sur les institutions de ce petit bailliage, sur ses relations avec Genève et la Suisse, et en même temps sur la politique économique de la France par rapport aux Cantons : c'était comme un fond de tableau champêtre dont il était impossible de ne pas entourer le patriarche. Je ne m'aveugle pas plus sur les imperfections de mon travail que je ne m'en suis dissimulé les difficultés. L'écueil ordinaire de ces études est dans la diversité de l'ancienne France selon les temps et les contrées : je voudrais espérer de l'avoir évité, ayant borné la mienne à un faible territoire, et à un court espace de temps. Au reste, j'ai moins prétendu à l'érudition des lois et des réglemens, qu'à saisir, autant qu'il était en moi, la vérité humaine ; et si j'ai eu cette hardiesse, c'est que je me suis cru en dehors des préjugés qui dirigent le plus souvent les historiens de nos provinces. N'étant pas fonctionnaire, je ne me suis pas senti solidaire de l'administration d'autrefois ; et quoique provincial, très attaché même à ma patrie provençale, je ne me suis passionné pour les privilèges d'aucun corps, qu'ils soient villes, États ou parlements. Le seul parti-pris dont peut-être je me sois mal gardé, a été une sympathie invincible pour le peuple qui travaille, qui souffre, et sur qui la charge des lois vient s'ajouter à celle de la misère. Ce parti-pris se gagne inévitablement au commerce des lettres, dont les anciens disaient déjà qu'elles rendent plus humain.

Il n'est pas de si modeste ouvrage qui n'exige le concours de beaucoup de bonnes volontés. J'ai reçu de MM. Schmidt et Viard aux Archives nationales, de M. Claudon à Dijon, de M. Hyrvoix de Landosle à Versailles, bien des indications précieuses. Mademoiselle Émilie Cherbuliez, de Genève, m'a communiqué, avec un rare désintéressement, les bonnes feuilles des *Mémoires d'Isaac Cornuau* qui doivent bientôt paraître par ses soins. J'ai trouvé dans M. Octave Morel, archiviste de l'Ain, le secours le plus dévoué, le plus compétent : non seulement il m'a par deux fois reçu à Bourg en ami, mais il m'a envoyé pendant plusieurs années des éclaircissements détaillés, et sans lesquels ma tâche eût été impraticable. Je dois joindre enfin à tous ces noms celui de M. Victor Bérard, qui m'a donné dans le début un encouragement décisif.

C.

Toulon, 15 mars 1912.

*Je soussigné, barbouilleur d'écrits inutiles, donne pouvoir  
à qui voudra de m'acheter la terre qu'il voudra, pour le prix  
qu'il voudra, où je vivrai tant qu'il voudra, comme il voudra,  
avec qui il voudra, fait où il lui plaît.*

V.

B. N. Ms. fr. 12937, f° 228 aut.

# VOLTAIRE

## SEIGNEUR DE VILLAGE

---

### CHAPITRE I

#### FERNEY

Fatigué du monde, où il voyait avec chagrin son temps et son argent se dissiper, dégoûté des grands, que son « naturel insolent », comme lui dit Frédéric, indisposait à la longue, Voltaire s'était retiré en Suisse pour y mener une vie « d'ermite » aussi convenable à son âge qu'à son état de philosophe. A cinq cents toises de Genève, sur une hauteur dominant le hameau de Saint-Jean, et appelée pour cela Sur-Saint-Jean, il avait acquis du conseiller Tronchin, par bail à vie révocable à la volonté du preneur, une maison de plaisance assez médiocre que, dans son orgueil de propriétaire, il dénomma aussitôt *les Délices*. Cette maison était pour l'été. A Monrion, près Lausanne, il en acheta une autre pour l'hiver. Puis, comme il était assiégé par la bonne compagnie de Lausanne, à laquelle il offrait le divertissement de la comédie et qui le voulait avoir dans la ville même, il s'installa, deux ans plus tard, en 1757, rue du Grand-Chêne. Cette nouvelle demeure, à l'en croire, était spacieuse, commode; la vue surtout en était magnifique. Seule, la désignation d'une rue avec

un numéro était une façon d'injure pour ce « palais d'hiver » : il fut désormais, pour Lausanne et pour l'Europe, *le Chêne*.

Voltaire ne resta point longtemps dans l'idée qu'il s'était faite de la liberté helvétique. Ces petites républiques, par leurs institutions, attiraient alors la curiosité; mais quand on les approchait, quand on y observait l'ordinaire de la vie, on se reprenait d'un amour très vif pour les monarchies. Cette impression, il est vrai, nous est transmise par des privilégiés de ces monarchies. Quoi qu'il en soit, Voltaire n'eut rien à souffrir des Magnifiques Seigneurs, ni de Berne, ni de Genève. Son irrégion, ses ouvrages impies scandalisaient le bailli de Lausanne qui toutefois espérait la miséricorde du Seigneur; on le priait seulement de ne rien écrire contre Leurs Excellences les Souverains Seigneurs, qui, « elles, ne pardonnaient jamais ».

A Genève, sa position était plus délicate. Il s'était fait l'apologiste de Servet, que Jacob Vernet voulait condamner pour la seconde fois; il passait pour l'inspirateur de l'article *Genève*, dans l'*Encyclopédie*, par lequel d'Alembert, selon Jean-Jacques, ne tendait pas moins qu'à détruire la cité; enfin, il avait osé dire de Calvin que son âme était *atroce*, expression que les gens du Haut même ne lui pardonnaient point. Les tracasseries qui suivirent l'article *Genève* achevèrent de lui faire des ennemis, et à leur tête Vernet, qu'il avait fait convaincre d'être socinien. Il pensa s'éloigner à jamais de la Suisse. Des terres étaient à vendre en Lorraine, Champignelle au comte de Fontenoi, Craon à mesdames de Mirepoix et de Boufflers. Pour les acquérir, le zèle catholique renaissait dans son cœur : « Mon âge, écrivait-il au Père de Menoux, jésuite et confesseur de Stanislas, mon âge et les sentiments de religion, qui n'abandonnent jamais un homme élevé chez vous, me persuadent que je dois ne pas mourir sur les bords du lac de Genève. » Et déjà le projet souriait à Stanislas, d'avoir Voltaire et sa fortune, quand il eut la faiblesse

de demander conseil à Versailles : M. de Choiseul le dissuada en style de chancellerie.

Mais que Voltaire n'y songeait-il auparavant? Il avait là, à moins de deux lieues devant lui, sous le front auguste du Mont-Jura, un castel redoutable, avec créneaux, tourelles et mâchicoulis, le castel de Fernex<sup>1</sup> appartenant à un gentilhomme assez mal dans ses affaires; et à une lieue à droite, sur la berge riante du Léman, un autre castel, délaissé par son propriétaire, M. de Brosses, le château, la seigneurie, la comté de Tourney! Deux terres admirables, affranchies de la taille, des vingtièmes et de toutes les autres impositions par un traité solennel du roi Henri IV; deux seigneuries avec cens, dimes inféodées, hommes, hommages, fiefs, emphytéotes, domaines directs, et l'*omnino* de juridiction haute, moyenne et basse avec le dernier supplice<sup>2</sup>! En vérité ces deux seigneuries, jointes l'une

1. Nous adoptons ici l'orthographe véritable. C'est Voltaire qui, conformément à la prononciation, changea l'*x* en *y*.

2. Voici d'après les aveux et dénombrements de la Chambre des Comptes de Dijon le dénombrement de la seigneurie de Fernex (*Côte d'Or*, B, 10 953).

*Aveu de Bernard de Budé, chevalier, seigneur de Verace et de Fernex, capitaine lieutenant aux gardes suisses de S. M. (1721).*

PREMIÈREMENT à forme des inféodations de ladite terre le château, mandement et lieu dudit Fernex situé dans le pays de Gex avec toutes autres maisons et édifices adjacents, et toutes les appartenances et dépendances, comme prés, vergers, terres cultivées et en friches, vignes, hutins, forêts, broussailles et autres possessions quelconques.

ITEM la moitié du dixme de ladite terre de Fernex avec les censés, hommes, fidélités, hommages, revenus, fermiers, liefs, emphytéotes et domaines directs que ledit seigneur a acquis lui appartiennent riére le territoire de ladite terre de Fernex icelle limitée.

ITEM la mère mixte, impère et omnimode juridiction haute, moyenne et basse, sur tous les hommes et habitants dudit Fernex avec le dernier supplice.

ITEM ledit seigneur a encore son Pillier avec un Carguant et ses Patibulaires dressées à quatre Pilliers.

ITEM la châtellenie, greffe et curialité dudit Fernex.

ITEM ledit seigneur a et reconnaît conformément encore aux

à l'autre et reliées à la maison des Délices, faisaient un assez fier royaume en face de la Rome calviniste : on y serait enfin à l'abri des prêtres et des libraires. Et, en même temps, l'orage vient-il à gronder du côté de Paris, on a « les pieds de devant » à Lausanne et à Saint-Jean, « on rampe de tanière en tanière, on se sauve des rois et des armées ». Ah ! être le comte de Tournay, le seigneur de deux ou trois présidents de Genève, de Jacob Vernet, « le chef des polissons ! » « Avoir pour ses vassaux ceux qui osaient essayer de l'inquiéter ! » Relever les fourches patibulaires ! Oui, « faire pendre aux créneaux de ses châteaux les prêtres de Baal qui le voudraient faire brûler, comme Servet et comme Antoine ! »

S'il est plaisant de suivre sa rancune, encore faut-il que l'intérêt n'en souffre pas. Voltaire était trop habile pour ne point satisfaire à la fois l'une l'autre. Accoutumé aux seuls prêts viagers, la nouveauté de l'opération l'embarrassait sans doute. Mais d'abord, il voulait réduire son « frusquin » le moins possible ; il se disait qu'une terre est le bien le plus sûr dans un temps de banqueroutes publiques et privées : enfin il se pro-

inféodations de la terre, seigneurie et mandement dudit Fernex, les chemins publics, sentiers, vaux, cours d'eaux, rivages, usages, pasquevages, paquiers, communs, comunages, chasses, pêches, avec pouvoir d'édifier moulins, meules, battoirs, fours et tous autres édifices et engins, avec rachaps et tous droits et pouvoir redimer et racheter le tout rière le terroir et juridiction dudit Fernex.

ITEM lui est dû en cense directe environ vingt coupes de froment.

ITEM en argent monnoyé environ vingt florins.

ITEM en gélines environ huit.

ITEM en chapons environ huit.

ITEM en cire environ quatre livres.

ITEM en noix environ deux coupes, toutes lesquelles choses sont dues audit seigneur de Fernex par année à forme de ses terriers et droits de reconnaissances.

ITEM la moitié dudit dixme valant par commune année, l'une aidant à l'autre, la quantité de trente six coupes de froment. (La coupe de Ferney valait environ 81 litres.)

posait de faire valoir son domaine aussi bien, pour le moins, que ses créances.

Dès la mi-septembre 1758, il entreprend messire Isaac de Budé de Boisy, représentant messire Jacob de Budé, colonel au service de Hollande, son frère, propriétaire de Fernex. Messire fait le difficile, puis convient pour la somme de cent quatorze mille livres. Voltaire, cependant, observe qu'un droit de lods et ventes revient en outre au comte de la Marche, fils du prince de Conti, seigneur suzerain du pays de Gex. Il hésite. « On exige pour le droit goth et vandale des lods et ventes le quart du prix. Il faut pour rafraîchissement payer au roi le centième, à la Chambre des comptes le cinquantième, etc. Ainsi à la fin du compte, on achèterait le double. » L'exemption de ces droits devient la condition du marché. Plutôt que d'acheter Fernex, il aimerait mieux traiter avec M. de Budé comme il fait pour Tournay avec le président de Brosses : passer un bail à vie, dissimulant une vente réelle, et qui exonère du droit de mutation. Car cet impôt obsède, exaspère Voltaire. « Ces lods et ventes ! comment s'en débarrasser ! » dit-il au président de Brosses. Il en écrit à Berne au banneret de Freudenreich. Il pressent à Dijon l'intendant de Bourgogne, M. Joly de Fleury, neveu de son persécuteur au Parlement de Paris. Il caresse le subdélégué de Gex, fermier des Domaines, percepteur du droit, et lui promet d'envoyer aussitôt le tiers qui lui revient, s'il veut bien écrire au comte de la Marche que l'acquéreur propose quatre mille livres sur les huit mille de lods et ventes. Le prince est si riche ! Plutôt que de profiter du droit goth et visigoth, ne devrait-il pas aider un philosophe à tirer les Gessois de la misère ? L'acquéreur en effet est « idolâtre du bien public », et c'est par humanité qu'il veut acheter un domaine. Ces considérations ne touchaient point alors les grands seigneurs : en dépit de ses démarches multiples, Voltaire eut l'amertume d'acquitter les lods et ventes.

La nature de son bien lui permit d'élever une autre difficulté. Le « pauvre Job », soi-disant, n'avait point de fonds disponibles. Il lui fallait emprunter : M. de Budé serait complaisant d'accepter en paiement deux bonnes lettres de change sur M. Tronchin, banquier à Lyon, échéant l'une à trois mois, l'autre à six. M. de Budé d'abord ne voulait rien entendre à ce « grimoire ». Il savait que « 4 750 louis d'or à 24 francs font précisément 114 000 livres ». Cependant la tentation de vendre était forte pour un colonel de Hollande. Il conclut à 89 000 livres la cession de Fernex, meubles non compris, 89 000 livres payables en lettres de change sur Tronchin et Camp, à Lyon; moitié à vue, dans les premiers jours de février 1759, moitié « en courant paiement des Rois », c'est-à-dire à Pâques selon l'usage de Lyon.

Pressé de mettre sa terre en état de rapporter, Voltaire s'y était installé trois mois avant que le contrat fût signé par Mme Denis, personne interposée dans l'affaire pour des raisons qu'on verra. Vingt maçons rebâtissaient le château. Les laboureurs étaient dotés des nouvelles charrues à semoir, invention admirable, dont les Welches étaient bien incapables. Lui, s'informait du procès soutenu par les pauvres de Fernex conjointement avec M. de Budé contre un curé voisin. Il prétendait obliger un Genevois, nommé M. Mallet, à réparer sur une longueur de quatre cents toises le grand chemin de Gex à Genève que ledit Mallet, d'ailleurs vassal de Fernex, avait gâté en faisant bâtir une maison; même, il envisageait de requérir à M. l'Intendant, pour cet objet de police. Surtout, il arrondissait son domaine. Il achetait, pour une somme de 16 150 livres, une autre terre enclavée dans Fernex, également franche d'impositions, appartenant à Antoine Josué Diodati, prêchant de la religion prétendue réformée. Il s'abouchait enfin avec un certain Choudens, Genevois, qui lui vendit le fief de Colovrex sans en être propriétaire, acquisition qui valut bientôt à Voltaire un procès,

des tracasseries, et un ridicule complet aux yeux des commis de Versailles.

Toutefois il ne suffit point qu'une terre soit productive; ce produit doit être net de tout impôt. On a vu que les terres de Fernex étaient franches, et cette franchise était ce que Voltaire prisait le plus dans la liberté helvétique. Concédée au xvi<sup>e</sup> siècle par les ducs de Savoie aux Genevois possesseurs de terres dans le pays de Gex, elle avait été garantie en 1601 par Henri IV dans l'article 4 du traité fait à Lyon pour l'échange du marquisat de Saluces avec la Bresse, Bugey, Valromey et Gex. A vrai dire, l'exemption n'était pas aussi totale que les Genevois, et Voltaire à leur suite, le prétendaient. Si les Seigneurs de Genève avaient jadis demandé la franchise « de toutes tailles, subsides, contributions et autres charges et impositions mises et à mettre sur ès dites terres », S. M. Très Chrétienne, par ses articles de Poitiers du 24 mai 1602, ne les avait soulagés que de la taille. Cependant il se trouvait que par grâce, ou plutôt par abus, plusieurs propriétaires genevois étaient demeurés libres de la capitation et des vingtièmes. MM. de Brosses jouissaient ainsi pour Tournay de l'immunité complète, « en raison des services rendus par leurs aïeux ». C'est ce privilège que Voltaire entendait obtenir pour Fernex, privilège au sujet duquel il se disait d'avance assuré du consentement des ministres.

On comprend maintenant pourquoi Mme Denis était interposée dans le contrat. Le roi pouvait balancer à signer un brevet au nom de Voltaire. Mme Denis, en revanche, veuve d'un commissaire des guerres, fille d'un correcteur en la Chambre des comptes, avait des titres véritables aux bontés de Sa Majesté. Et que demandait-elle, en définitive? *Dame demoiselle*, comme la femme de George Dandin, elle échappait naturellement à la taille. Elle se contentait de voir continuer le privilège des terres comprises « dans l'ancien dénombrement » fait à la réunion du pays de Gex, c'est-à-dire

la franchise des vingtièmes et de la capitation. Les obstacles, s'il y en avait, ne devaient venir que du pays même : car ses usages ne reconnaissaient point Mme Denis pour noble, quoique fille et veuve d'officiers anoblis par leur charge. Mais le syndic de la noblesse, mais le premier syndic du tiers, en même temps subdélégué de Gex, avaient promis de ne point invoquer les lois savoyardes contre cette faveur : elle ne changeait rien en effet au rôle des contributions, puisque la famille de Budé en jouissait depuis deux siècles. L'encre du contrat n'était pas sèche, que l'oncle et la nièce écrivaient à Versailles.

Il est deux sortes de lettres de Mme Denis. Les premières sont entièrement de son cru, et l'on y découvre une pecque assez sotte ; les secondes sont dictées par le chantre de Henri IV ; le contraste qu'elles font avec les autres est tel que Mme Denis le sentait elle-même ; elle demandait à François Tronchin si sa lettre à Mme de Pompadour, qu'on va lire, « n'avait point trop l'air dictée ni arrangée par son oncle. Songez, disait-elle, que c'est une femme qui écrit à une autre femme, et qu'il est question de donner de bonnes impressions au ministre » :

11 février 1759.

Madame,

Vos anciennes bontés pour moi me sont toujours présentes. Le respect que vos occupations m'inspirent m'a privée souvent de l'honneur de vous renouveler des sentiments que la distance et le temps ne peuvent effacer. Daignez, Madame, vous rappeler deux solitaires qui du milieu de leurs montagnes vous admirent et vous offrent des vœux.

Je vous supplie de vouloir bien protéger la requête que j'ai l'honneur de vous présenter. C'est la première grâce que j'aie osé vous demander pour moi. Elle me sera précieuse puisque je la tiendrai de vous.

Mon oncle dont chaque jour je reçois de nouvelles preuves d'amitié m'achète une terre dans le pays de Gex, qui relève de Monseigneur le comte de la Marche. Je supplie le roi de me conserver les privilèges dont cette terre a toujours joui. Ce que je demande, Madame, et qui ne tire à aucune conséquence, est du ressort du ministre des Affaires étrangères parce que la terre est en pays de frontières. Si vous daignez, Madame, donner ma requête à M. le duc de Choiseul, appuyez d'un mot de protection la terre, et nos cœurs vous devront leur bonheur.

Je suis avec un profond respect, Madame votre très humble et très obéissante servante,

DENIS.

Voltaire ajoutait, de sa main, en *post-scriptum* :

Permettez, Madame, qu'un vieux Suisse, un vieil habitant des Alpes et du Mont-Jura vous renouvelle son respect et sa reconnaissance. Le plaisir de m'entretenir de vos anciennes bontés est la consolation de ma vieillesse, et je me flatte pour mon bonheur que vous serez toujours aussi heureuse que vous méritez de l'être.

Agréez, Madame, le respect et l'attachement du Suisse

V.

Aux Délices, route de Genève, 11 février 1759<sup>1</sup>.

Le lendemain, Voltaire et sa nièce écrivaient au duc de Choiseul, ministre des affaires étrangères :

Monseigneur,

Monsieur d'Argental m'a écrit que vous daignez vous souvenir de moi. Deux solitaires habitants des Alpes et du Mont-Jura vous interrompent un moment pour vous remercier et pour vous demander votre protection.

Nous espérons que vous daignerez faire pour nous ce que M. Rouillé a fait pour le président de Brosses, notre voisin. Nous ne nous adressons ni à intendant, ni à conseiller d'État. Nous attendons tout de vos seules bontés. Un brevet du roi suffit, c'est tout ce qu'il a fallu au président de Brosses. L'oncle et la nièce ne viendront pas à la vérité vous remercier à Versailles, mais ils vous béniront dans leur retraite. On

1. Aff. étr., Genève, 68 p., 32 autographes.

est plus reconnaissant dans l'innocence des champs qu'à la Cour, et jamais vos bontés n'auront été mieux senties

J'ajoute en mon particulier que Mme Denis mérite mieux que moi cette grâce, que la terre lui appartient, et non à moi, que je ne suis pour rien dans cette requête au roi. Je souhaite que mon nom soit parfaitement oublié. Je n'oublierai jamais vos bienfaits.

Nous serons avec une respectueuse reconnaissance l'oncle et la nièce pour toute notre vie,

Monseigneur, vos très humbles et obéissants serviteur et servante

VOLTAIRE, DENIS.

Aux Délices, route de Genève, 12 février 1759<sup>1</sup>.

A cette lettre, était jointe une requête

*Au Roy*

Supplie très humblement Marie-Louise Mignot Denis, fille d'un conseiller du roi, correcteur en sa Chambre des comptes, veuve du sieur Denis, écuyer, ci-devant capitaine au régiment de Champagne, chevalier de Saint-Louis, mort commissaire des guerres au service de Sa Majesté en 1745 :

Disant qu'elle acquiert dans la province de Gex une petite terre appelée Ferney, qui jointe à un petit domaine, qui en dépend, vaut environ mille écus de rente;

Que cette terre jouissait des droits de ce que l'on appelle l'ancien dénombrement;

Que le seul avantage qui puisse rétablir cette petite terre ruinée faute d'habitants, est la conservation des privilèges accordés par les rois, prédécesseurs de Sa Majesté, Charles IX, Henry IV, Louis XIII et Louis XIV dans les traités de 1564, 1601, conventions subséquentes, et notamment par le traité d'Aarau, 1658;

Que le feu roi Louis XIV dit expressément dans le traité d'Aarau, juin 1658 :

« Quant aux albergements et donations faites par le canton de Berne des biens tant séculiers qu'ecclésiastiques, et autres appartenant à des communes et à des particuliers, dans la seigneurie de Gex, nous voulons qu'ils demeurent en force et valables, et que les possesseurs ne soient aucunement

1. Aff. étr., Genève, p. 34, de la main de Voltaire.

recherchés et molestés, en vertu du traité de 1564 et du traité conclu en 1601 entre le Roy Henri IV notre aïeul et Charles Emmanuel, duc de Savoie »;

Que la terre de Ferney, vendue par le canton de Berne à la famille Gingin La Saraz, par les Gingin à la famille des Budée, par les successeurs des Budée à la dame Denis, a toujours été maintenue dans ses privilèges;

Que la dite terre de Ferney et celle de Tournai sont les seules seigneuries du pays enclavées dans cet ancien dénombrement: que la seigneurie de Tournai, vendue depuis longtemps à la famille du Président de Brosses, jouit actuellement de tous les anciens droits, dîmes inféodées, exemptions, franchises, et que les seigneurs de Brosses y ont été maintenus par un brevet de Sa Majesté;

La dite dame Denis demande très humblement cette même grâce pour la terre de Ferney. Elle allègue que par cette bonté du roi, rien ne sera changé dans la province par rapport aux contributions; la terre demeurant telle qu'elle a toujours été sans aucun changement. Elle demande seulement que cette terre et dépendance ne perde rien de ses droits en passant dans ses mains.

Elle implore cette grâce de Sa Majesté avec d'autant plus de confiance, qu'une catholique sujette du roi, dont le mari est mort à son service en Flandres, espère avoir plus de droit aux bontés du roi que des étrangers protestants, qui ayant pour la plupart servi les ennemis de Sa Majesté, ont été cependant maintenus sans aucun trouble dans la possession des privilèges de l'ancien dénombrement, dont la suppliante demande la confirmation <sup>1</sup>.

M. de Choiseul, que d'Argental sollicitait de son côté, répondit le 27 février <sup>2</sup>. Il était trop heureux de trouver cette occasion de marquer ses sentiments; toutefois, pour faire ce que Voltaire souhaitait, il lui fallait une copie, ou du moins un extrait du contrat d'acquisition, où la terre fût exactement décrite : sur cette pièce, il

1. Aff. étr., Genève, 68, p. 35, Wagnières.

2. Cette lettre, dont la minute est aux Affaires étrangères, a été publiée par M. H. Tronchin à la date du 27 août dans le *Conseiller François Tronchin et ses amis*, Paris, 1895, in-8°, p. 385.

ferait dresser le brevet. Voltaire aussitôt de dicter à Jean-Louis Wagnières, son secrétaire, cet

*Extrait des contrats*

passés au château de Fernex, par Girod, notaire royal à Gex, le 9 février 1749, duement contrôlés : entre dame Marie-Louise Mignot Denis, fille de messire François Mignot, écuyer, conseiller du roi, correcteur en sa Chambre des comptes de Paris, veuve de messire Nicolas-Charles Denis, écuyer, capitaine au régiment de Champagne, commissaire des guerres, et aussi correcteur en la Chambre des comptes de Paris, d'une part; et de l'autre messire Jacob de Budée, fils de Guillaume de Budée, colonel au service de Hollande, lequel a vendu à la dite dame la seigneurie de Fernex et le fief Caille au bailliage de Gex, avec tous les droits, dîmes inféodées et bien ruraux dépendants de la dite terre et situés dans l'ancien dénombrement, spécialement, vers Moëns et Collex, comme il est dit dans le contrat, sans nommer les portions des terrains comprises dans la seigneurie et dépendances, et s'en rapportant au terrier, à la notoriété publique, et aux anciens cadastres existants tant à Genève que chez le subdélégué de Gex, le tout pour la somme de 89 000 livres.

Et le même jour, entre la dite dame et le sieur Antoine-Josué Diodati, fils de Salomon Diodati, prédicant de la religion prétendue réformée, lequel lui a vendu le domaine qu'il possédait dans la dite terre de Fernex et autres lieux, avec toutes les terres qui sont de l'ancien dénombrement, comme dessus, pour la somme de 16 150 livres.

Lesquelles terres de l'ancien dénombrement, tant de la seigneurie vendue par le sieur de Budée, que des domaines vendus par le sieur Diodati, sont spécialement et expressément comprises soit dans l'état de la subdélégation de Gex, paroisse de Fernex, depuis la page 205 jusqu'à la page 212 inclusivement, soit dans l'état dressé en vertu des Lettres patentes de Sa Majesté Henry IV du 27 mai 1602, toutes les dites terres consistant en portions de bois, vignes, champs labourables, écartés les uns des autres et acquises en divers temps par les vendeurs et leurs ancêtres; ce que je certifie être véritable, soumettant mes biens et ma personne en témoignage.

Fait au château de Fernex le 8 mars 1759.

MIGNOT DENIS.

Le lendemain, Voltaire écrivait lui-même au duc de Choiseul :

Aux Délices, près de Genève, 9 mars 1759.

Monseigneur,

Puisque vous avez tant de bonté pour l'hermite des Alpes et du Mont-Jura, il dira que *tout est bien* et il vous devra l'agrément du reste de sa vie. Je suis vieux et encore plus malingre. Je n'ai pas voulu attendre les moments auxquels on ne sait ce qu'on fait, ni ce qu'on dit, ni ce qu'on entend, ni le pays où l'on va, pour laisser à mes nièces le peu de bien que j'ai sauvé des naufrages de ce monde. Mais j'aurais fait un présent funeste à ma nièce Denis, pour laquelle vous avez des bontés, si la petite seigneurie de Fernex que je lui ai achetée était privée des droits et des franchises dont elle a joui deux cents années. Il eût été bien dur qu'une catholique sujette du roi eût vu périr entre ses mains des privilèges dont des étrangers huguenots, souvent ennemis du roi, ont été en possession sans y être jamais troublés.

Ces droits sont fort peu de chose, et ne diminuent ni n'augmentent les contributions de la province de Gex. Mme Denis étant demoiselle et veuve d'un gentilhomme, ne paye point la taille. Il ne s'agit donc que des dîmes attachées à la seigneurie, et de la faculté de vendre son blé à Genève ou en Suisse. (Ces bagatelles pourraient rencontrer des longueurs à un Parlement, ou devant un intendant de province, et n'en trouveront point chez un protecteur tel que vous.)

J'ai l'honneur de vous soumettre, Monseigneur, un extrait des contrats par lesquels Mme Denis est en possession de Fernex et de quelques terres adjacentes.

Ces contrats ne spécifient aucun des champs ni des prés ni des vignobles compris dans ce qu'on appelle l'ancien dénombrement. On s'en est toujours rapporté à la notoriété publique, à l'usage, au rôle des tailles, le tout fondé sur les anciens cadastres rongés des vers à Genève et chez le subdélégué de Gex. On ne consulte ces registres que dans les cas où l'assise de la taille ferait une difficulté; et c'est ce qui ne nous regarde pas. Les deux seuls points sont les dîmes inféodées et le droit de vendre nos denrées. L'objet des dîmes inféodées intéresse

particulièrement Mgr le comte de la Marche, seigneur suzerain qui perdrait son droit de lods et ventes sur cette partie si quelque curé s'avisait de vouloir nous les enlever. Un mot du roi nous met à l'abri de tout, et nous vous en aurons une obligation éternelle. Nous n'avons point encore l'expédition des contrats qui sont à Gex pour y être contrôlés, et Mme Denis vous accuse la vérité de tout ce qu'ils contiennent.

J'ai pris la liberté de joindre à son écrit un exposé des raisons qui peuvent justifier le brevet du roi, et des grâces qu'elle demande. Cela est court et ne vaut pas la peine d'être long. Ma lettre n'est que trop longue, elle le serait bien davantage si je me livrais au plaisir que j'ai de vous voir à la tête des affaires, et d'avoir obligation au plus aimable de tous les ministres.

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect et la plus vive reconnaissance, monseigneur, *etc.*

VOLTAIRE,

Gentilhomme ordinaire du roi<sup>1</sup>.

Ce qui est agréable, dans cette lettre, ce n'est pas tant que Voltaire y joue la pauvreté ni la foi catholique, lui l'auteur de *l'Essai sur les Mœurs*, riche alors de 150 000 livres de rente : c'est l'art léger, le désordre, la négligence, avec lesquels il change la question, fait ressortir des points jusque-là tenus à l'ombre, introduit par parenthèse et comme sans prendre garde, des demandes nouvelles. Esprit ouvert et lucide à l'extrême, c'est ainsi qu'il a toujours affecté de ne rien entendre aux affaires. Remarquons son silence sur l'objet principal de la requête, l'exemption des vingtièmes. Mme Denis, demoiselle et veuve d'un gentilhomme, est franche de taille selon les lois du royaume. Cependant, c'est cette franchise dont elle demande brevet. En effet, le parchemin portera « qu'elle jouisse des droits, privilèges, franchises et exemptions dont ont joui ci-devant les possesseurs de Fernex ». Ces exemptions ont beau ne s'appliquer qu'à la taille, selon les Lettres

1. Aff. étr., Genève, 68, p. 51, autographe.

patentes de Henri IV : les Genevois, possesseurs de terres dans le pays de Gex, ont toujours prétendu, sur ces formules équivoques, être libres de tout impôt. En même temps, Voltaire est prompt à réclamer, outre une licence de contrebande assez commune en pays frontière, des dîmes inféodées qu'il tire des curés de Moëns et de Fernex. Car il est deux points sur lesquels un homme de l'ancien régime, quelque philosophe qu'il soit, se montre également irréductible : le premier, c'est de refuser l'impôt au roi, et le second, c'est de l'exiger sans rémission de ses vassaux. Ainsi, la « philosophe » Mme de Brionne, maîtresse du duc de Choiseul, accablée de pensions, enrichie des déprédations de son amant, exige de misérables paysans, ses vassaux, le droit d'indire à l'occasion du mariage de sa fille. Ainsi Feydeau de Brou, intendant de Bourgogne, met à contribution ses villageois pour le baptême de son fils. En poursuivant les curés pour la dime, Voltaire ne fait que suivre l'usage : il rédige, pour la commodité de Monseigneur le ministre, une minute de futur brevet sous ce titre :

*Exposé sur lequel on pourrait avoir la bonté  
de dresser le brevet.*

Le... 1759, le roi étant à Versailles s'étant fait représenter la requête de Marie-Louise Mignot, demoiselle, veuve de Nicolas Charles Denis, écuyer, ancien capitaine au régiment de Champagne, depuis commissaire des guerres, mort dans l'exercice de son emploi en 1745, laquelle ayant acquis sur la frontière de la province de Gex la seigneurie de Fernex et terres dépendantes dans la dite province par ses contrats passés le 9 février 1759 au château de Fernex, entre elle, et Jacob de Budée, et Antoine Josué Diodati, supplie très humblement Sa Majesté de lui accorder pour elle et ses hoirs, la confirmation des privilèges, exemptions, dîmes inféodées, dont la dite terre de Fernex et dépendances ont toujours joui sans interruption jusqu'à ce jour en vertu des déclarations des rois Charles IX en 1564, Henri IV dans le traité de Lyon, 1601, lorsqu'il acquit le territoire de Gex, et Louis XIV

en 1658, au traité d'Aarau ; Sa Majesté étant informée que cette terre et dépendances, situées sur la frontière, ne peuvent se soutenir que par la confirmation des dits privilèges ; que sans cette grâce, la suppliante serait exposée à être ruinée ; que de plus la dite terre est chargée volontairement par l'exposante de l'entretien des haras du roi au pays de Gex ; que cet entretien est un fardeau porté rarement par les nobles, qui n'ont pas besoin d'avoir recours à ce moyen pour être exempts de taille ; Sa Majesté voulant traiter favorablement la suppliante, ayant égard à son zèle, et à situation et aux services de son mari, vu l'avis de....., ordonne que la dite dame Denis et ses hoirs soient en possession de tous les droits, franchises, exemptions, dîmes inféodées, dont ont joui ci-devant les seigneurs de Fernex, et les possesseurs des terres adjacentes, acquises par l'exposante, le tout suivant les anciens cadastres et pièces justificatives, que les dites terres jouissent à toujours de leurs anciennes prérogatives, et que la dite exposante ait toute faculté de faire vendre son blé et les fruits de sa terre de Fernex et domaines y compris, sans trouble ni empêchement, dans les pays limitrophes étrangers, à la charge de n'y faire jamais vendre ni blé, ni fruits d'une autre terre, sous les peines ordinaires, et sous celle d'être privée de ses privilèges et franchises. En foi de quoi Sa Majesté a fait expédier le présent brevet, et l'a signé de sa main, et l'a fait contresigner par nous, etc. <sup>1</sup>.

Il y a dans ces demandes une nouveauté qui mérite explication. Voltaire parle avec emphase des haras du roi que sa nièce entretiendrait au pays de Gex. L'on se figure peut-être des écuries luxueuses, des boulingrins que coupe une rigole d'eau vive, des barrières frustes, des bosquets à frondaison gracile, et au milieu de tout cela, de nobles bêtes aux jambes fines, aux proportions géométriques, avec des palefreniers en veste rouge. De tels établissements paraissaient alors une chimère en France. M. de Brancas, auteur du *Règlement général pour*

1. Aff. étr., Genève, 68, p. 81, W. Le titre est de la main de Voltaire ainsi qu'une apostille qu'on lit au dos : *Exposé des motifs du brevet en faveur de la dame Denis.*

les haras de 1717, adressait aux intendants un mémoire « pour les prévenir contre une semblable idée, impossible dans l'exécution ». M. de Voltaire, dans une note du *Siècle de Louis XIV*, en déclarait le coût exorbitant. M. le marquis d'Argenson, ministre des Affaires étrangères, « d'Argenson la bête », n'en était pas moins l'ennemi. Cependant, M. de Voyer, son neveu, intendant des écuries du roi, en avait installé plusieurs, dans l'espoir d'y trouver son compte; mais les divergences de cette sorte n'étaient point rares dans la famille d'Argenson. Quoi qu'il en soit, ce qu'on appelle haras royal, au XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est proprement la saillie d'une jument par un étalon également « royal ». Du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, l'étalon monte-t-il quatre-vingt-dix juments qu'on lui amène de tous les hameaux du canton, cela fait quatre-vingt-dix haras. L'entretien des haras dans un canton, c'est donc l'entretien et la garde d'un étalon <sup>1</sup>.

On pourrait croire que dans sa nouvelle ardeur pour la campagne, Voltaire faisait ce sacrifice à l'amélioration de la race chevaline : il s'y était en effet essayé naguère dans sa maison des Délices <sup>2</sup>. Désabusé cepen-

1. Cf. sur les haras, R. Musset, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, novembre 1909 à janvier 1910.

2. *Correspondance de Grimm*, août 1764 :

« Lorsque j'étais à Genève, il y a quelques années, M. de Voltaire avait fait acquisition d'un étalon danois bien vieux, avec lequel il se proposait d'établir un haras dans sa terre. Il avait une demi-douzaine de vieilles juments qui le traînaient, lui et sa nièce. Un beau matin, l'oncle se mit, lui et sa nièce, à pied, pour abandonner les six demoiselles aux plaisirs de l'étalon; il espérait être dédommagé de cette petite gêne par une belle race de chevaux danois nés aux Délices, près Genève. Ses essais ne furent point heureux; les efforts du vieux danois ne fructifièrent point; cependant son maître nous en donnait tous les jours le spectacle dans son jardin au sortir du dîner. Il voulait surtout le montrer aux femmes qui venaient dîner chez lui. « Venez, mesdames, s'écriait-il, voir le spectacle le plus auguste, vous y verrez la nature dans toute sa majesté. » Cette folie, qui nous amusa longtemps, a donné à M. Huber l'idée d'une découpure très plaisante... »

dant, il s'intéressait davantage aux privilèges que couvrait l'épithète « royal », ajustée à un étalon. D'abord, on recevait du roi cadeau d'un étalon qu'on pouvait atteler à son carrosse, et puis l'on touchait trois livres et un boisseau d'avoine, mesure de Paris, pour la saillie de chaque jument. En outre, ce qui vaut mieux, on était exempt des tutelles, curatelles, logement des gens de guerre, fourniture de chariots, corvées ou autres services des troupes dans leurs marches, exemption dont la plupart étaient de style, mais dont l'une avait une valeur en Bourgogne, où le logement des gens de guerre était représenté par un impôt accessoire à la taille. Enfin, et c'était le grand point quand on était de vilainie mal savonnée, l'on était taxé pour les impôts du sel et de l'ustensile, pour les vingtièmes et la capitation, non par le jaloux collecteur du village, mais par M. l'intendant, ou son délégué, par un « homme de génie, un homme de bonne compagnie », avec qui l'on s'accommodait toujours, lorsqu'on était M. de Voltaire et qu'on jouissait de 150 000 livres de rente. Voilà pourquoi le grand homme, à peine installé à Fernex, demandait un étalon à M. de Voyer. Il n'avait aucune idée des haras, disait-il, mais auprès de lui se trouvait son jeune cousin Daumart, mousquetaire du roi, qui lui paraissait « avoir beaucoup de talents pour les haras ». Ce Daumart, par la suite, en pourrait devenir inspecteur, avec appointements. M. de Voyer refusa cette place, mais envoya l'étalon avec une patente de garde-étalon. C'était l'essentiel pour Voltaire qui s'était juré de ne point payer l'impôt.

Que M. de Choiseul lui refuse d'affranchir Fernex par brevet ! Il l'affranchirait par les haras. Le crottin, en effet, a en soi quelque chose de noble.

\*  
\*\*

M. de Choiseul, cependant, faisait dresser un brevet qui satisfaisait dans tous leurs désirs Mme Denis, « ses

hoirs ou ayans droit ». Puis, se ravisant, il transmit à ses bureaux, pour examen, les requêtes helvétiques. Ceux-ci découvrirent que « la dame Denis alléguait des titres, et n'en rapportait point » ; ils supposaient même qu'elle en était dénuée, puisque, de l'aveu de Voltaire, « les anciens cadastres étaient rongés des vers » ; et ils conclurent à envoyer l'affaire, pour la débrouiller, à l'intendant de Dijon, puis la transmettre, pour la solution, à M. de Saint-Florentin, ministre pour l'intérieur. « Les Affaires étrangères n'avaient point dans leur ressort de donner des grâces aux sujettes du roi<sup>1</sup>. »

M. de Choiseul, en conséquence, écrivit à l'intendant de Bourgogne, M. Joly de Fleury :

A Versailles, 19 avril 1759.

Vous verrez, monsieur, par les pièces ci-jointes, que M. de Voltaire ayant acquis pour Mme Denis, sa nièce, la terre de Fernex située au territoire de Gex, désire la confirmation des privilèges, exemptions et dîmes inféodées, dont il prétend que les précédents possesseurs ont joui en vertu des déclarations de nos rois et nommément du traité d'Aarau. Vous y verrez encore qu'il étend sa demande à la faculté de vendre à Genève ou en Suisse le blé provenant de la dite terre de Fernex. Comme le roi est disposé à accorder cette grâce à M. de Voltaire, au cas qu'il n'en résulte pas de grands inconvénients, et que je serais fort aise moi-même de lui donner une marque de bonne volonté, je vous serais obligé, Monsieur, de vouloir bien prendre les éclaircissements nécessaires là-dessus et de m'en faire part le plus tôt qu'il vous sera possible, ainsi que de votre avis, tant sur le fond que sur la forme du brevet à accorder par le roi, au cas que la proposition de M. de Voltaire soit admissible.

Inquiet de ces retards, Voltaire prit le parti de faire écrire par sa nièce à M. de Bussy, alors premier commis de M. de Choiseul, depuis notre ambassadeur à Londres :

1. Genève, Mém. et doc., I, p. 245, 248.

Ce 31 mars, des Délices.

J'implore votre amitié, Monsieur, dans l'espoir que depuis cinq ans d'absence vous ne m'avez point oubliée.

Je viens d'acquérir une terre nommée Fernex par les bienfaits de mon oncle. Elle est située dans le pays de Gex à deux petites lieues de Genève. Cette terre, par d'anciens traités faits avec Genève, a des droits particuliers qu'on appelle de l'ancien dénombrement. Mon oncle a demandé pour moi à M. le duc de Choiseul que ces droits me fussent conservés. Ce ministre a eu la bonté de nous accorder cette grâce. Il a mandé à mon oncle de lui envoyer un extrait du contrat sur lequel il ferait dresser le brevet. L'extrait du contrat et les motifs du brevet lui ont été envoyés il y a environ trois semaines.

Voulez-vous bien vous informer à qui ces papiers sont remis et quelle est la personne chargée de dresser le brevet? Nous serions trop heureux si c'était vous. Quoi qu'il en soit, nous vous recommandons cette affaire, nous vous prions de la suivre, de l'accélérer. J'engage M. de Chenevières à vous solliciter pour moi et je suis sûre qu'il le fera de tout son cœur.

Vous savez qu'indépendamment de tout autre motif, j'ai l'honneur d'être, avec le plus inviolable attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissante servante,

DENIS.

Mon oncle me charge de vous faire mille tendres compliments <sup>1</sup>.

Quelques jours plus tard, devant le silence persistant de Versailles, Voltaire prenait la plume à l'adresse du même M. de Bussy :

Au château de Fernex, par Genève, 18 avril 1759.

Vous avez toujours aimé les femmes comme disait le cardinal de Noailles. Or, Monsieur, ma nièce Denis compte sur vous; et moi, tout vieux Suisse que je suis, j'y compte aussi. Elle a eu l'honneur de vous importuner pour un brevet, et M. le duc de Choiseul a eu la bonté de le promettre. Je lui ai

1. Aff. étr., *Genève*, mémoires et documents, I, p. 247, autographe.

envoyé un extrait de nos pièces avec toute la soumission, toute la reconnaissance et toute l'exactitude possibles. Et puis j'ai craint de ne l'avoir pas assez ennuyé, et vous aussi, Monsieur.

Voici donc pour perfection d'ennui tout le contrat d'acquisition sans qu'il s'en manque un mot. Les notaires sont comme les théologiens, ils disent force choses inutiles. Il n'y a dans ce contrat qu'un mot à la page 3 qui regarde mon affaire. C'est celui où il est dit que le château et les terres sont de l'ancien dénombrement. Connaissiez-vous, Monsieur, cet ancien dénombrement parmi tous les traités qui sont dans votre tête? C'est assurément le plus petit dénombrement qui soit au monde. Mais enfin ce pauvre petit droit est fondé sur des pancartes sacrées de nos rois. Nous avons ou raison ou prétexte d'en demander très humblement la confirmation. Nous joignons à notre contrat la copie du brevet accordé à M. de Brosses en pareil cas. Nous avons eu l'honneur d'envoyer à M. le duc de Choiseul nos motifs. Nous attendons vos bontés et les siennes. C'est une bagatelle, je le sais bien. Mais ce rien est beaucoup pour des marmottes du Mont-Jura. J'ai bien une autre grâce à vous demander. Je vous supplie de renvoyer cet énorme paquet contenant contrat et brevet à M. d'Espagnac, conseiller clerc de grand' chambre, demeurant dans la grande ville de Paris, rue de Verneuil, lequel abbé d'Espagnac est chef du petit conseil de finances de Mgr le comte de la Marche, mon seigneur suzerain à qui je dois argent, foi et hommage, et pour qui je dois combattre à la tête de douze hommes armés pour l'honneur des dames et de la chevalerie, ainsi que le portent les inféodations. Ce grand chambrier veut avoir mon contrat.

Pardon, Monsieur, de vous entretenir de mes misères, quand vous êtes occupé de celles de l'Europe. Mais vous suffisez à tout. Secourez-nous.

Je suis pour ma vie, et en franc Suisse, votre très humble, très attaché et obligé serviteur.

VOLTAIRE,

Gentilhomme ordinaire du roi.

Ah! si vous saviez à quel point le roi de Prusse est un drôle de corps<sup>1</sup>!

1. Aff. étr., Genève, mém. et doc., I, p. 250, autographe. Le surlendemain, Choiseul écrivait à Voltaire (Pierre Calmettes, *Choi-*

Enfin M. de Bussy répondit :

A Versailles, le 9 mai 1759.

Quand M. le cardinal de Noailles ne l'aurait pas dit, Monsieur, je l'aimai et l'aimerai toujours, ce sexe enchanteur à qui il n'en coûte qu'une œillade pour nous soumettre à son empire; par conséquent Mme Denis doit compter que je contribuerai de tout ce qui dépend de moi au succès et à la prompte expédition de son affaire. On aurait bien voulu l'expédier sans passer par d'autre voie que celle du ministère, mais pour votre avantage même il n'était pas possible de ne pas consulter l'intendant de la province, autrement vous auriez trouvé quantité d'oppositions pour l'exercice des droits qui vous auraient été accordés, et nous aurions compromis le roi, le ministre et troublé pour longtemps le repos de M. de Voltaire et de Mme Denis. D'ailleurs vous avez dû remarquer que dans le brevet de M. de Brosses que vous apportez pour exemple on a pris expressément l'avis de l'intendant. Pour éviter tout inconvénient, M. le duc de Choiseul a envoyé les pièces à l'intendant pour avoir son avis. Il lui a fait connaître en même temps le vif intérêt qu'il prend à ce qui vous regarde et le désir de vous traiter favorablement, vous et les vôtres; ainsi j'espère que tout sera terminé comme vous le désirez. Pour moi, je serai charmé d'avoir pu être de quelque utilité au Dieu de l'esprit et je croirai en valoir davantage en profitant des occasions de vous prouver le véritable attachement que je vous ai voué depuis si longtemps, et avec lequel je me ferai gloire d'être toute ma vie, Monsieur, votre très humble, etc.<sup>1</sup>.

Mais alors, pensa-t-on à Fernex, si les papiers étaient chez l'intendant, il fallait faire de nouvelles démarches auprès de ce magistrat distingué. Voltaire en écrivit à Bussy :

L'oncle et la nièce, Monsieur, sont enchantés de vos bontés. Nous aimons les négociateurs autant que nous craignons les

*seul et Voltaire*, Paris, 1902, in-12, p. 21) en lui laissant entendre que le brevet lui serait accordé, en récompense de son entreprise secrète auprès du roi de Prusse pendant la guerre de Sept ans.

1. Aff. étr., *Genève*, mém. et doc., I, p. 61, minute.

intendants. Si vous avez le temps de lire notre mémoire, nous le recommandons à votre esprit trancheur de petites difficultés et à votre cœur bienfaisant. Nous présentons nos très humbles et très inutiles actions de grâces, mais tendres et sincères, à M. le duc de Choiseul. Ni lui, ni vous qui songez à l'Europe, ne savez ce que c'est que de faire valoir au milieu des renards, des loups et des neiges des Alpes, des terres qui manquent d'habitants, où l'on ne connaît point l'argent de France, où l'on parle le patois de Charlemagne, et où les fermiers généraux entretiennent encore quatre-vingt-quatre commis, ce qui est à peu près le nombre de mes sujets. Ils font bonne chère, et mes paysans ont les écouelles : les hommes ont la moitié d'une culotte et les femmes la moitié d'une chemise. Je peuple le pays de Suisses, j'y établis un haras du roi. Je mets hommes, chevaux, bœufs et moutons dans un pays où il n'y avait que des glaces, des ronces et deux curés. Si on ne m'aide pas, on aura grand tort. Et pour m'aider, il faut me laisser faire. Si tous les possesseurs de terres en usaient comme moi, l'État s'en trouverait mieux. *Absit vanitas*, ma terre de Fernex était autrefois souveraine, je ne demande qu'à être laboureur et meunier. Je compte sur la protection de M. le duc de Choiseul, sans quoi je me serais ruiné à faire du bien. Prenez, mon cher négociateur, cette affaire à cœur, je vous en conjure. J'espère qu'enfin toutes les vôtres réussiront.

Remerciement, attachement, reconnaissance de la part de votre très humble obéissant serviteur,

V. Suisse.

Aux Délices, 16 mai <sup>1</sup>.

De son côté, Mme Denis mandait à M. de Bussy :

Aux Délices, 16 mai.

Je suis désolée, Monsieur, que notre affaire soit renvoyée à M. l'intendant. Comme je ne crois pas mon oncle tout à fait aussi janséniste que M. Joly de Fleury [l'avocat général]<sup>2</sup>, je crains fort que le parti n'ait un grand avantage sur nous dans cette occasion-ci, à moins que M. le duc de Choiseul et vous n'ayez la bonté de nous aider.

1. Genève, mém. et doc., I, p. 262, autographe.

2. Surcharge de Voltaire.

Je vous envoie un mémoire que nous vous prions d'envoyer à l'intendant. Si vous pouviez le faire apostiller de la main de M. le duc de Choiseul, je ne doute pas que M. l'intendant ne trouvât nos raisons meilleures. Enfin, je mets en vous toute mon espérance, mais si cette affaire manque, cette terre n'est plus de nulle valeur pour les Genevois lorsqu'elle aura perdu ses droits, et le pays de Gex est entièrement dénué de fermiers, d'habitants et d'argent.

Je suis pénétrée de reconnaissance de votre bonne volonté ; je la mérite par les sentiments avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissante servante,

DENIS<sup>1</sup>.

A ces lettres, il faut joindre un

*Mémoire que Monseigneur le duc de Choiseul est supplié de faire parvenir à M. l'intendant de Bourgogne.*

Je demande pour la terre de Fernex la même protection que Sa Majesté a bien voulu accorder à messieurs de Brosses pour la terre de Tournay au pays de Gex. Le brevet donné à messieurs de Brosses dit que la faveur à eux accordée ne tire point à conséquence, la terre de Tournay étant la seule terre seigneuriale comprise dans l'ancien dénombrement. Messieurs de Brosses se trompèrent dans cet exposé. Ils ne savaient pas que la terre de Fernex, appartenant alors à M. de Budé, était aussi seigneuriale, et jouissait depuis trois cents ans des mêmes privilèges.

Ils n'eurent recours auprès de Sa Majesté qu'aux droits fondés sur cet ancien dénombrement du pays de Gex, limitrophe de Genève, mais ils avaient un droit plus inviolable et plus étendu à réclamer, celui des traités faits avec les cantons suisses par nos rois, droits toujours maintenus dans toutes les terres de Gex qui en ont joui ; droit confirmé par le traité d'Aarau en 1654, dont voici les termes :

« Quant aux albergements et donations faites par le canton de Berne des biens tant séculiers et ecclésiastiques, et autres, appartenant à des communes et à des particuliers dans la seigneurie de Gex, nous voulons qu'ils demeurent en force et valables, et que les possesseurs ne soient aucunement

1. Genève, mém. et doc., I, p. 264, aut.

recherchés et molestés, en vertu du traité de 1564 et du traité conclu en 1601, entre le roi [Henri] IV notre aïeul, et Charles Emmanuel duc de Savoie. »

C'est en vertu de ces traités que tant de seigneurs jouissent encore au pays de Gex des dîmes inféodées. C'est ce qui a déterminé le Conseil du roi à défendre aux Parlements de connaître de ces dîmes par un arrêt du 12 avril 1657.

Je n'ai acquis la terre de Fernex que sur la parole des syndics de la province qui m'ont assurée que cette seigneurie devait être conservée dans tous ses privilèges établis, tant sur le traité solennel d'Aarau que sur le dénombrement de Genève. J'ai dû espérer, moi catholique et veuve d'un officier du roi mort à son service, que j'aurais les mêmes avantages que possédait M. de Budé, vendeur de la terre, lui dont la famille, redevable à nos rois de ses biens et de sa noblesse, s'est rendue étrangère et a porté les armes contre nos rois depuis cent ans.

M. l'intendant de Bourgogne, attentif comme il le doit être à ne pas diminuer dans son district le nombre des contribuables, a paru craindre que mon acquisition de Fernex ne fit tort à la recette du roi. Il est prié d'observer :

Que je ne peux faire aucun tort, puisque les choses resteront dans le même état où elles étaient, comme le remarque M. Fabri, premier syndic de la province, subdélégué de M. l'intendant; non seulement je ne fais aucun tort, mais je mets déjà les habitants en état de payer la taille : ils étaient dans la plus effroyable misère et je commence à les en tirer.

Je dois donc me flatter que M. l'intendant de Bourgogne aura égard à l'avis de son subdélégué, au mémoire de ce même subdélégué, que je joins ici, [écrit]<sup>1</sup> de sa main; à l'avis des deux syndics, et aux droits du roi qui augmentent, en assurant les miens.

Je demeure hors de France, dans le territoire de Genève et de Suisse; mon oncle m'a acheté la terre de Fernex et s'est accommodé pour lui de la terre de Tournay avec M. le président de Brosses : ces deux terres doivent nous nourrir dans notre retraite. Nous demandons la permission de manger chez nous le pain fait du blé de nos terres, nous demandons la confirmation de nos dîmes inféodées. M. de Brosses en s'accoutumant avec mon oncle de sa comté de

1. Surcharge de Voltaire.

Tournay lui a garanti toutes ses franchises, il ne nous reste qu'à obtenir les mêmes privilèges pour Fernex.

Nous savons bien que ces privilèges sont réservés aux Genevois et aux Suisses quant à ce qui regarde l'ancien dénombrement : mais quant aux droits des dîmes inféodées, ils sont affectés aux terres mêmes ; c'est un bien que nous avons payé, et dont nous rendons foi et hommage, duquel nous ne devons pas être dépouillés.

Il ne s'agit ici que de la terre de Fernex ; je demande donc d'être maintenue dans mes dîmes inféodées, attachées depuis trois cents ans à la terre : je demande la conservation du privilège de l'ancien dénombrement dans tous les domaines par moi acquis, lesquels sont prouvés être de ce dénombrement par les registres de Gex et de Genève, et par la possession non interrompue de ceux qui m'ont vendu ces domaines. Si on me refusait cette faveur, qui ne peut nuire à personne, on me ferait un très grand tort, puisque cette terre, ayant perdu ce qui la rendait chère, ne pourrait plus être vendue, et on ferait tort au pays qui est très pauvre, et qui a besoin de seigneurs qui fassent travailler les habitants,

MIGNOT DENIS.

A Fernex, 15 mai 1759 <sup>1</sup>.

Ce mémoire était apostillé d'une note intitulée :

*Mémoire de M. Fabri, premier syndic du Pays de Gex,  
subdélégué de M. l'intendant de Bourgogne.*

Mme Denis, nièce de M. de Voltaire, vient d'acquérir la terre de Fernex.

Cette terre appartenait à M. de Budé, gentilhomme genevois.

Elle est comprise en partie dans le cadastre des biens appelés de l'ancien dénombrement, que les Genevois possèdent dans le pays de Gex, avec exemption de taille.

Ce privilège est inutile à Mme Denis, qui jouit déjà de l'exemption, mais il lui importe de le conserver pour le faire revivre en cas qu'elle ou ses héritiers viennent à revendre cette terre à un Genevois.

1. Aff. étr., Genève, 68, p. 38 et 39, W., le titre est de la main de Voltaire.

Si la terre de Fernex passant à Mme Denis conserve son privilège de l'ancien dénombrement, ce sera toujours un effet précieux, dont on trouvera à se défaire dans quelque temps que ce soit très facilement et très avantageusement.

Si au contraire, cette terre rentre dans la classe des biens sujets à la taille, elle sort pour ainsi dire du commerce, ne pouvant plus être possédée que par un gentilhomme; et il y en a peu à Genève dont la noblesse soit reconnue en France, et aucun dans le pays de Gex qui soit en état de faire une semblable acquisition.

Mme Denis est d'autant plus autorisée à demander la continuation de ce privilège, qu'il n'en résulte aucun préjudice, ni pour Sa Majesté, ni pour le pays de Gex.

En effet, Sa Majesté n'y perd rien, et le pays de Gex n'en sera point surchargé, tout demeurant par rapport aux impositions dans le même état où il a toujours été depuis l'union du pays à la couronne.

Mme Denis trouve d'ailleurs l'exemple d'une pareille grâce dans la terre de Tournay qui est de l'ancien dénombrement, et dont le privilège vient d'être renouvelé et confirmé par un brevet de Sa Majesté, en faveur de MM. de Brosses, l'un président au Parlement de Dijon, et l'autre baillif de Gex.

*L'original écrit de la main de M. Fabri, subdélégué de M. l'intendant de Bourgogne<sup>1</sup>.*

Cette dernière note est de la main de Voltaire, ainsi que le titre. Elle fortifie le doute qui vient à la lecture de l'apostille : on n'y reconnaît point la manière verbale de Fabry, mais plutôt celle, décisive et sèche, du grand homme. Cependant le subdélégué dut la lire et l'approuver. Se bornant à la franchise de la taille pour la seigneurie de Fernex, elle ne le compromettait guère. Il faut noter la prudence avec laquelle il se tait sur les dîmes inféodées, objet de litiges avec les curés de Moëns et de Fernex.

L'oncle et la nièce, d'ailleurs, ne manquèrent pas de revenir à la charge, quelques jours plus tard, auprès de M. de Bussy :

1. Aff. étr., 68, p. 42, W.

Ce 22 mai, des Délices.

Plus je suis touchée de vos bontés, Monsieur, et plus mes importunités augmentent. Mon oncle prétend que vous avez le cœur sensible malgré votre place : j'espère tout de cette belle qualité.

Mettez-vous un petit moment à la place d'une Parisienne qui se trouve dans les glaces du Mont-Jura, et dont la terre lui devient onéreuse et inhabitable si elle n'obtient pas la confirmation d'un malheureux privilège attaché depuis trois cents ans à cette terre.

Je compte si fort sur votre envie d'obliger et sur l'habitude où vous êtes de faire réussir toutes vos négociations, que j'espère avoir mon brevet et vous en être obligée toute ma vie.

Ce brevet, si vous le vouliez bien, consisterait en la conservation des privilèges *pour la terre de Fernex, domaines adjacents et terres par moi acquises qui seront légalement reconnues être de l'ancien dénombrement ; conservation du droit des dîmes et autres privilèges dont mes prédécesseurs seront reconnus avoir joui.*

Cette tournure ne compromet personne, elle est tout entière dans l'esprit de la loi, elle n'est qu'une grâce du roi dont je ne puis abuser, elle prévient toute chicane.

Je vous réitère mes remerciements, et les sentiments avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre très humble et très obéissante servante,

DENIS.

P.-S. — Ma nièce n'a-t-elle pas raison, Monsieur, dans ses demandes et dans sa confiance en vous ? Que M. le duc de Choiseul et vous aient pitié des marmottes du Mont-Jura.

On prétend que l'armée d'exécution a été exécutée, j'en suis fâché. *De profundis* pour tous ces gens-là et pour moi.

V.<sup>1</sup>.

Trois jours après, nouvelle lettre de Voltaire à M. de Bussy, pour lui recommander une lettre à M. Joly de Fleury, laquelle paraît détruite, malheureusement pour nous, car elle devait être belle :

1. Aff. étr., Genève, mém. et doc., I, p. 205, aut.

Aux Délices, près de Genève, 29 mai 1759.

Quand on a affaire à des Parisiennes devenues Suissesses, cela ne finit point; pardon, mon cher Monsieur, pour les deux marmottes du Mont-Jura. Nous n'avons pas voulu écrire à M. l'intendant de Bourgogne sans vous soumettre la lettre. Vous êtes notre premier mobile. Plaisante négociation! Si vous trouvez la lettre digne d'un intendant, Mme Denis vous supplie très instamment de vouloir bien l'envoyer contre-signée. Votre beau contreseing opère des miracles.

Si la lettre n'a pas votre approbation, jetez-la au feu. Nous nous recommandons à vos bontés du fond de nos antres.

*Le Suisse V. et la Suissesse D.<sup>1</sup>.*

Sa lettre à Joly de Fleury, cependant, ne fut pas transmise: quand elle parvint à Versailles, l'affaire avait été tranchée. Mais peut-être ne l'aurait-on pas envoyée à l'intendant: on ne lui avait point fait tenir le mémoire du 15 mai, pour lequel Voltaire demandait également une apostille. C'est que M. de Choiseul, en attendant les éclaircissements de Dijon, faisait étudier les nouvelles pièces par un juriste de Versailles, homme blasé sur les prétentions des solliciteurs. L'incohérence, l'outrecuidance de l'oncle et de la nièce ne le déridèrent point.

On a vu que Voltaire, en premier lieu, demandait l'exemption de la taille pour Mme Denis *et ses hoirs*, exemption à l'aide de laquelle il se promettait, lui, Mme Denis et ses hoirs, de se soustraire en fraude aux autres impôts, à l'imitation de MM. de Brosses. En même temps, il voulait confirmation des dîmes inféodées à percevoir sur les curés, ses voisins, dîmes *abergées*, c'est-à-dire aliénées jadis par le canton de Berne aux seigneurs et à la communauté de Fernex. Puis, comme il rêvait chaque jour aux moyens d'augmenter ses revenus, il avait demandé la licence de vendre son

1. Aff. étr., Genève, mém. et doc., I, p. 267, aut.

blé. Enfin il pensait à l'avenir : un jour peut-être lui faudrait-il se défaire de Fernex; autant valait que ce fût avec bénéfice. C'est pourquoi sa nièce sollicitait implicitement, par la bouche du subdélégué Fabry, que le brevet d'exemption de la taille fût accordé, non plus à sa personne et à ses hoirs, mais à la terre, que la faveur fût *réelle* et non *personnelle*, afin que la terre pût être vendue aisément à quelque Genevois non gentilhomme<sup>1</sup>. Admirons le génie financier de Voltaire. L'exemption perpétuelle de la taille attachée à Fernex, exemption d'où l'on déduisait avec un peu d'adresse celle des vingtièmes et de la capitation, majorait d'au moins 30 000 livres la valeur de la seigneurie. Mme Denis, personne interposée, ayant rétrocédé Fernex à son oncle par un acte privé, il pouvait, quand il le voudrait, réaliser sa spéculation.

Mais ce qui ne le tourmentait pas moins, c'était son procès avec les deux curés, pendant au Parlement de Bourgogne, pour les dîmes inféodées. Voltaire, toute sa vie, se défia de messieurs du Parlement; il s'en défiait d'autant plus en cette affaire qu'il commençait à se brouiller avec M. de Brosses, son propriétaire de Tournay, président à Dijon. Aussi aurait-il voulu que le procès fût tranché d'autorité, par décision du roi inscrite dans le brevet. Ce point, le commis chargé de sa requête, à Versailles, vit tout d'abord de quelle importance il était pour Voltaire. Déjà, aux premières requêtes de Mme Denis, il avait observé qu'elle n'avait point de titres. « Il suffit, déclara-t-il dans son rapport, qu'un tribunal soit saisi de cet objet contentieux; la dame Denis a acheté un droit litigieux; elle ne peut demander au roi d'arrêter le cours de la justice ordinaire pour la confirmation d'un droit contesté au vendeur et à ses auteurs, *prudens emisti vitiosum*. »

1. Les familles occupant la magistrature dans le Petit-Conseil, celles surtout comptant des premiers syndics, étaient reconnues pour nobles dans le royaume. Voir plus loin, chap. v, p. 186 et 191-193.

La demande des franchises à perpétuité n'était pas moins irrecevable aux yeux du juriste. « Il était naturel que le duc de Savoie stipulât ce traitement pour ses sujets. L'équité demandait qu'Henri IV l'accordât à ces mêmes sujets qui avaient des possessions franches jusqu'alors sur un territoire qui passait à la France, sans quoi leur condition aurait été détériorée, le traité d'échange entre les deux princes leur eût été onéreux; mais l'intention de nos rois n'a pas été de perpétuer ces privilèges, ni de les rendre inhérents aux terres de l'ancien dénombrement, en quelques mains qu'elles parvinssent, autrement le roi aurait acquis ce territoire sans l'acquérir, puisque jamais il ne devrait rien produire à la couronne (au moins quant aux terres de cette espèce) sinon, des frais d'entretien, de police et de gouvernement.... L'exemple de la terre de Tournay ne prouve rien.... Il n'est fait dans le brevet aucune mention d'affranchissement de ces terres, en quelques mains qu'elles passent, ni des dîmes inféodées, qui sont des droits réels et fondés en titre. La dame Denis jouira des privilèges des nobles. Si elle demandait les anciennes franchises, comme privilège attaché à sa personne, on pourrait lui accorder, en considération de l'amélioration qu'elle procurera au pays, quoique la récompense naturelle de l'industrie soit l'augmentation des revenus et des fonds d'un propriétaire. »

Quant au transport du blé en pays étranger, cette faculté ne pouvait s'accorder indéfiniment. Il y avait lieu seulement de l'accorder à M. de Voltaire et à Mme Denis pour leur usage, par des ordres particuliers <sup>1</sup>.

Les conclusions de ce commis, obscur serviteur du bien public, tendaient donc au rejet total du brevet. J'ai reproduit quelques-uns de ses considérants parce qu'ils sont exemplaires de ce que les hobereaux et les parlementaires appelaient le « despotisme royal ». De

<sup>1</sup> 1. Genève, mém. et doc., I, p. 257.

son côté, M. de Choiseul, quel que fût son goût des féodaux, était trop nouveau dans le ministère pour passer outre sur le privilège à perpétuité de Ferney et surtout sur l'article des dîmes inféodées. Il fit dresser un brevet dont les termes vagues exemptaient pendant leur vie la dame Denis, et le sieur de Voltaire dans le cas où il lui succéderait, pour les portions des terres comprises dans l'ancien dénombrement. En même temps il informait Voltaire par une lettre aimable, où il expliquait « qu'il serait plus aisé de raccommoder le roi de Prusse avec l'Impératrice que de faire sortir les blés de France <sup>1</sup> ». Puis, M. de Bussy écrivit en détail à Fernex :

A Versailles, le 28 mai 1759.

Le roi, sur le rapport que je lui ai fait de vos demandes, Monsieur, au sujet de la terre de Fernex que vous avez acquise pour Mme Denis, votre nièce, a bien voulu vous traiter de la façon la plus favorable, ainsi que vous le voyez par le brevet ci-joint. Il n'était pas possible d'avoir plus d'envie de vous servir qu'on l'a eu, et si l'on ne vous a pas accordé toutes vos demandes, c'est que cela n'était pas praticable, et qu'il en aurait résulté des oppositions sans nombre et qui à la fin auraient rendu la grâce du roi inutile pour vous.

Quant à la permission nommément de faire sortir du royaume et passer à Genève les denrées provenant de la terre de Fernex, si on l'avait exprimée dans le brevet, elle aurait été attaquée par M. le contrôleur général et par l'intendant de la province, parce qu'elle est contraire à toutes les ordonnances des fermes, et à celles concernant la sortie des grains, et que les possesseurs de l'ancien dénombrement ne jouissent pas même de ce privilège, la faculté de faire sortir des grains pour leur subsistance leur ayant été accordée quelquefois dans les années abondantes et jamais indéfiniment. Mais M. l'intendant, qui est très bien disposé pour vous, ne vous a jamais refusé ces sortes de permissions,

1. *Genève*, mém. et doc., I, p. 270. Publiée par Calmettes, *Choiseul et Voltaire*, p. 21.

même avant que vous eussiez acquis des terres en France, et il est très porté à vous en accorder de pareilles dans la suite, à moins qu'il ne se rencontrât des empêchements de la plus grande importance.

J'ai saisi, Monsieur, avec empressement, cette occasion de vous rendre service, désirant depuis longtemps de me trouver à portée de vous donner des témoignages de l'intérêt sincère que je prends à votre satisfaction, et des sentiments particuliers avec lesquels je suis, Monsieur, votre, etc.

Puis, comme le brevet était parti, quand la dernière lettre de Voltaire parvint à Versailles, M. de Bussy répondit à celle-ci :

1<sup>er</sup> juin.

Je reçois dans le moment, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 25 du mois passé avec celle de Mme Denis pour M. de Fleury, l'intendant. Comme vous avez reçu actuellement votre brevet avec deux lettres de M. le duc de Choiseul et une de moi, je vous renvoie la lettre de Mme Denis, puisqu'elle devient inutile par le changement de l'état de votre affaire.

J'espère que vous aurez été content de ce qui a été. Je vous répète, Monsieur, que l'on a fait tout ce qu'il était possible de faire en votre faveur, et j'espère que vous en aurez été content. Soyez persuadé de mon zèle inaltérable pour tout ce qui regarde l'oncle et la nièce, les marmottes ou marmotes du Mont-Jura.

Voltaire n'était pas tellement content; mais à son ordinaire il affecta de triompher. Ce qui le touchait, c'est que M. de Choiseul avait accolé son nom à celui de Mme Denis dans le parchemin. On avait osé parler de lui dans la chambre du roi! S'il l'avait prévu, il aurait demandé du même coup un brevet pour Tournay. « Figurez-vous quel plaisir ce serait, dit-il au négociateur d'Argental, d'avoir deux terres entièrement libres, et comme cela irait à l'air de mon visage! » Assurément, il n'aurait pas l'insolence, ajoutait-il, de deman-

der un second brevet pour Tournay. Cette insolence, toutefois, il ne tarda pas à s'y résigner.

En attendant, M. de Choiseul désirait une tragédie pour « pot-de-vin du brevet ». *Tancrède*, que Voltaire avait sur le métier, fut dédié à Mme de Pompadour, par une épître où le poète vantait ses travaux champêtres, la fertilité qu'il répandait autour de sa nouvelle demeure, la richesse qu'il apportait au pays : « le pauvre qui veut s'occuper y cesse d'être pauvre. » Mais une épître dédicatoire suffisait-elle à la gloire de la marquise? Voltaire la voulait « chanter dans une ode fièrement, hardiment, sans fadeur. Elle est belle, elle est bienfaisante, sujet d'ode excellent. Elle a eu la bonté de recommander à M. le duc de Choiseul un mémoire pour mes terres, terres libres comme moi, terres dont je veux conserver l'indépendance, comme celle de ma façon de penser ». Cependant une ode exige un enthousiasme soutenu : pesant l'obligation qu'il avait à la marquise, Voltaire se trouva hors d'état d'emboucher la trompette. »

Il n'en faut pas conclure que la grâce du ministère ait été vaine à ses yeux. Soustrait par elle à la capitation et aux vingtièmes, il était parvenu de la sorte à ce qu'il avait « désiré toute sa vie, l'indépendance et le repos ». Son honnêteté naturelle trouvait une satisfaction dans la propriété de deux lieues de pays qui « ne rapportaient rien mais ne devaient rien à personne ». — « Il n'y avait pas deux terres dans les autres provinces du royaume qui eussent de pareilles immunités. » Néanmoins, il arriva que les États de Gex, se ravisant sur les traités, taxèrent un jour Mme Denis et, notamment, sur 4 000 livres de revenus en 1776. Voltaire, aussitôt, se récria très fort. Sa terre qui rapportait 8 000 livres dès 1759, et 15 000 en 1776, sa terre qu'il avait avoué lui produire mille écus en 1759, lui coûtait 6 000 livres par an. Les syndics étaient honnêtes gens : il n'insistèrent point. « On paie assez en France. Il est doux de n'avoir rien à payer dans ses

possessions, disait le philosophe. Vive la campagne, ma chère nièce; vivent les terres et surtout les terres libres, où l'on est chez soi maître absolu et où l'on n'a point de vingtièmes à payer! C'est beaucoup d'être indépendant; mais d'avoir trouvé le secret de l'être en France, cela vaut mieux que d'avoir fait la *Henriade*. »

## CHAPITRE II

### TOURNEY

Dans le temps qu'il s'abouchait avec M. de Budée pour l'achat de Fernex, Voltaire écrivit à M. de Brosses, président à mortier au Parlement de Dijon, propriétaire, à une lieue de Genève environ, de la seigneurie de Tournay sur les chemins de Gex et de Versoix. Ce magistrat était un peu son confrère, ayant publié *l'Histoire des navigations aux terres australes* : Voltaire lui fit compliment de cet ouvrage et, représentant la mauvaise gestion du fermier Chouet, offrit d'acheter Tournay à vie. « Je m'engage à faire bâtir un joli pavillon des matériaux de votre très vilain château, et je compte y mettre 25 000 livres; je vous paierai comptant 25 000 autres livres »; « offres honnêtes », quoiqu'un peu strictes : Voltaire alors était dans la soixante-cinquième année, où le taux des rentes viagères est le denier dix. A 25 000 livres, la vente de Tournay ne donnait de bénéfice net à M. de Brosses que pendant sept ans, après quoi ce bénéfice eût été absorbé dans les trois années suivantes; l'acquéreur venait-il à dépasser soixante-quinze ans, le vendeur perdait chaque année les 3 300 livres du loyer payé par le fermier. Il est vrai, par contre, que le bail de Chouet expirait dans vingt-huit mois. que Voltaire s'engageait à faire pour 25 000 livres d'améliorations, et même « à

ne pas vivre plus de quatre ou cinq ans ». Mais on sait de reste que les propriétaires ne mettent en compte ni l'éventualité des non-locations, ni les embellissements faits par le locataire; ou plutôt, à l'expiration du bail, ils comptent ceux-ci pour dégradations.

M. de Brosses n'aimait point Voltaire. Il ne l'aimait point, parce que le philosophe, depuis longtemps, était l'ennemi infatigable des Parlements. Il ne l'aimait point, parce que vivant plus qu'aujourd'hui à l'instar de Paris, la province se vengeait de cette dépendance sur les Parisiens imprudemment venus à elle. De plus, M. de Brosses s'était proposé dès l'enfance l'exemple du président Bouhier, dont Voltaire avait occupé le fauteuil académique avec une désinvolture que Dijon ressentait encore. Mais, en fait de terres, le magistrat était « vénal comme un Anglais ». Mangeur, buveur, coureur de filles, *l'auri sacra fames* secondait ses appétits. Il l'avouait d'ailleurs, dans le ton démodé des roués : « à quoi la faim de l'or ne contraint-elle pas les poitrines mortelles! — Or sus! fit-il à Voltaire, mettez la main sur le pourpoint; ce n'est pas assez. Cela vaut 30 000 livres. Je dirais bien 33, mais je n'ai jamais qu'un mot » : et reprenant une à une les propositions de l'acheteur, il accordait jouissance entière des terres, seigneurie, prés, vignes, droits, meubles et bestiaux, mais, pour les bois, jouissance des droits annuels (de paissance, d'ébranchage et de glandée) et non du droit de coupe. Il ajoutait que, comme « la volonté de l'homme est ambulatoire », on devait convenir pour la reconstruction du château soit d'un délai, soit d'une somme. Mme de Brosses, enfin, recevrait de Voltaire le pot-de-vin du marché. En revanche, le président insistait sur le privilège de Tournay, tout dans l'ancien dénombrement. Ce privilège, à vrai dire, se perdait en cas de vente à un Français; mais il ne s'agissait « que de manier ceci un peu délicatement ».

Voltaire trouva d'abord exorbitantes les prétentions bourguignonnes. Ce n'est point que la somme fût

excessive, garantissant au président un loyer de quatorze années; mais les améliorations faites au château ou, à leur défaut, les sommes versées par les hoirs de l'acheteur seraient pour M. de Brosses un trop beau bénéfice acquis sans risques. L'inconvénient fut paré dans un nouveau projet expédié par Voltaire, qui n'offrait plus que 20 000 livres comptant, dont moitié serait rendue à fin de bail. Par contre il se proposait de mettre aux embellissements 40 000 livres, dont la moitié serait également rendue; et toutefois il découvrait son intention de ne point porter le faste à l'excès, demandant à M. de Brosses s'il ne valait pas mieux rendre le château logeable plutôt que de construire un pavillon. Pour prix d'un si beau marché, M. de Brosses garantirait les privilèges de Tournay : « point de seigneur suzerain, disait Voltaire, point de lods et ventes, point de vingtièmes, point de capitation, point d'intendant, ni de subdélégué, *si fas est*. Signé : V., âgé soixante-quatre ans et bientôt de soixante-cinq. »

Dans ce nouveau projet « si travesti, si chargé de pretintailles », le magistrat pressentit tout de suite « une pépinière de difficultés ». D'ailleurs, quoiqu'il supputât la mort de Voltaire vers 1769 et s'oublîât jusqu'à le lui écrire, il estimait que « 20 000 livres de capital pour 3 200 livres de rente [payées par Chouet] font [au denier vingt] 2 200 livres, ou si vous voulez [au denier dix] 1 200 livres de perte en revenu annuel et que, puisque, selon votre lettre, vous comptez y mettre 60 000 livres, j'aurais au bout du temps 10 000 livres à rendre de mon argent pour avoir perdu 2 200 livres de rente pendant dix ans. Ce fonds perdu est trop cher pour moi. » Ces calculs n'étaient pas exacts, mais le marché n'en restait pas moins impossible. Aussi M. de Brosses proposa-t-il la vente pure et simple de Tournay, et termina par ce *post-scriptum* : « M. de Fautrière, retiré à Genève, me fait proposer un échange contre sa terre plus voisine des miennes de Bresse. » — « Eh bien! répondit Voltaire, vous

donnerez donc la préférence à M. de Fautrière. »

Le président fut piqué : soi-disant, il ne connaissait point du tout M. de Fautrière; ce qu'il entendait dire ne lui donnait qu'un goût médiocre pour traiter avec le personnage. « Pour moi, faisait-il, vous me trouverez probablement toujours planté là comme un piquet toutes et quantes fois que vous voudrez goûter du dernier dix. » Le grand homme revint donc à la charge avec 30 000 livres comptant, et une belle charrue à semoir pour chaîne du marché à la présidente. M. de Brosses fit un peu le dégoûté, tant sur les 10 000 écus que sur la charrue, dont Madame n'userait point pour meuble de toilette, puis offrit de conclure par un bail à vie qui sauverait les franchises de Tournay. Et comme Voltaire préférait une vente à vie, s'inquiétait de savoir si les lods et ventes étaient dus dans ce cas, tergiversait enfin, le président, pour lors dans sa terre de Montfalcon en Bresse, demanda une entrevue, car « on s'égosille à parler de loin ».

Imaginez un vieillard chancelant, frileusement serré dans sa pelisse, la main tremblante sur sa canne, avec une mine inquiète, mais futée, et des yeux scrutateurs. Tel était M. de Voltaire les jours de contrat viager, tel il fit son entrée chez M. de Brosses à Tournay, le lundi 11 décembre 1758. L'autre l'attendait. C'était un petit homme d'une santé insolente, haut en couleur, roulant des yeux dans une grosse figure aux traits saillants. Il reçut Voltaire avec un verbe abondant, un ton nasillard et dur, de grands gestes et un air glacé; et le vieil homme de lettres, sous la facilité jouée, sentit d'abord la morgue irréductible du magistrat. Mais M. Girod, notaire royal à Gex, était à cette heure à Fernex, prêt à dresser contrat devant témoins. Le président fut prié de monter en carrosse, et c'est chemin faisant que l'acheteur commença de parler bail, réparations, forêt, bestiaux, etc. M. de Brosses alors le prit du plus haut, se jetant à quartier sur les disparates qui fusaient en tous sens de sa tête fertile.

La république romaine, les combats du roi de Prusse, Newton, les fossiles de Madagascar crépitérent dans sa voix aigre, avec citations empruntées à Virgile et à Pope. Incidemment, il imposait dans son tapage les trois ou quatre idées arrêtées qu'il avait sur l'affaire : mais son compagnon essayait-il de l'y retenir, d'amorcer quelque subtilité, Benoît XIV, le langage samoyède, Mme de Pompadour débouquaient aussitôt, masquant la griffe précise et brutale du chat-fourré. Admirable veine du génie bourguignon : quand la voiture s'arrêta, Voltaire était vaincu.

L'homme de Palais dicta donc impérieusement le grimoire. Il s'était vanté de n'avoir qu'une parole, lorsqu'il demanda 30 000 livres : aussi, ayant évalué depuis à 3 500 livres de rente son bien, qui en rapportait difficilement 3 200, fixa-t-il le prix d'achat à 35 000 livres, moyennant quoi Voltaire aurait sa vie durant jouissance du tout, qu'on rendrait en même état et valeur après sa mort. Et, pour ce, inventaire serait dressé. L'acquéreur userait de la forêt « en bon père de famille, c'est-à-dire en y laissant par chaque pose <sup>1</sup>, l'une portant l'autre, 60 arbres de ceux qui sont sur pied ». Les meubles et effets se trouvant dans le domaine à l'expiration feraient retour au bailleur, qui, par cette clause, espérait posséder un jour l'argenterie de Voltaire, objet de sa convoitise. Le preneur s'obligeait à faire de grosses réparations et des améliorations, jusqu'à concurrence de 12 000 livres « comme faisant ladite somme partie du bail ». Enfin, les 35 000 livres du bail seraient payées en lettres de change sur Lyon, moitié en paiement des Saints (le 6 janvier 1759), moitié en paiement des Rois (à Pâques de 1759). Voltaire écoutait, résigné, sachant bien que le temps, ce grand maître, lui permettrait sans doute de se dédommager. Cependant, quand M. de Brosses eut fini, il demanda d'être assuré dans les

<sup>1</sup> La pose équivaut à peu près à 27 ares.

franchises de Tournay. Le président, alors, fit un papier garantissant « les lods et les franchises de l'ancien dénombrement », et comme Voltaire disait, en riant : « C'est le billet de La Châtre », l'autre se rengorgea sous sa perruque, et hautain : « Ho ! parole d'honneur, Monsieur ! »

Et puis l'on revint souper aux Délices, M. de Brosse chatouillé d'avoir Voltaire pour son fermier, rêvant de placer en bon denier dix la somme tirée au denier quinze d'un vieillard de soixante-cinq ans ; Voltaire, nerveux, inquiet des tracasseries qu'après lui on ferait peut-être à sa chère et tendre nièce, satisfait néanmoins de se substituer au président dans un domaine coupé par la frontière et d'où il pourrait narguer Versailles et Genève. Les jours suivants, le tour du propriétaire réserva des déceptions au preneur. M. de Brosse ayant soumis sa forêt à l'exploitation la plus avide, à peine comptait-on par arpent les seize baliveaux prescrits par l'ordonnance ; à peine voyait-on, de vingt pieds en vingt pieds, des surgeons de quelques années, que le président, avec autorité, appelait des « arbres » ; surgeons et baliveaux n'était pas cinquante par pose : même, un bois tout entier venait d'être mis en coupe par un certain Charlot Baudy, de Chambésy, qui en avait fait des moules de belle apparence dans le gaulis. On sait que le grand homme était frileux. Le bois, chez lui, flambait comme chez les ministres et, pas plus qu'eux, il n'aimait que ce fût à ses dépens : il dit sa crainte d'être privé, « dans un pays où l'on manque de tout ». M. de Brosse le rassura, non sans rondeur : « Charlot, dit-il, se fera un plaisir de vous servir ». Et, en effet, ayant rencontré le paysan dans une nouvelle promenade avec Voltaire, il lui dit de porter du bois aux Délices.

Sollicité de garantir à l'acquéreur le titre de comte, M. de Brosse signa un nouveau billet : la veille de Noël, le philosophe fit son entrée dans sa seigneurie, coiffé d'un bonnet de magicien, traîné dans un carrosse

d'arracheur de dents, bleu d'azur à étoiles d'or, avec, à ses côtés, ses nièces tout en diamants, et son cousin Daumart, mousquetaire du roi, caracolant à la portière. Le curé prononça une harangue. Les filles de la paroisse présentèrent des oranges dans des corbeilles garnies de rubans. Le fermier Chouet, fils de noble Chouet, offrit un repas « dans le goût de ceux d'Horace ou de Boileau, fait par le traiteur des Pâquis », guinguette des bords du lac. On porta la santé du seigneur au bruit du canon, qu'on avait emprunté à Genève avec les artilleurs de la République, et ce bruit parvint à Paris, où les plaisants moquèrent aussitôt le « comte de Tornet ».

\*  
\*\*

M. le comte, cependant, avait plutôt les oreilles tintantes du ton vainqueur dont M. de Brosses avait dicté la loi. Il lisait et relisait le contrat; il écoutait les banquiers de Genève, experts en rentes viagères, qui ricanaient : « C'est un marché de dupe. » Car M. de Brosses, par les 35 000 livres du contrat, augmentées de 500 livres de pot-de-vin à Mme la présidente, se trouvait payé d'avance de onze années de location. Placée en un fonds solide au denier vingt, les intérêts simples de la somme représentaient six nouvelles années, et les intérêts composés laissaient encore au magistrat de quoi garnir ses tabatières. Toutefois un bailleur doit au moins les grosses réparations : ici le locataire les prenait à sa charge jusqu'à concurrence de 12 000 livres, qui font le loyer de quatre années en outre. Pour que le marché fût onéreux au président, il eût fallu que le vieillard dépassât l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Sans doute celui-ci s'arrangeait déjà « pour vivre autant que Fontenelle »; mais pour plus de sûreté, il résolut de se rattraper tant sur l'emploi de 12 000 livres que sur l'exploitation rurale et seigneuriale de Tournay.

Le grand souci du XVIII<sup>e</sup> siècle, tout féru d'économie

politique, c'est la construction et l'entretien des routes. Celle des Délices à Tournay, par le grand chemin de Genève à Pregny, était des plus raboteuses. Voltaire essaya d'abord de son crédit auprès de la République pour la faire mettre en état; mais, devant la pénurie alléguée du budget, il fit aussitôt se cotiser ses vassaux et se cotisa lui-même pour 1 000 livres, qu'il mit en première ligne sur le compte de M. de Brosses. « Soyez bien convaincu, lui disait-il en l'avisant, que je suis homme à pousser au delà de 24 000 livres. » Quinze jours plus tard, le chemin vicinal de Pregny à Tournay était noté pour 500 livres. Restait le chemin de Tournay au château. Comme il n'entraît en jouissance que le 22 février, le philosophe invita maître Girod, représentant M. de Brosses, à commander les villageois à la corvée.

Tant de diligence eût dépité les intendants auprès de qui la cotisation passait alors pour impraticable, et parmi les économistes, M. Turgot se fût réjoui de cet essai. Mais que M. Quesnay, pontife de la secte, ne quittait-il la garde-robe de Mme de Pompadour pour visiter la Bourgogne transjurane! La doctrine physiocratique y était appliquée sans réserve. Des fossés, qu'on creusait dans la forêt, et des rigoles dans les prairies devaient répartir avec égalité l'excédent torrentiel des eaux de pluie. Ça et là, funestes aux char-rués, des quartiers de roc pointaient dans les champs; à la fin de l'hiver, Voltaire les fit sauter à la mine, consommant pour labourer « plus de poudre à canon qu'au siège d'une ville. » Les vignes indigènes ne donnaient qu'un claret acide : M. le Baull, conseiller à Dijon, propriétaire du crû de Corton, fut pressé d'envoyer, pour « l'expérience de physique », des « ceps catholiques », destinés à remplacer les « hérétiques »; et M. de Brosses, qui avait tardé d'envoyer 4 000 ceps promis par écrit, fut tancé d'écouter « ceux qui n'ont qu'une routine aveugle » et disent qu'il ne faut point arracher les ceps en hiver.

La maison de l'agriculteur reçut des améliorations pareilles. L'escalier fut changé de place, les fossés nettoyés, élargis, bordés de barrières rustiques, les ponts-levis réparés et transformés en ponts tournants. Pour ces travaux de charpente, on coupa jusqu'aux pieds corniers tous les arbres d'une langue de bois, dont la ligne assombrissait « l'âme exhalée » du site et, sur l'emplacement, on fit un pré « carré à la vue », prolongée par delà dans un champ qui connut la charrue « pour la première fois de sa vie ». Ainsi l'agréable naissait de l'utile, et l'administration du seigneur s'étendait jusqu'au « royaume des lièvres », où il voulait être lieutenant des chasses, et, en attendant demandait le port d'armes pour son cousin Daumart. Il faut savoir que M. de Tournay, frère du président, tenait de la faveur de Mlle de Charolais la place de capitaine des chasses dans le pays de Gex<sup>1</sup>.

Mais, dans les frais généraux d'une exploitation, le plus inutile, le plus choquant des articles, n'est-il pas l'impôt qu'il faut payer au roi, aux princes, aux fermiers généraux, etc.? Quoique M. de Brosses eût garanti les franchises de Tournay, il arriva que le receveur des domaines à Dijon, M. Girard, discernant l'artifice du bail emphytéotique, exigea pour Sa Majesté le centième denier des 35 000 livres en espèces, et celui des 12 000 livres en réparations, comme s'il s'agissait d'une vente à vie. Voltaire sentit à cela que « M. Girard n'était ni un homme de génie, ni un homme de bonne compagnie. L'exaction du centième denier sur les 12 000 livres employables en réparations était impertinente » : un bail à vie se distinguait précisément d'une vente, en ce qu'il n'était point soumis aux droits de mouvance, puisqu'il n'y a pas translation de propriété.

1. Cette place fut abolie dans la suite. « S. M. la lui défend expressément, écrit Saint-Florentin à l'intendant le 15 juillet 1767. Faites connaître aux seigneurs de fiefs que cette prétendue capitainerie n'existe plus, et qu'ils peuvent librement jouir de la chasse et la faire garder eux-mêmes dans leurs fiefs. » *Ain*, C. 1014.

Il fit donc requête au bureau du Conseil d'État concernant les domaines et pria M. de Chauvelin, intendant des finances, d'observer que les 12 000 livres pour réparations n'étant exigibles qu'après trois années, le requérant n'avait point à payer d'avance « le centième d'un argent dont le fonds serait nul ». — « Ce n'est, ajoutait Voltaire, qu'en qualité de bon Français que j'ai eu la bêtise de faire griffonner mon contrat par un notaire de Gex. Je pouvais également employer un tabellion suisse, et alors les fermiers généraux n'auraient jamais entendu parler de moi <sup>1</sup>. Je pouvais encore vous lâcher les treize cantons et les ligues grises. » La considération toucha l'intendant. Fils d'un garde des sceaux, frère de l'ambassadeur à Turin, il savait que les Suisses, banquiers et recruteurs du roi de France, avaient étendu leurs libertés en tous sens. On fouilla sur sa demande le dépôt des affaires étrangères, où était une lettre de son père au résident à Genève du 20 décembre 1728 : elle confirmait l'exemption du centième denier comme une des franchises de l'ancien dénombrement.

Tandis que Voltaire s'efforçait de ne pas « détériorer cette terre en lui faisant perdre ses privilèges », M. de Brossette était à Paris en voyage d'agrément. Depuis qu'il avait encaissé ses 35 500 livres, les intérêts de son créancier ne l'intéressaient guère ; ou plutôt, il regrettait de ne lui avoir pas extorqué plus forte somme, blâmé qu'il était de sa modération par ses confrères du Sénat de Bourgogne, ses amis de la littérature, et, entre tous, M. le marquis de Ximénès, jadis galant de Mme Denis, chassé des Délices pour vol. Dans ces dispositions, il reçut des lettres où son locataire lui rappelait son billet de garantie et le conviait à des démarches auprès de M. de Chauvelin : « Il faut se

1. Parce que l'acte n'aurait point été insinué (enregistré) au bailliage de Gex. Mais, dans ce cas, il n'aurait pu être produit devant les tribunaux français.

remuer, se trémousser, agir, parler et l'emporter.... Si ce bail à vie est regardé comme mutation, vous perdez tous vos droits; vous avez vendu votre terre à un Français; elle est déchue de ses privilèges. » M. de Brosses, qui en 1755 s'était fait délivrer un brevet pour lui et son frère, n'eut là-dessus aucune inquiétude, et, trouvant risible d'accabler Voltaire, ne grouilla pas plus qu'un des fétiches dont il écrivait l'histoire. Le grand homme, on le verra, sentit le procédé.

Heureusement que, vers la même époque, M. de Choiseul accordait à Mme Denis et à son oncle un brevet de franchises pour Fernex. J'ai dit que Voltaire, devant ce succès, regretta de n'avoir pas demandé du même coup un brevet pour Tournay. « Assurément, manda-t-il à d'Argental le 3 juin, je n'aurai pas maintenant cette insolence. » Mais, à relire le brevet de franchises personnelles de Fernex, il crut ou feignit de croire ce que l'intendant de Dijon lui avait fait dire sur le brevet de MM. de Brosses à Tournay : ce brevet ne portait point sur la terre, et, dans ce cas, le président n'avait pu lui garantir ses droits sans le jouer. En conséquence, il écrivit à M. de Courteilles, intendant des finances :

3 juin 1759, à Lausanne.

Nous sommes très sensibles, Monsieur, à la bonté que vous avez eue de vouloir bien vous prêter à nos justes demandes. Nous avons reçu le brevet du Roi, et nous vous présentons nos très sincères remerciements; vous nous avez sauvé la petite honte de voir que des étrangers protestants, et ayant porté les armes contre le roi, pussent avoir des droits que les Français catholiques n'avaient pas; ce qui nous a touchés encore plus, c'est qu'une telle grâce fait beaucoup de bien à un petit pays très malheureux et très pauvre, en donnant du prix à une terre qui sans cela n'en aurait aucun.

La terre de Tournay se trouve précisément dans le même cas; M. de Brosses ne l'a vendue très chèrement et fort au delà de son prix, que parce qu'il en a garanti tous les droits et toutes les franchises attachées à sa seigneurie; son fermier en jouissait sans aucune difficulté; nous nous

sommes flattés, à plus forte raison, d'en jouir de même. Ce motif, et encore plus l'assurance de votre bienveillance, Monsieur, nous ont déterminés à ces acquisitions. Nous n'avons pas cru, avec la garantie de M. de Brosses, que nous dussions importuner le roi pour un brevet inutile de confirmation des droits de Tournay, nous nous en sommes reposés uniquement sur vos bontés : M. le président de Brosses vous instruisit sans doute en vendant sa terre à vie qu'il en avait garanti les franchises par deux promesses signées de sa main. Ainsi, Monsieur, nous pensons être entièrement en sûreté, grâce à votre manière de penser obligeante.

Il est vrai que de longtemps nous ne pourrions demeurer dans ces terres. Ce qu'on appelle le château de Tournay est une vilaine prison, ou plutôt un nid de hibou, qui, malgré toutes les dépenses qu'on y fait, n'est point logeable. C'est d'ailleurs un pays où l'on gèle au mois de juin. Le château de Ferney ne peut être achevé de longtemps ; ainsi, Monsieur, nous sommes obligés de passer presque tout notre temps aux Délices sur le territoire de Genève. Vous savez que nous ne pouvons nous nourrir que de blé étranger, et que notre sol n'en porte pas. Vous nous donnâtes, il y a quelques années, une permission de prendre soixante coupes de blé en France. Cette permission est encore à la maison des Délices, nous n'en avons fait usage qu'une ou deux fois, avec les commis des bureaux, parce que nous avons toujours acheté notre froment de M. de Boisy, ancien seigneur de Ferney, et du fermier de M. de Brosses, et quand nous en avons acheté des jésuites, nous n'avons écrit une carte aux commis que pour les instruire que le blé des jésuites était pour nous.

Nous enverrons aux commis la permission qui nous reste encore, nous la laisserons entre leurs mains, et elle pourra servir en partie à nous faire avoir le blé qui nous manque jusqu'à la récolte. Nous nous en remettons entièrement à vos bontés et aux convenances pour le blé de nos terres, nous comptons n'en semer que ce qu'il faudra pour notre maison et pour la nourriture d'environ soixante et dix domestiques, soit de campagne, soit autres. Le reste de nos terres sera destiné pour les pâturages afin d'entretenir les haras du roi, dont nous nous sommes chargés à nos frais, sans recevoir aucun avantage, et sans avoir d'autres chevaux que les nôtres ; nous ne voulons que servir, et servir libre-

ment. Ce petit pays si délabré et si misérable a déjà changé de face : il y a moins de misère et moins de maladies : les loups et les renards étaient le seul gibier du canton : nous avons établi des gardes-chasse, que l'on ne connaissait pas avant nous, et nous avons fait venir des œufs de perdrix de cent lieues : les dépenses sont immenses, et la recette nulle, mais le plaisir de faire du bien est le plus grand des revenus : si tous ceux qui ont des terres pensaient ainsi, le royaume serait peut-être encore plus florissant qu'il ne l'est. Nos efforts pourront mériter au défaut de nos succès votre estime et votre bienveillance.

Nous ajoutons que nous avons fait faire deux semoirs qui coûtent chacun 400 livres. Ils labourent, sèment, et recouvrent cinq rayons à la fois ; cette invention est chère, mais elle peut être d'une très grande utilité à tous les seigneurs qui voudront prendre le soin, trop négligé, de cultiver leurs terres.

Nous avons l'honneur d'être avec toute la reconnaissance possible et toute l'envie de vous plaire, Monsieur,

Vos très humbles et très obéissants serviteur et servante.

VOLTAIRE, DENIS.

Voici la réponse de M. de Courteilles :

Le 10 juin 1759.

J'apprends avec grand plaisir, Monsieur, que vous avez obtenu le brevet que vous demandiez, et je vous en fais mes sincères compliments : mais c'est à M. le duc de Choiseul que vous devez des remerciements. Je suis fort aise que vous preniez du goût pour le pauvre pays de Gex, il a grand besoin de secours. Quand vous aurez besoin de grains vous n'aurez qu'à vous adresser à M. Fabry, et je lui enverrai un passeport.

Vous avez grande raison de vous amuser de la culture des terres, c'est un plaisir bien doux et qui fait toute la consolation de l'âge mûr. Permettez-moi, Monsieur, de présenter mes respects à Mme Denis, et de vous renouveler les assurances de l'attachement bien fidèle avec lequel j'ai l'honneur d'être pour toujours, etc.<sup>1</sup>.

1. Bibliothèque de la Ville de Paris. Papiers Voltaire.

Le patriarche écrivit encore à M. de Bussy :

A Lausanne, le 3 juin.

L'oncle et la nièce, Monsieur, se joignent pour vous présenter les plus tendres remerciements. Vous avez fait encore plus qu'ils n'osaient demander. Vous avez fait coucher en parchemin le nom de l'oncle qui n'osait ni le demander, ni l'espérer. Mille grâces vous soient rendues ! Nous avions bien dit qu'une affaire entre vos mains était une bonne affaire.

Vraiment si nous avions deviné que vous pousseriez les bontés jusqu'à donner le brevet à l'oncle comme à la nièce, nous aurions été plus hardis que nous ne l'avons été.

Écoutez-nous, s'il vous plaît. Voilà, grâce à vos bontés, Fernex libre comme il convient à des Suisses.

Pour être doublement libres, l'oncle achète le comté de Tourney, du président de Brosses, à vie, en même temps qu'il achetait Fernex pour la nièce. Ce Tourney, tout ancien dénombrement, franc de toute imposition quelconque, n'ayant à faire ni à intendant, ni à fermier général, tenta l'esprit helvétique de l'acquéreur. Le vendeur, par un article secret du traité, lui garantit ces franchises et ces droits, et ajouta même sa parole d'honneur, ce qui est, comme vous savez, en fait de traités, un pacte avec le diable.

Malgré cette garantie si sacrée, les fermiers généraux m'ont attaqué, et ont prétendu que, selon le droit des gens, cette garantie était *sans préjudice du droit d'un tiers*. Un intendant, non moins dangereux que fermiers généraux, peut encore prétendre qu'un président n'a pu me vendre et garantir des droits qui lui sont personnels.

Me voilà donc exposé à plaider au Conseil et à perdre contre un président bourguignon, à dire : j'ai votre billet de garantie, payez pour moi. Le Conseil me répondra : le beau billet qu'a la Châtre ! Je n'ai point osé, dans mes requêtes à M. le duc de Choiseul et à vous, insérer un petit mot de Tourney, parce que je n'osais faire retentir mon nom aux oreilles des rois. Je me serais enhardi à demander dans le brevet insertion des droits de Tourney, j'aurais sauvé au président son honneur et celui de sa terre, j'aurais tout prévenu si j'avais été assez hardi pour prévoir vos bontés.

Maintenant que la chose est faite et qu'on l'on a signé

*Louis*, je n'aurai pas l'insolence de vous importuner encore. Je dois m'en tenir à la reconnaissance. Ce sentiment-là est bien plus agréable que celui des besoins. Il serait douloureux d'être libre à Fernex et de ne l'être pas à Tourney dans le voisinage, d'avoir acheté très chèrement des droits et de n'en pas jouir, d'avoir un procès avec les meilleures raisons *possibles* et de le perdre. Comment faire? *Da mi consiglio*. Vous nous avez fait du bien. A qui demanderons-nous conseil, si ce n'est à vous?

Quoi qu'il en soit, nous sommes et serons tant que nous vivrons, à Fernex, à Tourney, aux Délices, à Lausanne et partout, dans les neiges trois mois de l'année,

Vos très humbles, très obéissants et obligés serviteur et servante, oncle et nièce, les marmottes du Jura<sup>1</sup>.

L'ONCLE V. LA NIÈCE DENIS.

Enfin, Voltaire adressait le même jour à M. de Chauvelin une lettre à la fois humble et triomphante, où il se disait perdu à cause de sa modestie. Mais les bontés de M. l'intendant pourraient seconder cette modestie funeste. Pour éviter un procès contre M. de Brosses, à raison du billet de garantie, M. de Chauvelin ne pourrait-il faire part au conseil des finances du brevet accordé par S. M. pour Fernex? « Dites que vous regardez ce brevet comme une conséquence des droits que M. de Brosses m'a transmis à Tourney. » Ainsi Tourney servait d'exemple pour Fernex auprès de M. de Bussy, et puis Fernex pour Tourney auprès de M. de Chauvelin. Cependant M. de Bussy examinait l'affaire de son côté, mais avec une lenteur qui disait assez sa lassitude. Il répondit enfin :

Versailles, 17 juillet 1759.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le mois passé, et à laquelle la multiplicité et la rapidité du travail m'a empêché de répondre plus tôt. Vous demandez un conseil sur l'idée de demander un brevet pour votre acquisition de la terre de Tourney. Je

1. Aff. étr., Genève, mém. et doc., I, p. 272, de la main de Voltaire.

ne puis mieux faire que de vous présenter l'examen que j'ai fait de la matière, et de vous laisser le soin de vous déterminer après avoir lu attentivement le brevet accordé au président de Brosse. Il m'a paru que la grâce qui lui avait été accordée était personnelle, et que les motifs ne pouvaient vous être adaptés. Tournay était dans la famille de Brosse longtemps avant l'échange, avec les privilèges et franchises dont il est question. Le président de Brosse faisait la sixième génération des possesseurs de la terre de Tournay en cet état. Il alléguait des services rendus par ses ancêtres. Enfin, ils avaient la qualité de citoyens de Genève. Vous n'êtes, Monsieur, dans aucun de ces cas ; ainsi, les fermiers généraux qui savent très bien leur compte, vous feront payer des droits qu'ils prétendent être compris dans leur adjudication : ces droits sont le centième denier : si vous recueillez du vin, ils vous demanderont des droits d'aide, et il ne paraît pas que le roi puisse vous en accorder l'exemption. Si Sa Majesté vous expédiait le brevet, il faudrait y insérer, *sauf le droit d'autrui*, et la grâce ne pourrait porter que sur les deux vingtièmes que le Roi n'a point affermé (et que peut-être sur une exemption de taille pour votre fermier<sup>1</sup>).

Tel est, Monsieur, l'examen que j'ai fait de votre idée. vous êtes en état maintenant de vous décider, mais au cas que vous croyiez devoir vous déterminer pour solliciter le brevet, je pense que vous ne pouvez mieux faire que d'employer la voie de M. le m[arqu]is [de] Ch[auvel]in qui vous aime tendrement, et qui est ami de même de M. le d[uc] de Ch[oi]seul.

Quant à moi, je [suis, etc.<sup>2</sup>].

Voltaire devrait donc payer le centième denier, tout intéressé qu'il fût à en être exempt. Ce n'est pas, en effet, que la somme en fût exorbitante, s'élevant à 470 francs ; mais les Domaines une fois payés de leur centième, la Chambre des comptes exigerait son cinquantième, S. A. S. Mgr le comte de la Marche, le quint et le requint<sup>3</sup> des lods et ventes, et puis on demande-

1. Biffé sur l'original.

2. *Genève*, mém. et doc., I, p. 274, minute.

3. On sait que le requint est le cinquième du quint, qui lui-

rait les vingtièmes et la capitation : à ce compte, le bail de Tourney coûterait plus de 60 000 livres payées dans les trois premières années, et près de 600 livres d'impôts annuellement. Tout cela arriva, cependant, l'impôt excepté. La coutume savoyarde, à laquelle était soumis le pays de Gex, disait que les lods sont dus *ex translatione dominii per emptionem*, sans faire de distinctions pour les ventes à vie, qui sont des ventes d'usufruit, « où il manque *translatio dominii et proprietatis* », selon M. de Brosses. De plus, l'usage général pour les ventes à réachat, auxquelles les ventes à vie pouvaient s'équiparer, était que le lod est dû de la première vente, et non du retrait. Le Conseil des finances ayant décidé que le bail à vie du 11 décembre dissimulait une vente, la perception des droits de mouvance ne fut plus douteuse. Les Domaines touchèrent leur centième, la Chambre des comptes son cinquantième, et le subdélégué Fabry, fermier de S. A. S. Mgr le comte de la Marche à Gex et flagorneur de Voltaire, écrivit à l'abbé d'Espagnac au sujet du quint et du requint :

13 novembre 1760.

Le conseil de S. A. S. est informé depuis longtemps du bail à vie que M. le président de Brosses a passé à M. de Voltaire le 11 décembre 1758 de sa terre et seigneurie de Tournex. J'ai eu l'honneur de m'en entretenir avec vous à Gex, et depuis je n'ai rien oublié pour me procurer une copie de cet acte. Elle m'a été enfin remise; je ne perds point de temps à vous l'envoyer: j'y joins copie de quelques lettres<sup>1</sup> tant de MM. les fermiers généraux que du directeur des domaines et de M. de Voltaire, par lesquelles vous verrez qu'il a été décidé au Conseil que ce contrat renfermait non un bail à vie, mais une vente à vie de la terre de Tourney

même est le cinquième du principal. Le quint et le requint correspondent ainsi à 24 pour 100.

1. Ces lettres n'ont pas été conservées dans le carton des Archives nationales (R<sup>3</sup>. 74) d'où cette lettre est tirée. Elles paraissent avoir disparu avec la plupart des papiers des princes; je les ai vainement cherchées à Chantilly.

pour laquelle il était dû un droit de centième denier que M. de Voltaire a payé suivant la note que j'ai tirée du registre du receveur des Domaines de cette ville qui est à la suite des copies de lettres. On me donne même pour assuré que cette décision a donné lieu à un arrêt du Conseil qui a été envoyé dans tous les bureaux du Domaine pour servir de règle à l'avenir en pareil cas. Comme il n'a point été adressé à celui de Gex, je n'ai pu en avoir une copie, mais il ne sera pas difficile de me la procurer s'il en est besoin : dès le moment que le Conseil a regardé cette vente à vie comme une véritable aliénation, il s'ensuit qu'il est dû un lod à S. A. S. pour le recouvrement duquel son conseil jugera sans doute à propos de donner des ordres de faire les diligences nécessaires auprès de M. de Voltaire, qui a si bien prévu la demande que l'on pouvait lui faire à ce sujet qu'il a eu la précaution d'exiger un billet de garantie de M. le président de Brosses <sup>1</sup>.

On accorda cependant remise de moitié pour les lods de Tournay, apparemment parce que l'aliénation n'était pas complète; et Voltaire, après avoir marchandé, se déclara satisfait. Les droits de mutation, en effet, étaient parmi les impôts les plus exactement perçus de l'ancien régime. C'est que, dans cette société encore toute féodale, ces droits, plutôt seigneuriaux que royaux, avaient pour eux la force d'une très longue tradition, au lieu que les autres impôts, comme les vingtièmes, passaient pour des nouveautés subversives, des « recettes extraordinaires ». C'est aussi que les fermiers du roi et des princes étaient intéressés à une stricte perception : Fabry, fermier de la baronnie de Gex, retenait pour sa peine le tiers des lods et ventes.

\*  
\* \*

M. de Brosses ayant placé ses 35 000 livres en denier huit sur S. M. se trouva dépouillé du tout au bout de

1. Archives nationales, R<sup>3</sup> 74.

six mois, par l'effet de la calamité publique. Là-dessus, il reçut avis de maître Girod, son homme d'affaires à Gex, que Voltaire se livrait aux pires déprédations dans ses prés, dans son château, dans sa forêt qu'il exploitait pour la construction du nouveau Ferney, et où l'on avait constaté la disparition de toute une langue de bois, que « le fermier » avait convertie en pré. A cette lettre était jointe une note de Voltaire à Chouet avec apostilles de celui-ci :

Je prie M. Chouet de faire abattre et scier proprement les huit noyers près de Chambésy, ou autour du grand pré, lesquels ne portent point de noix et sont sur le retour. Fait à Tournay le 29 décembre 1758.

VOLTAIRE,

Non seulement par une direction mal entendue l'on a coupé les noyers qui étaient les plus superbes, ceux qui restent ne peuvent servir pour refendre étant voutés. C'est la suite d'une direction très aisée à comprendre.

CHOUET <sup>1</sup>.

M. de Brosses, alors, se reprit d'un intérêt très vif pour son locataire et, vers la Toussaint de 1759, lui écrivit une lettre assez polie, où il le conjurait d'user de la forêt en bon père de famille, et l'invitait à procéder immédiatement à l'état des lieux, afin de prévenir les difficultés : ce papier croisa une lettre de Voltaire, qui, mis en éveil par les visites de Girod, faisait grand étalage des améliorations, vantait la patience qu'il avait eue « de faire déraciner les tronçons de chêne » dans le bosquet, se plaignait d'avoir payé la terre trop cher, et terminait, non sans outrecuidance, en demandant la capitainerie des chasses. Mais quand le grand homme reçut la lettre du président, il s'éleva furieusement contre les « délations du sieur Girod ». Et pour retarder la reconnaissance des lieux, il proposa

1. Côte-d'Or, E. 338, mémoires pour les héritiers de Brosses, 1778.

d'acheter Tournay à perpétuité, disant au propriétaire : « La vente ridiculement intitulée par Girod *bailli à vie*, comme si j'étais votre fermier *ad vitam*, est une impropriété qu'il faut corriger. » A ceci, M. de Brosses répliqua d'abord qu'il risquait de faire une sottise, mais par la suite il fit un projet de vente pour 110 000 livres en sus des 35 000 déjà payées :

Entre les soussignés, Jean-Charles Girod, capitaine châtelain royal du pays de Gex, agissant pour et au nom de messire Charles de Brosses, président à mortier au parlement de Bourgogne, d'une part ;

Et messire François Arouet de Voltaire, chevalier, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, demeurant aux Délices, d'autre part ;

A été convenu ce qui suit, savoir :

Ledit sieur Girod, au nom dudit seigneur de Brosses, a vendu à M. de Voltaire, pour lui ou son compagnon nommable, la terre de Tournay, située au pays de Gex, telle qu'elle se comporte, et qu'il en a actuellement la jouissance viagère par traité fait entre lui et M. de Brosses le 11 décembre 1758, ensemble tous les meubles, effets et bestiaux compris audit traité et les fruits pendants par racines.

Et pour le prix de cent dix mille livres, savoir : cent mille livres pour le prix de la terre, et dix mille livres pour le prix des meubles, effets, bestiaux, et de la prise pendante par racine ; en outre, et par dessus la somme de trente cinq mille livres déjà reçue par M. de Brosses lors du traité du 11 décembre 1758, de laquelle somme M. de Voltaire en payera comptant dans le courant du présent mois cinquante mille livres, et le reste dans.... avec intérêt au denier 20, jusqu'au remboursement dudit capital au denier 20, sans retenue de dixième ni vingtième, la terre vendue étant reconnue de l'ancien dénombrement, lequel remboursement M. de Voltaire pourra faire en deux paiements, et ne sera fait qu'en espèces d'or et d'argent, ou en lettres de change payables de cette manière.

Il sera passé acte par-devant notaire de ladite vente sitôt que M. de Voltaire se sera accommodé pour les lods et ventes, et aura obtenu la confirmation des privilèges attachés à la terre. Il payera 50 000 francs trois mois après la signature

du contrat sans intérêt pour ces trois mois, et constituera du restant une rente rachetable.

M. de Voltaire payera outre le prix ci-dessus à Mme de Brosses vingt-cinq louis pour la chaîne du présent marché.

BROSSES.

*Note de Tournay.* — Cet acte est le billet qui devait être fait double. M. de Brosses l'avait signé sur l'original à lui envoyé par M. de Voltaire qui l'avait en partie écrit de sa main, et l'avait renvoyé à M. de Voltaire. Ce dernier n'a jamais renvoyé le double signé de lui à M. le président de Brosses, et a gardé pendant six mois la signature de M. de Brosses, qu'on a eu bien de la peine à retirer de lui. De sorte que dans ce marché, l'une des deux parties était obligée sans que l'autre le fût.

Voltaire en effet avait accepté ce projet et promis de le signer « sitôt qu'il se serait accommodé pour les lods et ventes et aurait obtenu la confirmation des privilèges attachés à la terre ». Mais on a vu qu'il n'avait plus à compter alors sur le brevet de franchises.

Sur ces entrefaites, un certain Panchaud, Suisse, tenancier d'une auberge louche au bord du lac, frappa d'un coup de sabre le Savoyard Pierre Cadis, qui lui volait des noix. Pierre Cadis vint se plaindre au seigneur de Tournay, réputé haut justicier de la Perrière, lieu du délit: et celui-ci, l'accueillant avec son humanité coutumière, l'envoya se faire panser par un chirurgien de Genève. Mais il était alors occupé à se rattraper d'un contrat désastreux, à transformer les bois du propriétaire en pièces de blé d'excellent rapport; le seigneurial, qui le tenait à cœur à Fernex, où cela rapportait des dîmes inféodées, ne l'intéressait point à Tournay, où il remettait à plus tard la dépense d'un châtelain de ses terres, de « quelque pauvre diable d'avocat, d'un de ces gens qui, étant gradués et mourant de faim, peuvent être juges de village »; bref, il négligea cette affaire. Elle fut donc portée au bailliage de Gex, qui, après descente de justice, condamna Panchaud d'une part au bannissement perpétuel et à 300 livres d'amende

envers le seigneur de Tournay, et, d'autre part, ce seigneur à 557 livres, 8 sols et 7 deniers de frais, faute d'avoir exercé lui-même la justice. Voltaire ne s'en inquiéta point. Ni Panchaud, ni la Fayard, sa femme, ne figuraient dans son terrier; le colonel Pictet qui, en 1751, fit subhaster la Perrière n'en avait point acquitté les lods et ventes : le lieu n'était donc point de sa directe. Conclusion assez hardie, toutefois, dans ce pays frontière, où le fief et la justice avaient depuis longtemps cessé d'être indistincts et où les souverainetés se distribuaient sur des enclaves fort indécises, mais par là profitables aux gens de loi.

Le coût des frais et des grosses de procédure ayant été notifié à Voltaire, il répliqua ne pas avoir la Perrière dans sa juridiction. Sans doute la notoriété publique attribuait ce lieu à la directe de Tournay, et M. le président de Brosses s'était fondé là-dessus pour y faire des actes de justice. Mais d'autres bruits représentaient la Perrière comme dépendant du territoire de Versoix, d'autres comme faisant partie des biens du chapitre de Saint-Victor saisis par l'État de Genève au xvi<sup>e</sup> siècle. « Qu'on me montre des titres, dit-il, et je paierai. » Et dans la prévision d'un procès au Parlement de Bourgogne, il demanda des éclaircissements au subdélégué Fabry, disant que c'était à S. M. de payer, puisqu'elle l'avait déjà fait en 1727, pour le procès d'un Genevois qui avait tué un homme en cet endroit. Ces arguments constituèrent un dossier que Voltaire envoya au procureur général à Dijon et pria M. de Brosses de recommander. Cependant il se retournait encore du côté de Genève, prétendant faire payer la République si la Perrière relevait de Saint-Victor; mais là, il lui fut remontré que « l'omnimode juridiction, haute, moyenne et basse, mère, mixte, impère dans les terres dites de St-Victor et chapitre » avait été cédée au Roi T. C. par le traité de Paris en 1749.

Ces démarches, M. de Brosses les considéra comme de nouvelles dégradations faites à la terre. Non pas que ce

droit de haute justice fût en soi bien considérable : les épaves qu'on pouvait recueillir sur cette rive hospitalière ne rapporteraient jamais autant que les coups de sabre. Mais ces petites prérogatives étaient antiques, et l'on y tenait en province. Peut-être aussi que le gaillard président désirait avoir le mauvais lieu dans sa directe. Quoi qu'il en soit, non seulement il se garda de protéger la requête de Voltaire, mais il rechercha lui-même des pièces contraires qu'il produisit officieusement à M. de Quintin, procureur général. Il est à croire pourtant que ces preuves n'étaient pas péremptoires : Voltaire n'en eut jamais communication; quoiqu'il ne cessât de réclamer des titres. « La notoriété publique, écrivait-il le 2 janvier 1760, ne suffit pas... On dit que quand il y a eu des catholiques dans ce terrain, ils ont été à la messe de Chambésy. Mais, monsieur, une messe n'établit point une haute justice. » Et il ajoutait, avec une ruse un peu grossière : « Il n'est pas croyable que Panchaud ait été condamné à un bannissement perpétuel, uniquement pour avoir défendu ses noix. On assure qu'il a été condamné pour des délits commis longtemps auparavant ; il est donc de votre équité et de votre intérêt, Monsieur, vous qui jouissiez alors de la terre, que les frais ne soient pas exorbitants et que la haute justice sur la Perrière soit bien constatée. En ce cas, j'y ferai mettre quatre poteaux. » Alors M. de Brosses, qui encourageait Voltaire à plaider au Parlement, lui envoya pour titre d'omnimode juridiction « la déclaration d'un Suisse nommé Rietener ». Le poète sentit la dérision, ne la releva point et réclama seulement des exemples sur un ton plus vif : « Il n'est point question dans vos aveux et dénombrements de justice étendue jusqu'à la Perrière... Je crierai comme un diable, jusqu'à ce que j'aie quelque preuve de ma haute justice de *bouge* (il écrivait autrement). Je ne veux point être le *haut justicier malgré lui* ».

Quelque temps après, le Parlement rendit son arrêt en faveur du bailliage, et le greffier de Gex vint poli-

ment aux Délices communiquer l'exécutoire à l'amiable. Le style du Palais, on le sait, est tout empreint de rudesse gothique : ce papier parlait de saisie sur les bœufs et sur les charrues. Voltaire, aussitôt, de prendre feu, d'écrire à M. de Courteilles, intendant des finances chargé des Domaines : « Les officiers du bailliage de Gex ont instruit à grands frais un procès criminel... Ils ont obtenu pour raison de ce procès un exécutoire de somme considérable au parlement de Dijon contre mon fermier. Pour le paiement duquel exécutoire, délivré au nom de leur greffier, ils veulent faire vendre ses bœufs et ses charrues <sup>1</sup>. » Recevant cette requête des mains de d'Argental, et d'ailleurs gendre du président de Ruffey, très ancien ami du poète, M. de Courteilles s'empressa pour la satisfaire. Sur ses instances M. Joly de Fleury s'enquit auprès de son subdélégué et en termes plus impérieux auprès des officiers du bailliage : « Je vous prie de vouloir bien remettre entre les mains de M. Fabry, subdélégué à Gex, un mémoire qui contienne les motifs des vives poursuites de votre greffier, ensemble les raisons que vous avez à opposer aux moyens de M. de Voltaire. Et cependant, M. de Courteilles me charge très expressément de vous marquer que, par provision, il soit sursis à toutes poursuites de votre part et de celle de votre greffier. » A quoi Messieurs du baillage répondirent à leur façon, obtinrent l'appui du subdélégué, de sorte qu'au bout d'un mois, l'intendant se trouvait en état de répondre à M. de Courteilles :

Le 4 mai 1760.

Vous verrez, Monsieur, que le greffier du bailliage de Gex, bien loin d'exercer de violentes poursuites contre M. de Voltaire ni contre son fermier, n'a pas même fait signifier

1. Cette lettre ne s'est pas retrouvée : on cite cette analyse d'après une lettre de Courteilles du 26 mars. Les lettres de Courteilles, de Joly de Fleury, de Mallin, de Dubu de Longchamps dont il est donné des extraits dans le gros texte sont inédites. (Côte-d'Or, C, 1903).

les exécutoires qu'il a obtenus et qu'il s'est contenté de les communiquer amialement.

Au fond, M. de Voltaire soutient que le dernier lieu du délit est dans le territoire de Genève et ne relève pas de sa haute justice de Tournay; c'est là, effectivement, le point décisif de la contestation; mais le fait contraire avancé par les officiers du bailliage de Gex est d'autant plus probable que, par le jugement définitif, ils ont condamné le coupable à 300 francs d'amende envers le seigneur de Tournay, et que ce jugement a été confirmé par arrêt; j'ai en outre fait vérifier l'exposé de leur mémoire et j'ai appris qu'il méritait toute la confiance possible, ayant été rédigé dans la plus scrupuleuse exactitude.

L'on m'assure d'ailleurs que M. de Voltaire s'est déjà donné beaucoup de mouvements pour faire rejeter les frais de ce procès sur MM. de Genève, sous le prétexte que la Perrière est de leur directe, mais que sa prétention a été condamnée par M. le Procureur général du Parlement de Dijon qui en avait pris connaissance<sup>1</sup>.

Ce procureur général, cependant, n'avait point à décider si la justice appartenait, ou non, à Genève, la seule prétention du demandeur étant que les frais incombait au roi. Voltaire renouvela sa prétention dans un mémoire qu'il annexa d'une carte dressée par ses soins, mais que n'osant remettre lui-même à Joly de Fleury, fils du persécuteur des *Lettres philosophiques*, frère du persécuteur des Encyclopédistes, il fit passer par Fabry. Or, Fabry s'était beaucoup refroidi de son zèle pour Voltaire, depuis qu'il l'avait vu marchander les lods et ventes; il écoutait volontiers maître Girod, son voisin; il rédigea une note: « Je ne vois rien qui justifie l'idée où il est.... Au reste, comme M. le président de Brosses... est sûrement mieux instruit de son étendue et de ses droits..., vous trouverez peut-être convenable de lui en écrire et de le prier de vous marquer ce qu'il en pense. Je suis persuadé d'avance que

1. Côte-d'Or, C, 1903 minute.

sa réponse sera conforme à ce que j'ai eu l'honneur de vous mander. » Et, à la suite, il transmet le mémoire :

*Extrait du contrat de réunion de la haute justice sur les villages de Prégny et de Chambésy à la seigneurie de Tournay.*

« Nous, Jean-Claude de la Roche, conseiller de monseigneur, juge mage du Bailliage de Gex, savoir faisons, etc., que ce jourd'huy lundi 24 avril 1583, s'est personnellement constitué noble et puissant Claude de Croze, baron de la Bastie, lequel vend à noble Jean de Brosses, conseiller de monseigneur, à savoir, les villages de Prégny et Chambésy et leurs dépendances, seigneurie mère et mixte, impère, et omnimode juridiction, haute, moyenne et basse, à lui ci-devant appartenante, rière le territoire des dits villages et leurs appartenances, dès le torrent appelé le nant<sup>1</sup>; le cours dudit nant toutefois demeurant hors, et non compris en cette vendition, sans rien s'y retenir en sorte que ce soit, pour avoir, tenir et jouir par ledit seigneur de Brosses acheteur et les siens, et en faire dorénavant comme de son bien et chose propre, et c'est au prix de trois cents écus d'or au coin du roi de France présentement comptés, etc. »

On joint ici une carte du pays, par laquelle il est évident qu'il n'y a d'autre terrain vers le lac, au delà de Prégny et de Chambésy, et au delà du grand chemin de Suisse, que l'endroit nommé la Vieille-Perrière, où demeurait le Suisse Panchaud, territoire qui est un petit fief de Genève: la justice royale a toujours été exercée en cet endroit et il n'y a pas un exemple d'un jugement rendu au nom du seigneur de Prégny et de Chambésy. Cet endroit, nommé la Vieille-Perrière, était autrefois dans le lac qui bordait tout le grand chemin de Suisse. *Le roi seul à la juridiction* du lac, du côté de la France; par conséquent il a seul la juridiction de la Vieille-Perrière, anciennement comprise dans le lac.

La haute justice de Prégny et Chambésy ne s'est jamais étendue jusque sur le lac, ni du temps des ducs de Savoie, ni sous les rois de France: le seigneur de Prégny et de Chambésy n'a pas seulement droit de pêche sur le lac.

1. *Nant*, en dialecte romand, signifie *torrent*. Le nom commun est employé ici pour un nom propre.

Aucun dénombrement, aucune foi et hommage rendus aux Chambres des comptes de France et de Savoie n'ont fait la moindre mention ni de la Perrière, ni de droit de justice sur le lac, ni de droit de pêche.

Lorsque cette petite pièce de terre nommée la Perrière fut formée par la retraite des eaux du lac de Genève, *le chapitre de Saint-Victor* s'en empara. Ceux qui depuis ont bâti une cabane, ont été à la messe de Prégny, quand c'était des catholiques, et au prêche du petit Sacconnex, quand c'était des protestants. Voilà tous les éclaircissements qu'on peut donner sur ce petit terrain formé insensiblement par le décroissement des eaux du lac de Genève : il paraît que le seigneur de Tournay n'a pas plus de droit de haute justice sur cet endroit que sur la ville de Dijon <sup>1</sup>.

A quelques jours de là, Voltaire fit encore tenir à l'intendant une lettre en forme de placet <sup>2</sup>, où il « certifiait » que les terres de Saint-Victor avaient été cédées par la République à S. M. au traité de Paris et suppliait Monseigneur « de donner des ordres pour que le requérant demandât à la République de Genève la compulsion des archives ». Puis il s'enhardit et, le 2 mai 1760, communiquait à M. Joly de Fleury, un certificat non signé, mais de la main de M. Moussard, ancien syndic de Genève, lequel rappelait ce traité sans se compromettre. « Cet écrit vous convaincra au moins qu'avant la transaction passée en 1749 entre le Roi et Genève, cette ville avait la haute justice de tous les fiefs de Saint-Victor et par conséquent de la Perrière. » — Le secrétaire de l'Intendance, un commis du nom de Malfin, nota fort justement ici qu'« il faudrait prouver la mineure de cet argument ». Mais Voltaire revint à la charge le 3 mai, dans une lettre qui a disparu, mais dont le même Malfin rédigea cette analyse : « M. de Voltaire relève un fait posé par sa requête à M. de Courteilles que la Perrière relève bien de sa terre de Tournay, mais qu'il n'en est pas haut-justicier. Prétend

1. Côte-d'Or, C. 1903. Wagnières. Fin avril 1760.

2. C'est le placet daté du 13 juin 1760 dans Moland (4149).

que c'est par erreur de son avocat au conseil que l'on a dit que ce fief relevait de sa terre. Sollicite l'autorité de M. l'Intendant pour demander à la République les actes qu'il croira nécessaires, attendu qu'elle n'en laisse pas délivrer aux particuliers. » Et l'Intendant répondit :

18 mai 1760.

J'ai reçu, monsieur, les différentes lettres et mémoires que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser à l'effet de prouver que le lieu de la Perrière n'est pas situé dans la haute justice de la terre de Tournay. Comme M. de Courteilles s'était borné à me demander quelques éclaircissements sur la vivacité des poursuites dont vous vous êtes plaint que les officiers du bailliage de Gex employaient pour avoir paiement de l'exécutoire de frais qu'ils ont obtenu contre vous, Monsieur, je me suis également borné à lui répondre sur cet objet et je ne suis pas entré dans l'examen de la question de savoir dans quelle haute justice a été commis le délit qui a donné occasion à ces frais de procédure. Si M. de Courteilles me consulte de nouveau sur cet objet <sup>1</sup>, vous pouvez être persuadé, Monsieur, que je ne donnerai mon avis qu'après vous avoir mis en état de me procurer tous les éclaircissements que vous jugerez nécessaires. J'ai l'honneur d'être, etc.

*Nota.* — Ne pourra-t-on pas consulter aussi M. le Président de Brosses? Il doit être instruit de cet objet <sup>2</sup>.

Consulter le président de Brosses? Mieux valait produire des pièces : le philosophe trouva bientôt aux archives de Genève, qu'on remuait pour lui, une

1. Dans sa défiance de Joly de Fleury, Voltaire adressait le double de ses mémoires ou des mémoires analogues à M. de Courteilles, qui pria l'Intendant de bien vérifier les faits, étant clair que le requérant ne voulait que faire porter les frais sur les Domaines. L'argument tiré de l'alluvion était en effet contradictoire : si le roi, de par sa juridiction sur la rive nord du lac, avait dans sa directe le prétendu alluvion de la Perrière, il fallait que cet alluvion se fût formé après 1601, que le roi devint possesseur du pays de Gex; alors on ne s'expliquait pas que le chapitre de Saint-Victor, détruit vers 1535, ait pu s'emparer de cette pièce de terre.

2. Côte-d'Or, C, 1903 minute.

## PIÈCE ESSENTIELLE POUR M. DE VOLTAIRE.

Extraits des droits  
des abergements. Grosse n° 6, f° 173  
Archives de Genève.

3 avril 1564.  
Copie du 24 mai [1760].

*Abergement pour Eustache de Cruz*

Nous, syndics et conseil de Genève, albergons de notre fief, directe, emphythéose, mélioration perpétuelle et omnimode juridiction (N. B. Dans le traité de 1749, la République de Genève a cédé au Roi toutes ces juridictions par l'art. 2<sup>1</sup>) à E. de Cruz, habitant de Pregny-Perrier, une pièce de pré contenant environ deux septines assise sous Prégny en la rive du lac près la Perrière<sup>2</sup>, jouxte le lac du levant, le grand chemin public du couchant, la vigne de Claude Lavonnex le vieux du vent<sup>3</sup> (C'est précisément l'endroit où fut commis le prétendu délit de Panchaud le Suisse qui donna un coup de sabre à un voleur, pour lequel coup de sabre on a fait pour 600 livres de frais) et un sentier tirant au lac de bise<sup>4</sup>.

Cet extrait, à vrai dire, n'était point trop décisif : il montrait bien que la juridiction de Saint-Victor sur la langue de terre comprise entre le lac et le chemin de Genève à Versoix, s'étendait au nord jusqu'au sentier de Tourney au lac : il ne prouvait point qu'elle s'étendit au delà, où se trouvait la cabane de Panchaud. Voltaire, d'autre part, était bien avisé de reconnaître après deux siècles « la vigne de Claude Lavonnex le vieux ». Il affecta, nonobstant, de tenir l'acte pour libérateur et il y joignit, le 13 juin, un nouveau mémoire<sup>5</sup>, établissant que « la Perrière ne peut relever de la seigneurie de Prégny et de Chambésy, puisque les seigneurs de Tourney ont acheté Prégny et Chambésy des seigneurs de la Bastie ; que Prégny et Chambésy

1. Les parenthèses sont des notes de Voltaire.

2. Souligné par Voltaire.

3. Au Sud.

4. Au nord. Ces expressions sont encore en usage à Genève.

5. C'est celui publié à la date du 9 avril (Moland, 4088).

sont un démembrement de la Bastie, et que la juridiction de la Bastie se terminait au grand chemin. C'est un fait connu et dont on n'a jamais douté. » L'Intendance voulut toutefois s'en assurer : le subdélégué général, M. Dubu de Longchamps, écrivit à son collègue de Gex, le 21 juin, l'invitant à instruire M. de Brosses « de tout ce qui se passe, en sorte que MM. de Brosses et Voltaire fussent en quelque sorte ouïs contradictoirement avant d'asseoir aucun avis ».

M. de Brosses, qui passait le temps des vacances dans sa terre de Bresse, fut avisé des moyens de Voltaire. Les trouvant insuffisants et contraires à l'adage : « possession vaut titre », il fit pour son fermier une lettre<sup>1</sup> d'une froideur rare chez cet homme exubérant, et où il opposait à son tour la notoriété publique. Alors l'historien de Louis XIV résolut d'obtenir soit un titre positif, établissant dans la juridiction Saint-Victor le terrain borné, au nord, par le torrent du Vengeron, à l'est par le lac, au sud par le sentier de Tournay, et à l'ouest par la route de Versoix; soit un titre négatif établissant que la haute justice de Tournay sur Chambésy ne s'étendait pas à l'est au delà du grand chemin. La République de Genève lui donna le premier, sous forme d'un certificat, et dépouillant lui-même les paperasses conservées dans son château il y découvrit un

*Contrat d'échange, du 7 août 1539, entre MM. de Berne, pour lors possesseurs du pays de Gex, et François Champion, seigneur de la Bâtie.*

(MM. de Berne reconnaissent toute juridiction et seigneurie à la Bâtie sur les territoires compris dans une ligne idéale passant) :

1. Son premier éditeur, Th. Foisset, l'a donnée en note d'une lettre à M. de Courteilles du 18 novembre 1761 (Moland, 4758), avec la date de mai 1760. Elle est de la fin juin, ou des premiers jours de juillet 1760.

*A l'est* <sup>1</sup> : par le nant du Vengeron, allant par le fond du dit nant du Vengeron jusqu'au grand chemin qui tend de Versoix à Genève, ledit nant du Vengeron demeurant à ladite juridiction. *De la part du lac commençant devers vent* <sup>2</sup> *au Pont du Vengeron* : tendant par-dessus le grand chemin contre bise <sup>3</sup>, icelui grand chemin demeurant à nous (*hic* <sup>4</sup> ; allant jusqu'à une pièce de vigne appartenante aux hoirs de noble Pierre Defer, qui est du côté de vers bise, et d'empuis là, tendant amont tout auprès de ladite vigne, icelle demeurant en ladite juridiction, *etc* <sup>5</sup>.

L'obstination du vieillard trouvait ici sa récompense. Il adressa une lettre arrogante au président : « Le seigneur de Tournay n'a pas plus juridiction sur l'arpent et demi que sur la ville de Pézenas.... Belle ambition que d'être seigneur du trou de Jeannot lapin ». Puis il transmet le document à Fabry, qui devant cette « habileté à se retourner », se remit à servir Voltaire avec chaleur : il dit à M. de Brosses : « Cette pièce est sans réplique :... au reste, la Perrière est un mauvais lieu où il arrive fréquemment des accidents ; par conséquent, un seigneur doit peu désirer d'en avoir la justice, qui ne peut que lui être fort onéreuse. M. le Président connaît le local aussi bien que moi ; ainsi, je suis persuadé qu'il se rendra <sup>6</sup>. » De tout cela M. de Brosses dut convenir, mais ne cessa pas d'observer que les officiers de Tournay avaient fait des actes de justice à la Perrière.

Restait à régler qui paierait, de S. M. ou de Mgr de la Marche. L'Intendance aurait désiré faire porter les frais sur le seigneur baron de Gex. Mais le fermier de

1. Plus exactement au nord-est. Le cours du Vengeron fait un angle droit dont le sommet est au nord.

2. Du côté du sud.

3. Vers le nord.

4. Note de Fabry.

5. Côte-d'Or, C, 1903.

6. On restitue cette conversation d'après une lettre de Fabry à Malin du 13 février 1761.

ce seigneur répondit à l'avance que « La Perrière ne faisait point partie des terres engagées par S. A. S.... Si M. le comte de la Marche était contraint de payer, ce prince ne manquerait pas de former opposition aux exécutoires et de mettre en cause la seigneurie de Genève qui exercerait son recours sur le domaine du roi ». On attendit la décision de M. de Courteilles : sur le rapport de l'intendant de Bourgogne, celui-ci écrivit à Voltaire :

A Paris, le 30 novembre 1760.

J'ai reçu, Monsieur, les éclaircissements que j'attendais sur l'affaire de Panchaud, Suisse, dont on voulait vous faire payer les frais. Il en résulte que le lieu de la Perrière où le délit a été commis ne dépend point de la seigneurie de Tournay et que la haute justice appartient au roi. Ainsi, c'est mal à propos que les officiers du bailliage de Gex ont décerné des exécutoires sur votre fermier pour les frais de ce procès; mais comme la sentence rendue contre Panchaud le condamne à une amende envers le seigneur de Tournay et que ceux qui posséderont dans la suite cette seigneurie pourront s'en faire un titre pour revendiquer dans un cas favorable le haute justice sur la Perrière, que vous soutenez aujourd'hui avec raison ne point vous appartenir, il est nécessaire, pour éviter toute contestation à ce sujet et pour établir d'une manière solide les droits du Roi à cet égard, que vous présentiez au Conseil une requête signée de vous pour demander la décharge des frais en question, en déclarant que vous renoncez à l'amende prononcée en votre faveur, et reconnaissant que vous n'avez point la justice dans le lieu de la Perrière, attendu qu'elle appartient au Roi, et comme d'ailleurs vous n'êtes possesseur qu'à vie de la terre de Tournay dont la propriété appartient à M. de Brosses, président au Parlement de Bourgogne, il faudra qu'il signe cette requête que j'attends pour pouvoir engager M. le Contrôleur général à faire rendre un arrêt qui vous décharge définitivement des frais du procès en question.

Je suis avec le plus parfait attachement, Monsieur, etc.

DE COURTEILLES <sup>1</sup>.

1. Côte-d'Or, C, 1903, copie envoyée par M. de Courteilles à l'Intendant.

En conséquence, Voltaire fit requête au Roi et pria M. Joly de Fleury d'engager M. de Brosses à signer le désistement de la haute justice.

M. de Fleury ayant été rappelé de l'Intendance de Bourgogne, ce fut le secrétaire, M. Malfin, qui se rendit chez M. de Brosses. Celui-ci, comme on l'avait d'ailleurs prévu, refusa sa signature, disant attendre l'arrivée du nouvel intendant, M. Dufour de Villeneuve. C'est que l'attention des intendants, surtout nouveaux dans la place, était de ne point s'aliéner pour des vétilles Nosseigneurs du Parlement, bourgeois susceptibles à l'excès, parvenus enflés d'une vanité qui parle encore dans leurs épitaphes : car ce ne sont que Bertrand, que Dubois, que Giraud, tous *ex antiquissima nobilitate, comes in curia regis, et consul in senatu Burgundiæ*. Président à mortier (*infulatus*), M. de Brosses, baron de Monfalcon, méritait la déférence de M. Dufour. Il fit à sa façon le portrait de Voltaire, le récit des dégradations de Tournay, prétendit être seigneur haut justicier, ajoutant « qu'il ne serait ni juste, ni raisonnable de vouloir l'engager à une démarche semblable sans auparavant discuter avec lui sur le vu des pièces l'existence d'un droit qu'il est plus intéressé à soutenir que M. de Voltaire à le rejeter ».

Malgré les recommandations de l'intendant, M. de Courteilles passa outre les dires de M. de Brosses, attendu que « les pièces démontrent le contraire » ; et il fit avertir les officiers de Gex « de décerner leur exécutoire sur le domaine... J'en prévien M. de Voltaire, afin qu'il se mette en règle, en présentant une requête contre la prétention de M. de Brosses, sur laquelle il sera rendu un arrêt de soit communiqué pour y répondre par-devant nous, et être ensuite sur votre avis statué par S. M. en son conseil ainsi qu'il appartiendra<sup>1</sup> ».

La conclusion de cette interminable affaire fut que

1. Courteilles à Villeneuve, 28 mars 1761.

personne ne paya : MM. de Gex en furent pour leurs grimoires, et les cavaliers de maréchaussée pour leurs courses. Le dossier fut porté au Contrôleur général qui, comme Voltaire, trouva sans doute que 600 livres de frais pour une demi-douzaine de noix, cela mettait les noix à 100 francs pièce. Sous couleur d'examiner les frais pour les réduire, il retint les exécutoires jusqu'à la Saint-Sylvestre de 1762, où la prescription les frappa.

\*  
\* \*

Si vain que fût M. de Brosses, ce n'était point par amour-propre de seigneur qu'il prétendait, malgré l'évidence, à la haute justice de la Perrière. Son refus de se désister entraînait plutôt dans le plan de tracasseries qu'il s'était tracé à l'endroit de son fermier. On a vu que celui-ci, pour retarder la reconnaissance des lieux, avait proposé l'achat à perpétuité de Tournay, et ce projet avait fort alléché le président<sup>1</sup>, frustré de ses 35 000 livres par son imprudence. Cependant le délai fixé pour la conclusion de l'acte s'était passé sans que Voltaire manifestât l'intention sérieuse d'aboutir : M. de Brosses, qui l'avait joué naguère autant dans le contrat que dans l'affaire des lods et ventes, ne souffrit point cette riposte. Vers Pâques de 1760, il fit constater par huissier la coupe des chênes employés aux réparations de Tournay. Quelques jours après, Voltaire était assigné pour avoir laissé pénétrer ses vaches dans la forêt. Enfin, dans les premiers jours de mai, un huissier signifia au philosophe un jour pour la reconnaissance des lieux. En même temps, le sieur Girod vint aux Délices remontrer à Mme Denis que son oncle ferait beaucoup mieux d'acheter tout de suite la seigneurie pour 50 000 écus : ses héritiers, dit-il, ris-

1. D'autant que Voltaire semblait lier cette affaire à une autre sur la désunion du pays de Gex des fermes générales. Voir chapitre VII.

quaient de payer un jour fort cher ses dégradations. On aimerait à ne voir dans ceci qu'une grossièreté d'intendant, si l'on n'en était empêché par l'attitude de M. de Brosse dans la contestation de la Perrière, qui est contemporaine.

Quand le président vit Voltaire l'emporter au Conseil du roi, à la fin de 1760, il ne se contenta point de rendre ce succès inutile en refusant son désistement. Depuis dix-huit mois, il tenait un fait en réserve contre le poète, qui, à l'occasion de la nouvelle année, reçut en manière de compliment une lettre hautaine et précise, où il était sommé de s'expliquer sur la fourniture de quatorze moules de bois, à trois patagons le moule, faite par Charlot Baudy, de Chambésy, fourniture qu'il avait refusé de payer, l'alléguant comme un don de son propriétaire<sup>1</sup>. « On envoie bien à son ami et son voisin un panier de pêches ou une demi-douzaine de gelinottes : mais si on s'avisait de lui faire la galanterie de quatorze moules de bois ou de six chars de foin, il le prendrait pour une absurdité contraire aux bienséances. » Certes, Voltaire savait n'avoir reçu de M. de Brosse aucun cadeau. A son entrée en jouissance, il avait trouvé la forêt dévastée par le propriétaire, qui en avait fait couper un tiers en 1756 et en faisait pour lors couper un autre tiers, ne respectant selon l'ordonnance que les arbres anciens ; et du reste, le contrat du 11 décembre 1759, obligeant le preneur à « tenir les bois en défense du bétail, pour que les coupes puissent croître en revenu », montrait assez que M. de Brosse comptait voir repousser son taillis durant le bail. Toutefois, il fallait pourvoir aux quinze feux des Délices : Voltaire demanda au président de lui

1. Cette contestation a fait le sujet d'un *Lundi de Sainte-Beuve* (8 novembre 1852, tome VII), où Voltaire est fort maltraité. Le critique a été induit en erreur dans tout son article par la publication tendancieuse de Th. Foisset, conseiller à la Cour de Dijon : *Voltaire et le président de Brosse*, Paris, 1836, in-8°, qu'il négligea de contrôler par la Correspondance générale.

donner quelques voies du bois que Charlot Baudy, son commissionnaire, avait mis en moule; n'ayant point de réponse, il les fit prendre. Sans doute estimait-il qu'après avoir exigé sa vaisselle et ses chemises à la fin du bail, M. de Brosse aurait pu lui laisser dans la forêt de quoi se chauffer.

Voltaire ne répondit au président que pour solliciter son appui contre le curé de Moëns, qui lui disputait les dîmes inféodées de Fernex et qu'aussi bien il prétendait envoyer aux galères. A ceci, M. de Brosse fit diverses objections, narquoises, mais polies, et termina par un patelinage : « Je ne vous parle plus de Charlot Baudy. J'ai peut-être eu tort de vous en parler, car il est vrai que c'est Charlot Baudy qui me doit, et que vous ne me devez rien, mais à lui, de qui je me ferai payer et qui sans doute n'aura nulle peine à se faire aussi bien payer de vous. » En effet, à six mois de là, le 31 juillet 1761, Charlot Baudy assignait Voltaire devant le bailliage de Gex pour le paiement de 281 livres de bois. Le philosophe n'en fut point ému. Il s'efforça seulement de gagner un peu de temps, afin d'être tout à ses nobles visiteurs. Car la saison était chez lui des plus brillantes. M. le duc de Villars, gouverneur de Provence, s'était installé aux Délices avec une suite nombreuse. On avait spectacle tous les soirs au théâtre construit par le grand homme à Tournay. Surtout, il hospitalisait à Fernex ses chers et vieux amis. M. de Ruffey, président de la Chambre des comptes de Bourgogne, et M. Fyot de la Marche père, ancien premier président du Parlement de Dijon, lequel ressentit particulièrement le charme de la réception, et en exprima sa gratitude :

A Lyon, le 13 septembre 1761.

Si je savais faire des vers, mon très cher, très illustre et très ancien ami, je ne manquerais pas de composer exprès pour vous quelque ode ou quelque épître, peut-être un poème épique tout entier sur une matière bien vaste et

bien neuve. Peu de gens la connaissent et personne ne l'a jamais épuisée : c'est la reconnaissance; je vous en dois beaucoup par bien des endroits. Vous avez su joindre au plus aimable accueil du monde un service essentiel et rendu de la meilleure grâce, vous m'avez fait goûter le plaisir d'avoir obligation aux gens qu'on aime et qu'on admire, plaisir sensible, mais rare, parce que les gens dignes d'être aimés et admirés ne sont pas communs. Enfin vous m'avez fait trouver au château de Voltaire (car Ferney n'aura plus s'il vous plaît d'autre nom) ce que j'avais inutilement cherché dans ma patrie, où ma solvabilité devrait être cependant mieux connue qu'au pied du Mont-Jura. M. Tronchin, fidèle exécuteur de vos volontés toujours bienfaisantes, vous rendra compte des arrangements qu'il a pris avec moi. Il a mis dans cette opération, qui m'était déjà très agréable en elle-même, toute la diligence et les grâces dont elle était susceptible. Je le regarderais comme le meilleur des Tronchins possibles, si l'on n'était obligé d'en dire autant de tous les autres, dès qu'on les connaît. Il n'y en a pas un qui n'ait des sentiments dignes de sa naissance et de sa réputation. Celle de M. le docteur Tronchin ne me permet plus de quitter ce parasol qu'il m'a tant recommandé et j'ai bien résolu de le porter toujours aussi fidèlement qu'un bracelet de ma maîtresse.

Mme de Grolée<sup>1</sup> a pensé pleurer de joie en apprenant votre réconciliation avec les jésuites. Vous savez que cette bonne comtesse aime beaucoup ces bons pères. Elle convient cependant avec franchise qu'ils ont eu tort avec vous. La paix en devient par conséquent plus glorieuse à votre égard. Il vous sied bien de la leur donner quand tout le monde leur fait une si rude guerre. Plût à Dieu que nos ennemis suivissent un si bel exemple. Je sors de la comédie où j'ai eu le plaisir de voir jouer *Sémiramis*<sup>2</sup> et le chagrin de la voir d'abord assez mal jouée. Une grosse *Sémiramis*, mais trois fois plus grosse que Mme de Bouvillon et six fois plus

Que la grosse Aricie aux crins plus noirs que blonds,

a commencé par me donner une grande envie de rire. Elle a redoublé à la vue d'un vilain pontife qui ressemblait à un

1. Tante de d'Argental.

2. On sait que cette tragédie est de Voltaire.

curé de village insolent et brutal. J'ai cru voir le curé de Moëns qui préparait, en disant la messe, une scène de coups de bâton. Enfin une pauvre Azéma, d'une petitesse et d'une maigreur incroyables, aboyait en glapissant les plus beaux vers du monde avec un museau de levrette. La vôtre aurait beaucoup mieux fait, pour peu qu'elle eût voulu copier l'excellente actrice <sup>1</sup> qui m'a fait verser tant de larmes il y a quelques jours. Mais bientôt la beauté singulière de la pièce, les coups de théâtre surprenants qu'elle présente, l'intérêt qui y règne et l'admirable morale qu'elle renferme, m'ont fait oublier le jeu des acteurs, ou plutôt l'ont redressé. Ils ont paru pénétrés des sentiments que tant de belles choses ne pouvaient manquer d'inspirer, et la pièce a fini par des applaudissements redoublés dont l'auteur étaient assurément le principal objet. Mais n'est-il point temps de finir aussi cette énorme lettre par des respects très humbles pour les dignes nièces du grand Voltaire et du grand Corneille? Jamais le népotisme ne fut plus illustre. J'admire toutes les bonnes qualités de l'une et de l'autre et leur premier mérite sera toujours le tendre attachement qu'elles ont pour vous. Le mien seul lui peut être comparé <sup>2</sup>.

Les arrangements que M. Tronchin, banquier de Voltaire à Lyon, avait pris avec M. Fyot de la Marche, étaient une inscription hypothécaire de 20 000 livres au denier vingt sur la terre libre de la Marche.

Dès que la compagnie l'eût quitté, le grand homme revint à Charlot Baudy et, s'étant laissé condamner à l'audience du bailliage de Gex du 24 septembre, il rassembla ce qu'il avait de faits dans un mémoire, qu'il fit tenir à M. Fyot de la Marche fils, premier président à Dijon. « Monsieur votre père, écrivait-il, est instruit de toute cette affaire. » Et il le suppliait de vouloir bien être son arbitre, conjointement avec M. le procureur général Quarré de Quintin et M. le conseiller le Bault. Ce M. de Quintin, se piquant de lettres, se trouvait en fort bons termes avec Voltaire, et M. le Bault, comme

1. Mme Denis.

2. Bibliothèque nationale, ms. fr. 12901, p. 152, autographe.

on sait, le fournissait de vin et de ceps catholiques. C'était compter pourtant sans M. de Brosses. Il refusa l'arbitrage : ce n'était pas lui, dit-il, qui avait litige avec M. de Voltaire, mais Charlot Bandy : « Faute d'affaires, point d'arbitrage. » Et les arbitres ayant donné dans cette vue, M. de Ruffey tenta de dissuader le plaideur et même engagea Mme Denis à tout terminer en payant à l'insu de son oncle. Mais déjà Voltaire avait brûlé ses vaisseaux. « Qu'il tremble ! disait-il de son adversaire le 7 octobre. Il ne s'agit pas de le rendre ridicule : il s'agit de le déshonorer. »

D'abord il s'occupa de décrier la propriété. Pour y parvenir plus sûrement il fit répandre à Genève et dans le pays de Gex des billets avertissant le public de l'amodiation du domaine à raison de 1 200 livres par année. Des conditions aussi favorables ne manquèrent pas d'attirer les chalands : au jour dit, ils se trouvèrent réunis à Ferney, où Voltaire les pria d'aller chercher un notaire. Mais celui-ci présent, il annonça ses préférences en faveur d'un Suisse nommé Corboz, dont la nièce avait épousé Wagnières, et il refusa les offres des enchérisseurs, « à tel prix qu'elles fussent ». Sur quoi l'un d'eux, écrit Brosses de Tournay, lui lâcha cette épigramme dans son idiome : « On voit bien que ce que vous en faites n'est que pour décrier la terre de braves seigneurs ; mais vous n'y réussirez pas. »

Le bail fut bientôt notifié au président :

*François de Voltaire, chevalier, gentilhomme de la chambre du Roi, déclare à M<sup>e</sup> Girod, châtelain du Gex, chargé des affaires de M. le Président de Brosses au pays de Gex :*

1<sup>o</sup> Qu'il a affermé à Louis Corboz pour 1 200 livres annuelles, un char<sup>1</sup> de vin salvagnin, deux chars de vin rouge, un char de foin, un char de regain, trois quarterons de paille, et le labourage de trente arpents de terre, la terre de

1. Le char, dans la région de Genève, est une mesure de volume ; il valait à Ferney 650 litres.

Tourney vendue à lui Voltaire à vie par M. le président de Brosses par contrat du 12 décembre 1758 par-devant lui Girod, notaire royal. sur le pied de 3 500 livres de rente, ledit Voltaire s'en rapportant sur cette lésion d'outre moitié à l'honneur et à la justice de M. le président de Brosses, comme il s'en rapporta à l'honneur et à la bonne foi de M. le président en passant le contrat;

2<sup>o</sup> Pour prévenir toutes les discussions qui pourraient arriver entre ses héritiers et M. le président de Brosses, attendu les menaces faites à la dame Denis, sa nièce, par ledit Girod, déclare audit Girod comme à l'agent de M. le président que ledit Girod ayant inséré dans le contrat de vente à vie tous les meubles et effets délaissés à la mort dudit Voltaire, ledit Voltaire n'a jamais entendu ni pu entendre que ses propres effets, et non ceux des autres, et que M. le président a trop d'honneur et de justice pour l'entendre autrement;

3<sup>o</sup> Déclare que s'étant obligé par le contrat avec M. le président à faire à l'âge de soixante-six ans pour 12 000 livres de réparations en trois années de temps aux château, granges, terres et chemin de Tourney, il en a fait en moins de deux ans pour 18 000 livres, comme il en appert par le livre de comptes intitulé *Tourney, frais de réparations et améliorations 1759 B*, lequel livre ledit Voltaire déposera au greffe de Gex s'il est nécessaire;

4<sup>o</sup> Que malgré toutes les peines que ledit Voltaire avait prises pour améliorer et embellir à ses dépens la terre de M. le Président, ledit Girod n'a pas laissé de l'inquiéter au sujet de quelques arbres coupés dans le bois de Tourney pour les réparations du château et des granges par les charpentiers de Genève, Dubied et Borel; que [par] les conventions faites avec M. le Président, il était permis audit de Voltaire d'employer ces arbres pour réparer le château et les granges; que par son contrat de vente à vie, il doit laisser soixante arbres debout par arpent, l'un portant l'autre dans le bois de haute futaie qui est au bout de la prairie vis-à-vis le château; que par les mesures des ingénieurs du Roi qui ont levé la carte du pays par ordre du Roi, ce bois contient vingt-trois arpents et demi, et que par les mémoires de la terre fournis par M. le Président, ce bois a été donné à l'acquéreur pour cent arpents;

Ledit Voltaire somme dès à présent ledit Girod pour pré-

venir toutes discussions, de vérifier si ledit Voltaire ne laisse pas plus de soixante arbres par arpent l'un portant l'autre;

5° Ledit Voltaire déclare audit Girod comme agent de M. le président de Brosses que non seulement il a fait planter quatre-vingt quatre arbres dans la grande percée, où M. le Président avait ci-devant coupé beaucoup de bois, mais qu'en outre il a fait planter quarante-quatre beaux arbres auprès dudit bois du Clédar, et il somme ledit Girod de les reconnaître;

6° Proteste ledit Voltaire contre les procédures faites par ledit Girod, le 29 juillet 1760, assisté du nommé Duval et du nommé Bêtems, au sujet de ce petit bois de vingt-trois arpents et demi, ledit Girod ayant dans ce procès-verbal fait comprendre quelques chênes qui offusquaient le champ nommé Teppe à la Vernioudé, lequel champ n'a jamais été compris dans ce qu'on appelle la forêt, lesdits arbres étant placés sur le grand chemin, étant rabougris, et empêchant le champ de la Vernioudé de produire;

7° Déclare ledit Voltaire audit Girod comme agent de M. le Président que la plupart des arbres que ses créatures Duval et Bêtems prétendent avoir été coupés par ledit Voltaire, l'ont été par M. le Président lui-même et vendus par le nommé Charles Baudit au profit de M. le Président, et que lui, Voltaire, n'a fait autre chose que de faire arracher les troncs pour pouvoir ensemençer la terre qu'il a améliorée en toutes façons, le total de la terre lui coûtant près de 60 000 livres sans qu'il en ait jamais retiré un sol;

8° Il déclare en affermant cette terre pour 1 200 livres et en faisant une perte considérable qu'il laisse le peu de gros meubles meublants, dont il a la jouissance, dans le même état qu'il a les reçus et somme ledit Girod de venir les reconnaître, n'entendant comprendre dans ces meubles le linge délaissé par M. le Président à l'usage de la maison, lequel linge a été estimé de nulle valeur;

9° Ledit Voltaire somme ledit Girod de faire parvenir à M. le président son commettant, icelle déclaration, se flattant avec raison que M. le président, loin de vouloir le vexer comme ledit Girod le fait craindre, l'indemniserait au contraire des pertes immenses que ledit Voltaire a supportées.

VUAILLET, ayant charge.

L'an mille-sept-cent-soixante-un et le quatorzième décembre après midi, je, soussigné, Claude Poncet, sergent royal au bailliage de Gex, demeurant audit Gex, à la requête de François Arouet de Voltaire, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi demeurant à Fernex, j'ai signifié la déclaration ci-devant à M. Jean-Charles Girod, capitaine châtelain royal au bailliage, chargé des affaires de M. le président de Brosses demeurant à Dijon, afin qu'il n'en ignore, et c'est parlant à la servante dudit sieur Girod trouvée en domicile audit Gex, et lui ai laissé pour son maître cette copie.

PONCET <sup>1</sup>.

En même temps, il travaillait à « déshonorer » le président. Pour cela, il articula dans un mémoire que M. de Brosses avait fait à Charlot Baudy une vente simulée, dont la preuve se trouvait dans l'exploit même du paysan, au dire d'un président de Toulouse, venu aux Délices avec le duc de Villars. Il prétendait encore que M. de Brosses lui avait fait jadis présenter un faux acte de vente par Charlot. Ne démordant pas de son idée d'arbitrage, il écrivit à M. de Ruffey : « Y a-t-il rien de plus simple que mon procédé ? Si vous avez fait une vente réelle, je paie, si vous avez fait une vente simulée, soyez couvert d'opprobres. » Puis il rédigea pour son propriétaire une lettre résumant tous ses griefs, insistant sur la vente simulée faite au commissionnaire Charles Baudy, qui « compte avec vous de clerc à maître » ; et de cette lettre il fit répandre des copies à Dijon, d'où M. de Brosses était alors absent.

Il est vrai que Charlot exploitait les bois de Tournay pour le compte du président : dès 1756, Voltaire avait soupçonné ce pauvre diable de n'être point marchand et, fâché de voir M. de Brosses continuer à dévaster son bois après le 11 décembre 1758, date du contrat, jusqu'au 22 février 1759, jour de l'entrée en jouissance, il avait demandé au paysan de produire un acte de vente

1. Côte-d'Or, E. 338 copie authentique.

avant que de faire sa vidange, à la mi-mars; Charlot, ayant conté le fait à maître Girod, reçut alors un papier vague qui lui permit d'enlever ses moules au mois de mai. Mais que la vente fût réelle ou simulée, que le créancier fût Charlot ou M. de Brosses, Voltaire n'en devait pas moins 281 livres de bois, puisque d'après le bail à vie il jouissait des bois « qui sont sur pied et non vendus », les arbres sur pied vendus étant huit chênes réservés à un tonnelier de Genève. C'est ce que le président répliqua dans une lettre hautaine, injurieuse, et toute dans son industrie habituelle, qui était le grand jeu de la franchise. Avec une fierté où perçait cependant le dépit de n'avoir pas touché les 50 000 écus de la vente perpétuelle, il disait qu'à aucun prix il ne vendrait sa terre, « ne voulant rien avoir de plus à démêler avec un homme turbulent, injuste et artificieux en affaires sans les entendre », comme si ce moyen n'eût pas au contraire tout terminé. Il rappelait à Voltaire que « la mémoire est nécessaire quand on veut citer des faits », que l'ordre donné par lui à Charlot de fournir du bois aux Délices était une commission, et non un présent; mais il oubliait, ou plutôt feignait d'oublier, que ce bois, Voltaire le lui avait demandé un peu plus tard, par une lettre restée sans réponse. Toutefois, laissant « à part la vileté d'un présent de cette espèce, qui ne se fait qu'aux pauvres de la Miséricorde ou à un couvent de Capucins », il l'accordait à son locataire, si celui-ci lui en dressait reconnaissance en forme.

Voltaire ne demandait point alors un présent qu'il prétendait avoir reçu en décembre 1758. Il fit certifier par Mme Denis et Wagnières, son secrétaire, avoir dit à table, un jour de ce mois que M. de Brosses dînait aux Délices : « *Remercions M. le Président de douze moules de bois qu'il nous donne pour le vin du marché* »; M. le Président répondit : « *C'est une bagatelle qui ne vaut pas un remerciement* »; pièce qui ne ferait impression que si Voltaire n'avait eu pour principe de ne point admettre

ses secrétaires dans la salle à manger. Enfin, le propriétaire trouva un moyen terme; après avoir fait encore des éclats bien dignes sur « la vilité du présent, fi donc! on n'imagine pas une chose si basse », lui par contrat qui avait stipulé d'hériter les effets de son locataire, il proposa de terminer le procès au profit des pauvres de Tournay, à qui Voltaire verserait les 281 livres par les mains du curé.

Voici quelles furent les conditions de paix, mandées à Mme Denis par l'Intendant Fargès<sup>1</sup> :

24 novembre 1761.

Ma négociation a été fort difficile. Madame, j'ai trouvé M. de Brosses et toute sa famille très ulcérés de la lettre que M. de Voltaire lui a écrite et surtout de la publicité qu'il y a mise; car M. de Brosses est instruit que M. votre oncle en a envoyé des copies. Mais cependant son amitié pour moi l'a emporté, et il consent qu'il ne soit plus question des moules de bois qui font l'objet de la contestation; il en tiendra compte à l'homme dont M. de Voltaire les a pris, pourvu que M. de Voltaire veuille bien vous promettre d'en distribuer la valeur dans le courant de l'hiver aux pauvres de la paroisse de Tournay. Ainsi, il donnera à ses vassaux de Tournay tout ce qui suffisait au peuple romain de pain et de spectacles. Sûr que M. de Voltaire remplira et peut-être au-delà les engagements qu'il a pris avec vous à cet égard, M. de Brosses, à ma prière expresse, ne s'informera point de leur exécution ultérieure, et s'en rapportera à ce que vous me ferez l'honneur de me marquer à ce sujet, sur lequel je vous prie d'avoir la bonté de me répondre.

A l'égard du procès-verbal concernant les dégradations dont M. de Brosses se plaint, il l'a fait plutôt pour en empêcher de nouvelles, que dans le dessein de faire aucune poursuite, moins encore dans le projet odieux de vous ruiner un jour; et le propos que l'on fait tenir à cet égard est une imposture. Il veut bien encore, par égard pour vous, autant que par amitié pour moi, promettre de ne faire aucune

1. Allié de M. de Brosses par son frère, qui avait épousé Pierrette de Brosses, fille du président.

poursuite en conséquence de ce procès-verbal, sous la condition expresse, et sans laquelle sa promesse sera rétractée, qu'il n'en serait plus fait à l'avenir, que M. de Voltaire laissera exactement le nombre d'arbres par poses prescrit par le contrat sans rien intervertir à cet égard, et en laisser plus dans un endroit, et moins dans un autre, M. de Brosses voulant laisser ses bois également garnis partout; à condition également qu'aux termes du contrat, il tiendra en défense des bestiaux les coupes nouvelles, pour ne pas empêcher les bois de revenir; qu'il fera recéper et mettre en bonne revenue ce qui pourrait avoir été brouté par les bestiaux dans l'intervalle de sa jouissance, et qu'en tout il exécutera dans tous les points à cet égard le contrat. C'est à ces conditions que M. de Brosses consent de ne pas poursuivre sur des dégradations réelles et qui l'ont justement alarmé pour l'avenir.

Pour ce qui regarde une autre condition du contrat, dont j'ai entendu M. de Voltaire se plaindre, qui est celle qui regarde les meubles et les effets qui se trouveraient au château de Tournay à sa mort, quoique M. de Brosses pût tirer avantage de la signification même que M. de Voltaire vient de lui faire faire à ce sujet, il ne veut sur cela que ce qui est juste, et ne conçoit pas comment M. de Voltaire pourrait entendre qu'il fût possible de prétendre que tout l'argent <sup>1</sup>.... vaisselle d'argent qui se trouveraient à Tournay à sa mort puissent [être enlevés à ses] héritiers, ni pu entendre que ce qui a été nettement [stipulé] entre eux lors du contrat, savoir qu'au dedans de la maison, tout ce qui s'y trouverait en meubles meublants, et au dehors toutes les choses servant à l'agriculture lui appartiendraient. Mais ni la vaisselle, ni le linge, ni les tableaux non infixés, encore moins l'argent comptant et les effets mobiliers n'ont jamais pu être compris dans cette clause. Mais si telle que M. de Brosses l'entend, elle vous paraissait encore embarrassante pour l'avenir, il se prêtera aux arrangements que vous voudrez lui proposer; car comme le détail d'une maison est dans le district des dames, c'est avec vous qu'il compte traiter de tous les arrangements qu'il sera possible de prendre à cet égard, si vous avez envie de lui en proposer. Ainsi, M. de Voltaire pourra jouir sans inquiétude de la liberté d'aller

1. A cet endroit le papier est déchiré.

habiter Tournay dans la belle saison, et il m'a paru qu'il désirait pouvoir y aller dans les chaleurs.

Voilà, Madame, le fruit de ma négociation. Je désire et j'espère que vous en serez contente, je me fais un vrai plaisir de ramener la paix. C'est à vous, Madame, à l'entretenir, et maintenir M. de Voltaire dans la ferme résolution d'exécuter le contrat qu'il a passé avec M. de Brosses, non aveuglément et sans le voir, mais après en avoir dressé lui-même différents projets, après avoir agité toutes les clauses qui en sont l'objet : elles tendent toutes à conserver les biens dans la même nature qu'ils ont été donnés. Enfin, Madame, qu'il ne soit plus question du passé, et qu'à l'avenir, l'entière exécution des actes assure et maintienne la bonne intelligence que M. de Brosses désire, qu'il ne rompra jamais par sa faute, mais qu'il ne craindrait pas de faire cesser, s'il croyait en avoir de justes sujets, sûr, autant par la sagesse de son esprit que par les lumières que sa place l'a mis à portée d'acquérir dans les affaires, de n'avoir jamais de contestations qui puissent être douteuses.

Je suis, etc.

FARGÈS <sup>1</sup>.

Personne, autant que le philosophe, ne rendait justice aux lumières de M. le président : « A-t-on jamais vu, disait-il souvent, quelqu'un de *Messieurs* perdre un procès devant son Parlement ? » Mais par précaution, il exigea dans la suite une déclaration interprétant l'acte de vente : les meubles et effets mis par lui dans le château devant revenir à ses héritiers, à l'exception des choses infixées, et, dans le domaine, des instruments servant à l'agriculture. M. de Brosses la consentit le 12 octobre 1768.

Non seulement Voltaire, pour décrier la terre, la mit à ferme à vil prix, mais il n'habita jamais le château, qu'en 1767 il abandonna même à Gabriel Cramer, son libraire de Genève. Cependant il eut encore l'intention, en 1770, d'acheter le domaine, et il renouvela au président de Brosses l'offre de 110 000 livres faite en 1760.

1. Côte-d'Or, E, 338, copie.

« Voulez-vous bien vous rappeler, répondit celui-ci, que j'ai cette proposition écrite et convenue de votre main à 147 000 livres en 1759, y compris à la vérité les 35 000 que vous m'avez payées pour la jouissance. Observez qu'il y a onze ans de cela, et que l'intervalle écoulé a rapproché d'autant un terme malheureux, mais inévitable à l'humanité. » Et le patriarche n'ayant voulu ni payer, ni mourir, M. de Brosses reprit bientôt ses poursuites en dégradations. Il accusait notamment son locataire d'avoir épuisé une carrière de pierre grise molasse située près du château :

M. de Voltaire en a fait ou laissé faire un abus si excessif, soit pour lui-même ou les bâtiments sans nombre qu'il fait construire ailleurs, soit en donnant, vendant, abandonnant et laissant prendre à qui a voulu tirer de la pierre, que par l'extraction continuelle que les ouvriers ne cessent de faire chaque jour depuis quinze ans, la carrière se trouve aujourd'hui presque entièrement épuisée, la masse totale ayant été creusée, tirée et enlevée par lits ou par quartiers jusqu'au sol même de la terre glaise sur laquelle elle était assise : en telle sorte qu'il n'y reste plus que le bord extérieur du banc de pierre, et que pour peu que l'on continue d'en enlever ainsi, mondit sieur de Brosses, propriétaire, ou les siens, n'y retrouveraient plus à l'expiration de l'usufruit de quoi bâtir un château, s'ils le voulaient faire, ou même de quoi y réparer en cas de besoin, ou en aider leurs habitants pour leurs propres maisons <sup>1</sup>.

On connaît la réplique du philosophe, qui vers cette époque, ferma l'entrée de l'Académie au président. Mais il eut peu après une satisfaction plus grande encore : ce fut de voir trépasser M. de Brosses, qui si longtemps s'était flatté d'hériter sa vaisselle.

1. Côte d'Or, E. 338, Sommutation du 18 octobre 1773.

\*  
\* \*

A l'époque où il se rendait maître de Fernex et de Tournay. Voltaire, sous le nom de sa nièce, achetait, du pasteur Josué Diodati, le fief Caille proche de Fernex, et de noble de Choudens, ouvrier en montres à Genève, l'un des quinze cents souverains seigneurs de la République, un petit domaine situé sur le chemin de Tournay à Fernex. A la vérité, Choudens étant traqué par ses créanciers, ne reçut pas les 6 000 livres de la vente, que Mme Denis remit peu à peu à ceux-ci ; si bien que cette acquisition était en quelque sorte un prêt sur gage, une hypothèque avec occupation du fonds, et, comme on dit, une antichrèse. Mais le contrat signé, il se trouva que noble Choudens avait encore fait un « stellionat », que partie de ce bien n'était possédée par Choudens même qu'en antichrèse, qu'une autre partie, abergée autrefois des domaines de Saint-Victor, se trouvait mortuaire, c'est-à-dire devait retourner à Genève si son possesseur décédait sans postérité directe : ainsi Mme Denis se trouvait taillable de Saint-Victor. Elle voulait faire annuler le contrat par les juges de Gex quand Choudens la fit assigner à son tour, et condamner devant un tribunal de Genève.

La victime de Francfort, l'héroïne de l'amitié, serve de la République ! Ah ! monsieur de Bussy :

[2 mai 1760.]

*Peu de paroles aux personnes occupées.*

L'oncle et la nièce, Monsieur, vous supplient, Monsieur, de vouloir bien faire renvoyer le mémoire ci-joint apostillé à M. de Montpérour. Nous lui remettrons les pièces probantes. Mgr le duc de Choiseul ne souffrira pas que les Genevois jugent les causes qui n'appartiennent qu'aux juges du Roi.

Nous sommes, avec la plus vive reconnaissance et tous les sentiments que vous méritez, mon cher Monsieur,

Vos très humbles et obéissants serviteur et servante,

L'ONCLE V, LA NIÈCE DENIS.

## MÉMOIRE.

*Genève.*

La dame Denis a acheté d'un Genevois nommé Choudens un bien de campagne situé au pays de Gex, territoire de France, contrat passé en France, dans son château de Fernex. Le Genevois a fait un stellionat à la dame Denis, et lui a vendu ce qui ne lui appartenait point.

Le Genevois ose assigner une sujette du Roi, veuve d'un officier du Roi, par-devant les juges de Genève, parce que si ce Genevois stellionataire était traduit devant les juges de France, il serait puni, et qu'il se flatte d'être ménagé à Genève, attendu qu'étant maître horloger et bourgeois il est au nombre des *quinze cents souverains seigneurs égaux au Roi*.

Il prend prétexte sur ce que le notaire de Gex a eu la sottise, en dressant le contrat, de mettre que la dame Denis demeure au territoire de Genève. Mais la dame Denis a protesté contre cette inadvertance.

Les fonds ressortissent à la juridiction dans laquelle ils sont situés : le fonds vendu par le stellionataire est en France. La dame Denis ne peut reconnaître que les juges royaux.

La chambre de Genève, qui juge en première instance, a jugé que la compétence lui appartient.

C'est manquer au Roi, c'est violer le traité de 1749 par lequel il est dit qu'en cas pareil, les sujets du roi doivent être jugés en France.

La dame Denis, qui n'est point du tout domiciliée à Genève, qui a transigé en France, qui ne reconnaît que les juges de France, implore la protection du ministère de France contre la violation des traités que nos rois ont daigné faire avec Genève <sup>1</sup>.

M. de Bussy ordonna au résident de France à Genève de prendre les éclaircissements nécessaires « tant pour protéger la dame Denis que pour faire réparer ce que la dite chambre aura pu faire d'irrégulier dans cette affaire ». M. de Montpérourx répondit :

1. Aff. étr., Genève, mém., et doc. I, p. 254 et 59, autographe.

Genève, 14 mai 1760.

J'ai reçu la lettre sans date dont vous m'avez honoré, à laquelle devait être joint un mémoire de Mme Denis, que je n'ai pas trouvé, mais que M. de Voltaire m'avait communiqué.

Il est vrai, Monseigneur, qu'un Genevois avait fait assigner Mme Denis devant un des tribunaux de cette ville, qu'elle y avait été condamnée et qu'elle en avait appelé. Toute cette affaire s'était conduite sans que ni Mme Denis, ni M. de Voltaire, quoique nous soyons fort liés, m'en eussent parlé. M. de Voltaire m'en écrivit, il y a près de quinze jours. Je fus aussi étonné qu'un tribunal genevois eût voulu connaître d'une affaire dans laquelle il s'agissait d'un fonds situé en France, que d'apprendre que Mme Denis y eût répondu <sup>1</sup> et en eût en quelque façon reconnu la compétence, en interjetant appel de ce premier tribunal à un autre. Je répondis à M. de Voltaire que la première chose qu'il aurait dû faire était de m'envoyer l'assignation. Mais comme il s'agissait alors, Monseigneur, de redresser une démarche irrégulière de part et d'autre, je m'adressai au premier magistrat qui n'en était pas instruit; il convint que Mme Denis avait été mal assignée, et que le tribunal devant lequel elle avait répondu n'aurait pas dû juger. Il est certain que le jugement ne pouvait être exécuté, puisqu'il était question d'ordonner une descente sur terres de France.

M. de Voltaire s'était trop pressé de nommer un avocat et un procureur, il devait me parler de cette affaire, et alors aucun tribunal genevois n'en aurait connu.

Tout est arrangé; les choses resteront sur le pied où elles doivent être. Si le Genevois a quelques prétentions à faire valoir, il s'adressera à la justice de Gex.

Les parties transigèrent. Choudens se fit fort de faire affranchir sa terre par la République moyennant 500 livres, que Voltaire versa en effet au nom de l'horloger à la trésorerie de la République. Mais dix ans plus tard, Choudens étant remis dans ses affaires,

1. Cette dame aurait dû n'y pas répondre. (Note de M. de Bussy.)

voulut rentrer en possession de son domaine : il provoqua lui-même la rescision que Mme Denis avait en vain demandée en 1760. Les châtelains de Ferney firent tout d'abord la sourde oreille ; Choudens, cependant, multipliant les exploits, il fallut lui répondre. « Si Choudens ose poursuivre, on l'assignera au conseil du Roi comme fripon ayant surpris lettres de rescision sur un exposé faux dans tous les points ». Et s'avisant que la République avait affranchi la personne de Choudens, et non sa terre, Voltaire chargea M. Hennin, alors notre résident à Genève, de s'informer auprès du Magnifique Conseil : « C'est une chose à savoir dans la conversation et, quand on la sait, on agit en conséquence à Gex ; on arguë un Choudens de mensonge et on instrumente ».

Le domaine de Choudens ne fut pas le seul que sa bienfaisance amena Voltaire à posséder : il l'explique

*A Monsieur, Monsieur Vasserot de Chateaufieux,*

Mardi soir, arrivant aux Délices.

Mon cher Cicéron, vous êtes compatissant. Pignier père est un ivrogne, Pignier fils un fripon, Bétems un imbécile. Je ne parle point de Pasteur et Choudens, ce sont citoyens seigneurs que je respecte.

L'argent pour la terre Choudens est tout prêt et déposé depuis longtemps. Il se trouve que j'ai déjà avancé à Pignier fils de l'argent sur son hypothèque. Nouvel embarras, nouvelle friponnerie de Pignier fils. Quant à la vente pure et simple que Choudens m'a faite d'un bien qui ne lui appartient pas, et qui lui est seulement engagé par Pasteur pour une somme très modique, n'est-ce pas une espèce de stélionat, ou pis ? Ce bien qui n'est pas à lui est le seul bon champ de son domaine. Autre *impaccio*.

Pour ce pauvre Bétems, je le plains, mais quand je lui prêterai 4375 fl[orins], unique somme qu'on puisse lui avancer avec apparence de sûreté, le tirera-t-on de la geôle ? Je suis prêt de l'en tirer à ce prix, non que j'aie le moindre besoin de lui, car c'est un lambin qui ne m'était bon à rien, non plus qu'à lui-même, et un quart d'heure après que je le

sus encagé je me pourvus d'un autre régisseur installé à Fernex. Mais je suis comme vous, j'ai compassion de ce pauvre diable. Indépendamment de tout ce tracas, j'ai une envie extrême d'avoir l'honneur de dîner avec vous.

V. 1.

Le philosophe, ayant remis Choudens en état de cultiver son petit bien, se réserva cependant la faculté de vendre la terre pour se dédommager, précaution qui le fit accuser par M. de Brosses de l'avoir achetée « à vil prix ». Accordons à M. de Brosses qu'il devait être dur, pour le paysan, d'occuper à titre précaire une terre possédée librement par ses pères. Mais serait-il moins dur de mourir en prison ? Et si Bétems, plus tard, fut expulsé de son domaine, ne devait-il pas s'en prendre à sa propre ingratitude ? « Je n'ai pas voulu, dit Voltaire, être la dupe du bien que je lui ai fait. »

Un autre vassal, après avoir reçu la charité par contrat, prétendit en revanche se libérer. Le seigneur n'accepta point ses offres sans difficultés.

Mais où sa générosité éclata, ce fut à l'égard des frères de Prez-Crassier, ses voisins, jeunes gentilshommes aussi pauvres que braves. Ils étaient héritiers d'un bien situé à Ornex, bien valant à peu près 18 000 livres, et en rapportant 1 200 par année. Mais ce bien avait été cédé par antichrèse moyennant 2 000 livres à un magistrat de Genève, lequel dans cette affaire prêtait son nom à une mission de Jésuites, établie dans la même paroisse. Voltaire « déterra » les héritiers véritables, leur offrit de consigner la somme, se fit donner leur procuration pour aller en justice. Étant parvenu à les réintégrer, il ne leur réclama, de sa vie, l'argent du billet qu'ils lui avaient signé. Il est vrai qu'il s'agissait ici de remporter une victoire *de gente jesuitica*, les bons pères étant dans le pays ses seuls rivaux en bienfaisance.

## CHAPITRE III

### LES DIMES DE FERNEX

*Qui terre a, guerre a!* Le château de Fernex était un ouvrage militaire, une « forteresse » avec créneaux, tourelles, mâchicoulis, que plusieurs fois, au cours du xvi<sup>e</sup> siècle, les mercenaires de Savoie disputèrent aux combourgeois de Berne et de Genève; ils l'emportèrent même sous Charles-Emmanuel. « Tout bruslé et ruyné par la fureur de guerre<sup>1</sup> », ses possesseurs l'avaient relevé cependant dès le règne pacificateur de Henri IV. Les créneaux n'abritèrent plus alors que les hiboux, oiseaux tranquilles et méditatifs; les vergers, longtemps délaissés, fleurirent et fructifièrent de nouveau; on soutint d'échalas les vignes montées en « hutins ». Mais cette aménité n'était que dans les champs : deux procès coûteux, depuis cent cinquante ans, accablaient le seigneur de Fernex. Il défendait dans l'un, contre son curé, la dîme de la paroisse, et dans l'autre, contre le curé de Moëns, la dîme du hameau voisin de Collovrex, laquelle il tenait indivise avec les pauvres du village, « pauvres d'esprit, et pauvres d'effet ».

Ces dîmes inféodées, réputées d'origine ecclésiastique, et interdites aux laïques par l'un des conciles de Latran

1. Côte d'Or, B. 10 692. Aveu de Pierre Chevalier, seigneur de Fernex, 1601.

en 1179, il était assez rare, au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'elles fussent en possession des seigneurs; il était moins commun encore qu'on les perçût au profit des pauvres : pour expliquer cette singularité, il fallait remonter à un capitulaire de 801, réglant le partage des dîmes entre la fabrique, les pauvres et les prêtres. *Et ad ornamentum Ecclesiæ primam eligant partem, secundam autem ad usum pauperum vel peregrinorum per eorum manus misericorditer cum omni humilitate dispensent, tertiam vero partem semetipsis soli sacerdotes reservent.* Les paysans de Collovrex, pendant un millénaire, payèrent ainsi la dîme par charité : un parchemin du XV<sup>e</sup> siècle, roulé aux archives de Bourgogne, contient une « Recepte de l'avoine *ad misericordiam* donnée par les gens de Collovrex<sup>1</sup>... » Voltaire, avec tous ses contemporains, ignorait ce titre, qui eût terminé le procès de ses vassaux; mais peut-être connaissait-il le capitulaire, quoiqu'il n'en parle point dans ses *Annales de l'Empire* : il appelait en effet son canton « le petit pays de Charlemagne... »

Les droits du seigneur sur les dîmes se décident un peu moins aisément. Selon Voltaire, il était tenu pour constant que les ducs de Savoie possédaient les dîmes du pays de Gex de temps immémorial. Cette justification n'est applicable que pour Fernex : tenant la forteresse par leur châtelain de Gex, les ducs percevaient peut-être la dîme, laissaient une allocation à la paroisse, le curé possédant par ailleurs, au lieu de portion congrue, un domaine affecté à la cure. Mais pour les dîmes de Moëns et de Collovrex elles appartenaient au chapitre de Saint-Pierre à Genève : il avait dans son patronage la paroisse de Moëns et en nommait le desservant.

Mais que dans l'origine les possesseurs aient été le duc de Savoie, l'évêque de Genève, le chapitre de Saint-Pierre, ou même les curés des paroisses, leurs droits étaient périmés depuis le droit nouveau créé à la

1. Côte d'Or, B. 7 855.

Réforme de 1535. Genève combattant alors le duc de Savoie, ceux de Berne la vinrent secourir, envahirent le bailliage de Gex, et confisquèrent sans distinguer les biens du duc et ceux des évêchés, vidomat et chapitres, « estimant les avoir gagnés par droits de guerre » ; cependant, l'année suivante, au traité de Berne, ils consentirent à les restituer à Genève « par bonne amitié », considérant que leurs combourgeois « ont incorporé cela à leur hôpital pour l'entretien des pauvres et des ministres ». En même temps, ils vendirent à des particuliers certaines seigneuries du pays de Gex avec les dîmes qu'ils leur inféodèrent : et cette possession fut confirmée aux acquéreurs dans tous les traités subséquents.

Les difficultés commencèrent à la réunion du pays de Gex à la France par le traité de Lyon de 1601. Ce n'est pas que le roi T. C. ait omis d'y garantir les biens de ses nouveaux sujets : mais avec la paix, les curés étaient revenus, ardents à convertir les hérétiques ; renonçant au casuel, qui n'est point d'usage en pays calviniste, ils désiraient au moins recouvrer leurs dîmes, et fondaient quelques espérances sur l'abjuration de Henri de Bourbon : dès 1602, François de Sales prétendit qu'on le rétablît dans les biens de Genève. Pour prévenir l'effet de ces démarches, les habitants du pays de Gex durent demander au Roi qu'il maintînt les aliénations faites par les cantons. La réponse de Henri fut que « les traités faits sur ce regard seraient suivis et effectués » ; et par lettres-patentes du 9 mars 1604, elle fut entérinée au Parlement de Bourgogne.

Cependant, Messieurs de Dijon n'avaient jamais enregistré les traités conclus par les Suisses au xvi<sup>e</sup> siècle ; ces actes étaient à leurs yeux inexistantes, et auprès d'eux, les curés pouvaient se réclamer du droit commun, qui leur accorde les dîmes sans autre titre que de leur clocher : ainsi plusieurs ecclésiastiques obtinrent des arrêts les réintégrant. Alors les propriétaires se pourvurent auprès du Roi avec l'appui diplomatique du

canton de Berne : par un arrêt du Conseil privé du 16 juillet 1605 les curés furent maintenus en possession, mais après avoir remboursé aux acquéreurs le prix payé par ceux-ci au canton de Berne. Cet arrêt, qui forma jurisprudence, était encore à l'avantage des curés, la valeur de l'argent ayant diminué. Mais comme ils poursuivaient, les uns après les autres, la restitution des dimes devant le Parlement, les propriétaires laïques, par les députés des cantons Suisses, firent des remontrances à Louis XIII en 1635. Là-dessus, toutes les causes furent évoquées au Conseil, où les procédures du Parlement furent suspendues, mais le jugement au fond jamais rendu : si bien que pour finir, les seigneurs en général s'accommodèrent avec les prêtres, mais par des transactions viagères, et qui ne liaient point les successeurs dans la cure.

Les dimes de Fernex avaient été, comme les autres, objet de réclamations judiciaires de la part des curés, et diplomatiques du côté des seigneurs. En 1642, le seigneur s'étant vu condamner à Dijon à relâcher les biens de la cure, il obtint cependant du curé la moitié de toute la dime de Fernex, plus l'exemption de la dime passive pour les fonds dépendant de la seigneurie : cette moitié de dime, montant à trente-six coupes, valait à peu près 600 francs par an. Un nouveau curé, en 1668, refusa d'exécuter la transaction, plaida, puis s'arrangea comme son prédécesseur. De même, en 1755, le sieur Gros, curé de Fernex, réclama contre M. de Budé l'exécution des arrêts de 1642 ; MM. de Berne, ayant fait évoquer la cause au Conseil par arrêt du 25 juin 1756, Gros poursuivait le renvoi devant le Parlement lorsque Voltaire devint maître de Ferney.

Vers le même temps, le sieur Ancian, curé de Moëns, actionnait la république de Genève et les pauvres de Ferney en restitution des dimes de Collovrex. Comme M. de Budé, conjointement à ses vassaux, se croyait des droits sur ces fruits, et que d'ailleurs il avait le goût de la chicane, il avança aux pauvres cinquante

écus, qu'il reprit bientôt, et leur donna un procureur, qu'il leur laissa pour leur ruine. « Homme riche, homme doublement et triplement en état de faire du mal, comme étant prêtre, riche et processif », le curé de Moëns soutint gaillardement les procédures; il vint à Dijon, où il avait d'autres procès; à sa diligence, un arrêt du 14 août 1758 condamna les pauvres à la restitution et aux dépens; et parmi les dépens il leur comptait sans vergogne les frais du voyage, « le vin qu'il avait bu à Mâcon et à Dijon ».

Voltaire n'était pas entré en possession du château que les façons d'Ancian le touchèrent. Ce curé était allé en justice « sans daigner même venir lui parler »; ce curé avait refusé son offre d'acquitter dans sa plus grande partie la dette des habitants de Ferney. Dès lors le philosophe éprouvait pour ceux-ci tout le zèle de la compassion. La « communauté » de Ferney<sup>1</sup>, alors réduite à cinq pauvres familles, n'ayant pour tout bien qu'un petit pré submergé, il fallait la sauver du désastre, gagner assez de temps, pour qu'elle pût, ou emprunter ou faire révoquer l'arrêt du 14 août. Dans l'idée de reprendre l'instance, Voltaire demanda les pièces à François Tronchin, soumit un mémoire à M. le

1. Par un usage particulier au pays de Gex, chaque *communauté* y composait un corps et une société particulière, dans laquelle il fallait être admis pour avoir voix active et passive dans les assemblées, et droit d'usage sans payer dans les bois et autres fonds communaux. Ce droit ne s'acquerrait pas par la simple habitation sur les lieux, quelque longue et suivie qu'elle fût, ni même par la naissance dans les lieux; et les habitants non communiens étaient regardés perpétuellement comme étrangers s'ils n'obtenaient pas d'être reçus dans la commune moyennant une certaine somme, ou s'ils ne descendaient pas de parents qui y eussent été reçus autrefois. Non seulement ils ne pouvaient faire les fonctions du syndicat, ni prendre part à l'administration, mais ils étaient sujet à l'imposition d'une redevance annuelle appelée *droit d'habitation* ou *habitage*. Cette taxe fut abolie par l'intendant en 1745, mais les communiens seuls gardèrent l'administration de la commune. (*Ain*, C, 844.)

Bault, conseiller à Dijon. M. de Brosses, d'autre part, fut prié de protéger les pauvres à la chambre des enquêtes, et Mgr Deschamps, évêque d'Annecy, conjuré « non pas d'engager le curé à se relâcher des droits que la chicane lui a donnés, (cela est impossible), mais à ne pas user d'un droit si peu chrétien dans toute sa rigueur, à donner les délais que donnerait le procureur le plus insatiable ». Monseigneur, tout édifié qu'il fût par *l'Essai sur les mœurs*, n'était pas encore prévenu contre la personne de l'auteur : il promit de « laver la tête » au curé.

Or, le curé de Moëns, non seulement était avide et chicaneur, mais il était dur, mais il était violent, et entretenu dans ses emportements par l'habitude de l'autorité autant que par l'abus du vin de Bourgogne. La houlette étant l'attribut des pasteurs, il menait ses ouailles à coups de trique, s'ingérant dans leurs affaires, leurs travaux, leur conduite, insoucieux d'être haï, pourvu qu'il fût craint; d'ailleurs intime ami du substitut au parquet du bailliage, lequel était beau-frère de son prédécesseur dans la cure. Passionné pour donner ses paroissiens en modèle, il injuriait les femmes, rossait les garçons, bastonnait en public les plus coupables, le dimanche après la messe, et tant qu'il dut un jour accommoder pour cent écus un procès criminel, suite d'un soufflet sur le fils d'un notaire. Loin de l'adoucir, l'installation de Voltaire à Ferney, sa protection déclarée pour les pauvres, l'enhardirent dans son âpreté. Au mois d'avril 1739, il requérait de l'Intendant un ordonnance imposant sur les habitants de Ferney pendant trois années consécutives, la somme de 2 102 livres, montant de la restitution et des frais.

Cette ordonnance eut d'abord l'approbation du seigneur : craignant d'avoir à prêter la somme aux comuniers, celui-ci trouvait avantageux, *primo*, qu'ils ne fussent point obligés d'engager leurs pâturages, *secundo* que toute la paroisse eût droit de commune comme ayant également supporté l'impôt. Mais à l'assemblée

du village les habitants non communiers et les propriétaires forains n'acceptèrent pas d'être contraints, par voie d'autorité, et malgré les lois, à la restitution de fruits qu'ils n'avaient pas perçus, ni aux dépens d'un procès qu'ils n'avaient point consenti. Alors, le grand homme manda qu'il était prêt à secourir la commune. « J'ai passé l'acte dans cette vue, mais suivant le *bon plaisir* de M. l'Intendant. Il faut donc qu'il réforme son *bon plaisir*, il faut qu'ayant ordonné que tout le village se cotise, il ordonne à présent que les communiers empruntent. » Et bientôt la somme de 2 400 livres fut prêtée à la commune sans intérêt, amortissable chaque année pour 120 livres, rente d'un marais et d'un pré amodiés au seigneur pendant dix-huit ans. A la vérité, Voltaire sut tirer parti de son bienfait; la mauvaise odeur du marais l'incommodant, il le dessécha, opération qui lui valut encore de se vanter auprès de l'Intendant, du ministre, du premier médecin, et même de narguer son curé, les terrains immergés étant exempts de la dime pendant dix années. Quant au curé de Moëns, il promit publiquement « de le faire pendre, si possible ».

Il y avait à Magny, hameau dépendant de sa paroisse, une veuve Burdet, « ancienne bourgeoise du lieu », fort bien apparentée, dit-on, mais dont la réputation n'était point nette : cette dame aimait à passer la soirée avec des jeunes gens, qu'elle retenait à boire assez avant dans la nuit. Le curé fréquentait chez elle, et le 26 décembre 1760 il lui avait fait une longue visite. Sans doute avait-elle eu de ces airs penchés qui inclinent aux ouvertures, car il prit sur lui de lui faire une déclaration, non point avec la douceur en usage parmi les gens du siècle, mais avec la contrainte, la dignité ecclésiastiques : il lui dit en s'en allant avec colère : « Adieu, Madame, la paille est trop près du feu. » La veuve toutefois le laissa partir.

Furieux de la déconvenue, et peut-être honteux de sa maladresse, Ancian ne pensa plus qu'à se venger, au

cas que la dame fût indiscreète. Il apostâ un espion, qui le surlendemain à neuf heures trois quarts le vint avertir : la dame Burdet avait à sa table le contrôleur du bureau des aides et les sieurs Collet et Decroze, ouvriers en montres à Sacconnex ; elle parlait de lui. Ancian aussitôt, quitte trois curés, ses voisins, qu'il avait à souper ; il prend avec lui plusieurs paysans, « va jusque dans un cabaret où le nommé Brochu et autres l'attendaient, les armé lui-même de ces bâtons et massues avec lesquels on assomme des bœufs ; il place deux de ses complices à la porte de la maison de la veuve Burdet, et entre, avec quatre ou cinq autres, dans la cuisine où les conviés achevaient de manger ». « C'est donc ainsi, Madame, lui dit-il, que vous vous plaisez à déchirer ma réputation. » Là-dessus il soufflette le jeune Decroze, que ses complices abattent à coup de massue, puis piétinent sur son ordre ; Collet est assommé à son tour ; la veuve Burdet qui dans ce tumulte se jette aux genoux du curé, est souffletée par lui, renversée par terre, poussée à coups de pied sous le lit. Cependant le contrôleur des aides, évanoui d'un coup qu'il avait reçu, reprenant ses esprits s'écriait : « Faut-il que je meure sans confession ? — Meurs comme un chien, lui répond le curé, meurs comme les huguenots ! »

Dès qu'il connut le guet-apens, Voltaire s'institua le procureur de Decroze. On allait donc envoyer un prêtre aux galères ! Il composa une supplique à *M. le lieutenant criminel du pays de Gex* ; et le 30 décembre il en fit tenir la minute à son imprimeur Gabriel Cramer :

. Je vous prie instamment, mon cher Gabriel, de vouloir bien faire imprimer sur le champ ce petit mémoire, qui m'intéresse infiniment.

Trois jours après, à la réception des épreuves :

Je vous prie, mon cher Gabriel, de m'envoyer quatre douzaines d'exemplaires de ce mémoire. Il est d'une impor-

tance extrême. Il faut exciter le cri du public et que ce cri réveille les juges. On se plaint beaucoup du procureur du Roi. Le mémoire le fera rougir et la crainte lui fera faire son devoir.

On sait assez à qui le curé de Moëns donna de l'argent quand il se fit résigner cette cure par son prédécesseur mourant. Le mémoire est nécessaire pour l'évêque et pour le public, s'il ne l'est pour les juges : *oportet malos cognosci*.

D'ailleurs, remarquez que Croze père ne fait que rapporter ce qu'on lui a dit, et que son mémoire est entièrement conforme à ma déposition et à celle de la veuve.

Je vous conjure de presser.

Quand vous pourrez m'envoyer les épreuves de *Tancrède* et compagnie vous me ferez plaisir.

Ayez la bonté de me renvoyer la minute signée de Croze.

La personne à qui le curé, naguère, avait donné de l'argent n'était autre que le substitut du procureur général au bailliage.

Les officiers de Gex aussi bien, ne se pressaient pas d'instruire; le bruit public d'autre part, accusait le curé d'avoir signé un billet garantissant l'impunité à ses complices. Voltaire fit parvenir la *Supplique* à Dijon, et pria le premier président d'inviter le parquet de Gex à la diligence : par une sentence du 10 janvier, Ancian fut enfin décrété d'ajournement et ses complices de prise de corps. Mais déjà ceux-ci étaient réfugiés en Suisse; et le curé avait tenté de s'accommoder avec sa victime.

Fils d'un notaire, et nourri dans la chicane, Voltaire, tout en ne craignant point les procès, transigeait assez facilement dans ses affaires. Mais il s'agissait ici de sang versé, et de sang versé par la main d'un prêtre. Le père Decroze en conséquence, ne pouvait accepter d'indemnité, quelqu'incapable qu'il fût par son ignorance et sa pauvreté, de s'engager dans un procès: il aurait au reste des dédommagements bien plus considérables en justice. Decroze, néanmoins, hésitait : Voltaire le fit circonvenir, encourager : « Que madame d'Albertas fasse dire à Croze père que s'il est assez

lâche pour marchander le sang de son fils, il deviendra l'horreur du genre humain. Que le géant Pictet coure à Sacconnex, qu'il ait la bonté de parler à Croze. Il ne faut pas qu'il épargne l'argent. » Car en excitant l'indignation des voisins, le philosophe espérait d'eux qu'ils avanceraient les provisions; et il attendit leur refus pour les consentir. Mais encore ne fallait-il pas que Decroze fût timide; il devait signer un nouveau mémoire, accablant pour le curé, qu'on préparait à Fernex après audition des témoins et des victimes. Et devant l'inquiétude du bonhomme, Voltaire délaissa le litige qu'il avait avec M. de Brosses, pressa celui-ci de relever Decroze. Le président répondit que la cause était juste, qu'il la suivrait sans relâche. Mais il ajouta : « Trop de chaleur nuit souvent aux affaires; je ne voudrais pas qu'on pût objecter que l'on a cherché à pratiquer d'avance des témoins. »

Voltaire alors crut trouver un fait décisif, et qui le satisfaisait encore dans une autre rancune. Le supérieur des jésuites d'Ornex était un P. Fessy, fils d'un banquier de Lyon, dont le véritable nom était Fesse, « armes parlantes, attendu de son énorme derrière », et que le chantre de la *Pucelle* n'appellait jamais que *Jean Fessy*. Ce religieux desservait le dimanche la chapelle du Roi, à Genève, et s'arrêtait la veille à Sacconnex, où il confessait les sœurs grises. Voltaire partit de là pour lui tendre soi-disant un piège. Le samedi 24 janvier, le religieux reçut au tribunal de la pénitence la fille aînée de Decroze, qu'il n'y avait jamais vue et qui voulait faire une neuvaine destinée à guérir son frère; il mit, paraît-il, pour condition à l'absoudre qu'elle engagerait les siens à un désistement.

Mis au fait le dimanche matin, Voltaire fit aussitôt circuler à Genève copie d'une lettre supposée de Decroze où était rapporté le refus d'absolution. De ce côté il avait mal pris son terrain : « Les Genevois opinèrent aux petites maisons pour le protecteur et le protégé, sachant que sur ce qui regarde, soit directement,

soit indirectement, la confession, un prêtre ne peut qu'être muet. » Mais sa diffamation n'était qu'une préface : il rêvait de mettre le jésuite en cause, de lui faire subir l'interrogatoire. Et comme Girod, procureur de Decroze, refusait d'impliquer Fessy, le philosophe pria M. de Brosses de ramener l'homme d'affaires à son devoir : « Dans des cas pareils, on exige le serment de la fille et celui du confesseur. Ces deux serments, quand ils sont contradictoires ne décident rien ; mais les juges voient aisément de quel côté est le parjure. Il est même à croire que Fessy ne se parjurera pas, car je sais qu'il est persuadé par le curé. » Quoique l'absolution par voie d'huissier fût alors dans la jurisprudence, M. de Brosses prétendit ne pas voir « quelles peines les lois humaines pouvaient infliger à un prêtre qui ne veut pas trouver sa pénitente en état d'être absoute ». Mais déjà Voltaire avait broché un *factum*, signé Decroze sous la date du 30 janvier, qu'il fit répandre à Genève, à Dijon, et dont il fut même assez satisfait pour l'envoyer à d'Argental. Ce mémoire, qu'on n'a pu retrouver, devait être sublime : d'Argental lui-même blâma Voltaire de son « acharnement ».

Cependant, le curé n'était pas moins actif dans ses défenses. Il employait le profane, appelait des arrêts du bailliage, se plaignait jusques au Chancelier, portait ses paroissiens à couper la communication des eaux au châtelain de Fernex, lui en faisant offrir le double si Decroze se désistait. Il remuait le sacré, intéressant ses confrères, réclamant l'appui de Monseigneur, lequel prit vigoureusement son parti, et déclara la bastonnade une affaire de mœurs, une affaire ecclésiastique du ressort de l'official. Les lettres que Voltaire écrivit là-dessus à ce prélat furent laissées sans réponse, au moins directe, car Monseigneur publiait d'autre part sa réprobation. Alors, Madame Denis manda sa surprise à l'évêque sous la dictée de son oncle. « Il fait plus de bien à la province qu'aucun

homme en place n'y en a fait depuis plusieurs siècles... Nous sommes tous indignés de voir des curés qui ne savent que plaider et battre les paysans... Au nom de Dieu mettez ordre à ces scandales...; croyez qu'il peut résulter des choses très funestes de la conduite violente du curé de Moëns; si vous *versez des larmes de sang* vous empêcherez qu'un prêtre ne fasse verser le sang des chrétiens et des sujets du Roy mon maître<sup>1</sup>. »

L'évêque savoyard répondit galamment :

Madame,

L'affaire du curé de Moëns suit dans les deux tribunaux<sup>2</sup>, le cours de la justice ordinaire, mais le sort de M. de Voltaire était entre ses mains. Si, au lieu de savoir jouir de ses biens et de son opulence, ou, pour mieux dire, si, au lieu de pleurer sur lui-même et sur les maux irréparables qu'il a faits à la religion, devenu furieux contre un curé uniquement ennemi du vice, il ne s'était pas livré sans mesure à ce qui l'a mené beaucoup plus loin qu'il ne pensait peut-être en l'embarquant dans une aussi mauvaise affaire, j'en suis fâché, mais je le suis bien plus encore du peu de fruits de certains avis qu'en qualité d'évêque la nécessité seule m'a arrachés dans une circonstance où certainement à beaucoup près je ne l'avais pas cherché. Le principe en a été pur, et leurs mauvaises suites ont même encore si peu produit de fiel que je voudrais actuellement au prix de mon sang entier pouvoir laver une âme qui, trop aveugle pour se plaindre elle-même, affecte de gémir encore d'une manière aussi étrange sur l'effusion de quelques gouttes, non pas de la main du prêtre, où après tout elle n'a d'autre intérêt que celui que pour des motifs trop connus elle veut bien y prendre. J'ai l'honneur d'être avec respect, Madame, etc.

1. Cette lettre a été publiée par Beuchot dans les *Mélanges*, à la date de 1768; il faut la restituer à la correspondance, fin janvier 1761. La minute, en grande partie de la main de Voltaire, est à la Bibliothèque nationale, ms. fr. 12 939, f° 227. Le philosophe l'avait d'ailleurs imprimée aussitôt écrite, à la suite de son *Épître à Madame Denis sur l'agriculture*.

2. Le bailliage et l'officialité.

Annecy, le 7 février 1761.

Je crois, Madame, devoir encore vous dire que je conseille fort à M. votre oncle de s'en tenir aux lettres qu'il m'a écrites; elles lui auraient fait peu d'honneur si je les avais voulu répandre; mais ne voulant pas à beaucoup près la mort du pécheur, je souhaite seulement qu'il se convertisse et qu'il vive <sup>1</sup>.

Voltaire, sans se convertir, s'était pourtant dévoué à une œuvre pie. Non qu'il renongât à faire « mourir son évêque de douleur, s'il ne meurt auparavant de gras-fondu ». Mais l'église de Ferney lui masquant un beau paysage appelait la percée d'une avenue; le cimetière qui l'entourait était d'une proximité fâcheuse: le seigneur décida de faire rebâtir la paroisse un peu plus loin, après entente avec le syndic et le curé. Cette nouvelle église devait avoir la même architecture, les mêmes dimensions, « afin que les bois de charpente et de menuiserie de l'ancienne puissent servir », et que le portail fût conservé. Elle était bâtie de la blocaille employée dans les murs du château, avec un frontispice de calcaire tendre, et quatre pilastres, dit Voltaire « d'une pierre aussi chère et aussi telle que le marbre. » Cette pierre fut de la brique recouverte de plâtre.

La construction est toujours hasardeuse, quelque modeste et profane soit-elle; ce hasard devient un péril lorsque, bâtissant pour l'Église on a des prêtres pour adversaires. « Brutal comme un cheval », le curé de Moëns était encore « malin comme un mulet, rusé comme un renard ». Il haïssait Voltaire de toute sa force depuis l'affaire Decroze, et sa fureur avait redoublé quand il l'avait vu protéger cette veuve Burdet que, depuis son aventure, il n'appelait plus que « la prostituée » : lors du récolement des témoins à Gex, elle s'y était rendue dans le propre carrosse du seigneur, attelé à quatre. Déjà, il avait ameuté ses con-

1. Archives de la Savoie, E, 53.

frères, qui déclarèrent excommunié *ipso facto* quiconque témoignait contre eux; menace d'autant plus effective qu'on approchait de Pâques. Il mit encore dans ses intérêts un huguenot de Genève, propriétaire à Ferney, lequel prétendait un chemin dans les jardins de Voltaire, et, par habitude républicaine, formait dans le village un parti de « séditieux » contre le seigneur. Bientôt, ces mécontents portèrent plainte au sujet de quelques os de mort déterrés dans le cimetière par suite des démolitions. L'official de Gex, le curé de Versoix, celui-ci se disant promoteur de l'évêque, vinrent intenter un procès criminel à Voltaire, et sur la proposition d'Ancian, ordonner, devant le sacrilège, que le Saint-Sacrement fût retiré de Ferney à Moëns. Ce transport se fit en grande pompe.

Voltaire, mis en gaité par ce chamaillis, déclara les prétendus os de mort n'être que deux côtelettes de mouton; il pria l'un de MM. de Prez-Crassier « de faire sentir à l'insolent curé de Versoix qu'il ne lui appartient pas de vous empêcher de rendre des visites à une fille. Ces drôles-là se mettent à faire la police; il faut leur apprendre à ne se mêler que de dire la messe. » Et comme selon Ducasse en sa *Pratique de juridiction ecclésiastique*, « la nef n'étant point encore abattue rendait l'église très idoine à dire et entendre messe », il imagina de réintégrer le Saint-Sacrement à Ferney, et pour ce, de convoquer l'assemblée du village afin d'être autorisé par elle à appeler comme d'abus contre le promoteur. Les fidèles, on le sait, ne peuvent sans hérésie s'occuper de leur église : au nom de l'évêque, le promoteur interdit l'assemblée, et cette défense, un moment, inquiéta Voltaire, qui voyait ses ouvriers l'abandonner, crainte d'excommunication, et l'entrepreneur demander des dommages. Mais l'official n'ayant pas signifié de grimoire, il résolut de presser, de « jeter par terre toute l'église pour répondre aux plaintes d'en avoir abattu la moitié. — Quand j'aurai achevé mon église, il faudra bien qu'on la bénisse. »

En réalité, l'official ne se réservait que pour mieux accabler le philosophe. Au cours des travaux, celui-ci s'était un jour écrié, parlant d'une croix de bois qui masquait le portail : « Qu'on m'enlève cette potence ! » propos qu'une couturière avait entendu, rapporté sans retard, et sur lequel la justice ecclésiastique informait, avec le soin que comporte une affaire entraînant le bûcher. Elle vint instrumenter, assistée du procureur du roi, du lieutenant criminel, et se flattant publiquement d'obtenir à tout le moins une pendaison.

Plus tourmenté qu'il ne feignait de l'être, Voltaire débuta par récuser l'official, et comme incapable, d'après une ancienne ordonnance, de cumuler cette fonction avec celle de curé, et comme ayant illégalement cité des séculiers sans intervention de la justice royale. Son avocat le dissuadant de continuer dans cette voie, il se retourna contre les témoins. Il les déclara pratiqués par l'official, il les récusait pour leur moralité, l'un d'eux étant convaincu de vol, et l'autre, complice du curé Ancian dans son assassinat, décrété comme tel de prise de corps. Il fit valoir leurs contradictions, celui-ci l'accusant d'avoir appelé la croix *figure*, et celui-là *potéau* : « au reste, cette croix se trouvait placée de façon qu'un de ses bras étendu juste vis-à-vis le frontispice de mon château, figurait réellement une *potence*, comme le disaient les charpentiers. On appelle *potence*, en terme de l'art tout ce qui soutient des chevrons saillants : quand j'aurais appelé cette figure *potence*, je n'aurais parlé qu'en bon architecte. » Enfin, il s'adressa au pape « en droiture », par le canal de MM. de Choiseul, requérant du Saint-Père des reliques pour la nouvelle église. Ce trait ne retint pas l'official d'envoyer la procédure à Dijon où elle fut arrêtée sur la recommandation de François Tronchin. Mais il semble que le seigneur ait alors reçu du procureur général quelque ferme avis de se tenir tranquille : le curé Ancian, peu de temps après, put s'accommoder pour 1 500 livres avec le père de sa victime.

Le lecteur a noté, dans ces tracasseries, l'abstention du curé de Ferney. C'était un homme faible, bon ivrogne, que Voltaire croyait mener à coups de sermons et de rasades. Il avait acquiescé au déplacement de la paroisse : il s'était joint au seigneur, lorsque celui-ci prétendit appeler comme d'abus contre le promoteur ; il avait accepté de faire avec lui un échange d'immeubles non moins avantageux par la nature que par la contenance des fonds et où il gagnait, entre autres, un presbytère en bon état, franc de toutes rentes seigneuriales. Mais on doit déplorer « le sort d'un curé de campagne, obligé de disputer une gerbe de blé à son malheureux paroissien, de plaider contre lui, d'exiger la dîme des lentilles et des pois, d'être haï et de haïr, de consumer sa misérable vie dans les querelles continuelles, qui avilissent l'âme autant qu'elles l'aigrissent. Je plains encore davantage, dit M. de Voltaire, le curé à portion congrue, à qui des moines, nommés *gros décimateurs*, osent donner un salaire de quarante ducats, pour aller faire, pendant toute l'année à deux ou trois milles de sa maison, le jour, la nuit, au soleil, à la pluie, dans les neiges, au milieu des glaces, les fonctions les plus désagréables, et souvent les plus inutiles <sup>1</sup>. » Quoique pourvu d'un assez beau domaine, le curé de Ferney ne sentait pas moins sa misère que ses confrères à portion congrue, lesquels trente ans plus tard, entrèrent dans la Révolution avec ardeur. Et, ce qui la lui rendait plus abominable, c'est que dans sa paroisse le gros décimateur était, non un moine, mais un laïque, philosophe impie et scandaleux, auquel il était contraint de faire bon visage. Cependant, il se donnait sous main la consolation de plaider, et le 27 novembre 1762 obtenait du Conseil un arrêt par défaut renvoyant son procès au Parlement de Dijon.

Voltaire ne laissa pas son curé sans réponse : Voici ses lettres à M. Mariette, avocat au Conseil :

1. *Dictionnaire philosophique*, art. *Curé de campagne*.

19 décembre 1762. au château de Ferney.

J'espère, Monsieur, que le procès des Calas va bientôt commencer et qu'on vous aura l'obligation d'avoir fait rendre justice à l'innocence et de réprimer le fanatisme. En attendant, je vous supplie de vouloir bien donner vos soins à faire expédier au Conseil l'approbation et la permission qu'on dit nécessaires pour valider l'échange que nous venons de faire avec l'Eglise de la terre où nous demeurons. J'ai donné cette terre à ma nièce, c'est en son nom que l'on agit, et je crois qu'il n'est question ici que d'une affaire de forme, mais s'il faut un peu de protection pour l'accélérer, je vous supplie de me mander à qui il faut que je m'adresse.

J'ai l'honneur d'être avec tous les sentiments que je vous dois, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

VOLTAIRE <sup>1</sup>.

*A Monsieur, Monsieur Mariette, avocat au Conseil,  
rue Simon-le-franc à Paris.*

17 janvier 1763, à Ferney.

J'ai eu l'honneur, Monsieur, de vous envoyer un griffonnage d'évêque, de curé, de notaire, pour un échange qui doit être, dit-on, approuvé par le Conseil. M. Damilaville<sup>2</sup> doit vous avoir envoyé le paquet par la petite poste. Je vous supplie instamment de m'en donner des nouvelles.

J'avoue que je donne la préférence à la cause de la veuve Calas. Si vous aviez quelque chose de nouveau sur cette affaire importante, vous me feriez grand plaisir de m'en instruire; elle vous fera bien de l'honneur, car enfin on ne jugera que sur votre mémoire. C'est le seul qui soit juridique, et le seul aussi dans lequel on discute tout le détail des preuves. J'ai beau me distiller la tête à chercher des raisons qui puissent excuser les juges, je n'en trouve aucune.

Je sais que vous plaidez contre le fanatisme, mais il y a encore assez de raison dans ce siècle pour que vous gagniez votre cause.

1. Bibliothèque de la Ville de Paris, Papiers Voltaire, W.

2. Commis des vingtièmes, sous le couvert duquel Voltaire faisait passer sa correspondance en franchise.

J'ai l'honneur d'être avec une estime infinie, Monsieur,  
votre très humble et très obéissant serviteur,

VOLTAIRE<sup>1</sup>.

*A Monsieur, Monsieur Mariette, avocat au Conseil,  
rue Simon-le-franc, à Paris.*

Ne jugez point, Monsieur, de notre petit pays par le vôtre, ni de notre âge d'or par votre siècle de fer. Nous n'avons ni marguillier, ni œuvre, ni communauté qui se mêle de notre paroisse. Le seigneur fait toutes les dépenses, le peuple ne se mêle de rien que de brailler de mauvais latin qu'il n'entend pas. Nous avons fait notre accord avec le curé sans aucune discussion : tout est dans les plus grandes règles selon nos usages. Nous sommes de bons Suisses à qui il ne faut pas tant de cérémonies. Nous croyons que les lettres patentes du Conseil les plus courtes sont les meilleures. Nous ne demandons même ces lettres patentes que par une précaution surabondante. Quand vous aurez fini l'affaire des Calas, rendez-moi, je vous prie, ce petit service. Je suis sûr que cette affaire des Calas vous fera infiniment d'honneur. Il est bien triste qu'on soit réduit à craindre la falsification des procédures. Cela est aussi humiliant pour les huit juges de Toulouse que leur arrêt est abominable. On ne pourrait que plaindre la France, si on laissait subsister un pareil arrêt.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, avec bien de l'estime et de l'attachement, votre très humble et très obéissant serviteur,

VOLTAIRE.

Au château de Ferney, 22 février 1763<sup>2</sup>.

Lorsque Voltaire s'occupait de faire valider cet échange avec son curé, il n'ignorait plus les menées de celui-ci : le 12 février, il mandait à Fyot de la Marche, premier président à Dijon : « on nous flatte dans nos déserts que nous pourrions avoir incessamment le plaisir de nous ruiner à votre parlement ». Il poussait cependant le pardon des injures jusqu'à les oublier ; il

1. Bibliothèque de la Ville de Paris, Papiers Voltaire, W.

2. *Id.*, *ibid.*

voulait montrer « de quoi les prêtres sont capables », confiant que leur ingratitude disposerait les puissants en sa faveur.

Une autre occasion s'offrait à lui de se faire bien venir auprès du ministre. Ce qu'on appelle l'opinion publique est, dans les gouvernements absolus, un sujet d'inquiétude beaucoup plus que dans les représentatifs : pour dédaigner cet être de raison, ceux-ci ont l'avantage des consultations électorales. Au contraire, un gouvernement absolu doit éclairer cette opinion, il doit la diriger, l'occuper : à quoi les affaires étrangères sont très propres, comme plus nobles, plus générales, plus lointaines, et détournant le public d'examiner le budget : ainsi la *Gazette de France* deux fois la semaine, échauffait ses lecteurs sur les affaires de Pologne. Mais les Français s'entêtant à discuter l'impôt, M. le duc de Praslin eut l'idée d'une *Gazette littéraire* pour leur rendre attrayantes les choses du dehors : l'on y publierait, en supplément, des nouvelles politiques, des notices sur les nouveautés littéraires de l'étranger, et de préférence sur les ouvrages d'érudition et d'histoire. Il ne fallait plus qu'en recruter les rédacteurs.

A la vérité, le ministre ne manquait point de mouches, ordinairement militaires en réforme, et toujours chevaliers de Saint-Louis : mais le ruban rouge n'inspirant plus confiance, il préférerait de ces hommes de lettres sérieux, qu'après vingt ans d'assiduité dans la police, on envoyait siéger à l'Académie. Tel était M. de Rulhières, tel était M. Suard, qui devait diriger la *Gazette littéraire*. Voltaire lui-même avait jadis fait ce métier, et plus qu'à la *Henriade* lui avait dû le fauteuil du président Bouhier : pour le rappeler au service, on n'eut pas trop besoin de lui donner la *Gazette* comme une concurrence des feuilles de Fréron.

D'abord il se chargea des notices concernant les ouvrages publiés en Suisse ; ensuite, il étendit sa curiosité à l'Angleterre, à l'Allemagne, à l'Italie, à la Hol-

lande : « Cet amusement convient à mon âge », disait-il. Il demandait seulement qu'on lui payât un secrétaire, outre la franchise postale pour tous ses paquets. Et en récompense de son zèle, il ne doutait pas que M. de Praslin ne lui accordât, contre « un homme d'Eglise ingrat et chicaneur », la protection dont jouissaient depuis un siècle les possesseurs de dimes dans le pays de Gex.

Il le supplia de « raccrocher son affaire au croc du conseil », réclamant cette grâce comme une suite du brevet concédé en 1759 :

Aux Délices, 14 mai 1763.

Monseigneur,

Lorsque M. le duc de Choiseul était ministre aux Affaires étrangères, il voulut bien me faire accorder le brevet du Roi annexé à la requête que je présente.

Les bontés du Roi me deviendraient inutiles si les droits de la terre de Ferney, confirmés par plusieurs Rois et fondés sur leurs traités avec les dominations voisines, étaient en compromis au parlement de Dijon qui ne connaît pas ces traités, et qui juge suivant le droit commun.

Je n'ai acheté la terre de Ferney pour ma nièce que sur l'assurance que M. le duc de Choiseul voulut bien me donner que je serais maintenu dans les anciens privilèges. Ils me sont contestés aujourd'hui par des curés qui veulent me traduire au parlement de Dijon. En ce cas, la terre est réduite à rien. J'ai donc recours à vos bontés, Mgr, et Mme Denis vous présente sa requête. Nous vous supplions, elle et moi, de nous accorder votre protection dans une affaire qui nous est si essentielle. Si notre demande vous semble aussi juste qu'elle nous le paraît, nous sommes sûrs que vous daignerez nous favoriser. Notre demande est la suite naturelle de notre brevet. Nous sommes dans un cas unique, lequel ne peut tirer à aucune conséquence.

Nous vous supplions d'ajouter cette grâce aux bontés dont vous nous avez toujours honorés.

Nous envoyons copie de la requête et du brevet à Mgr le duc de Choiseul. Il faudrait que nous fussions bien malheureux si nous ne réussissions pas avec de tels protecteurs.

Nous pensons que cette grâce dépend de votre ministère, et nous attendons tout de la bonté de votre cœur.

J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur.

VOLTAIRE<sup>1</sup>.

*Au Roi en son Conseil.*

Supplie humblement Marie-Louise Mignot Denis, veuve de Nicolas-Charles Denis, écuyer, capitaine au régiment de Champagne, commissaire ordonnateur des guerres, conseiller du Roi, correcteur en sa chambre des comptes de Paris, disant :

Qu'ayant acquis sur les confins du pays de Gex la terre de Ferney dont plusieurs annexes sont sur le territoire de Genève, et le château de Ferney, le fief et dépendances sur terre de France étant compris dans ce qu'on appelle l'ancien dénombrement des domaines autrefois appartenant aux ducs de Savoie, puis au canton de Berne, retournés ensuite aux ducs de Savoie, et en partie à la République de Genève; les prédécesseurs de Votre Majesté, Henry IV, Louis XIII, Louis XIV, ayant par leurs traités successifs confirmés par Votre Majesté, conservé les terres de l'ancien dénombrement dans tous leurs droits primitifs: Votre Majesté ayant surtout, par un brevet de 1759, maintenu l'exposante dans tous les privilèges de ladite terre de Ferney: toutes les contestations qui pourraient naître pour les droits de ladite terre, tant par rapport aux inféodations faites par les ducs de Savoie, que pour les transactions faites avec le canton de Berne, ou avec la République de Genève, ressortissent naturellement au conseil de Votre Majesté, ces affaires litigieuses ne pouvant être décidées que par les traités mêmes de Votre Majesté avec les anciens possesseurs du pays de Gex.

L'exposante supplie Votre Majesté de daigner attribuer à son conseil d'État, à l'exclusion de toute autre juridiction, le jugement de tout ce qui concerne les droits de la terre de Ferney, droits de pêche sur le lac de Genève, dîmes inféodées par le canton de Berne, dîmes seigneuriales, ecclésiastiques, transactions passées entre les seigneurs de Berne et l'Église et généralement tous droits seigneuriaux accordés tant par

1. Aff. étr., Genève, mém. et doc., I, p. 321, autographe.

les ducs de Savoie, premiers souverains du pays de Gex, que par les souverains postérieurs, étant bien juste que Votre Majesté soit le seul interprète et le seul juge des anciens privilèges dont elle a daigné accorder la confirmation.

La suppliante implore très humblement cette grâce <sup>1</sup>.

Et comme M. de Montpérourx, résident de France à Genève s'employait à la *Gazette littéraire*, Voltaire s'offrit à le seconder :

Voyez, Monsieur, si pour éviter les doubles emplois, vous voulez mander à M. le duc de Praslin que je me charge d'être votre secrétaire pour la Suisse. Je vous enverrai de petits extraits tels qu'on les demande de tout ce que j'aurai découvert, je les signerai d'un V. ; il me semble qu'il ne faudrait pas plus multiplier les extraits que les êtres sans nécessité. Je suis charmé de satisfaire M. le duc de Praslin, et en même temps de ne faire passer mon travail que par vos mains.

J'écris à Berne et à Lausanne en conséquence ; vous pouvez prendre un autre aumônier que moi, mais je vous prie de ne pas prendre un autre secrétaire.

Ce 19 mai 1763 <sup>2</sup>.

Voltaire envoyait en effet le 11 mai un cahier d'extraits pour la *Gazette littéraire*. Il désirait que M. de Montpérourx en eût tout le mérite, « si la chose comporte le nom de mérite ». Le résident, de son côté, engageait ses amis à lui procurer des bulletins de Berne ou de Lausanne : « ces pays peuvent fournir beaucoup... surtout en histoire naturelle, qui y est très cultivée ». Mais pour Genève, ajoutait-il, « les littérateurs et les artistes de cette ville sont si froids et si peu laborieux que je désespère d'échauffer leur zèle et même d'animer leur amour-propre, quoiqu'il y en ait bien ici autant qu'ailleurs ».

Cependant Voltaire à l'éditeur :

1. Aff. étr., Genève, mém. et doc., I, p. 323, W.

2. Genève, 69, p. 210, copie de Montpérourx.

Aux Délices. 28 mai.

Monseigneur,

Je n'ai point vu ce qu'on a imprimé de la *Gazette littéraire* ; mais s'il est vrai, comme on me le mande, qu'elle se contente de donner une notice des livres nouveaux, et qu'elle n'entre dans aucun détail intéressant, je crains qu'elle n'ait pas un grand succès.

L'intérêt que vous daignez y prendre a pu seul m'animer.

Permettez que j'adresse ce paquet pour vos amis sous votre enveloppe. Voudriez-vous avoir la bonté d'ordonner qu'on m'envoyât les premières feuilles de la *Gazette littéraire* sous votre contre-seing ?

J'ai eu l'honneur de vous envoyer une requête de Mme Denis. Elle est de votre ressort. Si la chose est juste et facile, nous implorons votre protection.

Agréez, Monseigneur, le respect et l'attachement du vieux bonhomme des Alpes.

V. <sup>1</sup>.

Praslin répondit :

A Versailles, le 29 mai 1763.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 14 de ce mois, ainsi que le mémoire et la copie du Brevet qui y étaient joints. Je me suis fait représenter tous les papiers relatifs à ce qui a été fait en votre faveur en 1759, et j'y ai vu que l'on avait jugé alors devoir particulariser davantage et étendre le Brevet qui vous était accordé pour éviter les plaintes des tiers, et surtout celles que le Parlement de Bourgogne aurait pu faire. Les privilèges des terres appelées de l'ancien dénombrement ont été conservés lors du traité de Lyon en faveur des étrangers qui les possédaient, et qui passaient sous une domination qu'on voulait leur rendre aussi douce que celle qu'ils quittaient. Mais vous imaginez bien qu'on se proposait d'anéantir ces privilèges à mesure que lesdites terres changeraient de maîtres et viendraient à appartenir à des sujets du Roi. Le brevet que M. le duc de Choiseul vous a fait accorder en 1759 maintient Mme Denis et vous, Monsieur, dans ces

mêmes prérogatives, mais elles ne sont exprimées que pour vos personnes seulement et non pour les possesseurs qui vous succéderaient à la seigneurie de Ferney. Il semble donc qu'il n'y a rien à ajouter à ce brevet, et qu'il ne saurait manquer d'avoir tout son effet à quelque tribunal que vous soyez dans le cas de le présenter.

Pour ce qui est des dimes inféodées, le Roi ayant donné en 1757 un arrêt qui défend aux Parlements d'en connaître, si c'est un procès que vous fait votre curé, cette arme doit vous suffire contre lui. Un arrêt particulier d'attribution vous serait superflu, et vous sentirez aisément qu'en justice il vaut mieux partir d'une règle générale que d'un privilège personnel. Au reste, Monsieur, je puis vous répondre de toute la bonne volonté que nous mettrions, M. le duc de Choiseul et moi, s'il s'agissait de vous maintenir dans vos droits attaqués injustement, et puisque vous devez à ce ministre le premier titre de vos privilèges, je serai sûrement très aise de contribuer à vous en procurer la confirmation.

J'ai l'honneur d'être, etc.<sup>1</sup>.

A ce refus ironique, M. de Praslin joignait, par l'entremise du résident, une lettre non ostensible qui ne s'est pas retrouvée, et marquant à Voltaire « que pour accélérer et simplifier la correspondance qu'il voudra bien avoir avec la *Gazette littéraire*, il pourra m'adresser directement les extraits qu'il aura dictés pour elle ».

Alors Voltaire :

Aux Délices, 30 mai 1763.

Monseigneur,

Pardon de mes indiscretions. On ennuie parfois ses protecteurs.

On me mande des bureaux de M. le comte de Saint-Florentin que c'est à lui qu'il faut s'adresser pour la requête présentée par Mme Denis au Roi, *aux fins d'obtenir attribution au Conseil des causes concernant les droits de la terre de Ferney établis sur les traités*, etc. Je n'ose vous supplier,

1. Genève, mém. et doc., I, p. 326, copie.

Monseigneur, de faire parvenir à M. de Saint-Florentin ladite requête honorée d'un mot de recommandation.

Il ne s'agirait que de dire à un de vos secrétaires : Portez cela et recommandez cela à M. de Livri, premier commis des bureaux de M. de Saint-Florentin.

Je vous demande pardon de mes instances, répétitions, requêtes ; je tâche pourtant d'être court.

Lorsque je serai bavard, ce sera pour vous dire combien je vous suis attaché, et pour vous témoigner le respect et la reconnaissance qui sont pour vous, Monseigneur, dans le cœur

*de ce vieux Suisse, V.*

N. B. — J'ai pris la liberté de vous adresser le 28 mai un gros paquet pour M. d'Argental<sup>1</sup>.

Et trois jours après :

Au château de Ferney, par Genève, 2 juin 1763.

Monseigneur,

Mes anges<sup>2</sup> me mandent que vous n'êtes pas mécontent de ma diligence, mais je ne sais point dans quel goût on fait la *Gazette littéraire*, si les extraits doivent être longs ou courts. Vous pouvez ordonner qu'on m'envoie cette Gazette, afin que je me conforme à la méthode qu'on y suit. Je suis à sec pour la Suisse, elle vous fournira toujours plus de régiments que de livres nouveaux.

Je doute encore, malgré l'avis des bureaux de M. de Saint-Florentin, que je doive adresser ma requête à d'autres qu'à vous. Cette requête est uniquement fondée sur les traités, et particulièrement sur le onzième article du traité d'Aarau ; il me semble que cela dépend entièrement de votre ministère. J'ai envoyé à tout hasard copie de la requête et du brevet à M. de Saint-Florentin, mais je ne puis croire que l'évocation au Conseil des affaires entièrement relatives aux traités, soit d'un autre ressort que du vôtre. Je puis encore moins espérer une meilleure protection et qui me soit plus

1. Genève, mém. et doc., I, n° 328, aut.

2. M. et Mme d'Argental.

chère que celle dont vous voulez bien me flatter. Je ne suis pas aujourd'hui dans mon bon jour pour les yeux, pardonnez si je ne vous écris pas de ma main.

Vous savez avec combien de respect et de reconnaissance j'ai l'honneur d'être, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur.

VOLTAIRE<sup>1</sup>.

Mais arrive la lettre du 29 mai; Ferney répond :

A Ferney, 6 juin 1763.

Monseigneur,

Tant que j'aurai un œil, je serai à votre service, et je vous épargnerai un Suisse<sup>2</sup>.

Je ferai venir, si vous le trouvez bon, les livres de Hollande, d'Angleterre et d'Italie, par les messagers jusqu'aux endroits où on pourra les mettre à la poste sous votre enveloppe; ou je prendrai telles autres mesures que vous prescrirez, et alors, il ne vous en coûtera rien du tout. Si je me sers des voitures publiques, les livres seront trois ou quatre mois en chemin, la dépense pourra être grande, et vous n'aurez que du réchauffé.

J'ignore si on veut des pièces de théâtre, des pièces fugitives, ou si on se borne à l'utile. Je supplie M. l'abbé Arnaud de m'en instruire. Ce travail m'amusera beaucoup et le plaisir de vous servir me soutiendra.

Vous avez mis, Monseigneur, le doigt sur l'article essentiel de ma requête, vous avez deviné qu'il s'agissait de mes dimes. J'ai honte de vous parler d'une affaire particulière. Mais vos bontés m'enhardissent.

Mon curé, que j'ai comblé d'amitiés et de biens, dit qu'il est mon ami. Mais il faisait un procès à mon devancier pour les dimes inféodées. Il a continué sans rien m'en dire. Le

1. Genève, mém. et doc., I, p. 329, W.

2. Dans une lettre de la *Correspondance générale* à Praslin, du 21 mai, entièrement consacrée à la *Gazette littéraire* (Moland 5293), Voltaire proposait d'adjoindre à son travail quelque savant laborieux : « Vous sentez bien qu'il faudrait payer ce savant, car il serait Suisse ». Par sa lettre non ostensible du 29 mai, le ministre avait apparemment répondu par la négative à cet article.

procès était au conseil du Roi, en vertu du traité d'Aarau : mon devancier m'ayant tout vendu et n'étant point garant des dimes, avait tout abandonné. Le curé a fait rendre au conseil un arrêt par défaut qui le renvoie au parlement de Dijon. Mon curé redemande à mon devancier cent ans de jouissance. Il ne me demande rien à moi, car il m'aime trop... Mais il me ruinera cordialement à mon tour.

Dans mon désert, dans mon incertitude, et toujours intimement ami de mon curé j'ai pris le parti de vous présenter requête générale pour le maintien de ce beau traité d'Aarau. J'ai supposé que ma requête admise arrêterait tous les curés du monde, et empêcherait tous les procès. Mieux vaut sans doute les prévenir que de les évoquer. Je serais à l'abri de tout avec mon attribution. Mais si la chose souffre la moindre difficulté, j'attendrai qu'on m'assigne pour implorer votre protection et pour réclamer la foi des traités.

Je vous demande très humblement pardon de vous avoir tant parlé de mon curé. Il ne s'en doute pas. Je vous remercie de l'extrême bonté avec laquelle vous avez daigné entrer dans mes misères.

Je vous supplie d'agréer la reconnaissance, l'attachement et le profond respect avec lequel je serai toute ma vie, Monseigneur, votre très humble, très obéissant et très obligé serviteur.

VOLTAIRE.

N. B. — Il n'est pas, Monseigneur, que vous n'ayez quelque correspondance avec M. Jeannel. Je vous demande en grâce de me recommander à ce monsieur Jeannel<sup>1</sup>, afin que vous soyez plus promptement servi.

Et indépendamment de la *Gazette littéraire*, je vous supplie de me recommander à M. Jeannel. — Que M. Jeannel ne me fasse pas de peine. C'est un homme bien instruit que M. Jeannel<sup>2</sup>, — mais je ne le crois pas malfaisant, et je vous demande en général votre protection envers lui, le tout avec ma discrétion requise.

N. B. — Voici la façon dont je m'y prendrai, si vous l'agréez, pour que vous soyez servi promptement à Londres. Si ma lettre au sieur Vaillant, libraire de Londres, vous paraît

1. Directeur des postes.

2. Voltaire appelait toujours les postiers des « hommes de lettres ».

convenable, il n'y a qu'à la faire partir sans l'honneur du contre-seing. Reste à savoir s'il ne faut pas l'affranchir, car c'est encore une anicroche. Et supposé que vous n'approuviez pas cet expédient, ce n'est que du papier de gâté. J'établirai pour les autres pays mes correspondances comme je pourrai. Vos rédacteurs feront de mes mémoires tout ce qu'ils voudront — je ne suis point jaloux. Je serai expéditif. Mais de longtemps je n'aurai rien à envoyer.

Voilà bien des paroles pour peu de chose, mais c'est à quoi les ministres sont exposés<sup>1</sup>.

On a vu que Voltaire avait également envoyé sa requête à M. de Saint-Florentin, qui dans son département tenait les affaires ecclésiastiques. Ce ministre, depuis le mois d'avril, était encore sollicité par l'avocat Mariette, au nom de Mme Denis, d'autoriser l'échange de terres avec le curé de Ferney. Il répondit :

*A M. de Voltaire, aux Délices, près Genève.*

A Versailles, le 9 juin 1763.

Le Roi ayant bien voulu, Monsieur, permettre à madame votre nièce de faire les échanges portés dans la requête qui m'a été remise de sa part, je vous en donne avis avec plaisir et que les lettres patentes confirmatives seront adressées incessamment à son avocat aux conseils.

Quant au nouveau mémoire qui était joint à la lettre que vous avez eu agréable de m'écrire, je ne manquerai pas de m'en faire rendre compte, et vous prie d'être persuadé que je serai fort aise de pouvoir vous donner en cette occasion des preuves de tous les sentiments avec lesquels je vous suis, Monsieur, entièrement dévoué.

SAINT-FLORENTIN.

*Lettres patentes qui permettent un échange entre la dame veuve Denis, dame de la paroisse de Fernex, et le curé du même lieu.*

Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut. Notre chère et bien aimée

1. Aff. étr., Suisse, mém. et doc., XII, p. 28, aut.

2. B. N., ms. fr. 12902, p. 88, original signé.

la dame veuve Denis, dame de la paroisse de Fernex au pays de Gex, nous a très humblement fait représenter que pour prévenir les difficultés qui peuvent naître du mélange des fonds de la terre de Fernex avec ceux dépendants de la cure du même lieu, et satisfaire en même temps au désir qu'elle a d'établir dans la même terre un nouveau chemin pour l'utilité de ses censitaires et la plus grande commodité du public, elle serait convenue avec le sieur Gros, curé dudit lieu de Fernex, de faire un échange de plusieurs fonds de terre qui dépendent de cette cure et qui sont nécessaires pour la construction dudit chemin, savoir le champ de Fontaine neuve, d'environ deux poses et demie, le champ dit sur Fernex de pareille contenance, le champ au-dessus de l'enclos d'environ sept poses et demie, le petit champ contigu au précédent d'environ trois quarts de pose, les hutins<sup>1</sup> du Clergeat, d'environ trois poses, le pré au-dessus des hutins d'environ quatre poses trois quarts, la vigne du Clergeat d'environ sept ouvrées et demie, et la maison, grange et écurie, le tout en ruine avec le jardin et place qui en dépendent appelés le Clergeat; qu'en contr'échange l'exposante se serait offert de céder audit sieur curé le champ appelé des Pales, de la sémature d'environ cinq coupes, autrement trois poses et un tiers, le champ des Plates avec les tates et broussailles contiguës de la contenance d'environ six poses; le champ de Baud avec les bois qui sont autour d'environ six poses; le champ dit la petite Ouche d'environ trois quarts de pose, le champ dit aussi la petite Ouche d'environ quatre poses, le pré de la Monnoye ou pré similien de deux poses, le pré Moret de quatre setines et demie, le pré derrière Saint-Germain, d'une setine, la vigne des Lèvreries de la contenance de sept ouvrées, la vigne de la Farnoise, de huit ouvrées, et la maison, grange, cour et place de Saint-Germain avec le jardin, le tout de la contenance d'environ trois quarts de pose avec la haie du verger contigu à ladite maison: que la dite exposante se serait encore soumise à rétablir et faire mettre en bon état ladite maison ainsi que les granges, écuries et cour et dépendances, comme aussi de tenir quitte le sieur Gros et ses successeurs curés de Fernex et de les décharger de tous cens qui peuvent être affectés sur les fonds par elles cédés en contr'échange, nommément sur

1. Les hutins sont les vignes montées en échalas.

le pré de la Monnoye ou similien. Que cet échange serait fort avantageux au public et en particulier aux habitants de Fernex par la construction du nouveau chemin que ladite exposante se propose d'y établir, et procurerait en même temps une augmentation de revenus pour ladite cure de Fernex;... à ces causes..., etc.<sup>1</sup>.

Mais Voltaire à Mariette :

A Ferney, 23 juin [1763].

Je vous suis très obligé, Monsieur, d'avoir eu la bonté de faire rectifier la petite omission du bureau au sujet des lettres patentes. M. Dupuis<sup>2</sup> joint ses remerciements aux miens. Il vous a recommandé deux petites affaires, l'une pour l'exportation de ses blés que M. de Courteilles a renvoyée à l'intendant et qui n'est qu'une chose de faveur dont nous sommes peu en peine; l'autre est une requête au Conseil pour ne pas payer la capitation en deux différents endroits; elle est accompagnée de pièces justificatives. Vous l'avez remise au bureau de M. d'Ormesson. M. Dupuis lui a écrit. Ce qu'il demande paraît juste. Quand vous aurez occasion de parler aux commis de ce bureau ou à M. d'Ormesson lui-même, j'espère que cette affaire ne souffrira pas grande difficulté.

J'ai présenté une autre requête au Roy en son conseil au nom de Mme Denis, ma nièce, pour avoir nos causes commises au Conseil concernant les droits de notre terre de Ferney, droits fondés sur les traités des rois avec les dominations voisines, droits qui nous ont été confirmés. Nous réclamons les arrêts du Conseil qui défendent aux parlements de connaître de ces droits. Il reste à savoir si nous devons obtenir en général une commise de nos causes au Conseil, ou attendre qu'on nous attaque. J'aurai l'honneur d'entrer dans un plus long-détail avec vous quand il en sera temps. Je vous explique seulement en général ce dont il s'agit, afin que vous soyez au fait si on vous parle de ma requête aux bureaux de M. de Saint-Florentin.

Je viens à la grande affaire des Calas qui vous a fait tant d'honneur. Il est bien étrange que le procureur général de

1. Greffe de la Cour d'appel de Dijon.

2. Mari de Mlle Corneille.

Toulouse n'ait pas envoyé les procédures au Conseil le 11 de ce mois qui est l'échéance du terme prescrit par le Roi.

Nous nous flattons que vous demanderez le renvoi au Grand-Conseil. C'est ce qui peut arriver de plus favorable.

Je pense qu'il faut bien se donner de garde de rien écrire sur cette affaire, ni en vers ni en prose. Elle est en règle. Les déclamations sont inutiles, et il n'appartient qu'à vous d'écrire, quand on instruira la revision du procès. On espère tout de votre sagesse, de votre véritable éloquence et de votre bonne volonté.

J'ai l'honneur d'être avec tous les sentiments que je vous dois, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

VOLTAIRE <sup>1</sup>.

Si Voltaire demandait la commise au Conseil de ses causes en général, c'était d'une part pour prévenir les procédures du curé devant le Parlement, et d'autre part que Mme Denis n'entraît pas seule dans l'affaire : le curé ne lui réclamait que les fruits perçus par elle depuis 1759, mais répétait une somme beaucoup plus forte des héritiers de M. Budé de Montréal pour les arrérages retenus pendant les années précédentes depuis son entrée dans la cure. Aussi bien, le philosophe aimait à se dire désintéressé dans l'affaire; il soutenait plutôt contre l'Église les droits de tous les possesseurs de dîmes; il défendait MM. de Budé, des militaires peu fortunés, des gentilhommes, des descendants du grand Budé, et en vérité, M. Mariette, avocat des Calas, restait désigné dans cette cause d'humanité. Mais ce qu'il taisait, par une réserve assurément diplomatique, c'est que les héritiers Budé, avec la seigneurie, lui avaient vendu le procès; que si le curé triomphait, Voltaire devrait restituer, et les arrérages perçus par Mme Denis, et ceux perçus par feu M. Budé de Montréal, total qui, sans représenter « cent années de jouissance », comme Voltaire le disait, était assez

1. Bibliothèque de la ville de Paris, Papiers Voltaire, autographe.

élevé : « Le dit seigneur de Budé, lit-on dans l'acte de vente, vend et cède de même à ladite dame Denis la moitié appartenante à ladite seigneurie de Fernex de la dime du dit Fernex, au sujet de laquelle moitié de dime il y a procès pendant entre le seigneur et le sieur curé de Fernex; mais sans s'engager par le dit seigneur de Budé à aucune garantie pour raison de ladite moitié de dime vendue et sans être sujet à aucun recours à cet égard, quel que soit l'événement dudit procès, ladite dame Denis le prenant à ses périls et risques, ainsi qu'il est expressément convenu, ledit seigneur Budé la subrogeant à cet égard à tous ses droits et ceux de ses auteurs, et la mettant en son propre lieu et place. » Voltaire n'avait accepté cette clause en 1759 que dans l'espérance de faire terminer le litige par voie d'autorité, espérance déçue, comme on sait, dans le brevet dressé par M. de Choiseul.

En 1763, Voltaire ne se flattait pas moins de la faveur ministérielle; la *Gazette littéraire* lui donnant l'occasion d'une correspondance régulière, il cachait mal à ses voisins de campagne la protection dont l'honoraient les ministres de France. Pourtant, pas plus que ses prédécesseurs à Ferney, il ne crut devoir décliner l'appui de Genève, dans une affaire regardant l'exécution des traités. Il en écrivit au premier syndic Favre, cousin de M. de Budé de Boisy. « On va attaquer la dime de Pregny, dont la République a les trois quarts. Je sais, à n'en pouvoir douter, que le dessein est pris d'attaquer toutes les dîmes de l'ancien dénombrement. » Et le lendemain, 13 août, M. de Boisy, quoique hors de cause, recommandait Voltaire à son parent <sup>1</sup>.

Après délibération du Magnifique Conseil, M. Crommelin, ministre de la République à Versailles, fut chargé de suivre l'affaire; Voltaire, reprenant confiance, compta bientôt récupérer, non seulement la

1. *Revue d'histoire littéraire*, 1901. Publication de M. Eugène Ritter.

moitié de dîme en litige, mais la dîme tout entière telle que la possédaient les seigneurs au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle :

Aux Délices, près de Genève, 28 août 1763.

Monseigneur,

Nous vous supplions de daigner être notre juge. Le sieur Mariette, notre avocat, vous présentera une requête plus détaillée. Il fera voir que l'arrêt obtenu contre nous par défaut, l'a été sur un faux exposé, et contre la femme du sieur Pictet, morte depuis longtemps.

Nous ajoutons seulement ici que le curé contre lequel nous plaidons nous a toujours et publiquement assuré qu'il ne plaiderait point, et que pendant ce temps-là même, il faisait avec nous un échange très avantageux, que le Roi a revêtu de ses lettres patentes du mois de juin 1763. Ainsi ce curé a trompé le Conseil, ainsi que nous.

Les traités et les déclarations de nos rois nous font espérer que notre sort dépendra de vous. C'est tout ce que nous ambitionnons et ce que notre partie adverse décline.

Nous sommes avec le plus profond respect, Monseigneur, vos très humbles, très obéissants serviteur et servante.

DENIS, VOLTAIRE<sup>1</sup>.

*Mémoire succinct  
sur la terre de Ferney et les dîmes.*

En 1453, Jean Amé, duc de Savoie, donna la seigneurie de Ferney à Étienne-Frédéric de Luc, pour en jouir *avec les mêmes droits, et de la même façon que les ducs de Savoie en jouissaient avant cette inféodation*. — A Thonon, le 19 décembre 1453. Signé, Jacques, des comtes de Valpergue, chancelier de Savoie, Le Franc, préfet de Lausanne, etc.

Il passe pour constant à Turin que les ducs de Savoie possédaient les dîmes du pays de Gex de temps immémorial, et c'est de quoi on espère fournir des preuves quand il sera question de cet article.

Au milieu du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, le canton de Berne conquiert le pays de Gex. Il vendit la terre de Ferney au seigneur de

1. Aff. étr., Genève, 69, f° 274, W.

Gingins le 17 juillet 1554, ensemble les dimes, censés, rentes, etc. : signé Pavillard.

Par plusieurs traités subséquents, tous connus par nos seigneurs du Conseil, les dimes furent conservées aux possesseurs du pays de Gex; et le Roi, garant de ces traités, s'est toujours réservé à lui et à son conseil le jugement de tout ce qui regarde la possession de ces dimes, témoin les arrêts des :

5 mars 1635; 13 juillet 1651; 20 septembre 1654; 12 avril 1657; 16 novembre 1663, et en dernier lieu 25 juin 1756, dans la cause instante des suppliants.

Le Conseil a toujours tenu pour certain que ces affaires dépendaient uniquement de l'observation des traités; que le Roi était seul juge des droits fondés sur ces traités mêmes.

Les suppliants ne demandent actuellement que l'honneur et l'avantage de plaider devant nosseigneurs du Conseil, et quand ils auront obtenu cette justice, ils espèrent prouver que les dimes dont il est question leur appartiennent entièrement.

N. B. — Que la partie principale en cette affaire est le conseil de Berne; c'est à la requête de l'avoyer et conseil de la République de Berne, etc., que le Conseil privé de Sa Majesté rendit contradictoirement le 25 juin 1756 l'arrêt qui évoque à lui l'affaire présente. *C'est à la requête de Leurs Excellences les Magnifiques Seigneurs de Berne* que l'arrêt du Conseil de Sa Majesté fut signifié le 12 octobre 1756 au curé de Ferney par l'huissier Barucand.

La procédure du curé au Conseil du Roi est donc entièrement nulle, puisqu'il n'a point fait signifier au Conseil de Berne son arrêt obtenu par défaut, et puisqu'il n'a point mis la dame Denis en cause, tandis que cette dame, possédant depuis plus de quatre ans la terre de Ferney, devait être assignée la première.

Le curé a passé ces quatre années à tâcher d'obtenir de ladite dame et de son oncle l'échange et les présents qu'il a obtenus, et dès qu'il a été comblé de leurs bienfaits, c'est alors qu'il les a fait assigner<sup>1</sup>.

Les héritiers de Budé de Montréal, soit Jacob de Budé son frère, et Jacques Pictet son neveu, furent invités

1. Genève, 69, p. 275, W.

par Voltaire à se joindre à Mme Denis; tout déchargés qu'ils étaient du procès depuis la vente, ils souscrivirent à cette requête :

SIRE,

Jacob de Budé, colonel au service de Hollande, Jacques Pictet, colonel au service du roi de Sardaigne, et Marie-Louise Mignot, veuve de Nicolas-Charles Denis, capitaine au régiment de Champagne, commissaire ordonnateur des troupes de Votre Majesté, etc.

Demandent très humblement pour toute grâce à Votre Majesté qu'elle daigne demeurer juge en son Conseil du droit que les suppliants réclament. Ce droit est celui de toutes les terres du pays de Gex, dont les seigneurs ont toujours été en possession des dimes.

Il s'agit, SIRE, d'une terre seigneuriale, nommée Ferney, qui passa de la main du duc de Savoie à celle des seigneurs de Berne.

Les seigneurs de Berne vendirent cette terre et ses dimes en 1542. Elle tomba ensuite dans la maison de Budé, qui l'a vendue en 1759 à la dame Denis. Et Votre Majesté, par un brevet du 28 mai 1759 a maintenu la dame Denis dans tous les privilèges de cette terre, dont l'acquisition eût pu lui être très onéreuse sans cette grâce.

Ces privilèges sont fondés :

1<sup>o</sup> Sur le traité de Lausanne en 1564 fait entre les ducs de Savoie et le canton de Berne, sous la médiation du roi Charles IX. Il y est dit : *Que les ventes faites subsisteront, quelques choses et quelques biens qu'elles puissent concerner, sans en rechercher le premier état.* Or les seigneurs de Berne avaient vendu toutes les dimes à tous les différents seigneurs du pays de Gex, qui demeurèrent sans difficulté en possession de ces dimes qui avaient appartenu autrefois aux ducs de Savoie;

2<sup>o</sup> Sur le traité de Lyon conclu en 1601, entre Henri le Grand et Charles-Emmanuel duc de Savoie, qui céda le pays de Gex à Henri le Grand. Le 12<sup>e</sup> article porte : *Que pour le regard des ventes et aliénations faites à titres onéreux, Sa Majesté y sera obligée, tout ainsi que le duc y avait été tenu;*

3<sup>o</sup> Sur le traité d'alliance conclu à Aarau en juin 1658,

entre le feu Roi et les cantons, portant : *Que tous les abergements et aliénations faites par la ville et canton de Berne des biens ecclésiastiques et autres dans le pays de Gex subsisteraient; Que le roi voulait qu'ils s'y demeurassent en force et vigueur, et que les possesseurs ne fussent au préjudice d'iceux en aucune façon inquiétés ni molestés, conformément aux traités faits en 1564 entre le duc de Savoie et ladite ville et canton de Berne par la médiation et ratification du roi Charles IX et de plus entre le roi Henri IV notre aïeul, et Charles-Emmanuel duc de Savoie en 1601;*

4<sup>o</sup> Sur les lettres du feu Roi au Conseil de Genève, l'une du 17 juin 1642, l'autre du 30 mai 1643, portant toutes deux : *Que Sa Majesté ne souffrira pas que les causes concernant les dimes du pays de Gex soient portées ailleurs que devant Elle en son conseil;*

5<sup>o</sup> Sur l'arrêt du Conseil privé du Roi du 12 avril 1657 qui évoque à lui la cause de François Lullin, attaqué pour la possession de ces dimes, *et fait défense au Parlement d'en connaître;*

6<sup>o</sup> Sur l'arrêt du Conseil de 1663 du 16 novembre, confirmatif de tous ceux qui évoquent au Conseil toutes les causes concernant les dimes du pays de Gex;

7<sup>o</sup> Sur l'arrêt du 27 juin 1756, qui évoque à lui la cause instante des suppliants Jacob de Budé et Charles Pictet, et par conséquent celle de la dame Denis, contre le sieur Gros, curé de Ferney, lequel possédant dans la paroisse plus de terres que le seigneur, et y ayant même des fiefs, demande encore les dimes, transmises au seigneur de temps immémorial.

Ledit curé, comblé d'ailleurs de biens par la dame Denis, et sachant que les sieurs Budé et Pictet étaient dans les pays étrangers, a surpris contre les suppliants, il y a quelques mois, un arrêt du Conseil de Sa Majesté, par défaut, lequel renvoie les parties au Parlement de Dijon.

Les suppliants représentent très humblement à Sa Majesté :

Qu'Elle est seule juge et interprète de ses traités et de ses grâces;

Que le parlement de Dijon n'en peut juger, puisqu'il ne les connaît pas, et qu'il ne juge que sur le droit commun;

Que si les seigneurs de Ferney se soumettent au jugement de Sa Majesté, un curé doit s'y soumettre aussi, et qu'il ne peut décliner sa justice;

Qu'ils demandent à revenir contre l'arrêt obtenu par défaut; arrêt depuis longtemps caché à la dame Denis, et qui ne lui a été signifié qu'au bout de plus de six mois.

Cette surprise est non seulement faite aux suppliants, mais à Sa Majesté même et à ses ministres, seuls juges de cette affaire, dans laquelle sont intervenus le conseil de Berne, et en dernier lieu la République de Genève comme parties intéressées. Sa Majesté ayant évoqué ledit procès à son conseil, sur les remontrances du canton de Berne; et M. le duc de Praslin ayant été supplié par la République de Genève de maintenir le traité d'Aarau en cette partie comme dans tout le reste.

DE BUDÉ, PICTET, DENIS <sup>1</sup>.

Plus décisives peut-être furent les représentations de la République de Genève. Comme le sieur Ancian, curé de Moëns, la poursuivait en restitution de la seconde moitié de la dime de Collovrex, le Magnifique Conseil fit tenir à Versailles un mémoire, mais soumis au préalable à Voltaire, qui l'avait corrigé et annoté. De son côté, l'envoyé Crommelin remontra au ministre la connexion des affaires de Voltaire et de la République; il poussa même le zèle philosophique jusqu'à rédiger une note sur les dîmes de Fernex. Cette situation n'était pas sans précédents : M. de Praslin en conséquence informa le premier président de Dijon des plaintes de Genève sur le procès du curé Ancian et il ordonna, au nom de Sa Majesté, « d'empêcher toute procédure sur ces matières et que le Parlement de Bourgogne n'admette à l'avenir aucune requête de la part des curés ou autres ». « Par ce moyen, mandait-il à Voltaire, votre curé sera contraint de vous laisser tranquille. »

Cette démarche satisfait le philosophe, mais non au point qu'il la crût efficace : il savait que « Messieurs connaissent peu les lettres des ministres, qu'il leur faut des Lettres patentes »; aussi se recommanda-t-il de lui-même à M. Fyot de la Marche, et surtout, écrivit

1. Genève, 69, f° 277, W.

au conseiller Le Bault, son marchand de vins, que cette affaire étant « de pure conciliation », on pourrait officieusement « imposer silence au curé, épargner les longueurs et les frais d'un procès au Conseil du Roi ». M. de la Marche lui répondit : « Il n'est que trop commun, Monsieur, qu'avec de mauvais procédés on ait quelquefois un bon procès. Peut-être serait-il à craindre que votre curé de Fernex ne fût dans ce cas ; le droit commun lui est favorable : vous en convenez ; et les traités que vous opposez à ses prétentions n'ont jamais été enregistrés au Parlement de Dijon : vous en convenez encore. Je ne vois à cela que deux remèdes : l'un, que je ne puis honnêtement vous conseiller, c'est d'obtenir une seconde fois l'évocation de l'affaire au conseil ; l'autre est de faire enregistrer au Parlement les traités dont il s'agit. »

Voltaire, aussitôt, pria le Magnifique Conseil de solliciter cet enregistrement. Quoiqu'on n'ait pas la réponse des magistrats il ne la faut pas croire, toutefois, moins narquoise que celle de M. de la Marche : car, le 11 novembre 1763, Voltaire mandait au premier syndic que « les droits de Genève souffriraient peut-être un jour quelques difficultés si, les traités ayant été enregistrés, toutes les affaires concernant les dimes étaient portées au Parlement de Dijon ». Et il se contentait de réclamer, non sans timidité, l'appui de la République auprès du Conseil du Roi : retraite dont il serait moins embarrassé, s'il avait connu dès lors combien les Genevois étaient engagés dans son affaire.

En effet, la République avait eu, tandis qu'elle sollicitait ses dimes, la précaution toute traditionnelle de refuser au roi les recrues des cinq compagnies genevoises, et pris, pour ce refus, le temps que M. de Choiseul, ministre de la guerre, et colonel-général des Suisses, se disposait à une réforme générale de l'armée. Or celui-ci, qui sous ses ordres avait les compagnies genevoises, imagina de les licencier, si le contingent n'en était pas fourni. Sa décision ne fut point agréable

aux bourgeois de Genève. Sans doute répugnaient-ils à céder au roi les enfants du peuple, qu'ils jugeaient moins contraire à l'Écriture d'exploiter dans leurs ateliers; en revanche, les commissions d'officiers leur paraissaient très convenables pour leurs fils, quand ils ne pouvaient les établir dans la banque ni dans l'industrie. Ils supplièrent le ministre de conserver les compagnies, faisant, toujours au nom de l'Évangile, des réserves pour les recrues, mais promettant un accommodement; et Voltaire eut l'avantage de recommander ce mémoire « comme très juste, très raisonnable, et devant réussir auprès de M. le colonel-général ». On doit dire que celui-ci se montrait d'humeur à entendre les raisons de Genève, l'esprit de sa « réforme » étant de fendre l'oreille aux pauvres diables sans appui, et de multiplier les places de colonel en second pour ses créatures. Il fut arrêté que les cinq compagnies seraient maintenues, et que la troupe en serait composée de Savoyards recrutés à Versoix. Puis, les procédures ayant repris au Parlement de Bourgogne, le ministre les fit ajourner à la Saint-Martin par arrêt du Conseil rendu en faveur de Genève.

Cependant la République, intéressée dans les dîmes de Collovrex, ne l'était en rien dans celle de Ferney : partant, l'arrêt du Conseil ne s'appliquait pas à Voltaire et il était exposé à de nouvelles poursuites n'ayant obtenu remise du président de la Marche que jusqu'à Quasimodo de 1764. D'autre part, l'apparition du *Dictionnaire philosophique* venait de le brouiller avec les Magnifiques Seigneurs. Il dut solliciter à nouveau M. de Praslin, non plus comme un Suisse « mécréant », mais comme un propriétaire catholique du pays de Gex :

Aux Délices, près de Genève, 29 septembre 1764.

Monseigneur,

Malgré mon extrême crainte de parler de petites affaires à ceux qui en gouvernent de grandes, je ne peux me priver

plus longtemps du plaisir de vous présenter les très humbles remerciements de Mme Denis et les miens. Nous sommes pénétrés de vos bontés autant que nous comptons sur votre protection.

J'ose vous supplier de daigner parcourir les pièces ci-jointes. Les petits États de notre petite province se joignent à nous comme vous verrez par leur requête.

Nous avons pour nous Henri quatre et M. le duc de Praslin. Il est difficile qu'on ne se rende pas à ces deux noms.

Il est étrange que dans cette affaire qui a flotté cent trente ans entre des arrêts contraires les uns aux autres, on n'ait pas encore produit les lettres patentes de Henri IV enregistrées au Parlement de Bourgogne qui devaient tout terminer. Il faut, ou qu'on les eût ignorées, ou que le parlement ait fait plus de cas du concile de Latran qui nous ôte nos dîmes, que de Henri le Grand qui nous les donne.

Nous espérons que les ordres de ce grand roi, soutenus de ceux de Sa Majesté, acquerront une nouvelle force en passant par vos mains. Nous plaidons pour deux républiques, pour les États de notre province, pour le maintien de quatre traités solennels, et nous n'avons contre nous qu'un concile du douzième siècle.

Agréez la reconnaissance et le respect avec lesquels je serai toute ma vie,

Monseigneur,

votre très humble et très obéissant serviteur

VOLTAIRE <sup>1</sup>.

Madame Denis se joignait à lui :

Ce 1<sup>er</sup> octobre, des Délices.

Je n'ai osé encore, Monseigneur vous marquer toute ma sensibilité dans la crainte d'abuser de vos moments; vos bontés pour nous sont bien au-dessus de notre reconnaissance.

Vous daignez vous intéresser à un procès qui m'est d'une importance extrême. Sa perte ôterait toute espèce de valeur à une jolie petite retraite que mon oncle m'a donnée. C'est à vous à qui je devrai la douceur de ma vie.

1. Genève, mém. et doc., I, f<sup>o</sup> 331, aut.

Vous savez, Monseigneur, qu'il paraît un livre<sup>1</sup> que le public donne à mon oncle, et qu'il ne peut en être. C'est un grand malheur dans ma vie que ces brochures qui paraissent sans cesse et que le public lui attribue. Croyez, Monseigneur, que je donnerais tout au monde pour l'empêcher, mais je n'y peux rien. Sans ces épines cruelles, je serais trop heureuse.

Conservez-nous vos bontés, Monseigneur, et ne doutez jamais de l'inviolable attachement et du respect avec lequel j'ai l'honneur d'être,

Votre très humble et très obéissante servante,

DENIS<sup>2</sup>.

Enfin les États de Gex appuyaient la requête :

*Au Roi en son Conseil.*

Les syndics et habitants de la province de Gex supplient très humblement Sa Majesté de daigner maintenir et confirmer par une nouvelle ordonnance celles de tous ses prédécesseurs qui ont conservé aux habitants de Gex la possession de tous les biens tant civils qu'ecclésiastiques à eux vendus, inféodés ou abergés par le canton de Berne, lorsqu'il était en possession du pays.

Les prédécesseurs de Sa Majesté ayant toujours maintenu ces possessions, tant par les traités solennels de 1564 à Lausanne, de 1601 à Lyon, les Lettres patentes de 1658, le traité d'Aarau, 1658, que nommément les Lettres patentes de Henri IV données à cet effet en 1604 à la réquisition des syndics et habitants du pays de Gex, enregistrées au Parlement de Bourgogne, le 14 août 1604, signées Josserand le Gonthier.

Représentent très humblement lesdits syndics et habitants du pays de Gex, que si lesdits traités solennels et les ordonnances des rois n'étaient pas maintenus, toutes les familles

1. *Le Dictionnaire philosophique*, condamné en septembre 1764 par le Conseil de Genève « comme téméraire, impie, scandaleux, destructif de la Révélation » : sentence que M. de Montpérourx avait aussitôt portée à la connaissance de M. de Praslin.

2. *Genève*, mém. et doc., I, f° 303, aut.

seraient exposées au renversement général de leurs fortunes.

A Gex, le 27 septembre 1764.

SAUVAGE DE VERNY,  
Syndic de la noblesse.

FABRY,  
Premier syndic du tiers état <sup>1</sup>.

A la vérité, Voltaire, abandonné par Genève, songeait dès cette époque à transiger. Un long mémoire, écrit en « vrai style de dépêches », et joint à sa lettre du 29 septembre, invitait le Conseil soit à statuer au fond pour la première fois sur ces matières, en confirmant la jurisprudence du Parlement de Dijon, soit à renvoyer le curé aux anciennes transactions passées avec le seigneur : de façon ou d'autre le sieur Gros devrait composer, ne pouvant pas rembourser l'aliénation des dîmes jadis faite par Berne.

Les dispositions conciliantes de Voltaire se marquèrent encore lors de la réponse à lui faite par M. de Praslin : il montra cette réponse au curé, dans l'idée de l'imposer avec la protection du ministre ; le prêtre toutefois, assura se... moquer des traités et continua ses procédures à Dijon. Mais l'année suivante, l'affaire traînant au Conseil des dépêches pour Voltaire, et au Parlement pour le sieur Gros, le seigneur et le curé finirent par s'accommoder de la même manière que leurs prédécesseurs.

Heureusement que rien n'est modique chez les grands hommes, surtout quand ils ont pris dans la société l'art de tirer avantage des bagatelles : les citoyens de Genève étaient alors vivement divisés au sujet de Jean-Jacques et de son *Émile* ; Voltaire leur donna son arrangement en exemple : il les pria de finir leur querelle comme il l'avait fait avec son curé, c'est-à-dire gaîment, et le verre à la main.

1. Genève, 70, f° 127, W.

## CHAPITRE IV

### LE VILLAGE

A l'époque où Voltaire s'installait aux Délices, puis à Ferney, une révolution se produisait dans la politique économique de la France. Sous l'influence du docteur Quesnay, chef de la secte physiocratique, et familier de Mme de Pompadour, suivant l'exemple de l'Angleterre, nation plus agricole alors qu'industrielle, le gouvernement, jusque-là fidèle aux directions de Colbert, revenait à l'antique tradition de Sully, et voulait donner à l'agriculture l'encouragement que pendant un siècle il avait réservé à l'industrie. Dès les premières années de la guerre de Sept ans, le ministère fait répandre dans les provinces des livres sur l'amélioration de la culture; fermiers, métayers, propriétaires sont engagés à augmenter leurs travaux, à multiplier les produits de leurs fonds, soit en défrichant les terres incultes, soit en répandant plus d'engrais sur les terres par l'élevage des bestiaux. Le ministre Bertin, élevé au Contrôle général par la faveur de la marquise, crée en 1760 des sociétés d'agriculture, à l'imitation de celle de Bretagne fondée en 1756 par Vincent de Gournay. Rassembler dans chaque généralité les hommes les plus éclairés en ce genre, proposer à leurs débats les moyens d'enrichir les biens-fonds, comme la multiplication des bestiaux et des choses nécessaires à leur subsistance, tel est

dans son dessein l'objet de ces sociétés; et pour les favoriser, il établit chacune d'elles par arrêt du Conseil nommant expressément leurs membres : « distinction qui ne fut pas un des moindres véhicules à l'empressement de tous ». Dix-huit sont ainsi fondées dans vingt et une généralités. Mais il ne faut pas que leurs travaux deviennent académiques, ni que leurs vœux restent sans conséquence : un arrêt du 16 août 1761 exempte entièrement d'impôts les terres nouvellement défrichées, exempte d'augmentation d'impôts celles améliorées par des plantations, des défrichements et autres ouvrages. Un autre arrêt en 1762 exonère du droit de centième denier les baux allant de six à vingt-sept ans <sup>1</sup>.

Voltaire, qui fut toujours officieux zélé, ne manqua point de seconder, autant qu'il était en lui, les projets champêtres du ministère. Il les chanta d'abord dans une *Épître sur l'Agriculture*, adressée à sa nièce Denis :

Change en épis dorés, change en gras pâturages  
Ces ronces, ces roseaux, ces affreux marécages...  
Bertin qui dans son roi voit toujours sa patrie  
Prête un bras secourable à ta noble industrie.  
Trudaine sait assez que le cultivateur  
Des ressorts de l'Etat est le premier moteur,  
Et qu'on ne doit pas moins pour le soutien du trône  
A la faux de Cérès qu'au sabre de Bellone.

Et il prêcha d'exemple, dès qu'il eut discerné dans les champs un emploi neuf et raisonné de ses capitaux. « La culture de la terre, dit-il, dans son *Dictionnaire philosophique*, est une vraie manufacture : il faut, pour que la manufacture fleurisse que l'entrepreneur soit riche. » Seul, en effet, seul un seigneur opulent peut faire les avances nécessaires pour améliorer les terrains incultes; seul il est à même de réparer les pertes, les mauvaises récoltes, qui ruinent fermiers et métayers; à lui seul appartiennent les machines agricoles, le *van cribleur*, « qui épargne beaucoup de temps et de peine », la

1. Léon Biollay, *le Pacte de famine*, Paris, 1886, in-8.

charrue à semoir, qui, à la fois permet de semer, de herser et de recouvrir : car « un semoir coûte, et il en coûte encore pour le rhabillage quand il est détraqué; de plus il exige deux hommes et un cheval ». Mais encore faut-il que ce seigneur réside sur ses terres : alors il dirige utilement le travail de ses manœuvres, il attire les colons, les ouvriers étrangers, il peut regarder ses vassaux comme ses enfants, « et s'il était absolument le maître, il ferait encore mieux ». En effet, quoiqu'il détestât « l'anarchie féodale » le patriarche estimait que « si les pauvres seigneurs châtelains étaient moins dépendants de nosseigneurs les intendants, ils pourraient faire autant de bien à la France que nosseigneurs font quelquefois de mal<sup>1</sup>. »

Les marais avoisinant le château de Ferney lui fournirent un beau sujet d'expérience. L'un d'eux, prenant son origine au village de Magny, causait l'infection dans le pays : dès 1761, Voltaire résolut de le dessécher, et dans cette vue, adressa requête au subdélégué, à l'intendant, au contrôleur général, et jusqu'au premier médecin, le fameux Sénac. Il offrait de mener l'opération à ses frais, à condition, semble-t-il, de jouir gratuitement, et pendant un long bail, des terrains immergés. Mais les marais étaient de ces biens communaux, dont les paysans à bon droit se montraient jaloux : un commissaire, député par l'intendant auprès de la communauté, vit repoussées les offres de Voltaire, la paroisse aimant mieux assumer elle-même l'entreprise :

*M. de Courteilles, intendant des finances,  
à Dufour de Villeneuve, intendant de Bourgogne :*

A Paris, le 6 mai 1761.

Monsieur,

Vous avez mandé à M. le Contrôleur général, le 12 février dernier, qu'au refus de M. de Voltaire de se charger du dessèchement du marais de Magny, près Ferney, aux conditions qui lui ont été proposées, la communauté de Magny se chargerait elle-même de ce dessèchement; et comme M. de Vol-

taire s'en désiste entièrement, et qu'il peut résulter de l'exécution de cette entreprise un bien infini pour tout le canton, à cause des exhalaisons qui s'élèvent de ce marais, je vous prie de vouloir bien m'envoyer un projet de l'arrêt que vous croirez nécessaire de rendre à ce sujet; j'en proposerai très volontiers la signature à M. le Contrôleur général.

Je suis avec respect, etc.<sup>1</sup>.

Un arrêt du Conseil d'État, rendu le 7 juin 1761, ordonna en effet le dessèchement des marais dans le pays de Gex, et leur mise en état de culture dans l'espace d'un an. Les communautés pouvaient emprunter les sommes nécessaires à ces ouvrages, et, pour en payer les intérêts, louer à bail pendant trente ans la moitié des terrains immergés: l'autre moitié était mise en prés pour les bestiaux des habitants. On n'a pu savoir si dans la suite, Voltaire se fit le banquier des habitants de Magny, ou le fermier de leur marais. Mais ayant prêté de l'argent, à l'occasion d'un procès, à la commune de Ferney, il se fit concéder pour dix-huit ans la jouissance de ses marais, qu'il convertit en prés artificiels, selon la méthode d'un M. Abeille, de la Ciotat: il les fit tous labourer et fumer, et dans les uns sema du trèfle, et du fromentel dans les autres.

De là le patriarche passa au défrichement de « bruyères immenses » situées sur la route de Genève, car il voulait peupler sa terre « d'hommes et de perdrix ». Il rassembla ses vassaux, colons des terres incultes, et leur fit un petit discours: « Je pourrais, mes amis, cultiver ce terrain à mon profit par le droit de déshérence; je vais le défricher pour vous et pour moi à mes dépens. Quand j'aurai changé ces bruyères en pâturages, nous y engraisserons des bestiaux; ce petit canton sera plus riche et plus peuplé<sup>2</sup>. » En d'autres termes, il offrait d'incendier les ronces et s'ouvrait en échange le droit de pacage sur les terres de ses vassaux. Pour les mau-

1. Côte d'Or, C. 1833.

2. Dictionnaire philosophique, art. Fertilisation.

vais terrains dont il était maître. et qui consistaient en sable ou terre à pot, la manière dont il les amenda ne convenait « qu'à des hommes très riches ». Il y fit porter de la terre meuble, qu'il mêla avec la mauvaise et fuma beaucoup; puis il y fit encore reporter de la terre, et y sema des graines « qui loin de dévorer le sol lui communiquent une nouvelle vie ». Dans d'autres parcelles, il engraisa le sol en y parquant, pendant la nuit, les vaches qui dans le jour allaient brouler chez les voisins. Ces essais le portaient à des réflexions grandioses : « Il n'appartiendrait qu'à un souverain de changer ainsi la nature d'un vaste terrain en y faisant camper de la cavalerie, laquelle y consommerait les fourrages tirés des environs. Il y faudrait des régiments entiers, et on aurait à la longue un grand terrain de plus qu'on aurait conquis sur la nature<sup>1</sup> ».

De telles entreprises ne s'étaient point faites sans sourires ni quolibets de la part des méchants : mais Voltaire, qui était grand bâtisseur, n'en affronta pas moins le ridicule de planter à son âge. Ce fut par la vigne qu'il débuta, dont le conseiller Le Bault, propriétaire du crû de Corton, lui fournit quatre mille plants : ceux-ci étaient pour son vin, car il buvait son demi-setier, et parfois allait jusqu'à chopine. Puis il voulut embellir le pays de Gex, contrée cependant remarquable par le nombre et la variété de ses arbres. Il fit venir, assure-t-il, plus de vingt mille plants de Savoie, il borda de noyers et de châtaigners le grand chemin de Genève à Gex : « Mangera les fruits qui voudra, disait-il, le bois de ces arbres est toujours d'un grand service. » Mais l'obstacle était dans la rigueur du climat, qui tuait les jeunes arbres, et plus encore dans l'avidité des paysans, qui les arrachaient pour les vendre comme bois de chauffage à Genève. Il s'en plaint dans cette supplique à l'intendant :

1. *Dictionnaire philosophique*, art. *Agriculture*.

Il y a une ordonnance qui défend le transport du bois de charpente du pays de Gex à Genève. Si on défendait de même de transporter du bois de chauffage, le pays serait moins ruiné.

Les paysans, malgré les ordonnances concernant les eaux et forêts, coupent du bois dans les communes et dans les terres des seigneurs qui n'ont point de gardes. Ils vont vendre ce bois à Genève et le profit qu'ils en retirent leur fait négliger l'agriculture. Il y a depuis environ trente ans quatre-vingts charrues de moins qu'il n'y en avait auparavant...

Il paraît que si les magistrats préposés au maintien de l'ordre public daignent mettre ordre à cet abus, et défendre la sortie des bois de chauffage comme ils ont défendu celle du bois de charpente, le pays pourrait se rétablir.

L'abus est poussé actuellement à un tel excès que la corde de bois coûte à peu près autant dans le pays de Gex qu'à Paris.

On soumet très humblement ces réflexions à l'équité éclairée des magistrats à qui l'administration publique est confiée <sup>1</sup>.

Cependant le patriarche ne se rebutait point. M. Moreau de la Rochette, ayant formé près Melun une colonie d'enfants trouvés qu'il instruisait dans l'horticulture, Voltaire, pour lui marquer son intérêt, se fit client de la pépinière. En octobre de 1767, on lui adresse une charrette de trois cents jeunes arbres : des platanes, qui ne réussissaient pas mal dans son canton, des ormeaux, des peupliers d'Italie, une espèce de cormier que les Gessiens appelaient *timier*, et qui rapportait de belles grappes rouges. Malgré la précaution qu'il prit en hiver de faire casser la glace autour des nouveaux plants, et de répandre au pied du fumier de vache mêlé de sable, la moitié de ces arbres mourut. Ce n'est que plus tard qu'il reçut de M. Moreau d'infail-  
libles recettes, l'une contre les chaleurs, qui était de mettre une sachée de feuilles au pied de chaque arbre,

1. *Ain*. C, 362, W., mémoire mutilé.

l'autre contre la glace : il fallait buter les arbres en forme de pain de sucre, en prenant la terre nécessaire à huit ou dix pieds de distance. Elles furent toutefois inefficaces pour les cèdres que l'impératrice Catherine envoya du Caucase.

Ni le climat, ni la médiocrité du sol n'étaient les difficultés les plus graves opposées aux essais du philosophe. Par un phénomène que l'on commençait d'observer communément. « les ports de mer, les villes de commerce, selon l'expression de Moreau de la Rochette, envahissaient tous les bras voisins ». Les hommes, dans le pays de Gex, délaissaient les champs pour travailler au compte des horlogers et lapidaires de Genève, les filles se mettaient elles-mêmes en service chez les bourgeois de cette ville. Pour remédier au défaut de main-d'œuvre, Voltaire aurait voulu qu'il fût permis aux seigneurs « de retenir et faire travailler à un prix raisonnable tous les mendiants, hommes et femmes, qui mendieront sur leurs terres <sup>1</sup> ». Il dut, en attendant, attirer à grands frais des colons suisses et savoyards. D'autre part, il faisait signer par les États, et transmettre par l'Intendant, une requête de sa façon :

*Au Roi en son Conseil.*

Les États du pays de Gex représentent très humblement à Sa Majesté que l'agriculture étant diminuée dans ce pays de quatre-vingts charrues depuis vingt ans, la dépopulation étant extrême, nul ouvrier de campagne ne se trouvant dans le pays; les terres n'étant cultivées que par des Savoyards et des Suisses qui se font payer trente sous par jour, pendant que les manœuvres des autres provinces se contentent de dix, les frais généraux passant de beaucoup le produit, cette province est menacée d'une ruine totale.

Que parmi les causes de ce dépérissement une des plus fortes est l'empressement qu'ont tous les paysans de faire travailler leurs enfants dans le métier de lapidaire et d'horloger pour les manufactures de Genève.

1. *Dictionnaire philosophique*, art. *Fertilisation*.

Que ces métiers ruinent leur santé sans les enrichir, que l'agriculture est négligée au profit de l'étranger.

Que ce fléau peut cesser au moyen d'un ordre émané du conseil de Sa Majesté, qui enlèvera les cultivateurs à des métiers pernicioeux et les rendra à la culture des terres abandonnées.

Les Etats du pays attendent de Sa Majesté cette grâce, nécessaire au service de Sa Majesté.

SAUVAGE DE VERNY, syndic de la noblesse.

FABRY, premier syndic général du Tiers-État <sup>1</sup>.

Mais pour ceux qui restaient aux champs, et dont la plupart professaient la foi catholique, l'inconvénient, selon Voltaire, était la multiplicité des fêtes de l'Eglise, fêtes aussi nuisibles par le temps qu'elles retiraient au travail, que par les débauches et l'intempérance dont elles étaient l'occasion. Plusieurs prélats, le pape lui-même, avaient supprimé une quarantaine de ces fêtes. Dans ce pays frontière dont les paroisses ressortissaient à Annecy d'un évêque savoyard, Voltaire prétendait que « soit contradiction, soit infâme politique, cet étranger se plaisait à accabler les Français du fardeau ». Le philosophe ici est aveuglé par sa haine des prêtres. Quoique le maintien des fêtes pût paraître nécessaire dans un pays tout travaillé d'hérésie, nous voyons au contraire, par une lettre de Fabry à l'Intendant, que l'évêque d'Annecy, en mars 1763, reçoit favorablement les représentations qu'on lui fait sur la multiplicité des fêtes d'obligation <sup>2</sup>.

Le bétail, en revanche, paraît avoir donné satisfaction au seigneur. Les dix-huit vaches, avec leurs cinq génisses, qu'il avait héritées du président de Brosses, lorsqu'il prit à bail la terre de Tournay, formaient dix ans plus tard, un beau troupeau de cinquante vaches, d'une vingtaine de bœufs et d'une douzaine de génisses.

<sup>1</sup> *Ain. C.* 1015, W.

<sup>2</sup> *Ain. C.* 1014.

Il les abritait en deux longues écuries édifiées par lui à leur usage, les vaches d'un côté, les bœufs et les chevaux de l'autre; des colonnes de chêne, reposant sur des socles de roche, soutenaient au-dessus des étables un étage de « greniers immenses », d'où le foin tombait dans les crèches; et au milieu de ces deux bâtiments, étaient les granges où l'on bat le grain, « si bien que les animaux, chacun à leur place dans ce grand édifice, sentaient que le fourrage, l'avoine qu'il renfermait, leur appartenaient de droit ». Pendant l'été, le troupeau allait paître dans les vallées du Jura, tant que celles-ci n'étaient point interdites à raison des épizooties; et l'hiver, pour préserver ses bêtes de la contagion, le seigneur faisait brûler des parfums dans l'étable.

La maison rustique de Voltaire comprenait encore, vers le sud, des basses-cours et des bergeries: au nord, des pressoirs, des celliers, la fruiterie. Quatre grandes portes cochères s'ouvraient sur « ce beau monument », dont l'un des côtés était « fermé par un rempart impénétrable d'aubépines proprement taillées qui réjouit l'odorat et la vue ». Enfin, près d'un petit ruisseau courant dans la vigne, plus de quatre cents ruches étaient alignées: de tous ces établissements, celui-ci était le plus digne d'un poète. Voltaire, au demeurant, ne se piquait pas d'étudier les abeilles: il n'admettait ni l'existence d'une reine, ni celle des bourdons: il croyait leur constitution républicaine plutôt que monarchique. Mais ce qui le charmait, lorsque les essaims sortaient de la ruche, « c'est qu'ils sont beaucoup plus doux que nos enfants qui sortent du collège<sup>1</sup> ».

Le philosophe témoignait devant tous le plus grand souci et la plus grande fierté de son domaine. Il prétendait se suffire entièrement par lui-même, nourrissant ses manœuvres et domestiques de son blé, les abreuvant de son vin, ne mangeant que de ses œufs, de ses poulets, affectant de ne porter sur soi que des chemises,

1. *Dictionnaire philosophique*, art. *Abeilles*.

des vestes tissées avec son lin et son chanvre, des bas sortis de sa fabrique de vers à soie<sup>1</sup>. « Je ne suis qu'un paysan », aimait-il à dire, et il faisait sa canne d'un outil rustique, mi-hoyau, mi-serpette<sup>2</sup>. Son zèle et ses étonnements étaient à son âge ceux d'un néophyte : un jour à table, trouvant que le blé récolté aux Délices ne faisait pas le pain blanc, il l'attribua tout haut à la qualité inférieure de la terre. Le jeune Wagnières, qui le servait, lui fit alors observer que le pain serait blanc quand la farine trop fraîche serait reposée. « Quel âge as-tu? lui demanda Voltaire. — Quinze ans. — Comment! à quinze ans, tu en sais déjà plus que moi qui en ai plus de soixante<sup>3</sup>. »

Mais où il triomphait, c'est quand des Parisiens, plus ignorants que lui de la campagne, le venaient saluer à Ferney. Il leur montrait ses bois, ses vignes, ses plantations, les conduisait à sa ferme, à sa basse-cour, dont il faisait valoir la propreté, continuait par la visite aux vaches, dont il voulait à force que ses hôtes bussent du lait, — lui-même l'allait chercher, et l'offrait avec toutes ses grâces. Il faisait bon alors voir le malin vieillard, en robe de chambre, bonnet de nuit et perruque à marteaux, sourire avec des yeux perçants dans son visage ridé<sup>4</sup> : un gros bâton à la main, droit, ferme sur ses jambes, et presque leste, il vantait les avantages de cette vie patriarcale, insistait longuement, se mettait au-dessus d'Abraham et de Jacob, et déjà imposait au public le titre qui va lui rester de *patriarche de Ferney*.

\*  
\* \*

La puissance d'un seigneur de paroisse, à l'époque de Voltaire, ne passait pas de beaucoup en droit celles

1. Sherlock, *Lettres d'un voyageur anglais*.

2. Bettinelli, *Opere*, XXI, 24, 25.

3. *Anecdotes inédites sur Voltaire*, racontées par François Tronchin.

4. Lettre de Mme Suard à Suard de juin 1775.

d'un curé ou d'un syndic de commune : tous ses actes étaient surveillés, contrôlés par les fonctionnaires de l'Intendance. Mais des liens de société, et parfois d'intérêt, unissaient toujours un seigneur aux bureaux : avec un peu d'adresse et quelque respect des formes, il parvenait d'ordinaire à ce qu'il voulait. Si Voltaire éprouva des mécomptes dans l'exercice de son autorité, c'est qu'il faisait fi de ces petits moyens : « J'aime passionnément à être le maître chez moi, disait-il. Les intendants veulent être les maîtres partout, et ce combat d'opinion ne laisse pas quelquefois d'être embarrassant. »

M. de Budée, seigneur de Fernex, étant le plus souvent éloigné par son service de colonel en Hollande, le gouvernement du village, à l'arrivée de Voltaire, se trouvait partagé entre le curé Gros, et un bourgeois de Genève du nom de Mallet, qui y possédait un bien de campagne. Il ne fut agréable, ni pour l'un ni pour l'autre, de devenir vassaux, celui-là d'un philosophe impie, celui-ci d'un gentilhomme ordinaire pour lors en délicatesse avec le Magnifique Conseil. Mais dès qu'ils le virent à l'œuvre, leur défiance tourna à l'hostilité.

Dans la construction de sa maison, le Genevois avait défoncé, par le charroi des matériaux, plus de quatre cents toises du grand chemin allant de Genève à Gex. Il ne l'avait point réparé et l'hiver venu les pluies avaient achevé de le rendre impraticable. Le premier soin du seigneur fut de le rétablir. Il commanda les paysans à la corvée, « leur intérêt étant de travailler à leur propre chemin », leur offrit un petit salaire et fit taxer Mallet en conséquence. L'année suivante, il eut à son tour les maçons chez lui ; il bâtissait un château d'ordre dorique et qui devait durer mille ans ; il ordonnait ses jardins à l'anglaise, « les plus irréguliers et les plus champêtres » qu'il pouvait, non toutefois sans charmilles ni terrasses, celles-ci élevées vers le Mont-Jura ; surtout, il ouvrait une avenue conduisant au châ-



VOLTAIRE 1763  
*par Carmontelle*



teau, et pour cela, décidait de démolir l'église, et de la reconstruire à neuf un peu au Sud. Ces perspectives furent le sujet d'un conflit, l'un avec le huguenot, et l'autre avec le curé de Ferney.

Un mémoire anonyme fut envoyé à l'Intendant à la fin de mai 1761.

Je partis depuis quelque temps du village de Versoix, disait-on, pour me rendre aux environs du fort de l'Ecluse. Je fus bien étonné d'être arrêté dans ma route par la terrasse du château de Ferney. L'on m'a dit que le seigneur de ce village avait trouvé à propos de renfermer dans sa possession le chemin qui conduit depuis le grand chemin de Gex à celui de Collonges... Je ne puis me persuader que ce soit par votre ordre que l'on ait interdit un chemin si nécessaire à toutes les paroisses voisines. J'appris que ce nouveau seigneur était craint et redouté, parce qu'il a persuadé tous ses voisins que ses richesses et son grand génie lui donnent tout crédit à la Cour.

« Vous sentez, marqua l'intendant à Fabry, que sa réputation et le crédit qui en est la suite, ne sont point des titres pour l'autoriser à violer impunément les règles de la justice s'il était capable de s'en écarter, ce que je ne crois pas. » En effet, Mallet ayant intenté une action au bailliage de Gex, paraît avoir été débouté, car Voltaire ne recula point sa terrasse. D'après lui, le chemin n'était pas public, et avait été fait anciennement par un seigneur de Ferney sur les propres possessions de cette terre, pour servir d'avenue au château<sup>1</sup>.

L'affaire de l'église fut un peu plus chaude, et l'on a vu plus haut les incidents qu'elle suscita. C'est que le clocher du village à cette époque n'est pas seulement ce qu'on aperçoit d'abord dans la campagne, signal attestant aux yeux l'existence de la communauté. Il est

1. *Ain*. C. 1014.

le lien même de cette communauté, le lieu divin où par le baptême, le mariage et l'enterrement, ses actes reçoivent une consécration solennelle. C'est là que le laboureur, au milieu des plus durs travaux, entend la parole d'espoir et de miséricorde; là que l'état de sa personne est assuré par le curé, comme le notaire et les tribunaux pourvoient à l'état de son bien; c'est là enfin qu'il se réunit à ses frères pour délibérer des affaires de tous, la maison de Dieu étant alors la véritable, la seule maison commune. Aussi l'église est-elle le souci principal de la communauté. Dans les maigres comptes du syndic de Fernex, c'est à elle que reviennent presque entièrement les 224 livres produites par la location des biens communaux, ce qui reste étant absorbé par les frais des délibérations, scribes et comptables, les années où la commune n'a pas à soutenir de procès<sup>1</sup>.

Le nouveau seigneur comprit sans retard qu'au premier rang de ses devoirs, et de ses prérogatives, était la protection de la paroisse; et il eut à cœur d'assumer ce rôle avec zèle. Les méchants dirent bien que s'il faisait œuvre pie, c'était pour s'ouvrir une percée sur le lac et se ménager une belle avenue; quelques-uns, crainte qu'il ne déplaçât beaucoup plus loin l'édifice, comme en effet il l'avait projeté, firent même « un bruit du diable, criant que c'était un lieu consacré, une terre bénie » et autres discours de ce genre<sup>2</sup>; mais il protesta n'avoir en vue que son salut, et que d'ailleurs, la construction nouvelle serait plus belle, plus digne d'eux. A la vérité, elle était de mêmes formes, de mêmes dimensions que l'ancienne, laquelle était déjà fort exigüe. Les bois de charpente et de menuiserie devaient resservir, le portail était conservé. Les embellissements consistaient dans un fronton de pierre molle au-dessus du portail et deux piliers de briques recouvertes de

1. *Ain. C.* 362.

2. Bjørnstaehl, T. I, lettre XI, 10 octobre 1770.

plâtre de chaque côté. On peut y joindre si l'on veut l'inscription :

*Deo erexit*  
VOLTAIRE

A. MDCCLXI

Mais les murs étaient d'une blocaille solide, la même employée dans la construction du château, et surtout la couverture était neuve, considérations décisives pour le syndic du village, que le coût des réparations inquiétait à bon droit. Encore des travaux furent-ils nécessaires du vivant du seigneur. En 1773, un ouragan violent causa de tels dégâts et dans l'église et dans la maison presbytériale, que le dommage en fut estimé par les maçons et charpentiers à plus de deux mille livres. La commune étant hors d'état de supporter la dépense, Voltaire obtint de l'intendant deux ordonnances, l'une mettant l'ouvrage en adjudication au rabais, l'autre imposant pour le paiement tous les habitants sans exception soit catholiques soit protestants, ainsi que tous ceux possédant des biens dans la paroisse. Et lui même donna l'exemple par une colisation de 672 livres, dont 100 pour Mme Denis et 72 pour le marquis de Florian <sup>1</sup>.

Si les dehors de l'église, par leur simplicité, paraissaient d'une chapelle plutôt que d'une paroisse, l'intérieur n'en était pas moins austère. Le patron du lieu, qui dans tous les villages est en si belle place, ne trônait point à Ferney; et le cilice de saint François, relique envoyée par le pape, se trouvait relégué dans un coin, par une discrétion de circonstance en regard des temples hérétiques. Au-dessus de l'autel, décoré sobrement d'un petit crucifix, on voyait en revanche un grand Gésu doré, figure de bois et d'un assez beau travail, où le Sauveur était représenté à l'âge d'homme, la

tunique ouverte sur son côté transpercé; elle avait l'air d'une copie de l'antique, « d'un empereur romain », à qui Voltaire, en le faisant redorer, avait ôté, dit-il, « sa physionomie niaise ». Pour les livres liturgiques, ils se composaient en tout d'un *Missale romanum*, d'un *Epitome gradualis romani*, et d'un *Antiphonarium romanum*<sup>1</sup>. Les Évangiles étaient en beaucoup d'éditions au château, où le vieillard en rédigeait d'impies commentaires.

Le curé, que Voltaire avait trouvé plaidant contre le seigneur, s'était enfin accommodé, malgré qu'en eût son confrère Ancian : il devait partager avec le château, la moitié de toute la dime de Fernex, les fonds de la seigneurie étant exempts de cet impôt. Toutefois, il semble que le compromis se soit fait aux dépens des vassaux : le curé percevant le douzième du tout, au dire d'un témoin<sup>2</sup>, c'est la sixième gerbe et non la dixième que ceux-ci auraient versée. En outre, le curé jouissait en toute propriété d'un domaine attaché à la cure. Ce domaine, que Voltaire convoitait pour arrondir ses terres, fut entamé en 1763 : par un échange approuvé du Roi, on a vu que le seigneur gagna une dizaine de poses, et le curé un presbytère en bon état, franc de toutes rentes seigneuriales.

L'agrandissement du village, en 1770, nécessita de nouveaux terrains. Un contrat de janvier 1775, passé avec Hugonnet, successeur du sieur Gros dans la cure, valut à Mme Denis une trentaine de pièces, champs, prés, bois et vignes et une maison à deux étages dans Ferney. Le curé, par contre, obtenait pour lui et ses successeurs à perpétuité, une rente foncière et non rachetable de huit cents livres, payable par termes égaux de six mois en six mois, le premier fixé au 1<sup>er</sup> juillet 1775. L'évêque avait approuvé cet échange sur les conclusions de son procureur fiscal, et un laboureur

1. Bjoernstaehl, t. II, Lettre VI, 1<sup>er</sup> octobre 1773.

2. Bjoernstaehl.

de Ferney, homme mûr et prudent, le déclarait, dans son expertise, très avantageux au bénéfice <sup>1</sup>. Les soins de l'agriculture ont beau n'être pas incompatibles avec la charge des âmes, témoin la réputation attachée aux jardins de curé, il y a dans une rente quelque chose de plus commode, et aussi de plus sûr.

Par ses arrangements heureux, Voltaire croyait avoir comblé son curé de bienfaits qu'il couronnait en tout temps par la faveur d'un verre de vin à la cuisine. Il n'était pas moins persuadé de réussir dans l'édification de ses vassaux. « Le dimanche, écrit le prince de Ligne, il mettait un bel habit mordoré uni, veste et culotte de même, mais la veste à grandes basques, et galonnées en or à la bourgogne, galons festonnés et à lame, avec de grandes manchettes de dentelles jusqu'au bout des doigts, car *avec cela*, disait-il, on a l'air noble. » Dans cet appareil, il allait à l'église à pas comptés, écoutait à son banc sans sourire, et s'y faisait donner de l'encensoir dans le nez. Le jour de Pâques, il commandait à Lyon six gros cierges <sup>2</sup>, et rendait le pain bénit avec autant de majesté, si possible, que « la reine Clairon à Saint-Sulpice ».

Les choses se gâtèrent quand, dépassant le rôle de protecteur, le seigneur voulut empiéter les attributions du curé. Ce fut aux Pâques de l'année 1768. Depuis quelque temps, Voltaire était victime de vols de bois commis dans sa forêt, vols que ses gardes-chasse ne parvenaient point à réprimer. Il s'en était plaint plusieurs fois au subdélégué, aux États de Gex, et jusqu'au duc de Choiseul, mais sans résultat, sinon d'exciter contre soi les propos les plus libres dans les cabarets de Ferney ; le curé, à ce sujet, avait même été prié d'admonester les buveurs, et de les menacer du Parlement de Dijon. Enfin, le seigneur résolut de donner une leçon éclatante. Le samedi saint, ayant un

1. Greffe de la cour d'appel de Dijon.

2. Longchamps et Wagnières, *Mémoires*.

moine à dîner, il lui dit : « Père D..., j'ai envie pour le bon exemple de faire demain mes Pâques ; je pense que vous me donnerez bien l'absolution ? — Très volontiers, répondit le moine, je vous la donne. » Là-dessus, il but, mangea et s'en alla. Le dimanche, Voltaire se rendit à l'église à la suite de son pain bénit et accompagné de ses gardes en armes ; le pain fut distribué, le seigneur communié, et aussitôt après il entama une manière de prêche en deux points, l'un sur l'ivrognerie et l'autre sur le vol. Alors le curé, qui était vers la balustrade, se retourna brusquement, et avec beaucoup d'humeur ne fit qu'un saut pour continuer l'office. L'orateur s'en étant aperçu, dit encore quelques mots flatteurs pour le desservant, puis se tut.

Cette action ne réussit point à Paris, où les dévots, les philosophes et les gens du monde furent également scandalisés. Elle réussit encore moins à Annecy, dont l'évêque avait Ferney dans son ressort. D'origine obscure, mais de foi robuste, ce prélat, pour n'avoir point les manières des cours, ne manquait ni de finesse ni d'autorité. Tout en regrettant que la démarche du philosophe n'eût pas été précédée d'une rétractation solennelle, il feignit d'en admettre la sincérité : « Vous vous êtes confessé, lui dit-il, vous avez même communié ; vous l'avez donc fait de bonne foi, vous l'avez fait en vrai chrétien. Les incrédules ne pourront plus se glorifier de vous voir marcher à leur tête portant l'étendard de l'incrédulité. » Et il ajouta que s'il aurait aimé de sa part le repentir de Théodose, plutôt qu'un sermon sur le vol et les voleurs, il n'en ferait pas moins les prières les plus instantes pour son salut.

Cette lettre étonna beaucoup M. de Voltaire. Il répondit à l'évêque, après de longs remerciements, que le devoir d'un seigneur de paroisse, en France, était, « en rendant le pain bénit, d'instruire ses vassaux d'un vol commis dans ce temps-là même avec effraction, et d'y pourvoir immédiatement. De même il doit avertir si le feu a pris à quelque maison du village et faire venir de

l'eau. Ce sont là des affaires de police qui sont de son ressort ».

L'évêque à son tour fut étonné. Il pensait que, selon les usages de France, « la conduite d'un seigneur qui se fait accompagner par des gardes armés jusque dans l'église et qui s'y ingère à donner des avis au peuple pendant la célébration de la sainte messe, était, au contraire, proscrite par les sages ordonnances des rois très chrétiens ». Surtout, il ne croyait pas, dans sa première lettre, avoir marqué au philosophe un si bon gré de sa conduite. « Une communion, faite selon les principes, exigeait préalablement de votre part des réparations éclatantes et capables d'effacer les impressions prises sur votre compte ; jusque-là, aucun ministre, instruit de son devoir, n'a pu et ne pourra vous absoudre, ni vous permettre de vous présenter à la Table sainte. » Pour finir, il envoya copie de la correspondance à Versailles. Le poète, à quelque temps de là, reçut de Saint-Florentin un blâme formel, et recommandation expresse pour l'avenir de ne point se laisser porter à de semblables démarches.

Par cette deuxième lettre, l'évêque avait à peu près interdit les sacrements au philosophe. Il renouvela ses défenses par des ordres particuliers aux prêtres du diocèse. Dès lors, Voltaire résolut de communier au nom de la loi malgré Monseigneur et, s'y étant arrêté pour les Pâques de 1769, il avertit son curé le jour des Rameaux. Celui-ci répondit n'en pouvoir mais. tant que l'écrivain n'aurait pas rétracté ses « mauvais ouvrages » ; et par là il confirma les ordres du diocésain. Mais Voltaire n'en fut que plus entêté dans son dessein.

Ayant appris, le lundi, qu'un capucin de Gex était venu aider le curé dans ses confessions, il l'envoya chercher, tandis que lui-même se mettait au lit et disposait sur la table de nuit un écu neuf. Le moine introduit, il lui dit : « Mon père, voici le saint temps de Pâques. Je voudrais dans cette circonstance remplir aussi mes

devoirs de Français, d'officier du roi et de seigneur de paroisse : mais je suis trop malade pour me transporter à l'église : je vous prie de m'entendre ici. » Et, ce disant, il lui mit l'écu de six francs dans la main. Le capucin, quoique stupéfait, eut l'esprit de répondre que plusieurs personnes l'attendaient pour lors à confesse, mais qu'il reviendrait dans trois jours.

Ces trois jours passés, et le moine n'étant pas revenu, le malade appela le chirurgien du village. Le praticien tâta le poulx et le déclara excellent. « Comment, ignorant que vous êtes, dit le vieillard d'une voix de tonnerre, vous trouvez mon poulx bon ? — Ah ! monsieur, permettez que je retâte... Vous avez beaucoup de fièvre. — Parbleu ! je savais bien que j'en avais ; il y a trois jours que je suis dans ce cruel état. Allez le dire au curé. Il doit savoir ce qu'il a à faire auprès d'un malade en danger de mort ». Et son secrétaire écrivit à Gros : « Les ordonnances portent qu'au troisième accès de fièvre on donne les sacrements à un malade. M. de Voltaire en a eu huit violents : il en avertit M. le curé de Fernex. » On était alors au vendredi saint. Le curé envoya chez l'évêque pour avoir des instructions et le jour de Pâques arriva sans que le seigneur eût été confessé.

Enfin, la nuit du mardi, Voltaire fit lever tous ses domestiques à une heure du matin et les envoya chez le curé, porteurs d'un papier où le malade déclarait être né, avoir vécu et vouloir mourir dans l'église catholique, « religion dont il veut remplir tous les devoirs, ainsi que ceux de sujet du Roi, offrant de faire toutes les déclarations nécessaires, toutes protestations requises, soit publiques, soit particulières ». Le curé, continuant ses difficultés malgré les allusions aux ordonnances et arrêts du Parlement, on lui dépêcha à l'aube un homme de loi, qui parla de le déférer à Dijon pour refus de sacrements. En même temps, Voltaire dénonga par-devant notaire Nonotte et Guyon, ses critiques, pour deux calomniateurs, et dit devoir « à la vérité, à son

honneur, à sa piété, de déclarer que jamais il n'avait cessé de respecter et de pratiquer la religion catholique professée dans le royaume. » Le curé, qu'avait saisi une frayeur intense, accompagnée de frissons et de coliques, fit alors quérir le capucin de Gex. Celui-ci arriva le lendemain avec les instructions de Monseigneur.

Le pénitent commença par demander au moine de l'aider à réciter le *Credo* et le *Confiteor*. Puis, il lui dit : « Je ne vais pas à la messe aussi souvent qu'on le doit, mais ce sont mes souffrances continuelles qui m'en empêchent. J'adore Dieu dans ma chambre. Je ne fais de mal à personne et je tâche de faire autant de bien qu'il m'est possible; ainsi, je vous serai obligé de me donner l'absolution. — Mais on dit, reprit le capucin, que vous avez fait de mauvais livres contre le bon Dieu, la Sainte Vierge et les prêtres. Je vous serai donc obligé de signer seulement ce petit papier. » Et il sortit de sa manche la profession de foi envoyée par l'évêque. Alors le pénitent prétendit avoir tout professé par le Symbole des Apôtres, ne vouloir risquer aucune innovation dans l'état grave où il se trouvait, et, plus le confesseur avançait le papier pour le faire signer, plus il disait s'en tenir au *Credo* et s'étendait sur la morale, sur la tolérance que tous les hommes se doivent les uns aux autres. A la fin, il lui dit brusquement : « Donnez-moi l'absolution tout à l'heure. » Le moine, ne sachant que répondre, prononça l'*absolvo* et remit son papier dans sa manche.

Aussitôt, Voltaire exigea la communion en présence du notaire. Le curé, à qui sa colique laissait du répit, apporta le Saint-Sacrement, escorté de quelques personnes; et, dès qu'il l'eût donné au malade, celui-ci s'écria d'une voix forte : « Ayant mon Dieu dans ma bouche, je déclare que je pardonne sincèrement à ceux qui ont écrit au Roi des calomnies contre moi et qui n'ont pas réussi dans leurs mauvais desseins. » Ce trait décoché contre l'évêque, il fit sortir tout le monde,

sauta lestement hors du lit et s'alla dégourdir les jambes dans le jardin<sup>1</sup>.

Quelques jours après, se croyant perdu auprès de Monseigneur pour n'avoir pas fait signer sa profession de foi, le curé imagina d'en faire rédiger une autre par le notaire, attestée des personnes présentes à la communion : le Symbole des Apôtres y fut mis tout au long et en mauvais français dans la bouche du pénitent. Faute de mieux, l'évêque la fit imprimer. Comme les témoins n'avaient point entendu la confession, Voltaire eut beau jeu de la démentir ; il le fit pourtant sans éclat, parce que le fond en était vrai, et se borna, quand les témoins l'en avisèrent, à les chapitrer sur un ton pathétique et à leur donner de quoi boire. Un mois plus tard, moitié pour se rapatrier avec le prêtre, moitié pour simuler une conversion constante, il fit présent à l'église « d'un calice d'argent avec la patène pesant dix-huit onces et sept gros, évalué 300 livres<sup>2</sup> ». Le pauvre Gros, cependant, s'étant mis à boire plus que jamais, en vue de se consoler, aggrava de beaucoup son dévoiement : il trépassa dans l'automne de cette même année.

Au temps de ces polissonneries, et, comme Voltaire le disait lui-même, de ce « poisson d'avril », qui d'ailleurs tourna entièrement à sa confusion, Voltaire était livré à lui-même à Ferney, où sa nièce l'avait laissé seul au mois d'avril de 1768. Le nouveau curé, que Mme Denis trouva à son retour, avait, beaucoup plus que le sieur Gros, le sentiment de la dignité sacerdotale. Il commença par accepter sur les dîmes la transaction de son prédécesseur ; il passa un écrit en double avec le seigneur, une promesse réciproque « de n'avoir jamais de procès l'un contre l'autre, signé : VOLTAIRE ; *notre parole vaut mieux que tous les actes de notaire* ». Sur quoi le philosophe fut disposé pour lui à la bienfaisance.

1. Mémoires de Wagnières.

2. Desnoireterres, *Voltaire et la société française*, t. VII, p. 227.

L'accroissement considérable de la population depuis 1770 avait rendu l'église très insuffisante et la charge du curé très écrasante : « Je vois avec douleur aux grandes fêtes, disait Voltaire, que le lieu saint ne peut contenir tout le sacré troupeau; mais il n'y avait que cinquante habitants dans le village quand j'y suis venu, et il y en a douze cents aujourd'hui <sup>1</sup>. » Pour l'église, il laissait à la piété de Mme Denis, son héritière, d'en bâtir une plus grande. Mais pour le curé, il voulait, dès 1771, lui adjoindre un vicaire, et voici l'expédient qu'il imagina en vue de payer ce desservant.

Le pays de Gex, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, étant presque entièrement peuplé de huguenots, le cardinal Mazarin, en 1649, avait envoyé pour les convertir une mission de la Société de Jésus qui prit pour chef-lieu le village d'Ornex, voisin de Fernex; une métairie du domaine royal, nommé le Jonc, d'un revenu d'environ 600 livres, fut alors attribuée à son bénéfice. Délivrés de la charge des âmes par la révocation de l'édit de Nantes les jésuites s'étaient tournés vers les affaires de ce monde et, par des moyens que la loi permet, avaient constitué un domaine de 5 à 6 000 livres de rentes : ils aimaient à obliger leurs voisins dans la gêne en leur avançant de petits prêts sur leurs biens-fonds et, à la première fois que l'intérêt n'en était point payé, ils se rembouraient par une saisie immobilière; on a vu que Voltaire, peu après son arrivée, les avait gênés dans leurs opérations. Mais en 1764, les bons Pères furent expulsés du royaume avec tous leurs confrères; leur bien eut pour séquestre un procureur de Gex, qui l'administrait et en rendait compte au Parlement de Dijon. Sachant le Jonc un ancien don royal, Voltaire eut l'idée de le donner au curé, à qui rien ne compensait le surcroît d'occupations : car les curés, dans le pays, ne touchaient point de casuel, crainte

1. *Mémoires secrets*. Lettre de Trudaine du 5 juin 1777. Ces 1200 d'après l'Intendance se réduisent à 385 (*Ain. C.* 362.)

d'être accusés par les hérétiques « de vendre les choses saintes ». Et il fit requête en conséquence au chancelier Maupeou.

Celui-ci, comptant le poète parmi ses officieux, répondit aussitôt :

22 novembre 1771.

Je vais écrire au Procureur général de Dijon pour avoir les éclaircissements nécessaires sur la ferme du Jone. J'espère qu'il les obtiendra, malgré la barbarie du pays que vous habitez. Peut-être en trouverai-je encore chez les syndics des créanciers des Jésuites et je leur en demanderai.

La situation des malheureux serfs de Saint-Claude est trop touchante pour ne pas désirer de pouvoir les en affranchir sans cesser d'être juste. L'intérêt que vous y prenez est bien digne de vous <sup>1</sup>.

Cependant l'affaire appartenait plutôt au duc de la Vrillière, qui avait dans son ressort les affaires religieuses. Ce fut ce ministre qui l'étudia :

A Versailles, le 4 mars 1772.

Quoique les éclaircissements qui m'ont été donnés, Monsieur, ne m'aient paru d'abord devoir laisser aucun doute sur la manière dont les Jésuites sont devenus possesseurs de la métairie du Jone, je ferai, néanmoins, examiner plus particulièrement encore l'origine de leur propriété, afin de m'assurer si, en effet, ils n'ont pas eu d'autres titres que le brevet de 1649 que vous m'avez adressé. Comme je ne vous ai pas laissé ignorer, d'ailleurs, que, d'après le compte que j'ai rendu au Roi de votre demande, Sa Majesté n'avait pas jugé que la paroisse de Ferney fût assez nombreuse pour exiger qu'on aidât le curé dans ses fonctions, j'aurais été fort aise de trouver en même temps dans votre réponse de nouveaux motifs à employer auprès du Roi pour engager Sa Majesté à accorder au sieur Hugonnet et à ses successeurs la

grâce que vous désirez leur faire obtenir. Je suis très véritablement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

LE DUC DE LA VRILLIÈRE<sup>1</sup>.

Les Jésuites, cependant, avait obtenu le Jonc non par un don du Roi, mais à la suite d'une expropriation autorisée par le gouvernement.

La Vrillière l'explique ici à Voltaire :

A Versailles, le 4 avril 1772.

Je vois, Monsieur, par les nouveaux éclaircissements que je me suis procurés au sujet de la métairie du Jonc, qu'à la vérité les Jésuites ont obtenu du feu Roi, le 1<sup>er</sup> décembre 1649, un brevet portant confirmation de l'union que l'évêque de Genève avait faite de ce bien-fonds en faveur de leur maison du pays de Gex, mais tout annonce que les Jésuites n'avaient sollicité ce brevet qu'afin d'avoir un titre pour obliger les anciens possesseurs de cette métairie à la leur abandonner. Si, en effet, ce brevet eût été suffisant pour leur assurer la propriété de cette métairie, ils n'auraient pas été dans la nécessité de plaider pendant près de trente années, tant au Conseil qu'au Parlement de Bourgogne, pour s'en mettre en possession. Or, il est constant que tous les procès qu'ils ont essuyés à cette occasion n'ont été terminés que par un arrêt de ce Parlement du 23 juillet 1678, qui les a obligés de rembourser aux anciens possesseurs le prix de la première aliénation, laquelle montait à trois cents écus d'or au soleil, sans y comprendre un cens perpétuel de sept écus et demi dont ce bien-fonds est demeuré chargé. Je ne pourrais donc proposer au Roi de donner aujourd'hui cette métairie à la cure de Ferney qu'en assujettissant le curé à tenir compte, à son tour, aux créanciers des Jésuites de tout ce qu'ils justifieraient avoir été payé par la Société pour le remboursement du prix de l'ancienne aliénation; encore cette donation ne mettrait-elle pas le sieur Hugonnet à l'abri des poursuites de ces créanciers, qui se croiraient peut-être fondés à demander que la métairie du Jonc fût estimée de

1. B. N. fr. 12 901, f. 190.

nouveau et que le remboursement leur en fût fait relativement à la valeur actuelle des fonds de terre, ce qui entraînerait nécessairement des procès que le curé de Ferney ne soutiendrait pas, selon toute apparence. S'il était, néanmoins, disposé à en courir les risques, je vous prierais de m'en instruire et de lui dire en même temps de charger un avocat aux conseils de dresser une requête en son nom, dont je rendrai compte à Sa Majesté aussitôt qu'elle me sera parvenue.

Je suis très véritablement, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

LE DUC DE LA VRILLIÈRE <sup>1</sup>.

Voltaire, dans sa réponse, parla de présenter requête par un avocat au Conseil : mais comme on ne trouve rien sur cette affaire, à partir de ce moment, il est à croire qu'il n'en fut plus question ; par ailleurs, on sait d'une manière certaine que le curé Hugonnet n'eut point de vicaire. Ces liquidations de biens congréganistes présentent, par leur nature, une mine de procès et de difficultés : M. de Voltaire, homme de sens, ne sera pas allé plus avant.

\*  
\*\*

Dans le but d'accroître la peuplade dans son village, et le bien-être des habitants, on a vu que Voltaire s'était occupé d'agriculture. Le succès n'avait répondu ni à la vivacité de ses efforts ni à la grandeur de ses plans : avec beaucoup de peines, et non moins d'argent, il récolta tout juste de quoi nourrir son domestique. Des obstacles, les uns venaient du sol, qui était d'argile dans les bas-fonds, les autres des paysans, qui refusaient leurs bras au travail des champs. Cette pauvreté du terroir, le seigneur la remédia en installant une tuilerie sur son domaine, et pour les aptitudes de ses vassaux, il les utilisa, dès 1767, dans une fabrique de

1. B. N. fr. 12 901, f. 188.

bas de soie et de blondes, dont il fournit les capitaux. C'est que l'expérience l'avait entièrement ramené aux idées économiques de sa jeunesse, qui étaient celles de Colbert. Il croyait, comme lui, que l'industrie seconde l'agriculture, par le plus grand nombre de bouches à nourrir, et l'exemple de Genève, faisant avec ses ateliers le vide dans la banlieue, ne contredisait ces principes qu'en apparence : car cet État, ayant un grenier public bien organisé, parvenait à nourrir ses gens, même en temps de disette. Ancien fournisseur des farines à l'armée d'Italie, le poète pensait, comme les Hollandais, que le meilleur moyen d'avoir du blé, c'est, non d'en semer, mais d'en acheter <sup>1</sup>.

Son projet, désormais, étant d'établir à Ferney une « colonie » ouvrière, il attira des marchands, des artisans, un chirurgien, et fit dans l'année construire une douzaine de maisons, maisons qu'il donnait à loyer au revenu modique de 2 1 2 p. 100 du capital engagé, mais que de préférence il cédait en viager moyennant une rente à 3, 6 et 7 p. 100 sur sa tête, réduite à moitié après sa mort sur celle de Mme Denis <sup>2</sup>; de cette manière, il touchait un bel intérêt, et de leur côté, les locataires pouvaient devenir propriétaires sans payer beaucoup plus qu'un loyer ordinaire <sup>2</sup>.

Ces édifices le servirent singulièrement lors des troubles qui survinrent à Genève en 1770. Les Natifs, obligés de fuir la ville, s'étaient réfugiés dans le pays de Gex où les autorités françaises les cantonnèrent dans les villages : Ferney fut à même de recevoir cinquante « artistes » et leurs familles que Voltaire logea dans ses communs et chez l'habitant, en attendant que fussent prêtes vingt nouvelles maisons, qu'aussitôt il ordonna de construire. Et pour les mettre en état de travailler sans retard, il leur donna comme atelier l'ancienne grange qui lui servait de théâtre.

1. *Dictionnaire philosophique*, art. *Blé*.

2. *Mémoires de Wagnières*, I, 365.

Cette émigration eut les effets les plus heureux pour la paroisse. Les paysans exercés dans le métier de lapidaire trouvèrent sur place l'emploi de leur talent; l'accroissement de la population leur valut certaines commodités, dont il faut vivre à la campagne pour connaître le prix : un boucher, pour la première fois, vint s'installer à Ferney; et à sa suite s'ouvrit une tannerie, que le seigneur soutint encore de ses capitaux. Enfin, le poids des impôts fut diminué dans une proportion assez forte. Le chiffre total de la taille étant assigné pour toute la paroisse par les officiers de l'élection, et ce chiffre, variant très peu d'année en année, malgré l'augmentation du nombre d'habitants, beaucoup de ceux-ci se virent dégrevés. En 1760, date de l'installation de Voltaire à Ferney, le total de la taille est, pour 29 feux, de 227 livres et 19 sous; il est, en 1779, année consécutive à la mort du poète, de 241 liv. 13 s. pour 68 feux. Les diminutions portent naturellement sur les plus fortes cotes : Mallet, imposé en 1760 pour 94 liv. 17 s. de tailles ordinaire et extraordinaire, ne paie, en 1779, que 53 liv. 15 s.; les frères Maréchal supportent 27 liv. 19 s. en 1760 et 13 liv. 5 en 1779; François Grandperret, 7 liv. 6 en 1760 et 1 liv. 9 en 1779, etc. Les cotes moyennes et petites ne sont pas moins allégées : François Brochut, payant 4 liv. 19 en 1760, paie 1 liv. 9 en 1779; la veuve Barberat, 3 liv. 7 en 1760, 2 liv. 10 en 1779; Pierre Carry, 3 liv. 7 contre 1 liv. 7; Catherin Gacon, 2 liv. 13, puis 1 liv. 16; Jean Larchevêque, de 2 livres, descend à 9 sous, etc... Une exception est cependant à noter <sup>1</sup> : Jean Dutil, de 1 liv. 8 en 1760, passe à 5 liv. 6 en 1779. Mais il y a lieu d'observer que la taille, dans le pays de Gex, quoique assise en pratique sur les biens-fonds, était répartie par les syndics selon les revenus et les charges du contribuable <sup>2</sup>. C'est ainsi que les veuves et orphelins

1. *Ain. C.* 793 et 808.

2. *Explications des Statuts, coutumes et usages observés dans la province de Bresse, Bugey, Valromey et Gex*, par M. Philibert Collet, avocat au Parlement. Lyon, 1698, in-f. p. 361.

mineurs de paysans imposés à 20 et 30 sous, ne payaient plus que 2 et 3 sous après la mort du chef de famille. Ce Jean Dutil, dont la taille a quadruplé en vingt ans, aura probablement acquis une petite aisance.

Sur les autres impôts, l'agrandissement de Fernex n'eut aucune influence, du moins profitable à la paroisse. Les vingtièmes étaient perçus d'après le revenu des biens-fonds, et les Natifs avaient d'ailleurs obtenu l'exemption pour les bénéfices de leur industrie. Ajoutons que les protégés du seigneur, par l'appui qu'ils recevaient de lui, étaient enclins à demander décharge : voici par exemple, en faveur de son tuilier, une requête de Voltaire à l'Intendant.

Septembre 1772.

Le nommé Glauss, Suisse d'origine, et fabricant de tuiles, à Ferney, demande à jouir des privilèges accordés par Sa Majesté à la nation helvétique qui consistent, entre autres, dans l'exemption de la taille.

Il invoque les Lettres patentes des mois de novembre 1602 et 1663 et l'arrêt du conseil du 7 octobre 1710;

Dit que les syndics de Ferney n'ont pas eu plus de raisons de l'imposer en 1772 qu'ils n'en avaient les deux années précédentes.

Il demande que son nom soit rayé du rôle des tailles de cette communauté, que défenses soient faites de l'y comprendre à l'avenir, et qu'il lui soit restitué 21 liv. 10 s. savoir 12 livres de taille, 10 s. de capitation, et 9 livres de frais <sup>1</sup>.

Le prétendu privilège helvétique ne s'appliquait qu'aux Suisses ayant fait en France du service militaire. En conséquence, l'Intendant maintint le tuilier sur le rôle.

Avec la prospérité, le village gagna d'agrément et de propreté. Le seigneur avait bâti ses maisons ouvrières dans un quartier neuf, dont il rêvait de faire une ville,

1. *Ain. C.* 362, copie.

et qu'il appelait le *nouveau Ferney*. Un voyageur suédois en octobre 1770, en comptait 40 : il y en eut une centaine à la mort de Voltaire. C'étaient des maisons assez belles, carrées, et l'une d'elles, un peu plus grande, portait l'inscription : *Manufacture royale des montres de Ferney* : car le théâtre, dès que celle-ci fut achevée, avait été consacré à la fabrique de vers à soie. En même temps, s'étaient élevées quelques demeures bourgeoises à l'usage des notables du bourg, entre autres Wagnières, secrétaire du poète ; Jean-Louis Regnault, juge de ses terres, et Léonard Racle, entrepreneur des travaux de Versoix. Pour marquer en plein l'intérêt qu'il portait à la colonie, le seigneur avait encore engagé ses amis à habiter des pavillons de sa façon, construits « dans le goût des pavillons de Marly, mais en plus joli et plus frais », et situés aux abords du château. Mme Denis donna l'exemple, puis le marquis de Florian, dans une bicoque appelée *Bijou*, et enfin Mme de Saint-Julien, née la Tour du Pin, sœur du commandant de la province. Il avait fini, disaient les *Mémoires secrets*, « par commander des maisons à son maçon, comme d'autres commandent une paire de souliers à un cordonnier ». Au vrai la pierre ne lui coûtait guère : dans le domaine de Tournay était une carrière où il puisait à discrétion et à qui voulait permettait d'extraire.

Il y avait à Gex, sur la place principale, une fontaine publique élevée en 1736 par les soins de Fabry père, maire et subdélégué d'alors ; elle était formée d'un pilier carré, d'où quatre filets d'eau tombaient dans une vasque assez grande. Voltaire en conçut de l'émulation pour son village, Ferney étant alimenté par une source située un peu en arrière, et qu'il convoitait d'ailleurs pour une expérience de physique : un paratonnerre que devait installer M. de Saussure<sup>1</sup>. Aussitôt il réunit les habitants au presbytère, leur fait prendre un semblant de délibération, et convenir selon ses principes, que les

1. Bjoernstaehl, I, lettre XI.

charges nécessaires, c'est-à-dire la prise et la conduite des eaux, seraient assumées par eux, les dépenses d'ostentation, fontaine et bassin, étant supportées par le seigneur. Le tout est envoyé le jour même pour homologation au subdélégué, en l'assurant que pour si peu de chose, ce n'est pas la peine de référer à l'intendant. Fabry n'en écrivit pas moins à son chef, et proposa la désignation d'un expert chargé du devis estimatif. Mais le poète n'attendit pas; il voulait décorer son village d'une fontaine de marbre; il poussa les travaux. On peut encore voir cette fontaine à Ferney; elle est beaucoup moindre que celle de Gex, et d'un calcaire assez beau, mais vulgaire.

Les difficultés commencèrent au printemps de 1771 lorsqu'on fut au moment de payer. Voltaire avait imaginé de répartir les frais sur tous les habitants, proportionnellement à la taille; la fontaine terminée et l'entrepreneur réclamant salaire, il sollicita le subdélégué d'établir le rôle sans délai. Or celui-ci avait tu à Dijon le marché passé par le seigneur; il dut donc demander l'homologation du devis, puis l'autorisation de mettre l'ouvrage aux enchères; si bien que pendant ce temps, quelques habitants non seulement refusèrent leur cotisation, mais même de s'assembler pour en délibérer : à leur tête était le Genevois Mallet, imposé à 132 livres. Voltaire, impatient, envoya la requête de Pierre Larchevêque, syndic de la paroisse; et il ajouta : « S'il y a quelque pauvre, qui ne puisse payer (ce que nous ne croyons pas), nous paierons sans difficulté pour lui. » Alors Fabry avoua tout à l'Intendance, réclamant un ordre de répartition.

Mallet, cependant, ne désarmait pas. Il habitait, disait-il, la partie supérieure du village, fort éloignée de la nouvelle fontaine; elle lui était inutile, ayant établi chez lui deux puits et une fontaine dont les voisins profitaient. De plus, on aurait dû l'imposer au moins à proportion des fonds qu'il possédait; comme la paroisse contenait 1,600 arpents, les frais revenaient à 7 sous

6 deniers par arpent, soit 37 livres 5 sous pour les 95 de son bien. L'Intendant devant ces prétentions, fit assembler les habitants, qui déclarèrent Mallet très mal fondé, attendu que taxé à raison de ses facultés, il eût payé une somme beaucoup plus forte. A quoi le Genevois répliqua par une assignation de restituer principal et intérêts d'une somme de 100 livres prêtée en 1718 par son père à la commune. On allait se ruiner en grosses d'écriture, si le seigneur n'avait apaisé la dispute : il prêta à ses vassaux, pour rembourser Mallet, 132 livres imputables sur une année supplémentaire de jouissance du marais amodié en 1764. Mais la commune, apparemment, fut encore infidèle : l'année suivante, Mallet n'étant point indemnisé, poursuivait une instance en réduction de taille.

Le pavage de Fernex, en 1774, donna lieu à de nouvelles tracasseries : car tout au village est matière à procès. Comme les cailloux étaient assez rares dans la contrée, Racle, l'entrepreneur, en avait ramassé trente voitures dans les champs d'un nommé Barbier, fermier de MM. de Brosses; cette opération, d'après lui, faisait le plus grand bien aux champs dudit Barbier. Celui-ci voulut bien n'y pas contredire; mais il fit reprendre les matériaux, attendu que MM. de Brosses en avaient besoin pour paver leur cour. Racle, qui conduisait les travaux de Versoix, était en crédit à Dijon : il obtint de l'Intendant une ordonnance condamnant Barbier à la restitution, plus 50 livres d'amende au profit de l'hôpital de Gex. Cet incident ajoute des lumières sur l'économie des constructions de Ferney. Ce Racle était tout à Mme Denis, dont il avait épousé la femme de chambre et d'un autre côté, la comptabilité du matériel ne passait pas pour être en règle à Versoix<sup>1</sup>.

Voltaire se proposait encore d'autres embellissements. Il voulut construire un cirque « comme les anciens Romains », et ce cirque devint un théâtre où Lekain

1. *Ain*. C. 362.

joua pour l'inauguration. Puis ce fut un obélisque avec une méridienne, dont il fit la commande à l'astronome Lalande. Mais au moment de l'exécution, il s'avisa qu'il était bien vieux et bien malade pour entreprendre pareille dépense. Il se borna, comme précédemment, à construire des granges de pisé.

Ce n'est pas tout que de bâtir une église, de fonder un quartier, de protéger l'ouvrier et le marchand : il faut garder la paix publique, punir les fraudes de celui-ci et les violences de celui-là ; enfin il faut prévenir les fantaisies des buveurs. Ces objets n'étaient pas de petite importance dans la colonie, où l'on ne comptait pas que de bons sujets ; le chirurgien Bougroz, avant que d'être accueilli par le seigneur, avait été garde du corps, chassé de là pour de mauvais tours et envoyé en Amérique. Il quitta Ferney en mars 1770, déménageant à la cloche de bois et laissant pour 600 livres de dettes. Quant aux deux bouchers amenés par Voltaire, l'un paraissait au seigneur lui-même un sujet à surveiller, et l'autre « un homme très suspect et très dangereux, capable d'infecter tout le pays pour gagner 10 sous <sup>1</sup> ».

La police, dans toute la contrée, était faite à l'ordinaire par les curés, qu'un beau zèle piquait de donner leur troupeau en exemple aux hérétiques. Ils n'épargnaient, dans cette vue, ni admonestations dans leurs prêches, ni réprimandes au confessionnal, ni conseils dans le particulier ; et à bout d'éloquence, ils recouraient à l'attribut suprême des pasteurs : non une crosse aux rinceaux ouvragés, mais un humble gourdin, comme aux premiers âges. Il était édifiant, le dimanche après vêpres, de voir M. le curé, le tricorne en bataille, courant de guinguette en guinguette, pour rosser les ivrognes et bourrer les filles au cœur trop sensible.

Le seigneur, qui voulait être le seul maître, mit fin

1. *Revue d'histoire littéraire*, 1910. F. Vézinet, *Voltaire et son homme d'affaires à Ferney*.

dans son village à ces pratiques. Sa méthode fut de mander les délinquants au château, de les haranguer sur le seuil de l'église à la sortie de la messe, et quand ses sermons restaient sans effet, de requérir par le ministère d'un procureur les poursuites du bailliage de Gex. Le curé lui-même, dans les affaires de son ressort, n'employa plus d'autre voie, et elle fut suffisante à l'égard des ivrognes que les assignations consternaient. Il n'en allait pas de même pour les mauvaises têtes. Dépêchait-on la maréchaussée de Gex, ils passaient aussitôt sur le territoire de Genève où on ne pouvait les saisir; et les cavaliers repartis, ils revenaient triomphants au village narguer seigneur et curé. Comme la paroisse n'avait guère les moyens de payer à demeure un sergent de justice, Voltaire eut l'idée d'établir à Ferney le détachement d'invalides que le Roi avait envoyé à Versoix, où ils étaient inutiles et de plus dénués<sup>1</sup>. Voici, à ce propos, une lettre que lui écrivait le baron d'Espagnac, gouverneur des Invalides :

Paris, le 9 septembre 1776.

J'ai l'honneur de vous informer, Monsieur, que le sieur Mantel, lieutenant invalide, pour qui vous avez la bonté de

1. Une compagnie d'Invalides avait été établie sur les frontières pour empêcher les désertions des soldats français pendant l'investissement de Genève. La composition n'en fut jamais fixe. Les cadres comprenaient un capitaine, deux lieutenants, trois sergents, trois caporaux, trois appointés et un tambour; l'effectif des fusiliers variait de 20 à 50 hommes. La solde mensuelle était réglée de la manière suivante, chaque militaire recevant outre ses appointements une indemnité de subsistance (*Côte d'Or*, G. 170) :

Grades.	Appointements.	Subsistance.
Capitaine . . . . .	60 livres	20 l. 16 s. 8 d.
Lieutenants . . . . .	40 —	16 l. 13 s. 4 d.
Sous-lieutenants . . . . .	30 —	16 l. 13 s. 4 d.
1 <sup>er</sup> sergents. . . . .	12 —	6 l.
2 <sup>e</sup> sergents. . . . .	10 — 10	6 l.
Caporaux. . . . .	9 —	4 l. 10 s.
Soldats. . . . .	7 — 10	4 l. 10 s.

vous intéresser, arrivera incessamment à Versoix. Cet officier est destiné pour le détachement que vous désirez à Ferney. Je joins ici l'ordre nécessaire pour faire rendre ledit détachement sous les vôtres. J'en prévien le sieur Dagier.

Permettez-moi de vous représenter que nous sommes très pauvres dans nos moyens et que nos lieutenants, employés à la suite des compagnies, n'ayant que 246 livres par an, le sieur Mantel serait réduit à cette médiocrité d'appointements si mon zèle à vous plaire ne m'avait suggéré un expédient qui doit lui procurer 50 livres de plus. Il trouvera, d'ailleurs, dans la lettre que je vous supplie de lui faire remettre, une lettre de change de 62 livres 10 sous, que je lui ai fait avoir en gratification. S'il souhaite une lieutenance en pied, je l'y proposerai dès qu'il en vaquera une dans la compagnie de Dagier. Mais comme cette compagnie pourrait changer dans la suite, je ne sais s'il ne préférera pas de rester dans son état actuel et sous vos ordres, quoique avec 100 livres de moins. M. de Fabry m'a marqué que vous ne demandiez que six hommes. Vous êtes bien le maître de fixer le détachement à ce nombre, quoique l'ordre porte pour huit, tout comme je l'augmenterai dans la suite, à votre volonté. La mienne sera dans tous les temps de vous renouveler les hommages bien sincères de l'attachement respectueux avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur, etc.<sup>1</sup>.

Il semble que Voltaire ait encore fait grâce au lieutenant de son loyer, car on en trouve plus tard le montant à la charge de la commune à raison de 7 livres 10 sous par mois. Pour les hommes, on les logea dans des baraques « en attendant des casernes »; car une commune, pour mériter le nom de ville, doit avoir garnison établie, celle-ci ne fût-elle que d'une escouade<sup>2</sup>. Les fournitures, cependant, étaient toujours faites par le Roi :

A Dijon, le 11 novembre 1776.

Ce n'est que depuis très peu de temps, Monsieur, que le ministre de la guerre m'a informé de l'établissement d'un

1. B. N. fr. 12 900, f. 365, original signé.

2. Le détachement de Ferney comprenait en principe un lieutenant, un sergent, un appointé et huit fusiliers. Le nombre des fusiliers varia de 9 à 13. (*Côte d'Or*, C. 131).

détachement d'Invalides à Ferney. Aussitôt que j'en ai été instruit, j'ai autorisé mon subdélégué à Gex à faire fournir à ce détachement par l'entrepreneur de Versoix, les bois et lumières qui lui sont nécessaires. Je me ferai toujours un vrai plaisir, Monsieur, de contribuer à ce qui pourra être utile à un canton que vous avez su rendre intéressant à bien des titres.

J'ai l'honneur d'être avec un très parfait attachement, monsieur, votre très humble, *etc.*

DUPLEIX <sup>1</sup>.

*M. de Voltaire.*

Reste une contribution que le poète s'imposa de lui-même, et qui doit lui être comptée d'autant plus qu'elle allait contre son sentiment. Dès 1750, il écrivait dans *le Siècle de Louis XIV* : « Le manœuvre, l'ouvrier, doit être réduit au nécessaire pour travailler, telle est la nature de l'homme. » Et il développait cette idée le 1<sup>er</sup> avril 1766 à son frère en philosophie, le commis Damilaville. « Nous ne nous entendons pas sur l'article du peuple que vous croyez digne d'être instruit. J'entends par peuple la populace qui n'a que ses bras pour vivre. Je doute que cet ordre de citoyens ait jamais le temps ni la capacité de s'instruire; il mourrait de faim avant de devenir philosophe. Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants. Si vous faisiez valoir une terre comme moi et si vous aviez des charrues, vous seriez bien de mon avis. » Il voulut bien tout de même donner 50 francs à un maître d'école; mais il lui retint 35 livres pour prix de son loyer <sup>2</sup>.

1. B. N. fr. 12 900, p. 424, or. sign. <sup>1</sup>

2. *Ain. C.* 362. Dans l'article *Fertilisation* du *Dictionnaire philosophique*. Voltaire s'est encore expliqué sur cette école : « Plusieurs personnes ont établi des écoles dans leurs terres; j'en ai établi moi-même; mais je les crains. Je crois convenable que quelques enfants apprennent à lire, à écrire, à chiffrer; mais que le grand nombre, surtout les enfants des manœuvres, ne sachent que cultiver, parce qu'on n'a besoin que d'une plume pour deux ou trois cents bras. »

Le devoir suprême d'un seigneur de paroisse, et l'emploi le plus noble de son pouvoir, sont dans les aumônes et la bienfaisance. Voltaire ne fit jamais mystère de ses bienfaits, ni à ses amis, ni au public et, à la vérité, il n'était pas lié à la modestie par la manière rien moins que chrétienne dont il les entendait : au lieu d'octroyer aux pauvres de ces petits secours, qui dans le moment satisfont le besoin, mais ne remédient point la misère, il aimait mieux leur donner, inventer même pour eux du travail, leur avancer d'un coup le nécessaire, moyennant un petit intérêt, stimuler en un mot leur zèle, et les mettre en état de se suffire dignement par eux-mêmes. Ses ennemis parlaient de là pour décrier sa charité, mais quoique ses procédés fussent ceux d'un homme d'affaires, les bénéficiaires n'en étaient pas moins secondés.

Au demeurant, le châtelain était impitoyable aux mendiants de passage, qui infestaient le pays de Gex, et il n'avait guère plus d'indulgence pour les indigents des environs, « les idiots de Ferney » comme il disait, que la paresse et l'ivrognerie maintenaient dans la misère. Contre les braconniers, les maraudeurs et surtout les bonnes femmes ramassant des fagots dans sa forêt, ses gardes-chasse avaient d'implacables consignes ; si les voleurs étaient en état de payer, il les poursuivait en justice <sup>1</sup>. Très libéral enfin de la carrière de Tournay, il était strict sur ses propres fonds, témoin cet écriteau :

*Il est défendu d'ouvrir aucune carrière sans la permission du seigneur, et surtout dans les chemins. Cela est contraire aux ordonnances du roi, et quiconque se trouve dans le cas de la contravention sera puni suivant les ordonnances.*

A Ferney, 11 octobre 1767 <sup>2</sup>.

1. *Revue d'histoire littéraire*, 1910, art. cité.

2. Bibliothèque de Genève, W.

A l'égard toutefois des pauvres honteux, et des malheureux qui ne l'étaient point devenus par leur inconduite, Voltaire ne refusait point ses aumônes, qui chaque année comptaient pour mille francs dans ses dépenses<sup>1</sup>. Jamais il ne les abandonna dans la maladie ni dans le besoin : étaient-ils dans une situation difficile, et osaient-ils lui en faire part, il les en tirait aussitôt, mais toujours en intéressant leur amour-propre, en animant leur ardeur au travail<sup>2</sup>. Ce qu'il mesurait le moins, c'était son temps et sa peine pour les appuyer auprès des gens en place. On le voit à plusieurs reprises réclamer en faveur de ses paysans contre les saisies des commis des fermes. En juillet 1766, il avance la taille et les vingtièmes de tout son village, dont on menace de mettre en prison le syndic. Une autre fois, il sollicite l'élargissement d'un boulanger, mis en prison pour avoir donné un faux nom. Voici encore une lettre de l'Intendant relative à un protégé du poète :

A Paris, le 3 juin 1776.

J'ai reçu, Monsieur, votre lettre du 24 du mois dernier, par laquelle vous me marquez que le nommé Carry, de Fernex, attend la justice qui lui est due et qu'il a demandée par sa requête en indemnité pour extraction de sable, que vous m'avez renvoyée avec votre avis le 12 janvier dernier. Cette requête m'avait été adressée par M. Trudaine le 11 du mois précédent, et aussitôt que j'eus reçu votre réponse, je la lui renvoyai avec les éclaircissements que vous m'aviez procurés; ainsi vous voyez qu'il ne tient pas à moi que ce particulier n'obtienne la justice qu'il réclame, et qu'il doit s'adresser pour cet effet à M. Trudaine lui-même.

Je suis avec un sincère attachement, Monsieur, votre, *etc.*

DUPLEIX<sup>3</sup>.

*M. Fabry.*

1. *État des biens de Voltaire*, 1777, B. N. fr. 15 285.

2. *Mémoires de Wagnières*.

3. B. N. fr. 12 900, p. 425, original signé.

Mais le grand objet de sa protection étaient les veuves chargées d'enfants : il leur prêtait de l'argent, les logeait dans ses maisons, leur avançait la rente de leurs terres, que, dans ce cas, il se chargeait de cultiver lui-même. Parfois il était amené à s'en rendre maître, par suite des précautions que son notaire lui faisait prendre. Alors éclatait l'ingratitude, récompense ordinaire des bienfaits, et qui devient immanquable quand ils sont accordés par contrat. A deux reprises, méconnaissant les bontés du seigneur, la bailliage le condamna à restituer des biens d'orphelins dont la charité l'avait fait s'emparer <sup>1</sup>.

Cependant, tous ceux de ses vassaux qui prospéraient par son appui, et principalement ceux qu'il nommait ses colons, s'ingéniaient à lui marquer leur attachement. Chaque dimanche, les jeunes gens venaient lui porter leurs compliments ; il leur servait des boissons fraîches, leur permettait de danser dans son jardin ; alors il aimait à se mêler à eux, à les exciter, et se sentait regaillardi par la joie de cette jeunesse. La Saint-François, à l'égal de la Saint-Louis, était grande fête à Ferney : les jeunes gens, ce jour-là, formés en compagnies militaires de dragons et d'infanterie, avec uniforme rouge et bleu, parcouraient en longue cavalcade les rues du village, donnaient des jeux d'adresse, un concours d'arquebuse, où ne dédaignaient pas de se mesurer les hôtes illustres du château ; le soir après un banquet de cent couverts sous les arbres, il y avait illumination générale, et devant l'affluence des villages voisins, feu d'artifice, dont la pièce principale, selon le jour, était *Vive le Roi !* ou *Vive M. de Voltaire !*

La Saint-François de 1777 fut une apothéose : le pays, sur les démarches du grand homme, venait d'être délivré de la gabelle, et sur ses requêtes, vingt mille paysans du Mont-Jura, serfs du chapitre de Saint-Claude, admis à réclamer leur liberté devant le Conseil

1. *Mémoires de Wagnières.*

du Roi. Étrangers et Français, catholiques et protestants apportaient leurs hommages, et M. de Voltaire, à qui les larmes étaient faciles, les recevait avec sensibilité sur le perron de son château. Les enfants du village en habits de berger et de bergère, lui présentaient leurs offrandes; c'étaient des œufs, du lait, des fruits, comme au temps des premiers pasteurs. Une jeune fille de Gex, adoptée par le patriarche, se tenait au milieu d'eux, porteuse d'une corbeille fleurie, où deux colombes aux ailes blanches, au bec rose, figuraient le sentiment doux de l'assistance. Mais le plus imposant était la chevauchée des garçons de Ferney, tous en uniforme, sous les armes, et défilant à la prussienne. Le prince héritier de Hesse qui se trouvait au château, et dont le père, Altesse philosophe, vendait ses sujets aux recruteurs, demanda en souriant au seigneur si ces jeunes gens étaient ses soldats. « Ce sont mes amis », répondit le grand homme.

Alors un marquis de Paris, fiancé à la jeune adoptée de Voltaire, s'avança, tout ému, un papier à la main : c'étaient des vers qu'il lut avec chaleur :

A la fête du souverain  
Le gala de la Cour pour lui seul a des charmes;  
Et souvent un mot de sa main  
Pour payer ses plaisirs a fait couler des larmes.

Vous avez un autre destin :  
Chaque mot de la vôtre a le droit de nous plaire,  
Et quand on célèbre Voltaire  
C'est la fête du genre humain.

## CHAPITRE V

### LE PAYS DE GEX

Le petit pays de Gex, acquis par Henri IV en 1601, avait été considéré, lors de sa réunion, comme pays d'États, membre des États de Bourgogne, et il avait le privilège de s'administrer par un conseil de province, formé de députés du tiers et de la noblesse, lesquels mettaient en délibération les affaires : impôts, routes et police. Mais dès le règne de Louis XIII ces franchises avaient été limitées, comme celles de tous les autres pays d'États. Si la capitation des nobles, les vingtièmes de la noblesse et du tiers se trouvaient assis par les syndics du pays, les autres impôts, tailles et capitation des roturiers, étaient répartis par les fonctionnaires de l'Intendance : tous étaient perçus par les officiers de l'élection sise à Belley, et dans ce sens, la province était réputée partie pays d'États, partie pays d'élection, et selon d'autres, « pays syndiqué <sup>1</sup> ». Sa part dans les impositions royales était le dixième de ce que payait l'élection de Belley. Celle ci contribuait pour 2/5 aux charges placées sur les trois provinces de Bresse,

1. C'est l'expression dont se sert le *Code des tailles*, VI, p. 55.

Bugey et Gex, lesquelles entraient elles-mêmes pour les 2 13 dans les impositions de la Bourgogne. En d'autres termes, le pays de Gex payait les 2 23 des impositions de Bresse, Bugey et Gex, et les 2 32<sup>5</sup> de toute la Bourgogne.

Depuis 1620, cette province était donnée en apanage, ou « engagée » aux princes de Condé qui, dans le domaine royal, avaient ainsi droit à partie du domaine fixe, et à l'ensemble du domaine casuel, successions en déshérence, droits d'aubaine, confiscations, lods et ventes, etc. C'est ainsi qu'on a vu Voltaire acquitter au comte de la Marche ses droits de mutation.

Le personnage le plus important de la province était naturellement l'agent du pouvoir royal, ou subdélégué de l'intendant de Dijon. C'est lui qui, recevant les déclarations du Roi, arrêts et règlements du Conseil, ordonnances particulières de l'Intendant, les rendait publics, et en surveillait l'exécution; lui qui correspondait avec l'Intendant sur tous les objets de police et d'administration. Il assiste au département des tailles, vérifie et rend exécutoires les rôles de la capitation; il dresse au commencement de chaque année un état des baptêmes, mariages et sépultures, ainsi que de quinzaine en quinzaine la mercuriale des denrées et fourrages. Il procède aux adjudications au rabais des constructions et réparations des ponts et chaussées, il ordonne et répartit les corvées des chemins. Ses attributions s'étendent au militaire : il assure la levée des miliciens ou soldats provinciaux, il pourvoit à l'étape, au logement, à toutes les réquisitions des troupes de passage; il a la charge des soldats isolés ou malades, qu'il envoie à l'hôpital, ou paye pour leur route, en exerçant des retenues dans leurs régiments : enfin il vise les certificats de vie, paye les pensions et demi-soldes des invalides ou soldats retraités. Mais surtout, il est le tuteur des communautés : réparation des églises, des presbytères, des cimetières, adjudication à loyer des biens commu-

naux, comptes annuels des paroisses, rien n'est arrêté qu'après son contrôle et sur son ordre <sup>1</sup>.

A l'époque où Voltaire acheta Ferney, le subdélégué était depuis quinze ans un certain Gaspard Fabry, dont le père avait lui-même été longtemps subdélégué de Gex. Ce Fabry père, qui cumulait avec sa place celle de premier syndic du tiers, n'ayant pu rendre aux États les comptes de trois triennalités successives, avait dû résigner ses fonctions en 1746 : pareille aventure était arrivée à son prédécesseur, M. Borssat de Branvaux. Cependant il n'y avait personne à Gex, qui par ses connaissances des règlements et sa pratique de l'administration, fût à même de remplir la place. Le jeune Fabry, qui avait travaillé jusque-là dans le bureau de son père, fut appelé tout naturellement à lui succéder, non sans avoir été condamné, à la mort de celui-ci, à rembourser les sommes dues à la province. Encore la protection de l'Intendant lui valut-elle bientôt des lettres patentes portant décharge des peines du simple et du quadruple prononcées contre lui, à titre d'héritier, par la Chambre des Comptes de Dijon <sup>2</sup>.

Ses mérites eurent une occasion de paraître à la même époque dans le traité de Saint-Julien, conclu entre la France et Genève. Plusieurs difficultés s'étant élevées au moment de l'exécution, Fabry fut commis par les Affaires étrangères : il eut à reviser la frontière de concert avec les députés de Genève, et à dresser dans le pays de Gex l'état des terres franches, ou de l'ancien dénombrement, possédées par des bourgeois de cette ville. Telles furent dans ces deux affaires son zèle et son intelligence que S. M., le 30 mars 1753, lui fit la faveur singulière de 9 000 livres en gratification. De là,

1. *Côte d'Or*, E. 338. Parallèle des fonctions de subdélégué et de premier syndic du Tiers-État. (Mémoire de Fabry.)

2. *Ain*, E. 57. La dette des héritiers Fabry s'élevait à 26 068 livres (*Ain*, C. 1 027).

il fut employé dans les contestations d'État où le pays de Gex avait quelque part. On le voit ainsi rétablir les bornes frontières sur la limite du pays de Vaud; régler à plusieurs reprises les limites de la banlieue de Genève, négocier à Berne les différends de plusieurs communautés; et toujours il sert le Roi avec succès, sinon avec profit pour soi-même. En 1765, notre résident à Genève étant mort subitement, Fabry fut appelé pendant quatre mois à l'honneur suprême de faire l'intérim. On sent qu'une commission pareille, qui n'exige pas moins de tact que de réserve, mérite mieux aussi qu'une récompense en argent. Fabry, de qui plusieurs ancêtres avaient reçu la noblesse personnelle, réclama pour sa peine les lettres de noblesse avec le collier de Saint-Michel. L'un et l'autre lui furent accordés l'année suivante sur une apostille de Voltaire<sup>1</sup>.

Quelques années auparavant, Fabry avait encore accru son pouvoir dans le pays. Aux États de 1757, le sieur Bosson, premier syndic du tiers, ayant été sommé de produire ses comptes, se trouva dans le cas de ses prédécesseurs; reliquataire de 17 000 livres à la province, et n'en ayant pu rembourser que 9 000, il dut sortir de charge en 1760. C'était, disait-on, un honnête homme, mais d'une indolence et d'une incapacité totales. Pour lui succéder, M. de Brosses de Tournay, grand bailli d'épée du pays<sup>2</sup>, jeta les yeux sur le subdélégué : et il proposa sa nomination à l'Intendant « comme le seul qui puisse remplir cette place avec les attentions et les connaissances qu'elle demande; il la sait parfaitement par M. son père, qui l'a occupée fort longtemps ». Cependant le syndic Bosson fut secouru par Voltaire, qui lui prêta 8 000 livres sans intérêt, contre la jouissance, jusqu'au décès de Mme Denis, d'un domaine au village de Vésignen, voisin de Ferney. Le grand homme'

1. *Affaires étrangères*, Genève, 72 n° 238 et suivants.

2. Frère du président de Brosses.

pour assurer ses deniers, versa la somme dans la caisse de la province <sup>1</sup>.

La place de premier syndic n'était pas fort importante en elle-même : elle consistait à convoquer le conseil du tiers, à arrêter les comptes, fixer l'état des gratifications, et dresser les cahiers présentés au roi. Mais réunie à celle de subdélégué, elle conférait l'omnipotence, notamment en matière d'impôt. Si le subdélégué assistait au département des tailles et vérifiait les rôles de la capitation, c'était le premier syndic qui de concert avec les syndics de la noblesse établissait les rôles des vingtièmes, répondait aux requêtes en modération de cet impôt. C'était encore lui qui dans les temps de disette délivrait aux particuliers les permis d'achat et de circulation des grains. Observons que le cumul des deux places présentait des contradictions singulières : comme subdélégué, Fabry recevait les ordres de l'Intendant ; et comme premier syndic, il se les communiquait à soi-même. Pareillement, comme premier syndic, il avait des décisions à prendre, que comme subdélégué il lui fallait homologuer ; et ces décisions étaient parfois de puiser à la caisse. Fabry néanmoins assumait d'un cœur léger ces fonctions incompatibles ; et il eut de même la modestie de rester à la tête du tiers quand il reçut ses lettres de noblesse.

Premier syndic et subdélégué, Fabry était en outre maire de Gex, office soumis d'abord à la nomination du roi, racheté dans la suite par le corps de la province : par là, il tenait dans sa main la police de la ville, les maîtrises et les jurandes, et, ce qui valait mieux, la forêt communale étagée sur le Mont-Jura <sup>2</sup>. Il était aussi

1. *Ain*, C. 1 012, 1 007.

2. L. Ricard, *Institutions judiciaires et administratives de l'ancienne France et spécialement du bailliage de Gex*. Les offices des maires perpétuels avaient été institués dans tout le royaume par Louis XIV en 1692. La province avait racheté celui de Gex en 1758 moyennant 4 000 livres mais l'avait aussitôt rétabli à son profit.

fermier des domaines du Roi, juge de la baronnie de Gex, fermier du seigneur engagiste du pays de Gex, S. A. S. le comte de la Marche : si bien que fermier du Roi, ses intérêts étaient opposés à ceux de Mgr de la Marche, et que, comme juge et maire, il prononçait des amendes, qu'il recouvrait ensuite comme fermier du Domaine. Sa puissance fut encore étendue lors du transfert à Versoix de la poste de Genève. Le pays de Gex en effet, n'était desservi que trois fois la semaine par un courrier à pied, qui allait prendre les lettres à la poste de Genève, poste française, mais dont le directeur était Genevois, par suite du système de la République de ne souffrir dans la ville aucun Français catholique. Fabry, au moment favorable, sut mettre en relief cette singularité : il montra que les Savoyards avaient par contre pleine liberté de résider dans la ville ; qu'ils y tenaient un bureau de papier timbré, un entrepôt de tabac, un magasin à sel, tous régis par des catholiques ; enfin il obtint la direction de Versoix <sup>1</sup>. Voltaire, dans le début, fut satisfait de ce changement qui abaissait de quinze à neuf sous le port des dépêches, et il alla jusqu'à faire insérer dans les gazettes l'avertissement que les lettres destinées au pays de Gex et passant par Genève risquaient d'être perdues. Mais dans la suite il reçut comme devant son courrier à Genève, et envoya ses lettres par le même détour, comme il l'écrivait un jour à de Prez-Crassier :

*Je vous envoie cette lettre par Genève de peur qu'elle ne soit ouverte ou interceptée par ceux qui désolent le pays.*

*Signé : VOLTAIRE <sup>2</sup>. »*

Aucune des fonctions remplies par Fabry n'était rétribuée, à l'exception de celles de maire et de premier syndic : la première lui valait 180 livres par an,

1. *Ain*, C. 936 et Archives nationales, H. 178, pp. 15 et 98.

2. *Mercur de France*, avril 1790. Lettre de de Prez-Crassier à Fabry du 24 mars 1790.

et la seconde 500 livres par triennalité dont 200 de gages, et 300 de gratification; plus des frais de vacation, à raison de 8 livres par journée<sup>1</sup>. Comme subdélégué, des droits lui étaient dus sur les adjudications des travaux, les amodiations des communaux, les redditions de comptes des paroisses, « nature de rétribution souvent insuffisante, écrit un Intendant, qui ouvre la porte à un grand nombre d'abus, et avilit le travail des subdélégués, obligés de taxer eux-mêmes leurs honoraires et de tendre la main pour les recevoir<sup>2</sup> ». Il était mieux traité comme fermier du comte de la Marche : le tiers des lods et ventes lui était acquis à chaque mutation de biens dans le pays. Cependant il parvint à vivre, à élever ses enfants, et à édifier une fortune estimée à la Révolution entre 30 et 40 000 livres de rentes.

C'est qu'il ne laissait à personne les profits que par sa place il était à même de supputer : fermier de Mgr de la Marche, il était locataire de ses moulins de Flie, moyennant redevance annuelle de 36 coupes de froment. Chargé de mettre en adjudication les terrains acquis à Versoix par le roi, il soumissionna lui-même, et revendit les lots beaucoup plus cher aux immigrants. Les paysans qui demandaient sa permission pour importer leurs blés au marché de Gex savaient ce qu'ils devaient laisser alors dans ses bureaux; et en revanche il était libéral en passeports à l'égard des Genevois riches, qui sortaient de France les prétendus grains de leurs dîmes. Administrateur des forêts communales, il fit abattre d'un coup 6 000 pieds de sapin, dont la moitié passa dans la construction de ses maisons en ville, et de ses granges dans la montagne. Il était public, enfin, que pendant dix-sept ans, il n'avait point rendu de comptes à la province, et que parvenu à la fortune, il n'avait jamais remboursé les dettes de son père<sup>3</sup>.

1. *Ain*, C. 852 et Archives nationales, H. 174.

2. *Côte d'Or*, C. 3 367, f° 92.

3. *Réponse d'un laboureur gessien au mémoire justificatif de*

Tant de bonheur lui avait suscité naturellement des ennemis : c'étaient M. Castin, doyen de Gex, dont le pouvoir devenait moindre sur sa paroisse que celui des curés de campagne dans leur village ; le regrattier Sédilot, que Fabry poursuivait d'une haine acharnée, parce que de petit employé, il était devenu receveur des fermes, grand propriétaire et plus tôt que lui anobli par une charge ; enfin tous les particuliers qui s'étaient flattés des adjudications : notamment, Dupuis « gendre » de Voltaire, et Deprez-Crassier, protégé du grand homme. Celui-ci, au contraire, éprouvait une certaine sympathie pour Fabry, qu'au demeurant il comblait de caresses : pendant le séjour de Pigalle à Ferney, le subdélégué étant en visite, paré du cordon de Saint-Michel, l'artiste demande en quel genre s'était distingué le porteur du cordon. « *Dans l'art de ...* », répondit Voltaire, et en même temps il allongea les doigts pour les recourber à plusieurs reprises.

Quoique tout-puissant et sans vergogne, Fabry n'était point de ces subdélégués qui, dédaigneux de se justifier, répondaient aux plaignants en réclamant contre eux des lettres de cachet. Il préférait envoyer à Dijon des mémoires, soit de sa façon, soit rédigés par des complaisants : et il parlait parfois de quitter la place. Alors l'Intendant, que le travail de Fabry satisfaisait, et qui d'ailleurs manquait de sujets pour le remplacer, mandait publiquement son approbation ; et quand les plaintes allaient jusqu'à Versailles, il couvrait son subordonné :

Je ne puis vous cacher, Monsieur, que je vois avec peine qu'on cherche à vous indisposer contre le S. Fabry, mon subdélégué, et à vous faire naître des soupçons sur sa fidélité. De tous les temps il a été exposé aux traits de l'envie ; sa supériorité de talents et de lumières sur tous les gens du

*l'administration par M<sup>e</sup> Louis Gaspard Fabry Quid non mortalia pectora cogis auri sacra fames ? à Bruxelles, 1790 (par Desprez de Crassier). Bibliothèque de Bourg.*

pays, la réunion sur sa personne des grâces du Roi et des places principales de la province, la confiance particulière dont l'a honoré M. le duc de Choiseul pendant son ministère, celle que lui ont accordée mes prédécesseurs et que je lui ai donnée moi-même, sa fortune enfin, augmentée par les bienfaits de Sa Majesté et par les émoluments attachés aux différentes places qu'il occupe, tout a contribué à lui faire des ennemis qui en différentes occasions ont formé plusieurs chefs d'accusation contre lui. Mais approfondis par M. de Fleury, M. de Villeneuve ou par moi, ils se sont toujours trouvés sans aucun fondement. C'est une justice que je dois lui rendre auprès de vous, Monsieur, et que je lui rends avec un vrai plaisir<sup>1</sup>.

Bien faible, en regard du subdélégué, était le pouvoir des États de Gex. Seuls la noblesse et les députés du tiers y entraient : le clergé, en partie composé de Savoyards, et ressortissant d'un évêque étranger, ne formait point dans le pays de corps particulier, quoiqu'il fût invité parfois à faire connaître, par ses députés, son avis sur les questions intéressant la province, notamment les impôts pour les routes.

Les États, qui s'assemblaient tous les trois ans, débutaient par voter des gratifications à toutes les personnes dont le pays pouvait dépendre, ministre, gouverneur, intendant, commis de Versailles et de Dijon ; puis ils rédigeaient des cahiers de vœux et doléances préparés par les deux ordres dans leurs chambres particulières et qui, soumis d'abord à l'intendant, étaient présentés au Roi par le syndic du Bugey. A titre d'exemple, voici l'état des gratifications pour la triennalité 1764-1766 :

S. A. S. le prince de Condé. . . . .	1 440 livres.
Marquis de Sade, lieutenant-général en Bourgogne. . . . .	1 500 --
Dufour de Villeneuve (intendant de Dijon). . . . .	1 000 --
Marquis de Blanchefond, gouverneur par- ticulier du pays de Gex. . . . .	1 000 --

1. Arch. nat., H. 177, p. 72. Amelot à Trudaine, 5 nov. 1772.

M. de Brosses, bailli . . . . .	700 livres.
Duval, lieutenant-général du bailliage . .	300 —
Rouph (procureur au bailliage). . . . .	50 —
Roch, prévôt de la maréchaussée. . . . .	510 —
Terroux, greffier de la maréchaussée. . .	240 —
Delior, secrétaire du comte de Saint-Florentin. . . . .	200 —
N***, premier commis de M. de Saint-Florentin . . . . .	200 —
Boulangier, commis de M. de Saint-Florentin. . . . .	100 —
Le secrétaire du marquis de Sade . . . .	100 —
Le secrétaire de l'Intendance. . . . .	150 —
Premier syndic du pays (Fabry). . . . .	300 —
Syndic général du Bugey, qui portera les cahiers à la cour. . . . .	200 —
<i>Gages des officiers du conseil du pays :</i>	
Deux syndics généraux . . . . .	400 —
Deux conseillers . . . . .	200 —

Dans l'intervalle des tenues d'États, l'administration était régie par des assemblées particulières, tant de la noblesse que du Tiers-État, et au-dessus d'elles, par un Conseil de la province formé d'officiers des deux ordres. Soit dédain, soit incapacité, la part de la noblesse au gouvernement était infime : elle tenait dans une maison particulière des assemblées privées, où entraient tous les gentilshommes inscrits au rôle de capitation, mais auxquelles n'assistait aucun homme du roi, hormis le bailli président qui donnait acte des délibérations. Tous les trois ans, quatre officiers de la noblesse étaient nommés par les États au conseil de la province : un syndic, deux conseillers et un secrétaire, mais à l'exception du syndic, dont le visa était nécessaire à l'établissement des vingtièmes, à la distribution des gratifications, ces officiers, en fait, n'entraient pas dans le Conseil : on ne voit presque jamais leur signature dans les registres de ses délibérations <sup>1</sup>. Le tiers, en revanche, tenait au bailliage des assemblées publiques,

1. Arch. nat., H. 174, Ain, C. 1007-1010, et Ricard, ouvrage cité.

où entraient les députés des communautés, à raison d'un par chaque, et de deux pour la ville de Gex. Elles étaient présidées par le bailli, ou, en son absence, le lieutenant général, assisté du procureur du roi en robe : les délibérations portaient sur toutes les affaires du pays, et un registre en était conservé ; il est vrai qu'on les convoquait rarement, et que très peu de mesures étaient arrêtées par elles. Tous les trois ans, elles nommaient des officiers au conseil de la province, deux syndics, trois conseillers et un secrétaire, aux appointements triennaux de 200 livres pour les syndics, et de 100 pour les conseillers et secrétaires, plus une indemnité de trois livres à tous les officiers pour chaque séance : ces officiers formaient le conseil de la province et seuls avaient pouvoir de régler les affaires. Aussi leur choix était-il dirigé par le gouvernement, c'est-à-dire par le subdélégué. En 1745, le roi se fit adresser par les députés deux listes contenant chacune les noms de six candidats (deux pour le poste de syndic, deux pour celui de conseiller et les deux autres enfin pour celui de secrétaire) ; il se réservait de faire savoir aux électeurs laquelle de ces propositions lui était agréable. Puis à tous les renouvellements qui suivirent, M. le comte de Saint-Florentin écrivit aux députés des communautés « que S. M. étant satisfaite de la conduite de ces officiers, son intention était qu'ils fussent continués dans leurs places<sup>1</sup> ».

Ainsi, c'est à un très petit nombre de personnes, toujours les mêmes, que les syndics demandaient avis, rendaient compte de leurs actes, faisaient ordonner et approuver l'emploi des deniers ; oligarchie d'autant plus puissante que les syndics n'étaient pas soumis, comme en Bugey, au contrôle des États, que même, pendant le syndicat de Bosson, ils s'étaient affranchis de l'Intendant, concluant sans permission des emprunts, conservant les deniers, imposant des sommes, opérations

1. *Arch. nat.*, E. 2 333.

« contraires à la décence de leurs places » et qui leur furent très expressivement interdites par arrêt du conseil du 20 août 54. Non seulement aucun frein ne tenait les syndics, mais les délibérations même du conseil étaient secrètes. En 1767 le doyen Castin ayant demandé communication des registres du tiers, elle lui fut refusée sur les conclusions de Fabry :

C'est pour l'utilité même de la régie quelle qu'elle soit que les administrateurs délibèrent. Leurs délibérations peuvent varier, elles peuvent contenir des explications relatives à l'objet et à l'état de ceux qui délibèrent ou pour qui on délibère. C'est un secret qui ne doit pas être divulgué, et dont il ne peut pas être permis aux particuliers de se procurer la connaissance par voie de compulsoire ou autrement... Si la prétention du sieur Castin pouvait réussir, bientôt il n'y aurait plus de corps politique dont les actes ne devinssent l'objet de la curiosité et de la critique universelles.

*Signé : FABRY*<sup>1</sup>.

On s'explique que pendant des années, les premiers syndics aient pu ne rendre aucun compte de leur gestion. Quand ils étaient en même temps subdélégués, on ne pouvait pas dire sans doute qu'ils échappaient au contrôle du pouvoir central; mais alors il devait y avoir telles circonstances où l'homme du roi, poliment, s'effaçait devant celui de la province.

\*  
\* \*

Dans l'absence de toute comptabilité régulière, il n'est pas aisé de se représenter, dans ses détails, le budget du pays de Gex. Nous connaissons du moins ses recettes : elles comprenaient d'une part les emprunts, ponts et chaussées et gratifications, avec les impôts affectés à leur amortissement et intérêts (crüe du sel et gratifications); d'autre part des impôts à destination variable : milices et deniers négociiaux; enfin

1. *Ain*, C. 1 009.

un secours annuel de 2 000 livres, alloué par le roi pour le soulagement des taillables.

Les emprunts des ponts et chaussées furent contractés de 1743 à 1748, pour l'établissement des deux grandes routes royales de Paris à Genève par la Faucille et de Lyon à Genève par le fort de l'Écluse : consentis par l'ingénieur en chef en Bourgogne, par des banquiers, qui dans la suite cédaient leurs titres à des particuliers, ils s'élevaient en 1748 à 87 859 livres; on trouve parmi les prêteurs le sieur Girod, procureur à Gex, le sieur Martin, secrétaire du tiers, et les religieuses ursulines de Gex. Au service de cette dette était affecté un impôt sur le sel nommé crüe du sel, par lequel cette denrée, de 24 francs le minot qu'elle coûtait en 1743 s'éleva au prix de 43 francs en 1771; prix énorme, puisqu'il mettait le sel à neuf sous la livre, mais qui pourtant n'était pas le plus fort du royaume<sup>1</sup>. Cet impôt, qui rapportait au pays de 8 à 9 000 livres par an, lui permit de payer les intérêts, de subvenir à la construction de nouveaux ponts, et d'amortir 34 000 livres en une quinzaine d'années. Douze mille autres livres furent éteintes d'autre part, grâce au secours annuel de 2 000 livres accordé pour les taillables.

Quoique ces emprunts, en 1764, se trouvassent réduits à 51 000 livres; et que le produit de la crüe du sel fût suffisant pour les amortir, les syndics les déclaraient encore très onéreux, et ils proposèrent de les acquitter, ainsi que toutes les dépenses des ponts, par le moyen, alors en vogue, d'une loterie. « La situation de ce pays sur les limites de la Savoie et des républiques

1. *Ain*, C. 1027-1031. Le prix du sel étant en 1741 de 26 livres 3 sous 6 deniers le minot, fut porté à 32 l. 3 s. 6 d. par un arrêt du Conseil établissant une crüe de 6 livres par minot pendant 9 ans. Cet arrêt fut renouvelé en 1750, 1760 et 1769. Le prix de 32 livres par minot fut en outre porté 1<sup>o</sup> en 1760 à 34 l. 15 s. 8 d. par l'établissement d'un droit supplémentaire de 2 sous par livre; et à 45 livres en 1771, par un droit de 8 sous par livre. Le minot qui se divisait en 64 litrons, se confondait, dans le langage courant avec le quintal, valant à peu près 50 kilos.

de Berne et de Genève, disaient-ils, est assez favorable pour espérer qu'on trouverait à remplir cette loterie chez l'étranger sans avoir besoin de bureaux dans les provinces du royaume pour la distribution des billets. » L'Intendant toutefois s'y opposa, sur ce qu'il y avait déjà « trop de loteries », et que « dans un pays si éloigné, il serait difficile de prévenir les fraudes qu'on a de la peine à éviter dans les villes les mieux policées <sup>1</sup> ».

Les emprunts des gratifications constituaient la dette flottante de la province. Contractés tous les trois ans, à raison de 12 000 livres au denier 25 et remboursés dans le même délai, ils servaient à payer, outre les présents aux fonctionnaires, diverses dépenses d'administration qu'arrêtaient les syndics du tiers état. On y pourvoyait, amortissement, intérêts et épices, par un impôt accessoire à la taille, payé par conséquent par les seuls roturiers, ecclésiastiques compris, et qui représentait environ le quart de leurs tailles : cette proportion si forte était due à ce que sous le nom de *gratifications* <sup>2</sup>, on levait d'une part l'impôt des gratifications proprement dites, montant à 4 000 livres par an environ,

1. *Arch. nat.*, II. 127, III.

2. *Ain*, C. 852. Voici l'état des gratifications et deniers négociés pour la triennalité 1764-1766.

Gratifications ordinaires . . . . .	8 090
Deniers négociés . . . . .	1 564
Abonnement des courtiers-jaugeurs . . . . .	1 561
Entretien des haras . . . . .	240
Collège de Gex . . . . .	1 200
Gages des deux syndics . . . . .	400
— des deux conseillers . . . . .	200
— du secrétaire . . . . .	100
	<hr/>
	13 294

A ce total il faut joindre :

Compte des épices . . . . .	1 322	(dont 300 livres en appointements au sieur Martin, et 900 en frais de compte).
Frais d'expédition et de contrôle . . . . .	1 300	(dont 300 en gratification au premier syndic).
	<hr/>	
	17 916	

A partir de 1767, et jusqu'au départ de Voltaire, les lettres

et d'autre part un impôt appelé deniers négociants, s'élevant à 2 000 livres environ, et affecté aux dépenses extraordinaires de la province : ponts et chaussées, collège, gages et vacations des officiers du pays, jetons de présence aux officiers du tiers, etc. Perçus par les collecteurs des paroisses, centralisés par le receveur des tailles à Belley, les deniers étaient remis au trésorier de la province, ou receveur des deniers négociants, qui en assurait l'emploi et la répartition selon un état de distribution arrêté par les syndics du tiers et de la noblesse. Ce trésorier, à l'époque de Voltaire, était le sieur Martin, secrétaire des États : 400 livres de gages par an, et 300 de frais de compte faisaient sa récompense. Avant lui, la recette avait été faite directement par l'un des syndics, qui se trouvait ainsi requérir l'impôt, le percevoir, et en ordonner la dépense. Mais les receveurs des tailles ayant remontré les inconvénients de ce cumul, un arrêt du Conseil fut rendu qui leur attribua la recette, moins cependant pour instituer une garantie, que pour leur assurer un droit de perception de trois deniers pour livre. Il semble d'ailleurs que le receveur des deniers négociants n'ait pas été plus fidèle en sa gestion que les syndics ses prédécesseurs : en 1778, le trésorier Martin, accusé par Fabry de 40 000 livres de détournements, dut vendre ses immeubles pour s'acquitter, quoique partie des imputations de Fabry eût été reconnue fautive<sup>1</sup>.

Un dernier impôt levé au profit du pays était celui de la milice : imposée au marc la livre de la taille, et reçue dans les pays d'États par le trésorier de la province, cette contribution, dans l'origine, était versée

d'assiette sont en diminution de 500 livres sur celles de 1764. Il semble qu'en 1764, Fabry ait imaginé de faire payer deux fois les gages des syndics et conseillers, une fois sur les gratifications ordinaires, une autre fois sur un compte distinct. C'est ce qui expliquerait qu'il se soit fait payer sur les « frais » ses 300 livres de « gratifications ».

1. *Ain*, C. 1020, et *Arch. nat.*, E. 2333.

au trésor royal, qui l'affectait à l'entretien et à la subsistance des bataillons de milices. Imposition essentiellement militaire, elle n'était naturellement payée que par les roturiers; des arrêts du Conseil la fixaient pour chaque généralité <sup>1</sup>. Dans la suite, les Intendants prirent l'habitude d'augmenter par ordonnance le montant de cet impôt, pour parer aux frais accessoires dont les assemblées des milices grevaient les provinces; et au premier rang figurait le voyage de M. l'Intendant lors des assemblées, revues et exercices des conscrits. De là on étendit peu à peu l'impôt à toutes les dépenses ayant quelque trait au militaire, les appointements de la maréchaussée, qui poursuit insoumis et déserteurs, les haras de la province, qui servent aux remontes du Roi, les chemins locaux, utiles aux recrues pour joindre leurs quartiers. A la fin, on assigna l'impôt à des besoins de toute sorte. En 1770, le pays de Gex imposé de 4 121 livres pour sa milice consacre 600 livres au haras de Gex, 1 000 aux « besoins de la province », 300 au médecin Coste, 150 au régent des petites écoles de Gex et 1 289 à l'augmentation des appointements de la maréchaussée. L'année suivante les revenus de la crüe du sel sont en diminution; on a recours à la milice pour l'établissement d'un pont. Un peu plus tard, elle rembourse la dépense, pendant trois années, du dépôt de mendiants à charge du pays. Ainsi cet impôt, de royal qu'il était par institut, était devenu presque entièrement provincial. Levé dans les mêmes formes que celui des gratifications, il représentait, selon les années, le huitième, le septième ou le sixième des tailles <sup>2</sup>.

Il y a lieu d'ajouter à ces revenus divers le secours de 2 000 livres payé chaque année par le roi pour le soulagement des taillables. Il datait de la révocation de l'Édit de Nantes : un grand nombre d'habitants s'étant réfugiés alors dans le canton de Berne, où l'on ne payait

1. *Code des tailles*, I, 307 et *Côte d'Or*, C, 5381.

2. *Ain*, C, 871.

aucun tribut, des villages et des hameaux considérables en furent dépeuplés<sup>1</sup>. La diminution des tailles fut, avec la remise de leurs biens aux fugitifs de retour, le remède imaginé contre la désertion. Il subsista pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, malgré qu'en eût le gouvernement<sup>2</sup>.

Mais le produit des impôts particuliers ne constituait par les seuls revenus de la province : elle en trouvait d'autres dans la capitation de la noblesse dont elle avait la répartition. Cet impôt étant abonné au Trésor pour une somme fixe, elle était libre de lever une somme légèrement supérieure, dont l'excédent lui restait acquis. C'est ainsi qu'en 1760, le receveur de la capitation de la noblesse de Gex, après avoir remis au receveur général des finances à Dijon la somme imposée de 633 livres 10 sols 9 deniers (épices non compris), compte un surplus de 141 livres aux syndics du pays de Gex. De sorte que les privilégiés, dans une mesure très faible en vérité, participaient aux charges de la province<sup>3</sup>.

Voici d'ailleurs le rôle de la capitation pour 1760 : on y verra que les privilégiés n'étaient pas médiocrement chargés :

De Brosses de Tournay, grand bailli d'épée. . . . .	92 livres
De Sauvage, syndic de la noblesse. . . . .	29 —
Comte de Pingon, conseiller. . . . .	57 —
Sédillot, seigneur de Saint-Genis, conseiller. . . . .	25 —

1. « Les émigrés partaient pendant la nuit pour n'être pas arrêtés à la frontière et emmenaient avec eux tout ce qu'ils pouvaient. Les biens qu'ils laissaient étaient mis sous séquestre, et ensuite partagés entre les héritiers. Cette disposition amena une scission dans les familles, des membres prenant le chemin de l'étranger, et d'autres restant au pays pour conserver leur patrimoine ; les familles conservaient leurs relations de parenté, et aujourd'hui après deux cents ans de séparation, leurs descendants se traitent encore de *cousins*. » (Abbé J. Delaigue, le Protestantisme dans le pays de Gex, *Revue de la Société littéraire, historique et archéologique de l'Ain*, 1875-1880.)

2. A.-N. H. 127, IV.

3. *Ain*, C. 847.

De Biliat, seigneur de Chalex . . . . .	90 livres		
Héritiers La Forest . . . . .	27	—	
Madame veuve de Borssat . . . . .	22	—	5 sols
Comte de Divonne . . . . .	92	—	—
Héritiers de Borssat de Griève . . . . .	48	—	18 —
Madame Deprez . . . . .	19	—	
De Gilier . . . . .	10	—	
De Menthon de Lornay . . . . .	20	—	10 —
MM. de Crassy . . . . .	3	—	15 —
D'Avrieux . . . . .	14	—	12 —
Madame de Branvaux . . . . .	59	—	
Madame Dufour . . . . .	27	—	
Madame Dupuits . . . . .	92	—	
Du Rolet de Létang . . . . .	7	—	12 — 2 d.

On ne s'étonnera pas que ni Voltaire, ni Mme Denis ne figurent sur ce rôle. Le poète n'était pas en son nom propriétaire dans le pays du Gex, et Mme Denis, quoique possédant des terres nobles, n'était point agrégée au corps de la noblesse. C'était en effet la personne, et non la terre qui emportait la franchise dans cette province : les nobles y étaient exempts de la taille pour les terres roturières de leur domaine, et les roturiers au contraire y étaient imposés à raison des terres nobles qu'ils possédaient<sup>1</sup>. Enfin le privilège d'exemption n'était pas reconnu aux anoblis : Mme Denis, quoique fille et veuve d'officiers du Roi, fut assujettie à la taille dès 1759, pour plusieurs de ses terres<sup>2</sup>.

Le rôle de la capitation ne subsistant que pour la

1. *Code des tailles*, VI, 55, et *Mémoire concernant les impositions*. Imprimerie royale, 1768, II, 279.

2. Doit 4 livres à Ornex, 22 à Collex, 41 à Ferney, 4 sous à Moëns (*Ain*, C. 1 007). Il faut savoir que le pays de Gex avait conservé, lors de sa réunion à la France, les usages des Savoyards; l'exemption des tailles, en principe, était refusée aux anoblis, d'après un édit du duc de Savoie du 15 février 1584. Le tiers état repoussait toujours les requêtes en décharge de tailles présentées par les nouveaux nobles, et le corps de la noblesse le soutenait quelquefois « croyant de son honneur et de son intérêt, dit Philibert Collet, d'empêcher que le tiers état ne fût accablé, de peur qu'on ne fit quelque changement sur le fait des tailles qui ne lui fût pas avantageux ». C'est ainsi que Sédillot, directeur des fermes à Gex, se vit maintenu sur le rôle des taillables,

seule année 1760, il serait téméraire d'affirmer que chaque année la levée était faite en excédent au profit du pays. Il paraît même probable que ce supplément n'eut pas lieu dans les dernières années de la guerre de Sept ans, où la capitation fut augmentée, et même doublée en 1763-1764. Du moins est-il certain que les taillables ne payaient jamais ce surcroît, leurs rôles étant établis sous le contrôle de l'Intendance; cependant les officiers du bailliage, les cavaliers de maréchaussée y contribuaient, versant leurs deniers, quoique roturiers, au receveur de la noblesse. En 1760, année moyenne, leurs rôles s'élevaient à 157 livres 18 sous pour le bailliage, 47 livres 7 sous pour le maréchaussée. L'ensemble des taillables, cette même année, payait 3 987 livres 10 sous.

Outre la capitation des nobles, la province répartissait elle-même la somme imposée sur elle pour les vingtièmes. D'après son contrat de réunion à la France, on sait que le pays de Gex devait payer le vingt-cinquième des impôts de Bresse et Bugey, et les deux trois-cent-vingt-cinquièmes des impôts de Bourgogne. Cette proportion, assez bien observée pour les autres impôts, était de beaucoup dépassée pour les vingtièmes. L'abonnement de la Bourgogne étant de 900 000 livres, la Bresse n'aurait dû payer que 463 636 livres; elle en payait néanmoins 280 000, et avec les sols pour livre 308 000. Dans

quand il fut anobli par sa charge de receveur en la chambre des comptes de Dôle. De même le tiers refusait toujours l'exemption aux citoyens nobles de Genève possédant des terres en France. Mais dans le fait, les anoblis parvenaient toujours aux privilèges par la voie du Conseil d'État qui faisait prévaloir l'usage du royaume. En dépit de la province, Sédillot et les Gallatin obtinrent d'être rayés des rôles des tailles (*Ain*, C. 1008, 1009). Madame Denis, elle, ne plaida pas devant le Conseil, et cependant paraît s'être accommodée; elle fut déchargée des cotes imposées d'après sa fortune; et toutes choses restant en l'état, continua de payer pour les terres non privilégiées acquises par elle, la même somme que leurs propriétaires précédents. D'un autre côté, d'après une lettre de Voltaire à Damilaville, du 29 juillet 1765, il semble qu'elle payait la capitation à Gex, c'est-à-dire au receveur de la noblesse.

la Bresse même, la part du pays de Gex était surélevée : au lieu de 12 320 livres qu'il aurait dû payer, il en acquittait 16 536 livres. L'origine de ce surtaux était dans la confection des rôles lors de l'établissement des vingtièmes. Soit ignorance, soit indolence, disent les syndics du pays, soit défiance, nous permettons-nous d'ajouter, le plus grand nombre des habitants, surtout les pauvres et les taillables, n'avaient point fait de déclarations. Dans cette incertitude, on prit pour base les rôles de l'ancien dixième, si bien qu'à la levée du second vingtième les cotes se trouvèrent doublées, et quadruplées à celle du troisième. A la vérité, l'intendant nomma des contrôleurs et les envoya procéder aux vérifications ; « mais il résulta de leurs opérations une si grande diminution que M. l'Intendant ne voulut point en faire usage, sous prétexte que ces contrôleurs n'avaient pas été nommés par le Conseil. M. l'Intendant pensa qu'il fallait employer les contrôleurs nommés par le Conseil à un travail utile au roi qui les paye, avant que de les employer à un travail seulement utile aux trois pays<sup>1</sup> ».

Le total des vingtièmes dans le pays de Gex s'élevait en moyenne à 20 000 francs, dont le tiers environ incombait aux privilégiés, si bien que les tailles allant à plus de 30 000 francs, les vingtièmes représentaient pour les taillables un peu moins que la moitié de leurs tailles. Établis par le secrétaire des États, sous la direction des syndics du tiers et de la noblesse, les rôles, visés par l'Intendant, étaient perçus par le receveur des vingtièmes à Belley, forme qui, comme on pense, ne manquait pas d'à-propos. Voltaire, cependant, à plusieurs reprises, s'éleva contre « cette prétention inique et absurde » ; il aurait voulu voir la recette à Gex, entre les mains d'une de ses créatures. Ce n'est point parce qu'insuffisamment exempté, il payait chaque année 176 livres pour les vingtièmes, tant à raison de ses

1. *Arch. nat.*, H. 124.

acquisitions nouvelles, que des terres du domaine de Ferney non comprises dans l'ancien dénombrement; mais en fait de finances, il penchait vers une administration locale, et d'ailleurs avait à se plaindre pour ses paroissiens du receveur de Belley, inexorable sur le recouvrement des cotes.

Capitation et vingtièmes n'étaient levés que sur la noblesse et le tiers : le clergé, qui ne faisait point partie du clergé de France, ne contribuait pas avec celui-ci aux dons gratuits : en revanche ses membres payaient la taille pour leurs biens personnels, leurs bénéfices ecclésiastiques restant privilégiés. Mais au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, les assemblées du clergé ayant fait des représentations au roi sur les franchises dont jouissait le clergé de Bresse, celui-ci, par arrêt du conseil du 23 mai 1634, fut contraint à racheter son exemption moyennant 3 000 livres par an. La part du pays de Gex, évêché de Genève, fut fixée à 453 livres 10 sols par une transaction du 19 février 1639. Ces dispositions subsistèrent jusqu'en 1772 où l'abbé Terray, malgré les protestations des curés, leur imposa, outre leurs décimes, un don gratuit de 1 881 livres <sup>1</sup>.

Restent les tailles dans l'administration desquelles la province n'entraît pas. Comme pour les autres impôts, une somme fixe était assignée au pays de Gex par les États de Bourgogne qui les abonnavent. Cette somme, qui approchait 30 000 francs, était répartie à son tour par l'Intendance entre ses 28 paroisses, où le collecteur, nommé assesseur ou péréquateur, la partageait enfin entre les chefs de famille devant le village assemblé. Ces collecteurs, nommés par la communauté, avaient celle-ci pour garante de leur intégrité : si bien que les syndics, seuls responsables en effet, l'étaient d'agents comptables qu'ils n'avaient point nommés. En vain,

1. *Usage des pays de Bresse, Bugey et Gex*, par M. Charles Revel, avocat au présidial de Bourg : Bourg-en-Bresse 1775, 2 vol in-<sup>8</sup>, I, 356 et *Ain*, C. 853 et 1009.

au cours des élections, dénonçaient-ils l'insolvabilité notoire des personnes qu'allaient désigner les suffrages : ils étaient rarement écoutés. C'est que, nous l'avons déjà dit, les tailles étaient *mixtes*, c'est-à-dire assises sur les biens-fonds, mais calculées d'après les facultés des contribuables et que, pour le commerce et l'industrie, elles étaient entièrement personnelles<sup>1</sup>. On conçoit que l'arbitraire ait eu jeu, sinon dans les villages, où chacun connaissait son voisin, où la répartition se faisait en public, un dimanche après la messe, du moins dans les villes et les bourgades.

Impôt essentiellement militaire, la taille avait en Bourgogne des accessoires communs à tout le reste du royaume, et qui, quoique figurant sur les lettres de commission, n'étaient point portés en détail sur le rôle, où ils se confondaient avec le principal des tailles, ou taille ordinaire : c'étaient le taillon et l'impôt des garnisons, fixés le premier à 71 500 francs pour toute la province, l'autre à 86 000 francs, dont une partie restait à la Bourgogne pour l'entretien de ses chemins. Mais il y avait d'autres accessoires, également destinés au militaire, et qui étaient inscrits séparément dans les rôles; on les nommait l'*exemption* et les *subsistances*. Leur origine était dans le privilège qu'avait la province d'être exemptée de garnisons : le roi Henri II qui l'avait

1. *Code des tailles*, VI, 55 et *Usages des pays de Bresse*, II, 369 : « Comme il y avait grandes difficultés sur ce que la nature des dites tailles n'était pas déterminée et qu'on ne savait si elles étaient réelles ou personnelles, il y eut arrêt du Conseil d'Etat du 14 juin 1612 par lequel les tailles en Bresse et Bugey furent déclarées personnelles et domiciliaires pour les habitants et résidents en la Province, en ce que, pour tous les biens qu'ils y possèdent, ils sont cotisés au lieu de leur domicile, et pour les Forains elles sont réelles, parce qu'ils cotisent en tous les lieux et villages où ils ont des fonds, ce qui se pratique encore ainsi à présent. Pour la reconnaissance des différends qui naissent des tailles, et pour leur assiette et département, il y a une Élection et des Élus dont les appellations se relèvent au Parlement de Dijon; le siège de celle de Bresse est à Bourg et celle de Bugey et Gex à Belley. »

confirmé en 1548 avait exigé, trois ans plus tard, un impôt fixé à 300 000 francs par an et affecté aux subsistances des troupes : c'est l'impôt des subsistances. Louis XIV, dans la suite, fit racheter à la province son privilège moyennant une indemnité annuelle variant de 300 000 à 200 000 livres, et qui, durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, resta fixée à ce dernier chiffre : c'était là l'exemption<sup>1</sup>.

On n'examinera pas si la taille<sup>2</sup>, impôt de superposition assis sur les plus pauvres, mais institué en place de charges militaires exécrées du peuple, était dans le principe un impôt inique : l'abus était venu par la multiplication des privilégiés, multiplication doublement injuste en ce qu'aucun service de guerre ne la motivait, et en ce que le fardeau retombait d'autant sur les taillables. Du moins, on ne voit pas que dans le pays de Gex<sup>3</sup>, cette contribution ait été écrasante : deux

1. *Côte d'Or*, C. 5 383-5 387.

2. Dans une lettre au Président de Ruffey du 2 mai 1759, Voltaire évalue la taille des cultivateurs « au tiers au moins de ce que produisent leurs sueurs et leurs larmes ». Il y là une exagération manifeste. Elle vient de ce que sous le nom de taille, le philosophe comprend les autres impôts directs, vingtièmes et capitation, recouvrés dans la pratique en même temps que la taille.

3. *Dénombrement du duché de Bourgogne et pays adjacents et des provinces de Bresse et Dombes, Bugey et Gex rédigé en 1786 par les soins de M. Amelot, lors intendant de ces provinces et réimprimé en 1790*. Paris, Imp. Royale, 1790, in-8. Voici d'ailleurs, d'après un mémoire des États de Gex du 25 mars 1775 (mémoire attribué à Voltaire dans ses œuvres, quoiqu'il n'ait fait que le transmettre à Turgot), le tableau des impôts en 1774 :

	livres.		
Taille . . . . .	31 908	6	4
Capitation . . . . .	4 060	11	2
Décimes . . . . .	655		
Vingtièmes et 4 sols pour livre du dixième.	21 725	11	3
Droits domaniaux. . . . .	23 760	0	0
Traites. . . . .	2 000		
Tabac . . . . .	799		
Gabelles . . . . .	32 314	7	1
Crüe du sel et 8 sols pour livre . . . . .	8 744	1	
Don gratuit. . . . .	1 881		
Marque des cuirs . . . . .	1 600		
	129 448	38	10

fois plus lourde que celle des vingtièmes, elle l'était sensiblement moins que celle des gabelles. Les privilégiés, d'autre part, sur une population de 15 000 habitants, ne comprenaient qu'une centaine d'employés, et vingt familles nobles. Ajoutons que les officiers du tiers avaient une attention extrême à repousser les privilégiés nouveaux. Pour être reconnu noble dans le pays de Gex, il fallait ou descendre d'une famille ancienne, ou avoir acquis la noblesse par une grande charge anoblissant toute la famille. Les anoblis par lettres du prince, ou par des charges conférant la noblesse personnelle, n'avaient aucun droit à l'exemption. On a vu de la sorte Mme Denis mise à la taille, toute *dame demoiselle* qu'elle disait être. Les magistrats de Genève eux-mêmes, quoique réputés nobles, étaient mis à la taille pour leurs terres non comprises dans l'ancien dénombrement <sup>1</sup>.

Il est vrai qu'à l'égard de ces derniers, ce traitement n'avait pas moins d'inconvénients pour le pays de Gex que pour eux-mêmes. Le désagrément d'être compris parmi les taillables, la crainte de porter, comme seuls riches, la plus lourde charge dans chaque paroisse, détournaient les Genevois d'y acheter des terres; mais faute d'acquéreurs, faute de fermiers assez riches pour les mettre en valeur, ces mêmes terres tombaient dans le plus grand décri. Il n'y avait de bien cultivées dans le pays que les terres de l'ancien dénombrement : pour leurs fonds sujets à la taille, les Genevois ne s'y attachaient point, quoique tous passionnés d'agriculture et repoussés de Savoie par le gouvernement ducal <sup>2</sup>.

Voltaire, que cette situation avait frappé, conçut l'idée de faciliter aux citadins leurs établissements de campagne. Il s'en ouvrit au subdélégué, au résident à Genève; tous trois se mirent d'accord pour proposer à Versailles l'affranchissement des Genevois, à charge

1. Revel, *Usage de Bresse*, I, 356. . . .

2. Aff. étr., *Genève*, 71, f° 405 et 73, f° 76 et 39.

de payer au lieu de tailles un impôt réparti par l'intendant ou par les États, et nommé *taxe genevoise*, le nom de taille « blessant leur fierté républicaine ». Par ce moyen, le résident espérait attacher plus étroitement à la France la ville de Genève, déjà « identifiée pour ainsi dire par sa proximité, par les liaisons de ses habitants, par son commerce », par les capitaux qu'elle possédait en France : « Là où est le trésor, là est aussi le cœur<sup>1</sup>. » Outre la plus-value des terres, Fabry supputait que par le pays de Gex. « les Genevois faisaient rentrer une partie des sommes immenses qu'ils tiraient annuellement du royaume »; et il insérait le vœu dans les cahiers du tiers état<sup>2</sup>. Voltaire enfin, moins prévenu qu'Hennin en faveur des Genevois, qui « en général n'aimaient point la France », néanmoins se félicitait : « Si la proposition réussissait, la terre de Ferney deviendrait très considérable. » Mais les bureaux du contrôle général, qui déjà désiraient supprimer les privilèges de Genève, pensèrent d'une manière tout opposée. « Si ce projet est adopté, les Genevois dans dix ans seront propriétaires du pays de Gex : ils en écarteront vingt familles nobles, qui seront autant de familles perdues pour l'État. » Et jugeant avec raison qu'être catholique, dans le voisinage de Calvin, c'était en même temps être Français, ils concluaient : « Quand il n'y aura plus de catholiques, que deviendront les petits États de Gex? Le roi n'aura plus de sujets, et le pays sera confondu avec le territoire de la République. »

1. Aff. étr. *Genève*, 73, f° 76 : « Tout l'État de Genève est composé de 22 000 personnes qui ont en tout près de 15 millions de revenus (dont plus de quatre sur les fonds de France) et n'en dépensent que 12. De ces 12 millions, on pourrait prouver par les registres des douanes que plus des trois quarts rentrent en France par les denrées et marchandises que cette ville en tire pour sa consommation. Les trois millions d'épargne sont replacés chaque année dans les fonds de France. »

2. *Ain. C.* 1 014 et Aff. étr., *Genève*, 72, f° 403.

..

Aux contributions en argent s'ajoutaient pour les taillables les impôts en nature : corvées et milice. Quoique la construction des routes eût été exécutée entièrement par corvées, ces réquisitions n'excitèrent pas dans le pays les mêmes plaintes que dans d'autres provinces : la besogne se faisait pendant l'hiver, fort long dans le pays de Gex, et ne nuisait pas aux travaux des champs. Cependant l'assemblée des communautés tenue le 21 avril 1775 rédigea des représentations : L'usage où l'on était de répartir les corvées par communautés, à raison du nombre d'hommes, de voitures et de bêtes de trait, faisait tomber tout le poids sur les fermiers et métayers « classe d'habitants la plus intéressante et qui mérite d'autant plus de ménagements que plusieurs sont étrangers et retourneront dans leur patrie si on les fatigue. Au contraire, les propriétaires de fonds, dont les revenus ont considérablement augmenté depuis l'établissement de grandes routes, ne contribuent point à leur entretien. Nous supplions d'assigner à chaque communauté une tâche proportionnée à son étendue et à sa force, et de les laisser donner leur tâche en adjudication plutôt que de la faire en nature <sup>1</sup>. »

On voit que ces plaintes, élevées sur les propriétaires ne cultivant pas eux-mêmes, n'atteignent pas uniquement les privilégiés ; d'autre part, l'administration des paroisses n'eût pas aboli sans doute la prestation en nature : mais elle serait devenue volontaire, et c'est dans ce sens que Voltaire adopta ce projet l'année suivante. Il convient de dire que sur cet article les idées du philosophe n'avaient rien d'arrêté. Tantôt il se rangeait à l'avis des bourgeois, qui était de maintenir les choses en l'état parce qu'une taxe de remplacement eût pesé

1. *Ain. C.* 1 015.

davantage que les corvées mêmes, et, disait-il, « parce qu'il est plus aisé de se plaindre de corvées que de construire les chemins nécessaires ». Tantôt il désirait, avec les Ponts-et-Chaussées, que l'entreprise fût confiée pour toute la province à un adjudicataire; mais dans ce cas l'entrepreneur était son protégé, et il le soutenait de ses capitaux.

Beaucoup plus impopulaire était la milice, dont le menu peuple avait horreur, autant par crainte de la guerre que par les charges où il était assujéti dans le temps de paix. Si le milicien, affranchi des tailles, exemptait son père de la collecte, il restait pendant six ans à la disposition de l'État, l'objet de la milice étant de combler en temps de guerre les vides produits dans l'armée de ligne. Personne alors ne voulait plus employer l'homme désigné par le sort; mis à la porte quand il était en place, refusé pour les ouvrages suivis, soit en ville, soit à la campagne, il se trouvait réduit au métier de journalier, c'est-à-dire aux fréquents chômages, à la misère <sup>1</sup>. Joignons à ces causes d'aversion le mépris témoigné par les militaires à ces conscrits, qui souvent « désertaient » pour s'engager dans les troupes de ligne; l'arbitraire des subdélégués, qui volontiers dirigeaient le hasard; les exemptions si nombreuses que seuls les paysans et les pauvres des villes participaient au sort <sup>2</sup>; enfin la faculté interdite, mais

1. Édouard Labruyère, *Du rôle des milices et des gardes bourgeoises avant la Révolution*, Montauban, 1888, in-8.

2. Voici quelles étaient les exemptions particulières à la Bourgogne et au pays de Gex (*Côte d'Or*, C. 110) : Le fils aîné ou valet de laboureur âgé de soixante-cinq ans infirme labourant 20 journaux à chaque saison à raison de 360 perches le journal; le fils aîné ou valet de veuve de laboureur se trouvant dans les mêmes conditions; le fils aîné ou valet d'un fermier d'une terre au-dessus de 1 000 livres de revenu payant 50 livres du principal de la taille; le garçon exploitant un moulin ou ayant le labourage d'au moins une charrue; les maréchaux et forgerons exerçant seuls dans une paroisse de 50 feux au moins; les marchands et maîtres de métier payant 50 livres de principal de la taille; les

en fait tolérée, du remplacement, par laquelle les paysans riches libéraient leurs fils, aimant toujours mieux payer que servir. Telle était dans l'opinion la misère attachée à l'état de milicien, que les jeunes gens de chaque village, au moment du tirage au sort, se cotisaient pour offrir une « bourse » de 2, 3, 400 livres parfois, à celui d'entre eux à qui tomberait le billet écrit, le *billet noir* <sup>1</sup>.

A l'époque où Voltaire s'établit à Ferney, les miliciens avaient été remplacés pour un temps par des recrues provinciales, soldats volontaires engagés et payés par les paroisses <sup>2</sup>. Ce système eût réussi assez bien dans le pays de Gex, où déjà les recruteurs suisses trouvaient aisément des hommes prêts à servir, mais une ordonnance de novembre 1765 remit les choses sur l'ancien pied, à l'exception des assemblées annuelles, qu'on supprimait, et des remplacements, interdits d'une façon plus sévère. Le plus vif émoi s'ensuivit dans la province : un très grand nombre de sujets désertèrent, et le pays de Gex, en particulier, souffrit au point qu'au printemps de 1766 on n'y trouvait plus de manœuvres pour cultiver la terre. « Beaucoup d'artistes et d'ouvriers, dit Voltaire, des fils de marchands, d'avocats, de procureurs s'enfuient de tous côtés; ils vont par bandes dans les pays étrangers, j'ai perdu des artisans qui m'étaient extrêmement nécessaires, et j'en suis fort affligé. »

Quoique les revues de l'Intendant fussent désormais sans objet, c'est sur les fonds des milices que les frais d'inspection restèrent imputés. Ces voyages de monseigneur étaient toujours une occasion de fêtes et de

directeurs de forges, marteleurs et affineurs; les fils des maires, échevins, procureurs et avocats de S. M.; les négociants en gros, les étudiants, les fils aînés des avocats; enfin « les chefs d'atelier et les principaux ouvriers de la manufacture d'horlogerie de Fernex, y travaillant depuis deux ans au moins. »

1. J. Gebelin, *Histoire des milices provinciales*, Paris, 1882.

2. Hennet, *les Milices sous l'ancien régime*, p. 185.

bombances, ordinairement données à l'auberge de l'Écu de France. Voici l'addition du régal privé offert par M. Dufour aux notables de Gex le soir de son arrivée, 26 septembre 1770 :

Une truite au vin du poids de treize livres à sept florins la livre, et douze sols par livre d'accommodage, cinquante-deux livres seize sols. . . . .	52 l. 16	
Plus une autre de dix livres en fricandeau . . . . .	43	
Une longe de veau marinée pesant 18 livres. . . . .	9	
2 plats de poulets farcis . . . . .	4	
2 plats de pigeons pâtés . . . . .	5	
2 canards . . . . .	4	10
1 membre de mouton à l'eau . . . . .	2	10
1 salmis de bécasses de trois. . . . .	10	
2 plats de fricandeau. . . . .	5	

*Rôts :*

1 dindonneau. . . . .	3	
1 levreau . . . . .	3	
4 perdreaux. . . . .	12	
2 douzaines d'alouettes . . . . .	3	12
2 poulardes . . . . .	5	

*Entremets :*

2 tourtes . . . . .	5	
2 plats de gâteaux. . . . .	3	10
2 plats d'écrevices. . . . .	2	19
2 plats d'artichaux. . . . .	2	12
2 plats de choux-fleurs. . . . .	2	10

*Dessert :*

23 assiettes . . . . .	21	
2 bouteilles de Bourgogne . . . . .	4	
2 — d'Espagne. . . . .	3	
2 — de Muscat. . . . .	3	12
2 — de Saint-Perret . . . . .	3	
22 domestiques à souper avec leur arrivée . . . . .	22	
	255	2

Mais ce repas n'est que le moindre de ceux faits par M. l'Intendant, de qui le mémoire, pour 6 journées de séjour, s'élève à 2 132 livres, — 2 132 livres payées par le peuple taillable <sup>1</sup>.

1. *Ain. C.* 871.



De 1740 à la Révolution, les recettes particulières de la province furent absorbées presque toutes par la confection des chemins. Quelques fonds, cependant, allaient à de menues dépenses, dont les principales étaient de police et d'instruction publique.

L'ordre était assuré dans le pays par une brigade de maréchaussée casernée à Gex, et dont les gendarmes, pris parmi les anciens soldats, dépendaient de la compagnie de Belley, qu'ils formaient avec les brigades de Saint-Martin et de Belley. A leur tête était un prévôt, juge sans appel des vagabonds et gens sans aveu, des tireurs de bourse des champs de foire, des militaires de passage. Pour les appointements de la brigade, ils incombaient partie à l'Intendance, partie à la province; de plus, elle percevait des frais de vacation à la charge des justiciables. En 1768, on la vit réclamer jusque de l'Intendant un paiement supplémentaire de 200 journées, à raison des ordres qu'elle a portés l'année précédente aux troupes d'investissement. Mais « comme le métier des cavaliers est de n'être pas sédentaire », on ne leur accorda qu'une gratification <sup>1</sup>.

L'activité de la brigade était nulle, aucun vol de conséquence, selon son prévôt, ne s'étant produit dans le pays depuis quinze ans qu'il y était. Elle eût d'ailleurs été vaine, les malfaiteurs trouvant un asile trop voisin dans les territoires suisses. Aussi sa discipline n'était-elle point rigoureuse : deux des cavaliers ne résidaient point à Gex; deux autres n'avaient pas de chevaux. Quant au brigadier et au prévôt, s'ils n'étaient point montés, c'est qu'ils n'avaient pas de tournées à faire. Le prévôt ne portait pas même d'uniforme, et disait ignorer l'ordonnance qui le réglait. C'était pourtant un bel

1. Côte d'Or, C. 110, Ain, C. 1014 et L. Ricard, *Institutions judiciaires et administratives de l'ancienne France, et spécialement du bailliage de Gex*. Paris, 1886, in-8.

habit bleu à boutons d'argent, passepoils rouges, et en grande tenue, buffleteries jaunes <sup>1</sup>.

Dans certaines paroisses l'instruction était donnée au peuple par un régent à qui la commune versait un petit traitement, outre les pensions payées par les parents : à Gex, ce régent recevait encore de la province 150 livres, payées sur les fonds de la milice. Pour les enfants de la bourgeoisie, ils étaient enseignés, les filles, dans les couvents de Sainte-Ursule et de la Propagation de la Foi, les garçons, dans un collège tenu par les Carmes. Si les couvents de filles s'étaient ouverts au <sup>xvii</sup>e siècle, Sainte-Ursule en 1635, et la Propagation de la Foi à la Révocation de l'Édit de Nantes <sup>2</sup>, le collège de garçons n'avait pu s'établir que vers 1720. En effet, les Jésuites ayant une mission à Ornex, on avait longtemps espéré que le Roi leur donnerait un secours pour former un collège à Gex. Enfin le curé de Gex et ses vicaires se proposèrent moyennant une rétribution légère de la province. En 1740, ils cédèrent le collège aux Carmes <sup>3</sup>.

Quatre salles au rez-de-chaussée dans une cour assez

1. *Côte d'Or*, C. 109.

2. *Revue de la société littéraire, historique et archéologique de l'Ain*, Abbé J. Delaigue, *le Protestantisme dans le pays de Gex*, 1875-1880. « La mission des Ursulines était d'élever les petites filles; elles tenaient un externat et un pensionnat, et recevaient les protestantes aussi bien que les catholiques. Au dire de T. Ogier, dans son *Canton de Gex*, elles avaient pour principe de ne parler religion aux premières qu'avec le consentement de leurs parents... Les *Nouvelles Converties*, ou *Propagation de la Foi* étaient une communauté de dames séculières ne faisant aucun vœu et ne s'occupant que de la conversion des femmes protestantes, et de l'affermissement de celles qui étaient encore faibles dans la foi. » Le premier envoi qui vint à Paris, avec la célèbre Mme Guyon, suscita une vive émotion à Genève. On lit dans les registres du Consistoire au 7 juillet 1681 : « Représenté que des femmes de la mission doivent venir au pays de Gex pour tâcher d'y corrompre le monde, et de là en cette ville pour y faire connaissance, et s'insinuer adroitement dans l'esprit des personnes pour tâcher d'en surprendre et gagner quelques-unes. »

3. *Ain*, C. 852.

spacieuse formaient les classes, qui étaient tenues par trois régents pour celles allant de la sixième à la rhétorique, et par un quatrième pour la philosophie : à eux quatre, ils recevaient 1400 livres par an, dont 250 pour le régent de philosophie. Il y avait pour les enfants plus jeunes un régent particulier qui leur apprenait la lecture, l'écriture, les premiers principes de latinité, et que la ville payait 300 livres par an sur ses deniers patrimoniaux. Elle n'accordait aux autres régents que 33 livres de subvention. En revanche 517 francs étaient fournis par les taillables de la province, à qui le collège apparemment était bien profitable.

L'établissement ne satisfaisait point les notables de Gex, dont les plus riches envoyaient leurs enfants à Genève. Pour le mettre sur un meilleur pied, ils demandèrent dans leurs cahiers de 1766 que les revenus des jésuites d'Ornex, expulsés en 1763, lui fussent attribués : mais ce vœu ne fut point adopté. Les Carmes cependant n'étaient pas inférieurs à leur réputation : joyeux et faciles, ils avaient commerce avec toute la ville, qu'ils se pensaient ainsi mieux concilier que par l'austérité sèche des pédagogues du siècle ; on les voyait, les soirs d'été, tantôt galants, tantôt gailards, au lieu de promenade, petit boulevard planté d'arbres où se rencontrait la jeunesse : là ils se mêlaient à tous, tenant à chacun des propos de son humeur, et ne refusant pas leur société à ceux qui ne faisaient point leurs Pâques et même osaient s'en vanter. Cet esprit mondain les conduisait au cabaret, où un libertin de qualité s'amusaient de leur voir une pointe de vin : ils avaient alors la politesse de lui confier leurs bonnes fortunes, ce qui, bientôt, causa la diffamation de pauvres filles. Mais à la rentrée de 1771, un Père ayant étendu ses soins aux enfants Varicourt, fils du procureur au bailliage, qu'il obligea ensuite de se confesser à lui-même, Fabry dut prier les Carmes d'abandonner le collège : le doyen de Gex s'en chargea par provision dans l'intérieur de sa cure. L'un des fils

Varicourt, ainsi pratiqué dès sa jeunesse, devint une des lumières de notre épiscopat <sup>1</sup>.

A ces institutions, il faut joindre celle d'une maîtresse fileuse de coton à Gex, rétribuée par l'Intendant quand il y pensait, et celle, à Bourg, d'une maîtresse sage-femme, qui formait les matrones des trois provinces. De leur côté, les États de Gex entretenirent à Lyon, dans l'école vétérinaire de Bourgelat, deux élèves pris dans les paroisses les plus abondantes en pâturages, avec obligation de venir exercer leur art à Gex. Ces pensions, qui furent faites en 1762, étaient à raison de 14 livres par mois pendant deux ans, et de 100 francs pour l'entretien.

Au-dessus de ces institutions royales ou provinciales il y avait enfin la justice et la religion, parties capitales dans l'esprit du temps : car deux secours étaient également indispensables pour vivre, celui d'un confesseur et celui d'un procureur. On sait que Voltaire se passait ordinairement du premier; mais il dut se confier, à raison de 100 francs par an, plus les frais, à maître Balleidier, procureur au bailliage.

Ce bailliage, dont l'établissement remontait aux ducs de Savoie, avait eu dans l'origine, outre ses attributions judiciaires, des pouvoirs militaires et administratifs. C'était le bailli qui présidait les corps de ville, les assemblées particulières et communes des trois ordres; c'est sous ses ordres qu'étaient levés le ban et l'arrière-ban; aussi devait-il être gentilhomme et d'armes, c'est-à-dire d'une noblesse remontant au delà de Philippe le Bel. Mais l'entretien des armées permanentes avait anéanti le commandement des baillis; l'institution des maires par Louis XIV les dépouilla de même de leur autorité sur les corps de ville. A l'époque de Voltaire la charge de grand baillif, ou bailli d'épée, exercée par M. de Brosse de Tournay, puis par le comte de la Forest, se réduisait à la présidence de la

1. *Ain*, C. 1 008, D. 17.

noblesse et du tiers, présidence tout honorifique, puisque chacun de ces ordres nommait des syndics, seuls chargés de l'administration.

A la tête du tribunal, était en place du bailli un lieutenant général, licencié en droit, nommé par le seigneur engagiste dans les pays apanagés. Il jugeait en première instance les causes civiles, et en appel les sentences des châtelains et juges seigneuriaux, un lieutenant criminel le remplaçant au criminel. Il présidait, en l'absence du bailli, les assemblées du tiers état, et, avant l'institution des intendants, vérifiait la gestion des deniers communaux. Ses sentences ressortissaient au Parlement de Dijon, et lorsqu'elles entraînaient une peine afflictive, ne pouvaient être prononcées sans le concours de deux assesseurs, choisis parmi les plus anciens avocats du bailliage. Ce lieutenant général, un certain Marc Duval n'eut aucun commerce avec Voltaire, qu'il condamna plusieurs fois à son tribunal.

Au contraire, le procureur du roi, Routh de Varicourt, était empressé à Ferney; pauvre et chargé de famille, il avait consenti que sa fille *Belle et Bonne*, d'abord compagnie de Mme Denis, fût adoptée par le patriarche. Nommé par le roi, il avait la poursuite des délits et des crimes. Cependant il ne portait la parole à l'auditoire que dans les affaires d'intérêt public, remplacé qu'il était dans les autres par un avocat du roi, choisi pour chaque cause parmi les avocats au bailliage, et qui donnait des explications orales. Si petit que fût le bailliage, on comptait un assez grand nombre de ces avocats et procureurs : et leur rapacité n'en était que plus implacable. « Je gémis, dit Voltaire, en voyant le plus joli paysage de la nature défigurée par la voracité de tant de harpies. » Lui-même établit pourtant un juge de ses terres, un « châtelain » assisté d'un greffier; mais il le fit moins par vanité féodale que pour donner de l'importance à son village. Les piliers de sa justice étaient si délabrés, au témoignage d'Hennin, qu'ils menaçaient les passants de leur chute.

Les officiers du ciel, sur cette lisière hérétique, n'étaient ni moins nombreux, ni moins actifs : car la population, des plus indifférentes, disait également, de la messe ou du prêche, que les entendre c'était *aller à la contrainte* ; catholique, dans les villages pourvus d'un curé, elle était aussi aisément protestante lorsque, pour une cause quelconque, ce curé devait faire place à un pasteur <sup>1</sup>. Rangé sous le doyen de Gex, le clergé séculier ressortissait de l'évêque d'Annecy ; il était d'ailleurs composé en partie de Savoyards, réputé étranger, et comme tel, ne formait point de corps particulier, n'avait point d'assemblées régulières, partant ni syndics ni conseillers qui entrassent au conseil de la province. Quoiqu'elle valût aux curés des privilèges fiscaux, cette situation sans doute n'était pas très avantageuse : ils acceptèrent avec enthousiasme en 1776 de participer aux États, au prix même d'un impôt nouveau <sup>2</sup>.

Outre les Ursulines et les Nouvelles Catholiques, il y avait des sœurs grises au Grand Sacconex, et à Gex des filles de Saint Vincent de Paul, attachées à un hôpital où, dans le principe, catholiques et protestants étaient admis sans distinction. Nous avons parlé des Jésuites d'Ornex, des Carmes du collège de Gex. Ils avaient pour voisins de bons capucins, dont Voltaire en 1769 fut nommé par le pape Père temporel, en récompense de menus présents qu'il leur avait faits : six mois durant il ne signa plus que *Frère François, Capucin indigne*.

\*  
\*\*

Contrée essentiellement agricole, le pays de Gex avait sa richesse en blés, en vignes, mais surtout en pâturages et en bois ; l'industrie n'y était représentée que par six petites tanneries, dont Voltaire possédait

1. Abbé J. Delaigue, *op. cit.* Les paroisses de Bourdigny et de Malagny ayant été cédées à Genève en 1749, le catholicisme y disparut bientôt faute de curés.

2. *Côte d'Or*, E. 338.

l'une, et par six moulins à papier qui tournaient pour les libraires de Genève : manufactures profitables, en ce que, tirant du royaume leurs matières premières, elles ne vendaient leurs produits qu'à l'étranger<sup>1</sup>. En revanche le commerce était nul, et fait entièrement par les Genevois, hormis pour les fruits de la terre : cinq foires tenues à Gex en mars, avril, septembre, octobre et décembre, et une autre à Collonges le jour des Morts, permettaient aux habitants de débiter leurs fromages « façon de Gruyère », d'acheter et de vendre leurs bestiaux. Il semble que ces foires aient été importantes, car le conseil de la province, en 1761, demande l'établissement à Gex de sept foires nouvelles, pour « ranimer le commerce qui languit pendant sept mois de l'année », et le rétablissement à Collonges des foires d'août et d'avril, supprimées naguère par l'autorité. Cependant le ministère, se référant aux suppressions précédentes, repoussa la demande des États de Gex, par crainte que la multiplicité des marchés ne fit tomber ceux qui étaient prospères<sup>2</sup>.

Le gouvernement, qui depuis un siècle favorisait l'industrie de préférence à l'agriculture, avait encouragé du moins certaines cultures à destination industrielle, comme celle de la garance à laquelle Voltaire lui-même fut invité, et davantage celle des mûriers. En 1740, l'intendance fit distribuer aux particuliers une Instruction sur la manière de semer et d'élever les mûriers ; en 1750, elle projeta d'établir des pépinières, pour en distribuer chaque année gratuitement, non seulement aux gens distingués de la province, « mais au peuple qui seul peut en opérer la multiplication réelle. Le Roi se proposait d'établir des filatures dès qu'il y aurait une quantité de soie assez considérable pour les occuper. » Aucune des tentatives officielles ne

1. *Arch. nat.*, H. 174 et F<sup>12</sup> 95 et 100<sup>1</sup>.

2. *Id.*, H. 126, II et 127, IV.

réussit : la proximité des montagnes, la fréquence des gelées et surtout le manque d'argent détournèrent du projet <sup>1</sup>. Cependant, quelques particuliers parvinrent à acclimater ces arbres : Voltaire en possédait à Ferney, sinon des allées à perte de vue, comme il le dit, mais en nombre suffisant pour alimenter une petite fabrique. Enfin l'industrie à domicile, prônée par Colbert et que, suivant son système, on voulait créer dans le pays de Gex, n'y était point inconnue : beaucoup de paysans commençaient à abandonner la terre, aimant mieux travailler chez eux au compte des horlogers et lapidaires de Genève; et depuis 1748, ces horlogers étaient organisés en maîtrise <sup>2</sup>. Si bien que les propriétaires, pour remédier à cette désertion, devaient attirer chez eux, de Suisse ou de Savoie, des ouvriers agricoles.

Ainsi, les ressources principales du pays restaient dans son sol. Ses vignes ne donnaient qu'un claret acide dont les cabaretiers du pays ne voulaient point; le blé n'y rapportait que quatre pour un, par suite de l'humidité du terrain, qui était d'argile en beaucoup d'endroits : Genève consommant de plus une partie de ses pailles, il ne restait guère d'engrais pour la culture <sup>3</sup>. Mais ses prairies trouvaient dans les équipages du Haut des fournitures si avantageuses, que pour

1. *Ain*, C. 1013.

2. *A.-N.*, F<sup>12</sup> 95. Les horlogers du pays de Gex, au nombre de 50 à cette époque, fondèrent leur demande de statuts « sur ce que les ouvriers en horlogerie passent journellement dans le pays de Vaud ou à Genève où il y a des maîtrises, dans l'idée que l'on y puise de meilleurs principes, y étant obligés de faire un chef-d'œuvre, ce qui suppose que l'on est parfaitement instruit de tout ce qui est nécessaire pour faire un ouvrage parfait d'horlogerie ». Il s'ensuivait que les ouvriers natifs de Gex, après avoir appris leur profession, s'établissaient à l'étranger.

3. *Côte d'Or*, C. 1836. Une ordonnance de l'intendant Amelot du 13 août 1769 interdit l'exportation des pailles à peine de confiscation et de 300 livres d'amende. Quant aux vins du pays, les propriétaires pensaient à faire une loi aux cabaretiers de les acheter (*Ain*, C. 1014. Assemblée de la noblesse de Gex de juillet 1766).

semier du trèfle, beaucoup arrachaient leurs vignes, d'autant que les vins du Beaujolais venaient dans le pays en abondance. Mais ses nombreuses forêts, tant communales que seigneuriales, étaient d'un revenu considérable, par la vente à la ville des bois de charpente et de chauffage. Son bétail surtout, ayant un débouché pour le laitage et la viande de boucherie, donnait à tous les habitants le moyen de subsister : quelques-uns d'entre eux en tiraient une aisance honnête. Avec un troupeau de cinquante vaches et d'une vingtaine de bœufs, Voltaire n'était pas le plus riche en ce genre : certains propriétaires pouvaient compter jusqu'à cent cinquante têtes. Des premiers beaux jours à la mi-octobre, ce n'était, dans tout le canton, qu'un concert perpétuel de cloches et de sonnaillles.

Aussi la conservation de ce bétail était-il un objet essentiel pour les autorités. L'épizootie se déclarait-elle, le subdélégué faisait assommer les bêtes malades, qu'on enterrait ensuite dans des fosses profondes, non sans qu'indemnité n'eût été versée aux propriétaires. Quand la contagion s'étendait, on isolait les troupeaux, avec défense aux habitants de sortir hors de certaines limites à peine de 500 livres d'amende; on dénombrait les bêtes dont on marquait la corne au fer chaud de la lettre initiale de leur village; et pour plus de sûreté, la route était barrée d'une palissade avec deux hommes de garde. En 1764, les ravages de la pulmonie dans les vallées du Jura furent assez redoutables pour que le subdélégué interdît la foire de Gex. Mais ces précautions, qui n'étaient pas toujours efficaces, avaient l'inconvénient d'entraver le commerce, et plus encore de donner prétexte à Genève d'interdire l'entrée des bœufs de France, au plus grand profit des Bernois. Voltaire aurait voulu qu'on cherchât des préservatifs pour les bestiaux « dans le temps qu'ils sont en bonne santé, afin de les essayer quand ils sont malades. On pourrait alors, sur une centaine de bœufs attaqués, éprouver une douzaine de remèdes différents, et on

pourrait raisonnablement espérer que, de ces remèdes, il y en aurait quelques-uns qui réussiraient <sup>1</sup> ».

Cependant le profit du bétail, comme celui des forêts, n'était important que pour les riches. Pour fabriquer des fromages à la façon de Gruyère et destinés au commerce lointain, il fallait au moins posséder cent vaches, et avec elles un bien considérable et d'un seul tenant où les faire paître; de plus, il fallait que ce bien fût situé dans la vallée de Mijoux; car le lait des vaches dépâturant les autres montagnes ne donnait pas la consistance solide. C'est seulement à Genève que les paysans moins fortunés vendaient leur laitage, leurs fromages frais, et une sorte de petit lait nommé *grus* ou *écrassée*, sous-produit d'une valeur assez considérable pour fournir au paiement des gages des bergers, à l'achat du sel donné aux vaches, de celui employé dans les fromages. Avec le débit de son lait, la vente à la ville de son foin, dont il avait toujours plus que n'en mangeaient ses vaches pendant l'hiver, le laboureur arrivait à vivre, et, grand objet dans l'économie d'alors, à s'acquitter des impositions royales. Toutefois l'espoir de la prospérité lui était interdit : il ne pouvait augmenter son troupeau, qui en plus grand nombre eût gâté les blés, contigus aux prairies, et souvent mêlés à elles; en outre, n'ayant de débouché que Genève, il eût été embarrassé, et du fromage qu'il en eût tiré, et des bêtes engraisées qu'il n'aurait su où conduire, par la difficulté des chemins qui menaient en France <sup>2</sup>.

Mais le plus grand nombre était fort loin de cette aisance. Le goître, les écrouelles, non moins que la paresse et l'ivrognerie, maintenaient une partie des habitants dans la misère; d'autres y étaient amenés par le travail des ateliers, la manipulation de l'émeri et autres corrosifs employés à la taille des pierres : quand

1. *Ain*, C. 1007, 1014.

2. *A. N.*, H. 174, p. 61.

ils ne mouraient point avant l'âge, leur santé altérée les rendait incapables d'exercer davantage ce métier; et d'autre part, accoutumés à de gros salaires gagnés sans fatigue, avilis encore par l'habitude du chômage et de la boisson, ils n'aimaient guère se remettre aux travaux continus et pénibles de la campagne<sup>1</sup>. Quelques-uns d'entre eux, les plus courageux, devenaient contrebandiers pour le compte des marchands de Genève. D'autres, qui aimaient les stations fréquentes aux cabarets, se faisaient voituriers, métier plus nuisible qu'utile, parce qu'ils y mangeaient leur gain au jour le jour. Presque tous enfin cherchaient comme ils pouvaient leur subsistance dans les bois, y ramassant les champignons, les châtaignes<sup>2</sup>, et surtout dévastant les forêts des communes, pour y couper poutres, bûches et fagots que la ville achetait à bon prix. Les propriétaires du pays de Gex, dont les maraudeurs ne respectaient pas toujours les forêts, durent s'alarmer de ces abus. En 1757, ils obtinrent du Roi pour trois ans l'interdiction de la sortie et de la vente des bois « sapins » ou de charpente, hors du royaume : ils espéraient malgré la contrebande inévitable, que pendant ce délai, leurs bois se repeuplèrent. Mais l'année suivante, un arrêt du Conseil ôtait aux juges du bailliage de Gex la juridiction des bois communaux; et il ne commettait en leur place aucun tribunal. Toute justice cessa dès lors dans cette partie, et le ravage s'exerça avec impunité, l'interdiction de sortie, quoique renouvelée tous les trois ans,

1. *Ain*, C. 1015, 1024.

2. *Ain*, C. 1014. Le 26 juin 1765, on voit le subdélégué renouveler les défenses devenues sans effet du Parlement de Dijon, de cueillir les châtaignes avant maturité, celle-ci devant être reconnue par des prud'hommes. « Une multitude de particuliers de l'un et de l'autre sexe écrit-il, la plupart étrangers et misérables, se sont persuadés que les bois étaient communs, et dans cette fausse idée, en volent les fruits avant la maturité, à la vue même des propriétaires qui n'osent s'en plaindre en justice pour ne pas s'exposer à des frais de procédure qu'ils ne pourraient recouvrer. »

n'étant qu'un remède insuffisant <sup>1</sup>. Voltaire, qui, très frileux, craignait toujours de manquer de bois, adressa en décembre 1767 ce

*Mémoire sur le pays de Gex.*

Le ministère daigne protéger le pays de Gex, si longtemps abandonné. On prend la liberté de l'informer, aussi bien que Messieurs les Intendants et Monsieur le Grand-Maitre des Eaux et Forêts que les paysans ne cessent de dégrader les forêts du Roi et les bois de tous les particuliers pour aller vendre à Genève ces bois coupés en délit;

Qu'ils refusent de le vendre sur la route aux habitants, dans la crainte d'avoir des témoins contre eux;

Que par cette malversation continuelle, plusieurs habitants n'ont ni de quoi se chauffer, ni de quoi préparer leurs aliments dans la rigueur de l'hiver;

Que cette disette se fait sentir cruellement de jour en jour et qu'un enfant vient de mourir de froid;

Qu'il est impossible d'arrêter la dévastation des bois, lorsque les montagnes et les champs couverts de quatre à cinq pieds de neige ne permettent à aucun préposé d'arrêter cette licence;

Qu'une contravention si préjudiciable continuera tant que le transport de nos bois à Genève sera toléré;

Que la voie de bois de chauffage coûte actuellement vingt-sept livres dans la petite ville de Gex;

Que si ce négoce de bois à Genève est favorisé par ceux qui ont des bois à vendre, il sera bientôt impossible de subsister dans le pays, et à plus forte raison d'y faire le moindre établissement;

Que le bois est ici, après le blé, la denrée la plus nécessaire;

Que s'il est défendu par la loi de porter le blé en pays étranger quand il est trop cher, on se flatte que le ministère daignera prohiber de même l'exportation du bois quand il est d'une cherté exorbitante;

Que l'intérêt du Roi se trouve joint à la conservation des habitants;

On se flatte que ce mémoire fait avec fidélité sera reçu avec une bonté compatissante <sup>2</sup>.

1. A. N., H. 126 II, 127 IV, 130 III et Ain, C. 1 013.

2. A.-N., H. 174, p. 4.

Il paraît, malheureusement, que le grand homme n'était point exact en ses assertions. Le roi ne possédait dans le pays qu'une forêt à Divonne, sur la frontière de Berne; aucun enfant n'était mort de froid, et le bois se vendait à Gex moitié moins cher que Voltaire le disait. « Mais, qu'on ne s'y trompe pas, écrivait à ce propos le subdélégué, la cherté des bois, loin de faire le malheur du pays, fait sa richesse; elle n'est pas occasionnée par la rareté de cette denrée, mais par le besoin qu'en a l'étranger et par la grande consommation qu'il en fait. » Si des abus se commettaient dans les bois communaux, la maîtrise des eaux et forêts, nouvellement établie à Belley, s'occuperait d'y mettre ordre. Mais on ne devrait pas recourir à la prohibition. « Ce serait mettre les habitants dans la nécessité de contrevenir aux défenses pour pourvoir à leur subsistance, à celle de leur famille, et au paiement des impôts <sup>1</sup>. »

1. *Ain*, C. 362, 1014, 1015.

## CHAPITRE VI

### L'ETABLISSEMENT DE VERSOIX

En 1766, les Genevois étant divisés au sujet de Jean-Jacques et de son *Émile*, la France décida de soutenir les magistrats du Petit-Conseil contre les citoyens partisans du philosophe <sup>1</sup>. Elle envoya à Gex la légion de Flandres et le régiment de Conti, sous les ordres du chevalier de Jaucourt, avec mission d'intercepter le commerce de la ville entièrement fait par les Représentants; d'autre part, le comte de Clermont-Tonnerre gardait les communications en Dauphiné, avec deux escadrons de Beauffremont et un bataillon de Médoc à Guiers, et un bataillon de Bourbon dans la vallée de Graisivaudan. Cette mesure fut assez peu efficace pour les gens de Genève, qui continuèrent à s'approvisionner par le lac : en revanche, elle opéra parfaitement pour les sujets du roi de France. A la suite du blocus, les drapiers du Vivarais ne purent plus écouler leurs ratines, dont le seul débouché était Genève; les fabriques de rubans, à Lyon, à Saint-Chamond, à Saint-Étienne durent licencier leurs ouvriers faute de fleurets

1. On sait que les citoyens réclamaient le droit de représentations au Petit-Conseil, d'où leur nom de *Représentants*; les magistrats au contraire leur déniaient ce droit : d'où leur nom de *Négatifs*.

importés de Zürich; les voituriers de Lyon cessèrent leur trafic, et les paysans de Gex se virent fermer le marché pour leur laitage, leurs œufs et leurs légumes. En vain M. Hennin, résident de France à Genève, proposa-t-il d'en ouvrir un au Grand-Sacconex : le duc de Choiseul refusa, ne trouvant « pas mal que les environs de la ville se ressentissent un peu de l'interdiction <sup>1</sup> ».

Le seigneur de Ferney, de qui le train était considérable, fut sans doute le plus atteint par le blocus. Il avait des domestiques, des manœuvres à nourrir, et dans l'occurrence les paysans du village réclamaient encore son secours. A Gex, le pain valait neuf sous les deux livres, la viande de boucherie y était si mauvaise que les valets refusaient de la manger. Toute communication vers la Franche-Comté était empêchée, vingt pieds de neige couvrant la Faucille, et sur la route de Lyon le coche n'arrivait plus, arrêté qu'il était à Colonges par les grenadiers de Conti. Voltaire voyait les Genevois nager dans l'abondance; avec « de bon sucre, de bon café, de bonnes bougies, et *lui rien*, tout comme Fréron ». Il se plaignit au duc de Choiseul et surtout à son premier commis, M. de Bournonville :

A Ferney, pays de Gex, 10 janvier 1767.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur d'écrire ce matin à Mgr le Duc de Choiseul, et de lui demander un passeport pour nous et nos gens, sur le chemin de Genève et de Suisse, et la lettre est partie par Genève avec la permission de M. de Virieu, commandant dans nos quartiers sous M. de Jaucourt, qui sont venus à Ferney avec d'autres officiers et qui ont été témoins de notre embarras.

1. A.-N., H. 176, p. 88 et Aff. étr. *Genève*, 74, pp. 17, 80, 124, 219. Il n'était pas jusqu'aux libraires, possédant des maisons à Lyon et à Genève, qui ne fussent invités « à opter pour leurs maisons de Lyon. »

Deux heures après l'envoi de ma lettre à Mgr le Duc de Choiseul par Genève, nous avons appris que deux de nos fermiers, Suisses de nation, se sont enfuis sans payer. Nous faisons partir cette lettre par Gex sans savoir si le courrier à pied pourra traverser les montagnes couvertes de neige qui séparent le pays de Gex de la Franche-Comté et si la route de Besançon est praticable.

Nous ne savons pas quelles représentations pourront faire les autres domiciliés du pays de Gex; mais nous sommes certainement les plus à plaindre de tous, parce que nous avons cent cinquante personnes à nourrir par jour, tant au château de Ferney qu'à celui de Tournay, frontière de France sur le chemin de Genève.

La fuite et la banqueroute soudaine de nos fermiers, l'abus que font tous nos domestiques de campagne de la cherté des vivres, l'impossibilité d'en faire venir d'ailleurs de convenables à notre table, tout cela nous réduit à un état fort triste.

Les Genevois nagent dans l'abondance, parce qu'outre les bestiaux de leur territoire, ils tirent toutes leurs denrées de Savoie; et depuis Ripaille jusqu'à Annecy, tous les Savoyards s'empressent à fournir Genève; de sorte qu'à la lettre il n'y a que nous qui soyons vexés. Nous sommes précisément comme dans une ville assiégée.

Environnés que nous sommes de montagnes, où la neige est haute de dix pieds dans les endroits les plus praticables, nous sommes absolument sans aucun secours. Notre seule ressource serait de traverser le lac de Genève pour aller nous pourvoir dans les villes de Savoie, mais il n'y a de bateaux que dans Genève et dans Lausanne. Nous pourrions tuer nos bœufs, mais il ne nous en resterait plus pour le labourage. On n'a jamais, du moins jusqu'à présent, tué de bœuf dans la petite ville de Gex qui n'est au fond qu'un grand et malheureux village où il n'y a jamais eu aucune boutique considérable de marchand.

Nous observons surtout que les paysans chez qui les soldats sont logés, leur fournissent du bois à nos dépens, en dévastant notre petite forêt pendant la nuit. Nous n'entrons pas dans de plus grands détails pour ne point vous fatiguer, mais nous nous flattons que la générosité de Mgr le Duc de Choiseul aura égard à notre situation. Nous espérons surtout un passeport pour nos personnes, tant sur le chemin de Suisse que sur celui de Genève, et nous n'en abuserons pas.

Nous avons l'honneur d'être, avec tous les sentiments que nous vous devons,

Monsieur, vos très humbles et très obéissants serviteur et servante.

VOLTAIRE; DENIS <sup>1</sup>.

Le passeport fut refusé à Voltaire, de même que la demande présentée par les Gessiens de vendre leurs menues denrées à Genève : car l'interdiction, selon les bureaux, était indirectement au bénéfice du pays de Gex : « La nature du sol de la Savoie et de la Suisse, écrivaient-ils le 12 février, ne lui permet pas de suffire aux besoins de ses habitants. Si ces pays pourvoient Genève de marchandises, ils les tireront du royaume, qui trouvera ainsi les mêmes débouchés, mais en imposant aux Genevois les frais d'entrepôt et de transport. » D'autre part pour dédommager les Gessiens de la charge des troupes, on allouerait à leurs États un tiers sur la vente après saisie des marchandises destinées à Genève <sup>2</sup>.

Dès que les projets du ministère n'allaient qu'au bien des sujets du Roi, il fallait l'intéresser à la province. Voltaire le fit bientôt par cette supplique :

A MONSEIGNEUR LE DUC DE CHOISEUL.

*Possesseurs des terres du Pays de Gex.*

Les possesseurs des terres du pays de Gex renouvellent leurs très humbles remerciements à Monseigneur le Duc de Choiseul, d'avoir daigné délivrer le pays des contrebandiers de Genève qui faisaient passer en France à main armée pour deux millions de contrebande par an, par le canton de Peney marqué sur cette carte et d'avoir empêché par le cordon de troupes établi que les forêts du Roi, des seigneurs et des communes ne fussent dévastées par les paysans qui aban-

1. Aff. étr., *Genève*, 74, p. 84, W.

2. *Id.*, *ibid.*, 74, p. 265.

donnaient l'agriculture pour aller vendre les bois de chauffage, coupés en délit, aux Genevois.

Nous le supplions de daigner continuer cette justice, et de protéger les sujets du Roy contre des étrangers qui font un commerce illicite, qui se font servir par les Gessois, et leur font abandonner la culture de la terre pour travailler à leur manufacture d'horlogerie.

Le plus intolérable des abus est encore le droit que les Genevois se sont arrogé de faire passer chez eux en entrepôt toutes les marchandises qui viennent de Lyon et de Bourgogne au pays de Gex, de sorte que ces marchandises paient double droit.

Il daignera observer surtout que souvent les officiers Genevois servant dans les régiments suisses, enrôlent les sujets de Sa Majesté, au lieu de recruter dans leur ville, et que les Genevois enlèvent les filles du pays à leurs parents pour les faire servir dans leurs maisons.

Pour parvenir à soulager la petite province de Gex, que les Genevois ont dépeuplée et appauvrie en s'emparant de tout le commerce,

Pour déraciner l'abus intolérable de faire passer toutes les marchandises de Lyon et de Suisse à Genève, et d'y payer des droits d'entrepôt, et de payer encore des droits d'entrée lorsque ces marchandises repassent de Genève dans la province,

Pour communiquer en droiture de Suisse au pays de Gex, à la Suisse et à l'Allemagne sans passer et sans payer à Genève, il nous a paru convenable de supplier le ministère de nous accorder un chemin qui mène en droiture au port de Versoy, ce port étant très praticable et très aisé à réparer; cette route étant la meilleure et la moins dispendieuse de toutes; le transport des marchandises étant quarante fois moins difficile et moins coûteux par eau que par terre;

Et enfin, cette entreprise étant la seule manière de rétablir et de repeupler la province.

En conséquence, nous supplions Monseigneur le duc de Choiseul de vouloir bien examiner notre proposition et le plan que nous avons l'honneur de lui présenter.

Et afin qu'aucun intérêt particulier ne se mêle à l'intérêt public dans une affaire si importante pour le pays, nous supplions très humblement Monseigneur le Duc de Choiseul

de vouloir bien se faire rendre un compte exact de ce plan par M. le chevalier de Jaucourt, commandant de la province.

SAUVAGE DE VERNY,  
Syndic de la noblesse.

VOLTAIRE,  
Possesseur des terres les plus voisines de Genève.

DUPUITS,  
Off. de dragons réformé aussi possesseur de terres dans le pays de Gex <sup>1</sup>.

Voltaire fit bientôt suivre cette supplique d'un

*Mémoire pour le pays de Gex.*

Juin 1767.

(M. de Bournonville; ce projet ne vaut rien.) <sup>2</sup>

Le Ministère a jeté les yeux jusque sur le petit pays de Gex; contrée remarquable par sa belle situation dont on découvre le Chablais, le Faucigny, la Suisse, le pays de Vaud et Genève; mais contrée stérile par la nature du sol qui ne produit que trois pour un en froment, et dont la culture est très souvent à charge; contrée entourée de tous côtés de montagnes, dont les unes sont couvertes de neiges éternelles et les autres le sont sept mois de l'année.

Ce malheureux pays n'aurait pu jusqu'à présent avoir aucun commerce qu'avec Genève. Les voitures de Lyon et de Suisse déposaient à la halle de Genève tout ce qui venait pour les seigneurs des terres de Gex, de sorte que ces effets payaient des droits à Genève, et payaient encore de nouveaux droits en rentrant en France. Les colons gessois abandonnant la charrue travaillaient et travaillent encore aux manufactures des montres de Genève prohibées en France.

Ces mêmes colons coupaient et coupent encore en délit les arbres des forêts du Roi, des seigneurs et des communes. Ils trompent la vigilance des gardes, ils portent le bois à Genève, ils ont entièrement dégarni les forêts. Le bois est plus cher dans cette petite province qu'à Paris.

Cette disette et cette cherté, dans un pays où le pain vaut

1. A.-N., H. 174, p. 156, W. Dupuits convoitait l'entreprise.

2. Apostille des bureaux. H. 174, pièce 14, W.

Et cette ruine est au point que depuis trente ans on y compte quatre-vingts charrues de moins qu'auparavant.

La contrebande, qui se fait par un terrain genevois qui touche au pays de Gex, et qui confine au Rhône <sup>1</sup>, est un objet de plus de quinze cent mille livres par année. Cette contrebande, qui fait tant de tort aux fermes du Roi, a été longtemps favorisée par quelques colons gessois et n'a pas peu contribué à faire abandonner la culture des terres.

Il est clair cependant qu'on peut tirer ce pays de la misère où il est plongé, puisqu'en six années de temps on a trouvé le moyen de changer le hameau de Ferney, qui ne contenait que cinquante habitants, en un village considérable, devenu opulent, et qui possède à présent deux cents personnes ; qu'on y a défriché des terres, séché des marais, bâti des maisons propres et commodés, augmenté le nombre des charrues, planté des arbres fruitiers et des vignes, qu'on y a enfin établi un marchand et un chirurgien habile.

On peut à proportion améliorer et faire fleurir les autres terrains avec la protection du ministère.

Un des plus grands abus et des plus grands malheurs du pays est que les colons vont tout acheter chèrement à Genève, et y versent tout l'argent qu'ils ont pu gagner. Les agriculteurs en tirent jusqu'à présent tous les instruments de labourage, et tous les ustensiles nécessaires.

Le 30 mai dernier, malgré les défenses et malgré le cordon de troupes établi sur la frontière, plusieurs Gessois allèrent par des sentiers détournés à Genève avec des chariots, vendirent du bois, du fourrage et des denrées, et achetèrent dans cette ville étrangère tout ce qu'ils auraient pu prendre chez les marchands nouvellement établis au pays.

Si le ministère daigne continuer à protéger la province, favoriser notre commerce naissant, et empêcher qu'on ne se pourvoie chez l'étranger, il est supplié de diminuer, ou même de supprimer s'il est convenable, les impôts établis sur le fer et autres marchandises sortant de la Franche-Comté pour entrer dans le Gessois.

En ce cas, les marchands nouvellement établis, vendant à toujours quatre sous la livre, achèvent la ruine de ce canton.

1. Le mandement de Peney.

meilleur marché qu'à Genève, formeront plusieurs branches utiles de commerce.

Pour peu qu'il y ait toujours trois cents hommes de troupes entre le pays de Gex et Genève, les paysans pourront se défaire de leurs denrées et de leurs fourrages; et surtout la grande contrebande, si préjudiciable, et qui se faisait à main armée, cessera entièrement.

Nosseigneurs les ministres sont suppliés de prendre ce court mémoire en considération, et de le communiquer, s'ils le jugent à propos, aux Intendants de Bourgogne et de Franche-Comté. La protection qu'on implore opérerait aisément le soulagement de la province.

On a vu qu'une apostille des bureaux déclarait mauvais le projet de Voltaire. Le duc de Choiseul l'avait en effet soumis à Trudaine de Montigny, intendant des finances, lequel l'avait confié lui-même à M. Amelot, intendant de Bourgogne. Celui-ci approuvait l'idée de diminuer les droits de sortie sur les fers de Franche-Comté : « Ce moyen détournerait les sujets du roi de porter leur argent à Genève ou d'y laisser le prix des denrées qu'ils y vendent pour acheter les ustensiles nécessaires à la culture de leurs terres. » Pour la cherté des bois, il estimait que seuls les gens aisés s'en plaignaient et qu'elle faisait entrer en France « un argent immense, sans lequel les Gessois seraient dans une impuissance absolue de payer les impôts ». Il était pareillement opposé au philosophe sur l'article des lapidaires : « Dans un pays dépeuplé, c'est véritablement un tort fait à l'agriculture que d'affaiblir la classe des laboureurs pour en faire des artisans. Mais dans le pays de Gex, couvert de neige quatre à cinq mois de l'année, l'habitant mourrait de faim s'il n'avait que sa pelle et sa pioche pour subsister. Il est dans ce pays bon nombre d'horlogers qui font des montres en hiver et cultivent la terre en été. » Au reste, il rendait justice aux efforts de Voltaire : « De tous les biens qu'un seigneur peut faire dans sa terre, il n'en est point de plus utile à l'État et de plus avantageux à lui-même que d'y

attirer des habitants, d'y favoriser les constructions et l'agriculture. C'est à quoi celui de Ferney s'est occupé et s'occupe encore avec un zèle et un désintéressement qui lui font honneur. Par la vérification faite de l'état ancien de cette terre et de son état actuel il résulte que l'on y a bâti neuf maisons depuis 1759, temps auquel M. de Voltaire en a fait l'acquisition, qu'elle a augmenté de douze feux, de trois charrues et d'environ cinquante habitants, mais le reste du pays ne se ressent point de cette amélioration qui est entièrement due à la grande opulence de M. de Voltaire <sup>1</sup>. »

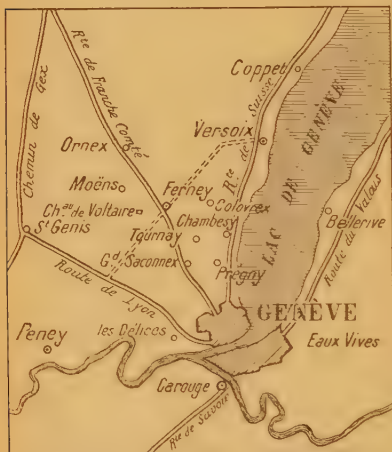
Cependant les autorités reprenaient à leur compte l'idée de détourner les marchandises de Genève en prolongeant jusqu'au lac, à Versoix, le chemin de Lyon, mais elles projetaient de n'y faire travailler que les troupes d'investissement. Le résident à Genève, le sub-délégué de Gex exposèrent ce projet au duc de Choiseul, ajoutant que le pays de Gex, endetté déjà à raison de ses routes, n'était point en état de soutenir la dépense. Tout d'abord, le ministre réserva l'emploi des militaires, redoutant d'écraser le pays par le cantonnement : mais M. de Trudaine ayant représenté que « pendant les récoltes, il était impossible de trouver un seul ouvrier », ordre fut expédié, au mois d'août, de faire marcher deux bataillons de Conti-infanterie pour travailler aux chemins. Ces troupes furent cantonnées, c'est-à-dire logées chez l'habitant, chaque compagnie fournissant 45 travailleurs par jour, et chaque soldat recevant pour sa nourriture une allocation quotidienne de 19 sous. Ferney pour sa part logea trois compagnies, les grenadiers au village et les officiers au château <sup>2</sup>.

Quand ce renfort arriva, Voltaire était fort refroidi de son projet : car il venait de découvrir les usages des garnisaires. Ceux-ci, non contents de s'installer en nombre chez l'habitant, l'obligeaient à déloger pour

1. *Ain*, C. 362.

2. *H.* 174.

leur céder la place, ils transformaient sa cuisine en corps de garde, lui brûlaient son bois, pillaient son jardin, exigeaient en dépit de l'ordonnance <sup>1</sup> une paire de draps propre tous les quinze jours, si bien que le



Jonction de Versoix à la route de Lyon. Le double trait pointillé indique la nouvelle route, partie de Meyrin sur le chemin de Lyon et passant à Ferney.

paysan devait « coucher nu sur la paille, lui, sa femme et son enfant pendant que sèche la seule paire de draps qui lui reste. » De plus ils propageaient dans le pays une autre maladie que les écrouelles : autant d'attentions dont Voltaire remerciait les bureaux de la guerre quoiqu'on eût honoré sa porte d'un poste de

police, et son théâtre d'une garde d'honneur. Néanmoins, il rédigea un nouveau mémoire, où il revenait un peu sur ses premières demandes, comme il est nécessaire à l'oreille des grands.

#### *Mémoire sur Genève et sur le pays de Gex.*

La ville de Genève est faite pour nourrir, tout au plus, sept ou huit mille habitants, en lui supposant un commerce légitime. L'étendu de son territoire, tant du côté de la France que du côté de la Savoie, peut nourrir tout au plus cinq cents familles, et le surplus ne peut subsister que par le bénéfice d'un commerce toujours préjudiciable à celui de Lyon.

1. Elle portait une paire de draps tous les vingt jours seulement.

Cependant cette petite ville est peuplée de vingt mille âmes, et il y en a quatre mille dans son territoire. Les Genevois ont actuellement quatre millions cinq cent mille livres de rentes sur la France, et ils font pour deux millions de contrebande par année, soit en bijouterie, soit en orfèvrerie, en monture de petites pierreries appelées marcasites, en mousseline, etc.

Ils revendent encore en France seize livres le minot de sel que Sa Majesté a la bonté de leur donner pour six livres.

Ils vendent aussi beaucoup de tabac, et quelques efforts que les fermiers généraux aient pu faire, ils n'ont jamais détruit cette contrebande perpétuelle.

L'origine de l'opulence de Genève est l'époque du fatal Système de 1719 et 1720. Les Genevois qui sont ingénieux et calculateurs allèrent en foule à Paris; ils s'enrichirent aux dépens de la France, et leur industrie, depuis ce temps-là, a toujours augmenté leurs richesses.

Presque toutes ces nouvelles fortunes appartenaient à des Français réfugiés qui entrèrent alors dans la magistrature. Ils firent bâtir des maisons superbes à la ville et à la campagne; et il n'y a point aujourd'hui de ville en Europe dont les citoyens aient plus de maisons de plaisance à proportion du territoire.

Il n'y avait pas avant l'époque de 1720 deux pères de famille dans Genève qui eussent des laquais, pas un seul qui eût de la vaisselle d'argent, ni qui se chauffât ailleurs que dans sa cuisine. Aujourd'hui, malgré les lois somptuaires, le luxe de la table, des ameublements et des équipages égale au moins celui de Lyon.

Les familles qui n'ont pu s'élever à cette opulence se soustiennent par l'horlogerie, la bijouterie, la contrebande, et composent le corps des représentants opposés à la magistrature.

La petite province de Gex est un pays d'environ cinq lieues et demie de long sur deux de large, qui contient près de sept mille habitants dans trente-sept villages presque tous ruinés. Il n'y avait pas dans ce pays il y a douze ans un seul seigneur de paroisse qui possédât dix mille livres de rentes en fonds de terre. Le revenu net des deux seuls possesseurs de grands fonds ne va pas aujourd'hui à six mille livres.

Depuis l'époque de 1720, trois cents charrues sont tombées

dans le pays. Ces trois cents charrues cultivaient environ quinze mille arpents qui sont restés abandonnés et qui sont devenus pour la plupart des marais croupissants qui infectent le pays et nuisent à la population.

La raison de cet abandon général est que les paysans de cette petite contrée ont mieux aimé travailler pour les manufactures de Genève que de labourer des terres ingrates qui rapportent trois ou quatre pour un tout au plus.

Dès qu'un cultivateur a eu le moyen de faire travailler son fils au métier d'horloger ou de lapidaire, il lui a fait abandonner la culture de la terre. Ces métiers sédentaires et nuisibles à la santé énervent les corps, enlèvent des agriculteurs à la province, ôtent des soldats au roi, soutiennent la contrebande de Genève, entretiennent son opulence, et dépeuplent le pays.

Les paysans qui ne sont pas assez riches pour élever leurs enfants dans le métier d'horloger ou de lapidaire, vont couper tous les bois du mont Jura et vont vendre ce bois à Genève. Les forêts sont entièrement dégarnies. Enfin, la charrette de bois dans le pays de Gex coûte aujourd'hui vingt francs, et le pain vaut quatre sous la livre.

Lorsque le Sr de Voltaire, qui a quelques petits biens dans les provinces voisines, acheta la terre de Ferney sur le chemin de Gex à Genève, il ne trouva que cinquante-six habitants dans son village, dont la moitié périssait des écouelles. Il y avait douze ans qu'on n'avait fait de mariage. Les maisons étaient des mesures ouvertes, et l'église paroissiale une petite grange; les environs étaient des marais qui portaient l'infection à la ronde. Il obtint du conseil le dessèchement des marais; il défricha une grande portion de terrain inculte au profit des propriétaires sur la route de Genève; il planta des arbres des deux côtés du grand chemin l'espace d'une demi-lieue; il fit venir des Suisses et des Savoyards pour cultiver la terre; il fit bâtir onze maisons dans le village, et une église de pierre de taille; il a quadruplé le nombre des habitants et celui des charrues.

Cet exemple prouve qu'on peut faire fleurir le pays le plus malheureux, mais bientôt il retombe dans sa première misère si le ministère ne daigne pas le protéger.

Il est très humblement supplié :

1<sup>o</sup> D'empêcher la contrebande de Genève, en plaçant seu-

lement quelques dragons aux postes indiqués sur la carte ci-jointe. Les contrebandiers armés ont insulté souvent ces postes au nombre de 50 ou 60 et les respecteront.

*N. B.* — Ces dragons pourront faire pour cent écus de contrebande par an, et en empêcheront pour deux millions;

2° D'interdire le transport du bois de chauffage du pays de Gex à Genève comme l'est déjà le commerce du bois de charpente par les ordonnances. Ce bois de chauffage est toujours coupé en délit dans les forêts du Roi, dans les communes et dans les bois des seigneurs. Ce commerce illicite, qui détourne les paysans de la culture de la terre, ne doit être assurément ni favorisé ni réclamé par personne. Genève d'ailleurs peut tirer son bois de Savoie ou de Suisse;

3° D'interdire absolument le travail en horlogerie, en joaillerie aux habitants des villages.

Ce n'est que dans des villes que ces arts de luxe doivent être exercés. Cet abus ruine la manufacture de montres établie à Bourg en Bresse, et soutient à nos dépens celle de Genève qui ne vaut rien et qui inonde la France, où elle est prohibée;

4° D'empêcher les paysans et paysannes de la province de Gex de servir à Genève, ce qui est très aisé en les faisant réclamer par le Résident du Roi sur la réquisition des seigneurs;

5° D'exiger que les Genevois ne donnent point d'asile aux déserteurs. Et les escouades de dragons peuvent aisément y tenir la main;

6° De laisser subsister les marchés nouvellement établis aux postes de Meyrin, et de Sacconey, etc., sur la frontière, et de ne pas souffrir que le peu de denrées dont le pays peut faire commerce soit vendu de préférence à l'étranger, le surplus pouvant être vendu à Genève quand les marchés français auront été fournis.

*N. B.* — On a proposé peut-être à Monseigneur le Duc de Choiseul d'établir un port à Versoy, village qu'il peut voir sur la carte; de communiquer par Versoy de Lyon en Suisse, de faire tout le commerce de Lyon que faisait Genève; de pratiquer une route commode du pays de Gex à la Franche-Comté. Ce serait une entreprise aussi belle et aussi utile que dispendieuse<sup>1</sup>.

1. H. 174, p. 20, W.

C'était en effet un très ancien projet que celui d'établir à Versoix une ville de commerce, rivale catholique de Genève, et une forteresse qui dans le besoin pût contenir le canton de Berne : dès 1629 Richelieu l'avait exposé devant Louis XIII et la Reine-mère. Longtemps, il fut différé comme opposé à notre politique : car nous avions à ménager les cantons qui couvraient nos frontières, et de ce côté dispensaient le Roi des frais de garnison. Mais le pays de Gex étant investi, et la France en état de guerre avec Genève, il s'imposa de lui-même à l'attention des gens en place.

Le subdélégué Fabry qui avait présidé à l'établissement des grandes routes, et les voyait à peu près inutiles, les marchandises passant par Genève, fut des premiers à réclamer la jonction de Versoix à la route de Lyon, de manière à éviter le territoire genevois. Le chevalier de Jaucourt, commandant des troupes et collaborateur de l'*Encyclopédie*, n'était pas moins alarmé : tout l'argent que gagnaient les paysans à Genève par la vente de leurs vivres, y rentrait aussitôt par l'achat des objets de ménage : draps, toiles, meubles, outils, épices, etc. : et Voltaire, qui connaissait encore mieux le pays, s'élevait, on l'a vu, et contre les bénéfices exorbitants faits par les marchands, et contre les droits doubles supportés par les objets, d'abord pour la halle à Genève, ensuite pour l'entrée en France <sup>1</sup>.

C'est que Genève, au XVIII<sup>e</sup> siècle, ne rappelait déjà que d'assez loin, la ville austère de Jean Cauvin. On y prêchait encore, mais en dépit des pasteurs, le commerce et l'industrie avaient amené à leur suite le luxe et la richesse : ses halles regorgeaient des marchandises d'Allemagne, de France, du Levant, que transportaient les bateaux du lac : ses banques soutenaient la place de Paris, couvraient les emprunts du roi de France ; et là où l'on poussait jadis des arguments théologiques, cinq cents fourneaux fondaient l'or et

1. Genève, 79, f<sup>o</sup> 183 et A.-N., H. 174, p. 17.

l'argent. La gravité ancienne il est vrai se reportait au négoce <sup>1</sup> :

Noble cité, riche, fière et sournoise.  
On y calcule et jamais on n'y rit.

L'origine de cette prospérité était dans la compagnie du Levant, dont les concessionnaires étaient Genevois; sans posséder aux Échelles ni comptoirs, ni navires, ils avaient obtenu le passage en franchise des marchandises d'Orient, drogues, épices, cuirs, étoffes, riz, etc.; c'est-à-dire que leurs bateaux remontaient le Rhône jusqu'à Seyssel, sans payer ni la table de mer, ni les 2 p. 400 d'Arles, ni la douane de Valence, ni les péages du Rhône; et à la descente, ils rapportaient des soieries de Zurich et du Piémont, des indiennes de Suisse et de Hollande, enfin des fromages de Gruyère, destinés à nos armements de Toulon et de Marseille. Ce trafic fut profitable aux Marseillais, soit courtiers, soit armateurs, à qui les Genevois achetaient beaucoup et comptant <sup>2</sup>; mais il causa des désastres à Lyon, dont la manufacture et l'entrepôt tombèrent en peu d'années. En vain les échevins de Lyon obtinrent-ils, en 1704, un arrêt du Conseil imposant la commission de leurs concitoyens aux marchandises du Levant exportées en franchise; en vain, obligea-t-on les soieries et toiles peintes étrangères à entrer par Pont-de-Beauvoisin en Dauphiné, où elles acquittaient un droit de 25 p. 400 : le négoce des Genevois était désormais établi. En France, en Allemagne, en Suisse, dans le Milanais, ils avaient des correspondants, des bateliers, des rouliers : également assurés ainsi de leurs provisions et de leurs débouchés. Par les lacs de Genève, de Neuchâtel, de Bienne, puis par la rivière de l'Aar ils gagnaient le Rhin à peu de frais, et pour les épices, entraient en concurrence en

1. *La Guerre Civile de Genève*, notes des chants I et V.

2. Aussi les députés de Marseille ont-ils toujours soutenu les Genevois auprès des Conseils du Roi.

Allemagne avec les Hollandais. En Bourgogne, en Franche-Comté, et dans toutes nos provinces méridionales, leurs indiennes, malgré les droits d'entrées, l'emportaient sur celles de Normandie; et dans toute la France, les petites soies de Zurich revenaient toujours à meilleur compte que les lourdes soieries de nos manufactures. Surtout ils étaient à portée de mettre à profit les circonstances : Quand il nous fallut, à l'acquisition de nos colonies, permettre le transit en franchise des produits des Iles, ce fut par le canal des Genevois que s'étendit en Europe notre commerce de l'Océan, cassonades, indigo, gingembre et cacao. De même à la fondation de la Compagnie des Indes, ils ajoutèrent, sans payer aucuns droits, les thés et les porcelaines de la Chine, les mousselines et les cotons de l'Inde à leurs fonds d'épiceries et d'étoffes <sup>1</sup>.

La Révocation de l'Édit de Nantes, donna dans le même temps l'impulsion décisive à leur prospérité. Non seulement les familles riches, par leurs capitaux, furent un secours puissant pour le commerce, mais la masse des réfugiés pauvres constitua la plèbe qui manquait à Genève pour qu'elle devint une ville industrielle. Elle sut accueillir les frères persécutés; elle sut mieux encore, par des lois rigoureuses, les maintenir dans un état servile et s'assurer leur main-d'œuvre pour l'avenir. Quoique nés à Genève, les enfants des réfugiés, ou Natifs, ne pouvaient vendre au dehors les produits de leurs manufactures, sinon en passant par l'entremise des citoyens; et ces citoyens devenaient-ils leurs débiteurs, les Natifs n'avaient pas le droit de les poursuivre en justice. Les Natifs acquittaient de plus la totalité presque des impôts, dont les bourgeois et citoyens étaient en partie exempts; enfin, quoique payant une taxe de séjour, une « carte d'étranger », ils pouvaient être expulsés sans jugement. C'est sur ces bases que s'établirent les fameux ateliers d'horlogerie dont l'expor-

1. A.-N., II. 178, pp. 21-40.

tation s'élevait chaque année à plus d'un million de francs. D'autres manufactures n'auraient pas eu un moindre succès si la rigueur des lois somptuaires, et la routine des corporations, ne les avaient empêchées. La manufacture de velours dut passer à Gênes parce qu'on défendit le velours aux Genevois; par la même raison celle des galons ne put se soutenir. Enfin la jalousie des maîtres passementiers fit que la manufacture des rubans de fil, ou fleurets, fut transportée à Bâle; ils ne voulaient pas que l'un d'eux eût plus d'ouvriers que l'autre, ni qu'il employât des machines, même de son invention, pour accélérer le travail. Cependant il y avait au Pâquis, aux Eaux-Vives des fabriques de tissus imprimés, qui occupaient plus de mille ouvriers. Tirant de France partie de leurs toiles en blanc, elles vendaient leurs produits en Savoie, dans nos provinces méridionales et en Espagne : des réfugiés français avaient été leurs fondateurs.

A l'époque de Voltaire, le commerce et l'industrie de la ville avaient déjà cessé de s'accroître; les riches, plutôt que de confier leurs capitaux aux négociants, ayant avantage à les mettre dans les fonds français à raison de cinq millions chaque année. Grâce à leurs connaissances financières et surtout leur expérience des rentes viagères, ils arrivaient à se faire payer des intérêts évalués par Hennin à plus de six millions :

Ils choisissent, pour placer les rentes viagères, les têtes les plus jeunes, les plus saines. Ils associent trente et jusqu'à soixante de ces têtes et font ainsi un objet certain de la manière de placer son argent qui a toujours été regardée comme la plus incertaine. Il est démontré par les calculs des probabilités de la vie dans ce pays-ci, que le roi paye au moins quatre fois et demie le capital de toutes les rentes qu'on y constitue... Par un calcul encore plus singulier ils placent sur trois têtes reversiblement l'une à l'autre, de façon que le roi n'hérite de rien lorsqu'il y en a deux d'éteintes <sup>1</sup>.

1. Aff. étr., Genève, Mém. et doc., I.

Les commerçants n'en continuaient pas moins comme par le passé à acheter comptant pour revendre à terme, et par des prêts à la grosse aventure, à favoriser la contrebande des indiennes et du sel. Les bénéfices de leurs courtages s'élevaient à plus d'un million par année, ayant la commission du canton de Fribourg pour 5 000 barils de fromages, et tirant du royaume 80 000 quintaux en épicerie, cotons, sucres, cafés, huiles, vins, eaux-de-vie, etc. Au Molard et dans les rues basses, les monceaux de ballots, les tonneaux confusément jetés, l'odeur d'Inde et de droguerie faisaient, dit Jean-Jacques, imaginer un port de mer.

Longtemps le cabinet de Versailles avait vu avec faveur la prospérité genevoise, à la fois ressource de nos finances dans le besoin et tributaire de nos productions, tant pour les marchandises des Iles, que pour nos vins de Bourgogne et nos huiles de Provence. Quelques mois avant la rupture de 1767, Choiseul, louant Hennin de son « zèle économique », s'intéressait encore aux moyens d'étendre à Genève l'exportation de nos sucres. Mais une fois prononcée l'interdiction du commerce, il fallait assurer à nos marchandises un nouveau débouché vers la Suisse. Neuchâtel fut la place que le gouvernement visa d'abord, autant sur les sollicitations de cette ville, que par la nécessité d'établir une concurrence à Genève et à Bâle, enfin par la facilité des communications avec elle, qu'une route très belle reliait à Lyon par Pontarlier. La sortie des marchandises des Iles et du Levant étant permise par la Franche-Comté, des démarches furent faites auprès des fermes générales, pour qu'elles ouvrissent leurs bureaux de Jougne aux marchandises de retour, en l'espèce des fromages, des toiles et des fleurets qui jusqu'alors entraient par Seyssel. Les représentations de Berne et surtout de Fribourg à qui l'on imposait ainsi un détour considérable, arrêterent aussitôt ce projet qui souleva contre lui jusqu'aux syndics de Gex : il fallut faire passer par ce bourg et par Collonges les marchandises

que Genève entreposait naguère à destination de ces cantons. Dès lors, l'établissement de Versoix devint inévitable, avec l'objet, dans le principe, de ruiner la commission des Genevois sur l'épicerie, les indiennes et les fromages <sup>1</sup>.

Pour favoriser le commerce d'une ville, on disposait alors d'un moyen aussi puissant que facile : c'était d'y placer un bureau des traites qui en imposât le parcours. Si au lieu d'introduire les indiennes par les bureaux de Jougne, en Franche-Comté, et de Pont-de-Beauvoisin, en Dauphiné, on autorisait leur entrée par ceux de Jougne et de Versoix, on permettrait aux Français établis dans cette ville d'aller les acheter en dehors de Genève, c'est-à-dire de première main; de plus on ôterait aux Savoyards le bénéfice du charroi sur leurs routes. Pareillement, les fromages tirés par nous de la vallée de Gruyère et embarqués à Vevey sur le lac, n'entraient en France qu'après avoir traversé Genève et la Savoie : on pourrait faire aux marchands suisses une loi de débarquer leurs fromages à Versoix; « et cette condescendance serait bien la moindre chose qu'ils puissent faire en reconnaissance des franchises qui leur sont accordées ». Mais outre ces dispositions réglementaires, il n'était pas superflu de faciliter la concurrence par l'établissement de chemins plus courts et plus commodes. C'est ainsi que le duc de Savoie en ouvrant une belle route de Chambéry à Genève avait rendu vain depuis 1760 l'arrêt de 1704, assignant l'étape de Lyon aux marchandises du Levant : car la diminution du charroi profitant aux Marseillais, ceux-ci obtinrent des fermes générales que la douane de Lyon fût acquittée dès Septèmes. Aussi les premiers soins du ministre allèrent-ils aux communications : on a vu que dans l'été de 1767 Versoix fut relié à la route de Lyon par un embranchement parti de Meyrin <sup>2</sup>.

1. H. 178, *Genève*, 79 et *Ain*, C. 1 008.

2. H. 178.

Par sa situation au bord du lac, Genève se trouvait à la croisée de deux des voies les plus fréquentées de l'Europe centrale : la première et la plus ancienne reliait à l'Allemagne et à la Suisse nos provinces méridionales, soit par Grenoble, soit par Lyon ; la seconde, qui d'année en année devenait plus importante, dirigeait vers Milan par le Valais les marchandises de l'Océan, de Paris, d'Orléans, de la Lorraine et de l'Alsace ; elles passaient par Lons-le-Saulnier et Morez, entraient en Suisse à Saint-Cergues, et par le pays de Vaud, gagnaient Nyon sur le lac ; le canton de Berne en tirait le plus grand profit, tant par les dépenses des voituriers, que par les droits de péage à Saint-Cergues et de halle à Nyon. Aussi le gouvernement avait-il connu, dès le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, la nécessité d'ouvrir une rivale à la route de Suisse ; en 1742, le pays de Gex avait assumé pour 110 000 livres la charge de percer la Faucille pour joindre Saint-Claude à Genève par Gex. Mais six mois de l'année la route de la Faucille était impraticable. On fit alors projet de joindre Versoix à Morez par un chemin longeant le Jura sans pénétrer sur le territoire suisse : et l'Intendant de Besançon en reconnut le tracé avec son ingénieur en chef. De même, pour détourner les voituriers de la route savoyarde, on se proposa de brancher la route du Dauphiné sur celle de Lyon par l'établissement à Cordon sur le Rhône soit d'un pont volant, soit d'un bac susceptible de porter les chariots les plus lourds <sup>1</sup>.

Restait à procurer aux marchands de Versoix l'avantage des promptes nouvelles. Jusqu'alors, le pays de Gex, desservi par la poste de Genève où, trois fois la semaine, allait un courrier à pied, recevait ses lettres avec un jour de retard. Le duc de Choiseul fit transporter à Versoix la poste française de Genève, non sans indemniser le receveur genevois. Ce fut désormais Genève qui souffrit d'une journée de retard, tandis que

1. H. 175, p. 12-15.



Routes du commerce de Genève.

le pays de Gex bénéficiait des 12 000 livres dépensées annuellement par la ferme dans ce bureau <sup>1</sup>.

A la faveur de ces mesures, non moins que des discordes genevoises, on ne doutait pas que la ville nouvelle ne se peuplât en peu de temps; et pourvu qu'on accordât la liberté de conscience, l'exemption des impôts, la franchise des douanes, la désunion du canton des fermes générales, l'Encyclopédiste commandant des troupes se flattait de voir bientôt à Versoix un tribunal, un corps de ville, une juridiction consulaire, une Bourse, une banque, un collège et jusqu'à une Académie de commerce. En attendant, quelques industriels et négociants se présentaient pour monter, les uns un entrepôt, les autres des fabriques de montres, de galons ou d'indiennes; mais le commissionnaire prétendait avoir le privilège exclusif d'importer les fromages, et ne s'engageait à le payer que sur ses bénéfices <sup>2</sup>; mais les horlogers ne demandaient pas moins qu'un secours de 400 000 livres pour se mettre sur pied; et quant aux fabricants d'indiennes déjà établis aux Eaux-Vives, leur zèle pour l'émigration parut suspect aux intendants du commerce. Ceux-ci pensèrent qu'accorder le secours le plus léger serait payer trop cher à ces artistes la liberté d'introduire en franchise dans le royaume les produits fabriqués par eux sur l'autre rive, produits contrefaisant nos mouchoirs de Rouen et nos indiennes de la Compagnie des Indes. Ils se retranchèrent derrière un arrêt du 15 juillet 1761 interdisant l'impression des toiles dans les quatre lieues de la frontière <sup>3</sup>.

Tout incertain et précaire que fût le plan il ne laissait pas que de semer l'inquiétude. Les Bernois, redoutant à la fois pour leur communication avec Genève et pour leur chemin de Saint-Cergues à Nyon, élevèrent des représentations à Versailles sur l'éventualité d'une for-

1. H. 178, p. 14.

2. Il proposait d'intéresser M. de Bournonville, premier commis.

3. H. 174, H. 178, p. 36 et Aff. étr., Genève, 76, f° 107.

tification de Versoix, et en attendant défendirent à leurs mariniers de rien débarquer à ce port. La cour de Sardaigne, après avoir interdit la sortie des charpentes destinées à la France, publia l'intention de bâtir un port à Bellerive <sup>1</sup>. Nos Marseillais eux-mêmes qui, par la voie des États, du Parlement de Provence, réclamaient l'extension de leur transit avec la Suisse, ne pouvaient accepter qu'au profit de Versoix on fermât le bureau de Pont-de-Beauvoisin; et ils gagnèrent à leur cause M. de Trudaine quand celui-ci vint passer à Hyères l'hiver de 1769 <sup>2</sup>. Ajoutons que dans le ministère, l'abbé Terray se disposait mal à seconder les vues du duc de Choiseul. Mais celui-ci, que nul autre intérêt ne séduisait alors, suivit son dessein avec application : il mit les troupes à la corvée des chemins, il acheta les terrains de la ville, que ses flatteurs appelaient déjà la *Nouvelle-Choiseul*; il en traça les plans, et l'argent que le contrôle général refusait pour le bac de Cordon, il le prit sur l'Extraordinaire des guerres <sup>3</sup>. Sur les lieux deux hommes, par leur conseil, soutenaient son zèle, et par leur entreprise, fortifiaient sa confiance dans l'avenir : Fabry acquérait une partie des terrains de Versoix, et le résident Hennin, en ayant obtenu par concession, y commençait à bâtir pour les émigrants.

\*  
\* \*

Cependant le projet d'établir à Versoix une ville de commerce était de beaucoup moindre importance aux yeux du gouvernement que celui d'y transporter en partie les ateliers d'horlogerie de Genève : car les querelles divisant les citoyens de la ville, la misère sévissant sur le bas-peuple « tout à fait réduit à vendre ses hardes pour subsister », enfin le mécontentement qui commen-

1. Aff. étr., Genève, 77, f<sup>os</sup> 207, 231, 256.

2. A.-N., H. 178, p. 38-40.

3. A.-N., H. 176, p. 70, et Claudius Fontaine Borgel, *Bulletin de l'Institut national genevois*, 1876, p. 89-144.

gait à sourdre chez les Natifs, formaient autant de circonstances favorables. Aussi lorsque Necker, ministre de la République à la Cour, demanda la levée de l'interdiction, en avril 1769, le duc de Choiseul ne mit aucun délai à l'accorder; les seules conditions qu'il imposa furent, qu'à l'avenir, les marchandises passassent par Versoix, et d'autre part que les Genevois cessassent d'emprunter la route de Savoie. Encore ne se flattait-il pas de les voir exécuter, les magistrats de Genève, déjà impopulaires, n'ayant pas sous leur autorité la marche des voituriers. Du moins il se ménageait leur application future, lors de l'achèvement d'un pont à Cordon; et enfin il tâchait à remédier les mauvais effets de l'interdiction après laquelle celles de nos marchandises du Midi qui commençaient à s'exporter avaient abandonné la route de Lyon pour celle de Chambéry<sup>1</sup>.

L'agitation que Choiseul attendait des Natifs ne tarda point d'ailleurs à se produire. Dans l'affaire Jean-Jacques Rousseau, le gros des Natifs avait pris contre le Petit Conseil le parti des citoyens ou représentants, et pour les contenir, les magistrats promirent aux plus distingués d'entre eux, qui en secret leur étaient acquis, le droit pour tous les Natifs de commercer de ce qu'ils fabriquaient, et celui d'entrer dans les Jurandes des diverses professions : satisfactions illusoires à la vérité, les Natifs, simples fabricants, ne pouvant se passer de leurs commissionnaires et les Jurandes étant composées de quatre maîtres-jurés qui avaient la faculté de se recruter eux-mêmes<sup>2</sup>. Ces concessions furent adoptées par la Médiation de 1766 : elles séparèrent à jamais les Représentants des Natifs, et en même temps, inspirèrent à ceux-ci le sentiment de leur force. Ils prétendirent désormais à l'état des bourgeois, c'est-à-dire acquitter les mêmes impôts, jouir d'un traitement égal en justice, enfin participer comme eux aux affaires de

1. *Aff. étr., Genève*, 77, f<sup>os</sup> 367, 388.

2. *Genève*, 83, f<sup>o</sup> 219, et *Mémoires d'Isaac Cornuauud*.

la République : toutes aspirations que rendit subversives l'avènement des bourgeois aux Conseils en 1768. Mais comme ils étaient les plus nombreux et par leur travail les plus nécessaires, la France ne pouvait que tirer profit de la querelle. S'ils échouaient, un grand nombre d'entre eux quitterait la ville et s'établirait dans le pays de Gex. S'ils réussissaient, tout homme qui viendrait à Genève serait sûr d'y être reçu dans la bourgeoisie ; beaucoup de Français s'y transporteraient, et bientôt ils acquerraient la prépondérance politique<sup>1</sup>.

En octobre 1769, deux bourgeois ayant surpris et frappé dans son lit un Natif, les commissaires de la bourgeoisie, tous du parti représentant, s'employèrent à étouffer l'affaire ; les coupables ne furent condamnés qu'à un emprisonnement très court. On se souvint alors que pour un fait beaucoup moins grave un Natif, l'année précédente, avait été jugé avec rigueur ; et par petits groupes, les Natifs allèrent faire des représentations aux Syndics, qui se défendirent de pouvoir les satisfaire. Quelques jours plus tard on répandit dans les rues une chanson contre M. Rigaut, juge en première instance et l'un des Vingt-Cinq du Petit-Conseil. La chanson aussitôt fut condamnée au feu, l'un des Natifs les plus influents mandé à l'Hôtel de Ville où après sept heures d'interrogatoire on dut le renvoyer quoiqu'il eût refusé de signer sur ce qu'on lui donnait le titre de Natif<sup>2</sup>. C'était un nommé Auzières, maître horloger, et familier du patriarche.

Ce Georges Auzières, monteur de boîtes de son état, avait au plus haut degré cette franchise, cette vivacité de naturel, si plaisantes chez les gens du peuple, quand elles se marient au courage et à la bonté : il engagea Voltaire dès l'abord par cette veine naïve et saine. Enthousiaste, téméraire, serviable surtout autant que beau parleur, il ne devait pas moins d'ascendant à l'ac-

1. *Genève*, 77, f° 404.

2. *Id.*, *ibid.*, f°s 419, 438, 443, 448.

tivité de ses démarches qu'à la justesse de son conseil, à l'ouverture de son caractère. Enfin il avait épousé la fille d'un citoyen : c'est dire s'il connaissait les petites des bourgeois, et s'il avait éprouvé par soi-même le peu de cas qu'ils faisaient des Natifs. Aussi avait-il résolu d'abattre au moins leur tutelle économique, et il s'était souvent concerté sur ce dessein avec quelques autres horlogers, nommément Valentin et Luya.

Quand il vit Voltaire, en 1765, également odieux aux Négatifs et aux Représentants, pour avoir tenté de les concilier<sup>1</sup>, il osa se présenter avec ses camarades chez celui qu'ils appelaient déjà familièrement le *Juge de paix*. Le vieillard les reçut avec bonté; il leur affirma que leur situation tombait sous l'examen des Médiateurs<sup>2</sup>; il rédigea un mémoire en leur faveur et composa jusqu'à leur compliment à la Médiation. En même temps, il les adjura de ne jamais le commettre, il leur conseilla de tenir la balance entre les deux partis, en ayant quelques affiliés auprès de chacun, et en penchant en masse de côté ou d'autre, selon les conjonctures. Enfin à chaque entrevue, il les assurait de la protection de la France, au cas qu'ils fussent contraints d'émigrer. Ces avis, dignes de l'historien de Louis XIV, étaient de trop fine politique pour être entendus de simples artisans. Devant les Médiateurs, ils se conduisirent avec la simplicité indiscrete du peuple: le philosophe bientôt dut désavouer Auzières, emprisonné par le Petit-Conseil, puis censuré « d'avoir entretenu un commerce illicite de lettres avec M. de Voltaire »; presque tous prétendirent d'ailleurs rester sincèrement fidèles aux Représentants. Mais comme les plus avisés, ne désirant que les droits utiles, n'étaient pas moins attachés aux Négatifs, le vœu du

1. *Revue Bleue*, 4 janvier 1908, *Voltaire pacificateur de Genève*.

2. On sait que les Genevois avaient eu recours à la Médiation de la France et de Berne.

patriarche fut en effet réalisé. Auzières et Luya obtinrent de cette manière la liberté du commerce <sup>1</sup>.

Du côté de Genève, la désunion n'était pas moindre sur la conduite à tenir avec les Natifs. En général, les bourgeois les combattaient avec acharnement comme leurs alliés de la veille; mais dans le Petit-Conseil, les nouveaux membres penchaient les uns à la conciliation, les autres à la résistance, et les anciens au contraire excitaient les « démagogues » dans l'idée de les faire choir sous leurs propres excès. C'est ainsi que les Natifs, ayant l'habitude de s'assembler tous les soirs dans des cercles, les commissaires imaginèrent de les empêcher de fêter entre eux le nouvel an de 1770, d'après une loi défendant les assemblées en temps d'élection : on allait en effet réunir un Conseil général pour un renouvellement de syndics. Les Natifs répondirent que ne votant pas, la loi ne les regardait pas; et comme par précaution on avait arrêté les traiteurs pour les priver de souper dans leurs cercles, ils apportèrent chacun leurs victuailles et n'en furent que plus nombreux et plus gais. La nuit, il se répandirent dans les rues, et au nez des patrouilles bourgeoises chantèrent les chansons brûlées par le Petit-Conseil. L'un d'eux cependant, nommé Risguières ou Ressegaire, fut arrêté et interrogé le 3 pour s'être échappé en propos violents dans un café <sup>2</sup>.

Il n'y avait eu jusque-là que des chants, des réunions et les bourgeois affectaient de mépriser ce qu'ils appelaient une faction. Ils s'inquiétèrent quand ils virent se former chez les Natifs un plan de quitter la ville, les uns pour passer en Allemagne et à Neuchâtel, beaucoup pour se fixer à Versoix, où ils allaient souvent voir l'état des travaux, et choisir en idée la place où ils espéraient faire fortune. En vain le Conseil, pour contenir les plus riches, les plus accrédités, offrit-il à seize

1. *Mémoires de Cornuaud.*

2. *Genève*, 78, 1<sup>re</sup> 2, 9, 32.

d'entre eux le droit de bourgeoisie : il le vit refusé, et sa démarche ne servit qu'à fortifier l'union des Natifs. Le 14 février, au procès de Risguières, ceux-ci assistèrent en foule à l'audience ; et après qu'il eût été condamné à six mois d'arrêts dans sa maison et à ses frais, ils l'amènèrent chez lui en triomphe. Bafoués dans toutes leurs décisions, les magistrats résolurent alors d'agir avec rigueur. Le 15 au matin ordre fut donné de conduire Risguières en prison.

Il faut savoir que tenus en dehors de la cité, les Natifs participaient pourtant à la garde bourgeoise, dans laquelle ils n'accédaient d'ailleurs à aucun grade. Comme ils se disposaient à venir en masse faire des représentations, le Conseil imagina une prise d'armes seraient réputés mutins tous ceux qui ne joindraient pas leurs quartiers. A deux heures, la garde était rassemblée. Au premier son du tocsin, elle s'occupa de poursuivre, d'arrêter tous les Natifs sans armes présents dans la rue. Trois de ceux-ci furent tués dans la bagarre, soixante emprisonnés, parmi lesquels Auzières : des vieillards se virent insultés, frappés, et l'on menaça des femmes grosses de « leur crever le ventre ; » cependant les bourgeois visitaient et fouillaient toutes les maisons des Natifs. « Ce coup d'État, dit Hennin, n'est qu'un coup de tête, ces gens ne connaissent la politique que par les livres <sup>1</sup>. »

A la première nouvelle de la fusillade, Fabry, subdélégué de Gex et M. de Caire, commandant à Versoix, étaient accourus à la Résidence pour y recevoir les propositions des Natifs disposés à émigrer. Dès le 21, Hennin pouvait annoncer à Choiseul l'établissement de quinze horlogers au Grand-Sacconnex ; le 24 Fabry et de Caire envoyaient à Versailles la soumission de trente-cinq chefs de famille, et le 27, ce nombre était porté à cent soixante-sept familles, comprenant six cent soixante-sept personnes, parmi lesquelles les ouvriers

1. Genève, 78, f° 32 et *Mémoires de Cornuaud*.

les plus habiles. « C'est un spectacle attendrissant, dit Hennin, que de voir la joie de ces gens en redevenant Français <sup>1</sup>. »

Mais on ne pouvait à Versoix, loger qu'une vingtaine de familles. Quoique M. de Caire eût fait aussitôt tracer les rues de la nouvelle ville afin que les émigrants pussent élever des baraques, beaucoup durent se répandre dans les environs, notamment dans les villas des Genevois, réquisitionnées pour la circonstance. Partout les habitants du pays de Gex leur témoignèrent le meilleur accueil; quelques-uns prêtèrent aux ouvriers de Versoix 20 000 livres à 5 p. 100, pour leur permettre de travailler sans retard <sup>2</sup>. On sait que Ferney pour sa part reçut cinquante artistes et leurs familles. Voltaire les logea, leur avança de l'argent et rédigea aussitôt en leur faveur ce

*Mémoire sur Versoix.*

[6 mars 1770.]

Il est certain que le moment presse. Vingt familles se présentent chaque jour. J'ai chez moi les meilleurs ouvriers. Il y en a d'excellents déjà établis à Versoix.

Ils assurent tous que si leurs confrères peuvent trouver à se loger, ils seront en état d'envoyer deux mille montres d'or à la prochaine foire de Beaucaire.

Ils ne demandent qu'une protection sur laquelle ils puissent compter, et ils attendront très patiemment le temps favorable où l'on pourra donner un édit en faveur des nouveaux habitants. Mais ils sont très étonnés de n'avoir encore aucune assurance de protection de la part du ministère.

Les Genevois commencent à sentir leur faute. Un membre du Conseil alla avant-hier chez un père de famille, l'un des meilleurs peintres de l'Europe en émail, qui avait été assassiné le jour du tumulte, et qui est guéri de ses blessures. Ce conseiller lui proposa la bourgeoisie en cas qu'il voulût demeurer. Il répondit qu'il aimerait mieux mourir que de rester à Genève. Il est parti pour aller exercer son talent à

1. Genève, 78, f° 67 et A.-N., H. 178, pp. 45-50.

2. Genève, 78, f° 82, et A.-N., H. 174, pp. 124-150.

Paris, il y sera dans quelques jours : son nom est *Marcine*. Monseigneur le duc peut l'envoyer chercher. Il n'a pas d'ailleurs besoin de son témoignage pour savoir à quel excès s'est portée l'insolence des Genevois contre la France et contre le ministère.

J'ai vu une lettre imprimée d'un bourgeois de Genève, dans laquelle il dit à ses compatriotes qu'ils sont fort au-dessus des pairs de France.

Si le sieur Necker a exténué [atténué] tous les attentats commis, Monseigneur le Duc est trop instruit et trop éclairé pour le croire.

Les émigrants sont si persuadés qu'on les a assassinés dans Genève uniquement à cause de leur dessein de se retirer en France, qu'hier un bourgeois qui est du nombre des assassins, passant dans mon village, quelques émigrants qui y demeurent ne prirent d'autre vengeance de lui, que de le faire mettre à genoux dans la boue, et de lui faire demander pardon à Dieu et au Roi.

Il paraît donc que le plus pressé est de tracer sans délai les rues de la nouvelle ville, dans la certitude qu'on y viendra demeurer en foule.

Monseigneur le duc peut compter que son nom seul y attirera des citoyens. Tout ce qu'on désire passionnément c'est que cette colonie soit sous sa seule protection. Elle est frontière, elle communique à la Franche-Comté par un chemin qu'on a entrepris ; elle tirera ses vivres de la Franche-Comté ; elle peut donc être de cette province<sup>1</sup>.

Elle sera peuplée d'étrangers : elle doit donc être de la dépendance du ministre des affaires étrangères.

Il serait bien triste qu'une chose si naturelle, si juste, si nécessaire, souffrit la moindre difficulté.

On espère que Monseigneur le duc donnera les ordres les plus favorables.

L'idée d'avoir dans Versoix une paroisse catholique et un temple, peut faire sans doute un jour de Versoix une ville

1. La Franche-Comté dépendait du duc de Choiseul alors que la Bourgogne et le pays de Gex étaient dans le département du duc de la Vrillière, en même temps ministre pour les affaires religieuses.

telle que Strasbourg. Mais en attendant, Monseigneur le Duc peut être persuadé que l'on se contentera d'une sécurité entière. Il n'y a pas un seul chef de famille qui fasse plus de cas de Calvin que du Pape. Les choses en sont venues à ce point depuis neuf à dix ans dans une grande partie de l'Europe. La révolution dans les esprits est prodigieuse. Il n'y aura pas la moindre querelle de religion. Voilà de quoi l'on peut être sûr.

Le curé de Versoix est à la vérité un fanatique et un fripon. L'évêque d'Annecy dont ce curé dépend n'est pas un homme sage; mais il est si aisé de les contenir tous deux qu'ils ne pourront nuire à la colonie <sup>1</sup>.

En réalité, le gouvernement n'était pas trop pressé de fixer le sort de Versoix. L'abbé Terray, Contrôleur général, venant pour lors de suspendre le paiement des rescriptions <sup>2</sup>, les Genevois perdaient dans cette affaire plus de 600 000 francs de revenus dont 90 000 pour une seule famille. Sans doute se rappelaient-ils les gains immenses qu'ils avaient fait auparavant dans les fonds de France, mais l'un d'eux, le conseiller Cramer, qui venait de perdre 3 000 francs de rentes, n'en pouvait pas moins dire à notre résident : « Passez-nous l'affaire des Natifs et nous vous passerons vos derniers édits ». Hennin, en effet, reçut le 5 mars de Choiseul l'ordre précis de « témoigner la plus grande indifférence et impartialité sur les dissensions qui règnent dans cette république ». Les émigrants d'ailleurs commençaient à revenir de leur zèle. Voyant que rien à Versoix n'était prêt pour les recevoir, incertains surtout d'y pratiquer librement leur culte, ils avaient pris le parti d'attendre à Genève les décisions du roi de France. Là, les magistrats et les bourgeois ne négligeaient rien pour les retenir; contre les uns on cherchait des dettes, on animait des créanciers pour les empêcher de partir; aux autres on accordait le droit de bourgeoisie gratis ou pour une finance très modique. Un serment de fidélité

1. H. 174, p. 41.

2. Les rescriptions correspondent à nos bons du Trésor.

que, réunis en conseil général, les citoyens leur avaient imposé dans le premier moment, fut en fait ajourné par les magistrats du Petit Conseil. Enfin la République députa près du roi le député Cramer, ancien libraire de Voltaire, homme adroit, insinuant, souple dans les affaires : parvenu à la magistrature après avoir servi tous les partis, personne n'était plus propre à farder la vérité <sup>1</sup>.

Les délais de Versailles ne laissèrent pas d'inquiéter Voltaire. Frustré lui-même de 240 000 livres par les soins de l'abbé Terray, il n'avait pu venir en aide qu'aux artistes de Ferney, auxquels il avait avancé 60 000 livres sans intérêts : pour ceux de Versoix la protection du ministère était indispensable. A plusieurs reprises il écrivit à Choiseul, à d'Argental, à Mme du Deffand, à la duchesse de Choiseul même, s'appliquant à enfler l'affaire, à apitoyer ses correspondants. « On avait assassiné des femmes grosses, il voulait qu'on le crût quand il disait la vérité », et à la fin d'une de ces lettres il envoyait la relation d'un ancien officier suisse.

A Ferney, 12 mars 1770.

Notre bienfaiteur,

Je viens tout d'un coup au fait. Le Sr Micheli, ancien officier dans vos gardes suisses sort de chez moi, et m'a laissé sa relation de trois assassinats dont il a été témoin à Genève le jour du tumulte.

Il est très certain que, le 7 mars, trois pauvres ouvriers ont été assaillis et blessés dès qu'ils eurent dit qu'ils étaient français. Le conseil de Genève en a fait des excuses à votre résident en disant que celui qui les avait poursuivis l'épée à la main était un fou : mais les bourgeois plus fous que lui l'avaient laissé faire.

Lundi dernier un bourgeois de Genève étant dans un cabaret à Ferney, proféra des paroles injurieuses contre le Roi ; un de mes gens l'étendit par terre et ne le punit pas assez. Je n'ai su cette aventure qu'aujourd'hui. J'enverrai un peu gar-

1. H., 178, p. 45-66 et *Genève*, 78, f° 82.

roté à M. de Caire le premier qui aura la même insolence.

Le S<sup>r</sup> Cramer, que le Conseil de Genève vous dépêche, n'est pas chargé de vous dire la vérité. Il a été mon libraire, et il est conseiller d'État dans la noble République de Genève. Tout glorieux que j'en suis, je ne vous réponds pas qu'il ne cherche à vous tromper si vous l'honorez d'une audience.

Je suis encore obligé de vous dire que malgré la défense rigoureuse faite par le Roi de porter notre bois de chauffage à Genève, on en porte encore tous les jours. Nos habitants ont l'habitude d'aller tout vendre à Genève. Il ne restera rien pour Versoix, où les vivres sont très rares et très chers, si vous ne daignez y mettre ordre.

Soyez persuadé, monseigneur, que votre colonie réussira. La gloire d'être fondateur est la première gloire. C'est là où l'argent est bien employé. M. le Contrôleur général m'a pris tout celui dont je pouvais disposer; je l'en remercie, si c'est pour le bien de l'État, mais il m'a ôté le plaisir de l'offrir. Il a su apparemment qu'étant capucin je ne devais pas toucher d'argent<sup>1</sup>.

Je prie Dieu plus que jamais pour vous et pour M<sup>me</sup> Gargantua avec le plus profond respect.

FRÈRE FRANÇOIS, *Capucin indigne.*

N.-B. Si M. le Contrôleur général voulait me rendre l'argent comptant qu'il m'a pris dans la caisse de M. de la Borde, sans que je l'en aie prié, je pourrais faire commencer un gros commerce et attirer beaucoup d'ouvriers de Genève. S'il a voulu économiser, pourquoi n'a-t-il pas pris quatre millions cinq cent mille livres qu'il paie tous les ans aux Genevois? Pourquoi n'a-t-il pas suspendu d'un ou deux ans le paiement des rentes sur lesquelles ils ont tant gagné? Pourquoi me prendre à moi mon argent comptant qui m'appartient, et sur lequel je n'ai rien gagné du tout?

N.-B. M. de La Borde avait mis mon argent en rescriptions.

[*Relation du tumulte.*]

Le 15 février, j'ai ouï dire à Genève, environ midi, qu'il y avait une grande fermentation parmi la bourgeoisie et les Natifs, que l'on se proposait de faire prendre les armes à

1. *Daignez lire la page suivant (note de Voltaire).*

toute la bourgeoisie après midi du même jour, parce que l'on croyait que les Natifs avaient un projet qu'ils devaient mettre en exécution ce même jour-là.

A une heure, je suis allé à l'Hôtel de ville où j'ai rencontré 4 des 24 commissaires qui en sortaient. Après eux était un de mes amis qui me dit : je porte l'ordre à la porte Neuve de sonner l'alarme. Je suis allé avec lui en raisonnant de ce qui se passait. Je l'ai quitté pour aller à Saint-Gervais où en arrivant j'ai rencontré nombre de bourgeois armés qui couraient à leurs quartiers. Il se tira 4 à 5 coups de fusil sur les ponts du Rhône, dont l'un tua M. Olivier, natif, qui n'était point armé. Un peu plus loin, je vis deux autres hommes tués, nommés, à ce que l'on me dit, Chevalier et Chatet, aussi natifs. Je remontai ensuite au haut de la ville, dans une place appelée le Bourg du Four, où j'ai vu environ 25 ou 30 natifs qui, n'ayant pu être reçus dans leurs compagnies, montaient pour demander à y être reçus. Un syndic vint leur parler, ils le reçurent avec respect, et dirent qu'ils étaient prêts à se rendre à ses ordres. Je déclare avoir été témoin de tout ce que je viens d'écrire.

Au château de Ferney.

Le 11 mars 1770.

DE MICHIELI,

ancien officier aux gardes suisses du Roy.

Enfin le duc de Choiseul écrivit à M. de Caire que le roi autorisait les Genevois émigrants « à s'établir dans le pays de Gex, à y vivre selon leurs mœurs et usages, et qu'ils jouissent à tous égards et sans aucune exception de la même liberté qu'ils avaient à Genève », formule vague qu'on avait substituée à l'exemption d'impôt réclamée tout d'abord<sup>1</sup>.

Les émigrants n'en furent pas encouragés. Dans le courant de mars, l'ingénieur de Caire reçut encore la soumission de deux cents personnes, mais qui retournèrent aussitôt à Genève, faute de trouver du travail et un logement. Il n'y avait guère pour s'établir en France que ceux qui par leurs écarts s'étaient exclus eux-mêmes

de la République : deux maîtres horlogers, les sieurs Fillon et Pêche, qui allèrent déclarer au premier syndic leur qualité de sujets du roi et se virent incontinent déchus de leur maîtrise; un autre nommé Bideleux qui, venant d'avoir un fils, le présenta au baptême comme sujet du Roi T. C. et avec le parrainage de tous les proscrits : il dut se retirer à Ferney sous la protection de Voltaire.

Il est vrai que les autorités différentes du pays de Gex ne s'accordaient guère à faciliter leur exode. M. de Caire proposait à Versoix l'établissement d'une manufacture royale, se flattant d'y attirer, outre les Natifs, tous les ouvriers de Cluses, en Savoie. Mais M. Amelot, intendant de Bourgogne, opposait les intérêts de la manufacture de Bourg, alors languissante, et le résident dissertait sur les inconvénients du monopole. De même « pour éviter la concussion dans les distributions de terrain » l'ingénieur demandait à être « l'homme du roi, le subdélégué habitant à deux lieues d'ici, et les secrétaires de ces messieurs étant trop accoutumés aux rétributions » : l'intendant répliquait alors que ces détails regardaient l'administration civile plutôt que le militaire. Enfin, ayant déclaré par affiche que « le roi prenait sous sa protection les artistes de Genève qui en auraient besoin », de Caire fut tancé par les Affaires étrangères d'avoir compromis la France avec les Cantons. Il n'était pas jusqu'aux commis des fermes qui n'eussent leur politique : ils faisaient exactement payer aux émigrants les droits d'entrée pour leurs meubles et ustensiles; et quelques-uns s'étant réclamés de Voltaire, le contrôleur de Sacconex, ennemi particulier du grand homme, s'échappa en propos des plus violents. Pour l'adoucir il fallut une décision des fermiers généraux, fixant à 5 p. 100 de leur valeur les droits pour les meubles des émigrants, et permettant même l'exemption complète au moyen de passeports <sup>1</sup>.

1. H. 178, p. 66-81, 143-146 et H. 174, p. 24.

Mais ce qui retenait davantage les émigrants, c'était leur incertitude sur l'état de leur personne et sur la liberté de leur culte. Les lois du royaume, en effet, ne permettaient pas plus aux religionnaires fugitifs de revenir dans leur patrie qu'elles ne reconnaissaient la légitimité de leurs mariages; et si l'objet de Voltaire, de Choiseul et de toute l'administration, était de fonder à Versoix la *Ville de la Tolérance*, le duc de la Vrillière, ministre pour la religion, ne pouvait, en faveur des protestants, que fermer les yeux sous la réserve d'une conduite circonspecte. Au reste cet article déplaisait à Louis XV; à l'imitation de son aïeul, il prétendait gagner le ciel par la piété de ses sujets, et il fit connaître son mécontentement à Hennin, agent de son secret<sup>1</sup>.

Les bureaux cependant recherchaient le moyen de fixer l'état civil des réfugiés : ils proposaient, soit de faire contracter les mariages en présence du curé, mais sans célébration de la messe, soit de créer à Versoix une compagnie d'Invalides, pourvue d'un ministre protestant, lequel aurait baptisé, marié, enterré les habitants, le tout sans éclat et en payant à chaque fois une redevance de 10 livres au curé. Celui-ci, semble-t-il, eût accepté ces conditions, regardant volontiers sur les biens de ce monde. Il n'en allait pas ainsi de son évêque, monseigneur d'Annecy. Fils non pas d'un maçon, comme le disait Voltaire, mais d'un notaire de Samoëns, ce prélat avait dû son siège à la vivacité de sa foi. Dès qu'il connut l'opposition du monarque, son honneur se crut intéressé à faire de Versoix la paroisse la plus intolérante du diocèse<sup>2</sup> :

Cette espèce de tolérance ne pourrait qu'affaiblir et détruire insensiblement la religion dans le pays de Gex, où l'intervalle de près d'un siècle n'a pu encore effacer entière-

1. Boutaric, *Correspondance secrète*, I, 145.

2. H. 174, p. 111, 142 et *Genève*, 78, f<sup>os</sup> 73, 199 et 341.

ment les impressions de l'hérésie. Si les peuples qui habitent ce pays vont à présent à la messe sans y être conduits par les soldats, il en est au moins encore un grand nombre pour qui les offices et les exercices publics de la Religion sont une contrainte onéreuse... Si une fois on l'avait permis pour une ville ne serait-il pas à craindre que les mêmes motifs d'intérêt et de politique qui auraient engagé à faire cette première exception à la Révocation de l'Édit de Nantes, ne portassent à l'étendre à d'autres villes du royaume?... La façon de penser dans ce siècle où tout conspire à anéantir la Religion ne donne que trop de fondement à cette crainte.... Je serais sans doute indigne d'occuper le siège des S.S. François de Sales et Jean d'Aranthon, si je ne faisais tout ce qui peut dépendre de moi pour prévenir l'érection d'un temple protestant dans cette partie de mon diocèse où ces grands et saints évêques ont travaillé avec autant de succès que de zèle à extirper l'hérésie et à faire détruire tous les temples qui y avaient été érigés <sup>1</sup>.

Choiseul n'en répondit pas moins à Biord par le canal de l'archevêque de Reims.

Le Roi, n'ayant point rendu de déclaration sur l'exercice de la religion protestante à Versoix, les représentations de ce prélat ne sont point fondées. Il ne dit pas qu'une des causes de la dépopulation et de la misère dans le pays de Gex est la contrainte qu'on y a établie après la Révocation de l'Édit de Nantes et qui a porté nombre de familles à se retirer à Genève et dans le pays de Vaud. L'établissement projeté à Versoix ne pouvant avoir quelque succès qu'autant que l'étranger y sera accueilli et tranquille sur la liberté de conscience, il ne serait pas convenable de gêner là-dessus ceux qui se présenteraient <sup>2</sup>.

Le Savoyard, vexé de sa démarche, feignit d'avoir seulement reçu l'assurance que « les intentions du roi étaient contraires »; et par la platitude, la bassesse même de ses remerciements au duc, il fit voir quel est

1. H. 178, p. 84.

2. *Ibid.*, p. 86.

l'inconvénient d'élever les gens de peu aux dignités ecclésiastiques.

\*  
\*  
\*

En favorisant l'émigration des Natifs dans le pays de Gex, Voltaire n'était pas à son premier essai d'industrie. On sait que pour utiliser les fonds de glaise de son domaine, il y avait installé une tuilerie, exploitée par un Suisse dont nous avons parlé. Un peu plus tard, il employa ses vassales à l'élève des vers à soie, puis à une manufacture de bas de soie et de blondes, dont la duchesse de Choiseul reçut les prémices. Enfin il établit une tannerie au capital de 63 000 livres<sup>1</sup>. De même à l'arrivée des Natifs, il leur donna des logements, leur ouvrit comme atelier l'ancienne grange qui lui servait de théâtre et leur prêta 60 000 livres sans intérêts pour commencer.

Mais, ce qui dans leur situation n'était pas moins nécessaire, le philosophe leur permit d'assouvir quelque peu leur vengeance. Le 5 mars, un bourgeois de Genève, en visite à Ferney, avait eu l'imprudence de saluer en ricanant le directeur de la nouvelle manufacture. Celui-ci, aidé de quelques autres, se mit à sa poursuite, prétendant l'obliger à se mettre à genoux, à demander pardon à Dieu, au Roi et aux grimauds. Et comme le bourgeois criait aux voleurs, l'un d'eux lui dit : « Puisque tu ne veux pas demander pardon, tire au moins ton chapeau », lequel chapeau vola aussitôt de dessus sa tête<sup>2</sup>. Le même jour un autre Genevois se permit des propos injurieux pour le roi dans un cabaret du village : un valet de Voltaire se jeta sur lui et l'étendit à terre. Ces polissonneries enchantaient le grand homme. Il accueillait à Ferney les plus mauvaises têtes, et se donnait parfois le plaisir de les protéger jusqu'à Genève par le moyen du duc de Choiseul :

1. B. N. Ms. fr. 15 285.

2. Bibliothèque de l'Institut, lettres de Hennin à Voltaire, p. 137.

*Monseigneur le duc est très humblement supplié de renvoyer ce placet apostillé de sa main à M. le Résident à Genève.*

Je désire que M. Hennin  
fasse réussir cette demande.

LE DUC DE CHOISEUL.

Pierre-Paul Gobriac et Jean-Michel Vaucher, maitres horlogers, habitant à Fernex près Versoy,

Ayant déclaré depuis très longtemps qu'ils voulaient aller à Versoy avec leurs familles, et qu'ayant signé il y a près de trois semaines avec tous ceux qui se sont mis sous la protection du Roi dans Versoy même, demandent la liberté de pouvoir, en qualité de Français et de sujets du Roi, aller librement retirer tous leurs effets à Genève, et ramener leurs épouses de cette ville.

Ils supplient très humblement Monseigneur le duc de Choiseul de vouloir bien recommander à M. le Résident pour le Roi à Genève de leur procurer, à eux et à leurs camarades, toutes les facilités convenables, toute sûreté pour eux et pour leurs femmes. Ils espèrent que Monseigneur le duc daignera leur accorder cette justice.

[16 mars 1770] <sup>1</sup>.

Les Genevois cependant ne laissaient point Voltaire sans riposte. Le directeur de sa manufacture étant venu à Genève en mai, fut rossé et empêché d'entrer à la porte de Cornavin. Un mois plus tard, un commissionnaire

1. Aff. étr., *Genève*, 79, f° 177, W. Ce Gaubriac se brouilla dans la suite avec Voltaire : il écrit à Choiseul, de Carouge, 4 juin 1770 « M'étant retiré à Versoix et ne pouvant y trouver un logement, je me suis placé à Ferney, j'y ai loué de Mme Romilly, une boutique, un petit appartement dont j'ai payé le loyer 6 mois d'avance, je m'y suis logé au su de M. Fabry lui-même, j'y ai planté mon enseigne d'horloger; mais quelle n'a pas été ma surprise à mon retour d'une absence de quelques heures seulement de trouver la maison forcée et habitée par un de mes confrères nommé Fillon, nouveau venu, et mon enseigne portée... je n'ose le dire... où... dans le Château. Opprimé par des personnes en place, la protection que vous daignez accorder aux nouveaux sujets de S. M. autorise la liberté que je prends de m'adresser à vous directement. » (A.-N., H. 174.)

du philosophe fut arrêté à cette porte, et menacé d'aller en prison comme « appartenant à ce b..... de Voltaire ». Celui-ci, aussitôt, en fit sa plainte en forme :

Par-devant Jean Amédée Porramy, greffier de la justice de Ferney, s'est présenté aujourd'hui 17 juin 1770 Jean-François Dalloz, commissionnaire du château de Ferney, lequel a déclaré sous serment qu'hier, en revenant de Genève à midi et demi pour conduire au château les provisions nécessaires, il fut arrêté à la porte par un bourgeois qui fait l'office de visiteur :

Que ce visiteur lui dit : Tu portes du pain pour les grimauds de Ferney ;

Que lui Dalloz répondit : il n'y a pas de pain dans ma voiture, et je ne suis pas un gapion<sup>1</sup> ;

Que le visiteur appela le sergent de garde pour faire descendre ledit Dalloz de sa voiture ; que le sergent menaça ledit commissionnaire de coups de canne :

Que ledit Dalloz demanda à être conduit chez le Résident de France ; qu'alors le sergent de garde le prit au collet en lui disant : je me fiche de toi et de ton résident, il n'a rien à commander ici ;

Qu'il fut retenu devant le corps de garde pendant plus d'une demi-heure ;

Qu'il demanda à plusieurs reprises à être conduit à la résidence ; que dans la foule qui l'entourait, un des assistants dit à deux reprises : Va te gratter le cul avec ton résident ;

Qu'au bout d'une demi-heure, on le conduisit au capitaine de la garde au-dessus de la porte de Cornevin ; que ce capitaine lui dit : Tu es un coquin et un malheureux, si tu y retournes tu verras ce qui t'arrivera ;

Qu'immédiatement après, lui, Dalloz, ayant la liberté de sortir de la ville, alla à la campagne de M. le résident de France, où il trouva M. Gabard, secrétaire de M. le résident, avec M. Rieu, auxquels il se plaignit des outrages ci-dessus mentionnés.

Et déclare n'avoir rien à ajouter ni à diminuer à la présente disposition.

1. Gapion, employé d'octroi, gabelou.

Et sur-le-champ est allé à Gex pour déposer les mêmes choses par-devant qui il appartiendra.

J. PORRAMY, greffier <sup>1</sup>.

ADAM, témoin,  
WAGNIÈRE, témoin.

Hennin n'entendit pas être compromis dans l'affaire : il réclama vigoureusement contre l'offense faite à Voltaire, obtint la punition des hommes de garde, mais refusa d'utiliser la déposition envoyée par le poète. « Vous vous êtes aperçu, dit-il à ce propos à Choiseul, qu'en matière de faits, il faut se défier des relations de Ferney <sup>2</sup>. »

Ces menues tracasseries ne retardaient pourtant point l'activité des réfugiés. Huit jours n'étaient pas écoulés depuis l'échauffourée de Genève, que déjà partaient des montres signées *Valentin à Versoix* : celles-ci, à la vérité étaient de contrebande <sup>3</sup>. Mais dès le 9 avril, Voltaire se trouvait à même d'envoyer une caisse de montres à Choiseul, en le priant de les recommander au roi d'Espagne; un mois plus tard, à l'occasion du mariage de Marie-Antoinette, il adressait à la duchesse de Choiseul de nouvelles montres, dont quelques-unes ornées de diamants, avec les portraits en émail du Roi et du Dauphin. M. de Choiseul, alors tout-puissant à Madrid, recommanda la manufacture à notre ambassadeur; et pour lui procurer le débouché du Levant, il y intéressa son cousin Praslin. Celui-ci demanda aussitôt le

*Tarif des montres de la fabrique royale de Ferney.*

Montre d'argent lisse . . . . .	3 louis
— — gravée ou guillochée . . . .	4 —
— — pour particulier, lisse. . . .	4 —
— — répétition bonne. . . . .	14 —
— d'or lisse de pacotille ou légère. . . . .	7 —
— — de 18 <sup>d</sup> , bonne. . . . .	8 — 1/2
— — d'une once. . . . .	9 — 1/2
— d'or gravée taille-douce, ouvrage fin et particulier. . . . .	10 — 1/2

1. Bibliothèque de l'Institut. Lettres de Hennin à Voltaire, p. 147, W.

2. Genève, 78, f° 248.

3. Ibid., 78, f° 137.

Montre d'or de couleur, ouvrage très fin . . .	13 louis
— — répétition or lisse, bon ouvrage . .	20 —
— — — — — taille douce . .	21 —
— — — — — or de couleur de 24 . .	28 —
— — — — — à cylindre de 32 . . .	38 —
— — — — — et à secondes.	42 —

Nous répondons pour deux ans de toutes les pièces qui passent 8 louis et demi.

DUFOUR et CÉRET, entrepreneurs de la fabrique de Ferney.

Beaucoup de ces montres s'ornaient, au goût du jour, d'émail et de marcassites : elles étaient montées plutôt que fabriquées à Ferney, car la manufacture dans le début ne comprenait que quarante, puis soixante ouvriers, presque tous horlogers, monteurs de boîtes, metteurs en œuvre et graveurs, et parmi eux très peu de faiseurs de pièces. Il est vrai que ces ouvriers de détail se trouvaient en nombre dans le pays, où malgré la maîtrise établie à Gex, ils ne parvenaient pas à finir une montre, empêchés qu'ils étaient par la pauvreté de faire un long apprentissage, et par les règlements de Genève, de se parfaire en ses ateliers d'horlogerie<sup>1</sup>.

La matière première, rare et chère dans le pays, préoccupa Voltaire dès le commencement; d'abord il donna aux horlogers 200 louis d'or pour les fondre, selon l'usage de Genève; puis il essaya de se procurer des lingots en Espagne; et l'un de ses protégés manquant d'or, il lui arriva, vrai philosophe, d'envoyer au creuset les médailles, que durant sa carrière, il avait reçues des potentats de l'Europe. Aussi ne faisait-il pas grâce aux voleurs d'or :

*Copie de la lettre de M. de Voltaire à M. le lieutenant  
de justice de Genève.*

A Ferney, 18 octobre 1770.

Monsieur,

Le nommé Sandoz, Genevois, monteur de boîtes, étant venu travailler de son métier dans le château de Ferney pendant

1. Genève, 77, f° 244.

six mois, y a volé pour environ six cents francs d'or qu'il a vendu en plusieurs fois au nommé Prévot, orfèvre à Genève.

Cet orfèvre lui a toujours donné par denier d'or deux florins et demi de moins que cet or ne valait. Ainsi il a partagé le vol, et il en a été convaincu par Guillaume Resseguère, natif de votre ville, qui demeure rue du Temple.

Je demande justice au nom des Français qui ont été volés par le nommé Sandoz et par le nommé Prévot, receleur. Je ne doute pas, Monsieur, que vous ne la fassiez selon votre respectable usage.

L'orfèvre Prévot ne devait pas sans doute acheter d'un ouvrier de la limaille et des rognures d'or qu'il voyait évidemment avoir été volées. Le prix qu'il en a donné au-dessous de la valeur est une preuve du délit. Les magistrats ont trop d'équité et aiment trop l'honneur de la République pour souffrir de telles prévarications.

J'envoie copie de cette lettre à M. le duc de Choiseul que j'espère avoir bientôt l'honneur d'informer de la considération que vous continuez toujours d'avoir pour les sujets du Roi et de l'obligation qu'ils vous auront dans cette affaire.

J'ai l'honneur d'être avec tous les sentiments que je vous dois, M., votre, *etc.*

M. de Voltaire et Mme Denis supplient M. Hennin de faire tout ce qu'il pourra dans cette affaire qui devient bien plus considérable qu'on ne croyait<sup>1</sup>.

Cette pénurie de métal précieux amena les horlogers émigrants à demander au ministère un poinçon particulier, fixant pour eux le titre de l'or à 18 carats, au lieu des 22 carats imposés dans le royaume. C'est qu'au rebours de nos fabricants, dont les efforts s'associaient à ceux du gouvernement pour maintenir la qualité de nos productions, ils tendaient aux bénéfices du travail plutôt qu'à ceux du commerce, et déjà s'ingéniaient aux marchandises de pacotille, qu'on vend à bon marché mais en plus grand nombre. « Cette épargne de matières, disaient-ils, pourrait faciliter aux particuliers à se donner un cinquième plus de bijoux, ce qui procurerait

1. Bibliothèque de l'Institut. Lettres de Hennin à Voltaire, p. 159, W.

un cinquième plus de salaires... Ce n'est pas ces deux carats de plus dans le titre qui font donner la préférence aux ouvrages de Paris ; c'est plutôt parce que le goût et l'exécution y sont mieux entendus, parce que c'est le lieu où la nouveauté des modes prend naissance et donne le ton aux autres pays<sup>1</sup>. » Et en conséquence, ils commencèrent à vendre des montres de 18 carats, qui furent aussitôt confisquées par le Cour des monnaies.

L'abbé Terray, en effet, disciple fidèle de Colbert, était inflexible sur les dispositions du règlement : « Elles sont la base de la foi que les étrangers ont accordée au poinçon de France. Il est vrai que Versoix se servirait d'un poinçon particulier. Mais je regarde comme très intéressant que le poinçon de France soit unique, ainsi que le titre, afin qu'il ne puisse y avoir sur cela aucune méprise. » Il repoussa pareillement la demande formée par les Natifs d'être exempts d'impôts pendant vingt ans, sur ce que grâce à elle, ils pourraient vendre leurs montres à beaucoup meilleur marché, et bientôt être seuls à en faire le commerce. Enfin nos relations avec les cantons ne permirent pas d'examiner la requête suprême des émigrants : elle ne tendait pas moins qu'à faire prohiber absolument l'entrée de l'horlogerie genevoise dans le royaume<sup>2</sup>.

Les mêmes raisons d'intérêt général s'opposaient aux privilèges des tanneries gessiennes. Prohibitifs, tant qu'il s'agissait de s'assurer les matières premières, les tanneurs réclamaient aussi aisément la liberté pour écouler les produits de leurs manufactures ; c'est ainsi qu'ils réclamèrent du Conseil l'interdiction de sortie des cuirs en poil, laquelle leur fut refusée comme trop peu importante, puis la sortie en franchise des cuirs verts,

1. A.-N. H. 178 p. 41.

2. H. 176, p. 111<sup>3</sup>. Les émigrants renouvelèrent leurs demandes l'année suivante en suggérant d'abaisser le titre dans toute la France. D'après une lettre de Fargès à Voltaire du 15 décembre 1774 (B. N. fr. 42901, f° 18), on voit que ce projet fut repris à l'avènement de Turgot.

que les règlements empêchaient, en vue de soutenir la main-d'œuvre nationale. Il est vrai que la province, isolée du reste de la France, n'avait de débouché pour ses cuirs que l'étranger; et ils étaient sa principale industrie, tant par l'abondance du bétail que par le voisinage d'une ville riche. Les syndics de Gex faisaient leur les demandes des tanneurs<sup>1</sup>, et Voltaire n'avait garde d'abandonner ses associés. On n'a pu retrouver la lettre qu'il écrivait à ce sujet au contrôleur général; mais voici la réponse de l'abbé Terray<sup>2</sup>:

A Paris, le 26 juin 1771.

J'ai reçu, Monsieur, avec la lettre que vous m'avez écrite le premier de ce mois, le mémoire que vous m'avez adressé et par lequel, après avoir exposé que les employés de la Régie du droit sur les cuirs apportent des obstacles au succès de la tannerie qui s'est établie sous vos yeux et par vos soins à Ferney, vous demandez que l'on accorde à cette manufacture toute la protection qui lui est nécessaire pour se soutenir et se procurer les accroissements dont elle est susceptible.

L'empressement que j'aurais toujours de seconder des vues aussi utiles et aussi intéressantes que celles dont vous me faites part m'a fait demander aux régisseurs les éclaircissements qui m'étaient nécessaires sur les difficultés que les nommés Brun et Perrachon pouvaient avoir éprouvées de la part des employés; ils m'ont assuré qu'il n'en était venu aucune à leur connaissance, si ce n'est que leur contrôleur ambulant ayant trouvé chez le nommé Perrachon des cuirs et peaux en vert dont il tenait magasin, il avait fait connaître à ce particulier que ces sortes de magasins étaient expressément prohibés dans l'étendue des quatre lieues frontières de l'étranger (dont Ferney n'est éloignée que d'une demi-lieue) par l'article 26 des lettres patentes du 29 mai 1766 portant règlement sur la Régie et perception du droit sur les cuirs, mais que par égard pour vous, Monsieur, il n'en avait point fait la saisie; et je ne peux vous dissimuler qu'au moyen de la disposition précise des lettres patentes que je viens de rappeler, et attendu les inconvé-

1. *Ain*, C. 1 014 et A.-N. F<sup>12</sup> 95, f<sup>os</sup> 149 et 299.

2. *B. N.* fr. 42 902, f<sup>o</sup> 171, or. sign.

nients de tous genres qui ne manqueraient pas de résulter de la liberté qui serait accordée de tenir des magasins de cuir vert à proximité de l'étranger et qui faciliterait la sortie de ces matières premières en exemption des droits et au préjudice de la main-d'œuvre nationale. c'est tout ce qu'il était possible de faire en faveur du nommé Perrachon.

Les Régisseurs, sur ce que je leur ai fait connaître le désir que j'avais qu'il fût formé des arrangements qui pussent se concilier avec la sûreté de la perception et du recouvrement du droit, se proposent d'établir dans le lieu même de Ferney un bureau, et d'y faire remettre les marteaux nécessaires, afin d'éviter aux nommés Brun et Perrachon l'embarras d'aller faire dans un bureau éloigné les déclarations auxquelles ils sont tenus, et le désagrément d'attendre, pour la marque des marchandises qu'ils fabriqueront, l'arrivée des commis du département, dont la résidence ne laisse pas d'être éloignée de Ferney : au moyen de ces facilités et de l'exactitude que je ne doute nullement que ces fabricants n'apportent dans les déclarations qu'ils feront, je ne vois rien qui puisse s'opposer au succès d'un établissement aussi avantageux, et je vous prie d'être bien persuadé que je m'efforcerai toujours d'y concourir.

J'ai l'honneur d'être avec un très parfait attachement, Monsieur, etc.

TERRAY.

*M. de Voltaire.*

La désunion du pays des fermes générales aplanit dans la suite ces difficultés : car les tanneurs purent librement exporter leurs cuirs, et les montres, qui jusqu'alors entraient avec le poinçon étranger, continuèrent d'être considérées comme étrangères.

\*  
\* \*

Si les artisans de Ferney étaient gênés dans leurs entreprises, encore avaient-ils le soutien d'un homme aussi puissant que riche. Il n'en allait pas ainsi des Natifs retirés à Versoix. Sans locaux, sans avances, sans facilités pour la vie journalière, ils s'étaient à grand'peine installés dans un bâtiment appartenant au Gene-

vois Lullin, que le roi se proposait d'acquérir. Associés au nombre de vingt chefs de famille avec Auzières à leur tête, il se flattaient, si on leur procurait un fonds de 200 000 livres, d'être bientôt pour Genève des concurrents notables, tant par leurs capitaux, que par leur réunion, car l'infériorité, selon eux, était que pour leurs débouchés les artisans de Genève devaient passer par les petits marchands. Cependant ils ne trouvèrent que 20 000 francs dans le pays de Gex; et leur vente n'étant pas organisée ils furent bientôt obligés, pour écouler leurs marchandises, de les mettre en une loterie de 1 200 billets à 12 livres le billet; parmi 73 montres, le gros lot était une « répétition garnie de diamants <sup>1</sup> ».

Mais leur détresse, qui était extrême, s'aggravait de beaucoup par le désordre de l'administration. Huit mois après leur arrivée, aucune décision précise n'était prise sur leur sort : le commandant militaire, homme décisif et hautain, était en guerre ouverte avec l'Intendance; et il donnait lieu de regretter « que sa fortune ne le mit pas au-dessus de toute tentation ». Enfin les paiements du Roi, qui n'étaient rien moins que réguliers, cessèrent tout à fait à la fin de 1770 : des paysans de qui l'on avait acquis le terrain ne furent jamais satisfaits; Racle, entrepreneur des travaux, se trouvait créancier envers le roi de près de 170 000 livres. Ce Racle était un homme à idées, tour à tour architecte, ingénieur, potier, inventeur d'une faïence décorée, nommée par lui « argile-marbre » et dont il faisait des poêles pour toute la contrée. Possesseur d'une tuilerie à Ferney, il avait, par la protection de Voltaire, creusé le canal et le port de Versoix et commencé la construction des bâtiments publics. Sept ans plus tard, n'étant pas encore remboursé, ses créanciers le firent vendre et saisir : « malheur, dit Hennin, qui donne aux étrangers une mauvaise idée de l'administration <sup>2</sup> ».

1. A.-N. II. 174, pp. 55, 146, II. 178, p. 53 et A.-E. *Genève*, 77, f° 244.

2. *Genève*, 83, f° 213.

Il est vrai que dans l'intervalle, la chute de Choiseul avait consommé la ruine de Versoix : la France fut pendant six mois sans ministre des Affaires étrangères ; et elle n'en eut pas davantage quand le duc d'Aiguillon, esprit rétrograde et borné, eut été chargé de ce département.

Voltaire, qui n'avait jamais eu confiance dans l'action du ministère, reprit alors au profit de Ferney le projet de Versoix. Il appela les émigrants dans son village ; il leur prêta à 4 et 5 p. 100 des sommes, qui, selon ses déclarations, montèrent à 100, puis à 200 000 francs sans intérêts, mais que l'état de ses biens fixe pour tout Ferney à 70 000 francs, faisant 3 150 francs de rentes : surtout il employa son crédit en leur faveur. Les ambassadeurs reçurent des circulaires les priant de protéger à l'étranger les produits de ses manufactures ; quelques-uns furent sollicités personnellement, tels le comte d'Aranda pour l'Espagne et M. de Saint-Priest pour la Turquie. Dès la première année l'impératrice Catherine voulut bien accepter une fourniture de 8 000 roubles, qui furent exactement payés ; et elle fut alors présentée d'étendre à la Chine le commerce de Ferney. Il n'était personne ayant quelque attache avec le patriarche qui ne fût mis à contribution :

9 décembre 1772. au château de Ferney par Lyon.

Permettez, Monsieur, que sans avoir l'honneur d'être connu de vous, mais l'ayant été de Monsieur votre père, je prenne la liberté de solliciter vos bontés pour une petite colonie d'étrangers que j'ai établie dans un pays un peu sauvage. Vous verrez par la petite note ci-jointe que j'ai rassemblé dans mon désert des artistes assez habiles. Ce sont des nouveaux sujets que j'ai eu le bonheur d'acquérir au Roi. Vous êtes à portée de faire connaître à la Cour des ouvrages uniques en fait d'horlogerie, qu'on ne fait ni à Paris, ni à Londres.

Il y a environ un an et demi que d'autres artistes de ma colonie eurent l'honneur d'envoyer deux montres à M. le duc de Duras avec les portraits de Mme la Dauphine et de la

reine de Naples. On dit que ces portraits n'étaient pas trop bien faits, et c'est ce qui arrive fort souvent aux peintres en émail, comme aux autres; mais les montres étaient bonnes. Je vous demande votre protection pour nos horlogers qui travaillent à un tiers meilleur marché qu'on ne fait à Paris, et qui sont à vos ordres.

J'ai l'honneur d'être avec tous les sentiments que je vous dois, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

VOLTAIRE, gentilhomme ordinaire du Roi<sup>1</sup>.

Tout nombreux que fussent les amis du grand homme, ils ne pouvaient à eux seuls absorber des produits dont la valeur s'élevait chaque année à plus de 400 000 francs; et comme c'étaient des particuliers, on n'osait exiger d'eux des paiements aussi réguliers que ceux des marchands. De plus, il n'étaient pas toujours solvables : témoin Mme du Barry, qui, s'étant chargée des cadeaux au mariage du comte d'Artois, éleva des difficultés au moment de payer, et certain Gênois du nom de Viale, se disant marquis, en effet marchand, mais qui fit banqueroute en marquis.

C'est que pour le succès de la manufacture, l'organisation du commerce n'était pas moins nécessaire que celle des ateliers. Longtemps les Natifs s'étaient plaints des commissionnaires de Genève, qui cependant leur servaient à la fois de conseillers, d'acheteurs et de banquiers : ouvriers plutôt que marchands, il fut plus facile à eux de s'en affranchir que de s'en passer. Pour ouvrir le débouché de leurs montres, Voltaire dut créer à Paris un comptoir de vente, confié à l'horloger Lépine, beau-frère de Beaumarchais; et comme celui-ci n'avait pas les moyens d'acheter la production de Ferney, le patriarche la prenait à son compte et la plaçait en dépôt chez Lépine : c'est ce qu'il veut dire quand il se vante d'avoir dépensé 400 000 livres dans son établissement, dont plus de 100 000 à la vérité pour ses maisons.

1. Bibliothèque de la ville de Paris, Papiers Voltaire, W. signé. Il semble que cette lettre soit adressée à Beaumarchais.

Ainsi les Natifs, après s'être soulevés contre la tutelle des banquiers et marchands de Genève, passaient maintenant sous celle d'un particulier sans expérience, quoique riche, puissant, et d'ailleurs bon financier. En regard d'eux, les Genevois, dont la fabrique depuis leur exode avait baissé d'un cinquième, soit de 6 000 montres, continuaient leur commerce à Paris, avec d'autant plus de succès, peut-être, que la surproduction n'était plus à craindre. La manière même dont Voltaire conduisait l'entreprise rendait davantage incertaine la position des Natifs : il n'y employa jamais que son revenu, c'est-à-dire des capitaux relativement faibles, et qu'il stipulait encore lui devoir être remboursés à brève échéance<sup>1</sup>. Son économie le portait à solliciter de tous les receveurs des postes la franchise des envois de Ferney, mais elle l'associait aussi à un sieur Valentin, contrebandier notoire, méprisé des autres Natifs, qui fut pris un jour à Dijon porteur de 80 montres fausement poinçonnées : scandale peu favorable à la manufacture naissante. Enfin amené à l'entreprise par la gloire, retenu par l'intérêt, Voltaire n'y était point, comme les bourgeois de Genève, enchaîné par le besoin : il abandonna la manufacture à mesure qu'elle périclita, non, il est vrai, sans rejeter la faute sur le gouvernement. Cinq ans après sa mort, les Natifs rentraient presque tous à Genève.

L'établissement de Ferney ne fut pourtant pas inutile. Il montra qu'à la faveur des règlements douaniers, l'horlogerie de Genève pouvait être supplantée en France, où l'on venait d'apporter la main-d'œuvre, et les outils nécessaires. Il fut l'expérience préliminaire de la manufacture de Besançon dont Georges Anzières, associé de Voltaire, fut en 1790 le principal promoteur.

1. Cent mille livres de contrats qu'il fit vendre en 1771, correspondant à la valeur de ses édifices, doivent être considérées comme employées en dehors de la manufacture.

## CHAPITRE VII

### LA DÉSUNION DES FERMES GÉNÉRALES

Quand le voyageur quittait Genève pour Paris, soit qu'il prît la route de la Faucille, soit celle moins pénible du Bugey, il traversait d'abord de belles campagnes, où paissait cependant un bétail amaigri, puis arrivait dans un village composé de masures en ruines qu'habitaient « quelques spectres à demi-nus ». Dans ce village, Sacconex du côté de Gex, et Meyrin vers Nantua, était une maison bien bâtie, la seule qui fût de bonne apparence : le bruit des grelots en faisait sortir des hommes de gaillarde mine, vêtus d'un uniforme bleu doublé de rouge, avec un baudrier blanc et le sabre au côté. Leur « emploi était celui des héros » ils arrêtaient la voiture, y grimpaient lestement ; et aussitôt déballaient les malles où pouvaient être des toiles, des indiennes, dont l'entrée eût mis en péril l'industrie nationale ; ils ouvraient les cabas de route, à cause du jambon, qui doit être au sel gris sur la route de Bourgogne, et au sel blanc vers la Franche-Comté ; les goussets, recéleurs d'ouvrages d'horlogerie, étaient palpés par eux avec rudesse ; ou bien ils réclamaient les tabatières, et les vidaient d'un revers de main. Puis, satisfaits du devoir accompli, ils retournaient à leurs occupations, qui, selon la saison, étaient au coin du feu, les mains dans un manchon, de fumer une pipe de tabac suisse, ou de casser une croûte sous

la tonnelle, devant un pot de clairet, et une tranche du jambon confisqué. Libre de passer outre, le voyageur se sentait en France, dans le royaume le mieux administré de l'Europe.

Voltaire s'était exercé par maintes courses contre ces accidents; et d'ailleurs il n'avait jamais cru de son ressort « d'examiner comment le peuple doit contribuer sans être foulé, et de marquer le point précis, si difficile à trouver, entre l'exécution des lois et l'abus des lois, entre les impôts et les rapines <sup>1</sup> ». Mais il était à peine installé aux Délices qu'il ressentit jusque sous son toit l'inconvénient du système.

Répartis en quatorze bureaux dans le pays de Gex, les employés des fermes n'avaient pas seulement pour attribution de surveiller l'entrée des marchandises de l'étranger, de renverser les salières des paysans, pour leur apprendre à mieux consommer, et de suppléer les cavaliers de maréchaussée contre l'apostolat des prédicants huguenots <sup>2</sup>; un objet non moins important, selon l'économie d'alors, était de s'opposer à la sortie des grains et des légumes : prohibition d'autant plus opportune que Genève, état industriel et sans territoire, avait davantage besoin de subsistances. On ne permettait d'exportations que celle des dîmes possédées par la République dans le pays de Gex, et par faveur, celle des blés qu'y recueillaient dans leurs fonds quelques propriétaires forains citoyens de Genève. La gêne n'était pas grande aux habitants de la ville, maîtres de revenus, ou de salaires, élevés, et qu'approvisionnait un grenier public, d'une manière, il est vrai, coûteuse : elle était plus sensible à ceux qui, comme Voltaire, vivaient à la campagne avec un nombreux domestique à nourrir. Soixante coupes <sup>3</sup> de blé que, par grâce, il tirait annuel-

1. *Siècle de Louis XIV*, chap. xxx.

2. Th. Claparède, *Histoire des Églises réformées du pays de Gex*, Genève, 1856.

3. La coupe de Genève valait 78 litres 94; celle de Ferney 81 litres.

lement de France ne suffisaient pas à son besoin. Parmi les avantages que présentait à ses yeux la terre de Ferney, quand il en voulut faire l'acquisition, il ne comptait pas pour rien celui d'en porter la récolte à ses maisons de Suisse. Il l'écrivit à l'intendant de Dijon, M. Joly de Fleury :

Aux Délices, 11 octobre 1758.

On me propose une terre dans votre intendance. C'est un agrément dont je sens tout le prix, mais je n'en peux jouir sans votre protection. C'est la terre de Ferney, à deux lieues de Genève, au pays de Gex. Cette terre n'est convenable pour moi qu'autant qu'elle peut défrayer en partie ma maison des Délices, et me délivrer du continuel embarras d'acheter les choses nécessaires à la vie. Je n'ai chez moi que des fleurs, de l'ombrage, et quelquefois quarante personnes à nourrir par jour. Je dois à vos bontés la permission d'acheter en Bourgogne soixante coupes de blé par an, ce qui n'est pas la moitié de mon nécessaire. J'ai auprès de moi une assez nombreuse famille. Elle vous aura la même obligation que moi, Monsieur, si vous daignez faciliter par vos bontés l'acquisition qui se présente. La terre de Ferney appartient, comme vous le savez, Monsieur, à M. de Budée de Boisy, descendant de ce célèbre Budée, qui fit naître en France, sous François premier, les belles lettres que je voudrais mieux cultiver que je ne fais. Vous le favoriserez en honorant de votre approbation le marché que M. de Budée de Boisy me propose. Je sais qu'en qualité de Genevois, il a dans sa terre quelques droits dont je serai privé. Mais, en qualité de citoyen, j'espère que votre protection me tiendra lieu de ces droits. Je demande la permission de faire passer de ma terre de Fernex 100 coupes par an à ma maison des Délices, en cas que la terre soit à moi, outre les 60 que vous m'avez déjà accordées. Ces 160 coupes serviront pour la consommation de cette maison, et pour celle de Lausanne où je passe l'hiver. Je demande aussi la permission de payer la même somme que M. de Boisy paye pour son dixième. Ces deux grâces me détermineront à signer le marché dont je suspens la conclusion jusqu'au moment où je vous devrai, Monsieur, les facilités que j'ose attendre de bontés.

On dit, Monsieur, que vous avez à Gex un subdélégué, homme de mérite. Un mot de vous suffirait pour terminer avec lui les petites choses que je demande.

J'ai l'honneur d'être avec une reconnaissance respectueuse, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur

VOLTAIRE,

Gentilhomme ordinaire du roi <sup>1</sup>.

M. de Fleury répondit :

Le 16 octobre 1758.

Je ne romprai pas, Monsieur, le marché que vous êtes sur le point de conclure, et je me prêterai avec grand plaisir à tous les arrangements qui peuvent vous fixer dans un pays que j'aime et où j'espère vous trouver quelquefois. Je sens toutes les raisons que vous avez à désirer d'avoir une terre à portée des Délices, et de joindre l'utile à l'agréable. Il ne m'est pas possible de vous donner une parole positive ni de prendre un engagement par écrit sur la permission de sortir 160 coupes de grain par chaque année, mais je vous prie de compter que vous n'éprouverez jamais, de ma part, aucune mauvaise difficulté. En ce qui concerne le dixième, ou du moins les deux vingtièmes, ces impositions étant abonnées vous devez plutôt espérer de la diminution que de craindre la moindre augmentation, à moins qu'il n'y eût quelque portion de l'ancien dénombrement. La terre de Ferney est destinée à de grands hommes, et mon amour-propre est flatté de contribuer en quelque chose à la faire tomber entre vos mains. Mon subdélégué sera aussi empressé que moi de vous donner des marques de tous les sentiments que vous méritez à tant de titres. Rien n'égale la sincérité de ceux que je vous ai voués, et avec lesquels, j'ai l'honneur d'être bien véritablement, Monsieur, etc. <sup>2</sup>.

Voltaire n'attendait rien de l'intendant, frère du fameux Omer, le sachant « n'être en place que pour lui faire du mal ». Il fit requête à Versailles, d'abord au

1. *Collection Morrisson.*

2. *Id.*

duc de Choiseul, qui se donna pour incompetent, puis à M. de Courteilles, intendant des finances, chargé de l'administration des subsistances. Celui-ci accorda permission pour deux années, et la durée même de cette grâce montre ce qu'elle avait de précaire. C'est que le gouvernement avait une « thèse » touchant les biens possédés en France par des étrangers : « en principe, le grain recueilli sur un sol doit être employé d'abord aux semences de la récolte prochaine, et ensuite à la subsistance de ceux qui font valoir ce sol et qui l'habitent, et dans la thèse générale, s'il y a du surplus, il doit être employé [en France] à la subsistance des provinces voisines, qui peuvent en avoir besoin<sup>1</sup> ». Tous les deux ans, Voltaire devait donc réclamer le renouvellement du privilège, et voici en quels termes il le faisait à Fabry, subdélégué de Gex :

*Voilà les permissions de manger expirées. V... les renvoie à M. Fabry, lui présente ses très-humbles obéissances et remerciements, et le supplie de vouloir bien faire renouveler ses pancartes. Il est malade comme un chien, et souhaite meilleure santé à M. Fabry qu'il aime de tout son cœur.*

13 septembre<sup>2</sup>.

Il ne semble pas du moins que le poète ait jamais éprouvé de difficultés pour la continuation de cette faveur<sup>3</sup>. Elle lui devint au reste inutile, dès qu'il eut résilié son bail aux Délices.

1. Côte-d'Or, C. 1836.

2. Bibliothèque de la Ville de Paris, Papiers Voltaire, aut.

3. Il n'en allait pas ainsi pour les Genevois possesseurs de terres dans le pays de Gex. Des conférences tenues en 1750 entre des commissaires de Genève d'une part, et, pour la France, Fabry, assisté du receveur général des fermes à Gex, avaient établi pour les Genevois le droit de sortir en franchise les denrées de leur crû, telles que vins, bestiaux et bois, sauf déclaration aux fermes ; mais pour les grains dont Genève demandait à se pourvoir en France, on en refusait la sortie en principe, et la tolérait par des permissions particulières, délivrées moyennant

\* \*

Le 7 janvier 1760, un an à peine après l'achat de Ferney, Voltaire mandait au président de Brosses : « Il faudrait probablement me céder le syndicat (aux États de Gex), et nommer ainsi un autre syndic du tiers état que le sieur de Bosson. Je demanderais aussi la capitainerie des chasses. » Ce dernier article avait trait au cousin Daumart, mousquetaire du roi, et n'était pas pour engager le président, de qui le frère exerçait sans titre cette capitainerie. Mais l'objet du syndicat, essentiel à Voltaire, touchait encore plus M. de Brosses.

Les régnicoles du pays de Gex, qui vivaient dans la dépendance économique de Genève, étaient peut-être gênés davantage que les citoyens de cette république par les règlements prohibitifs : si le marché de la ville était en partie fermé aux denrées de leur crû, eux ne pouvaient tirer de Genève qu'au prix de droits d'entrée élevés les objets nécessaires à la vie, épices, meubles, vêtements, outils, instruments aratoires, etc. : et la gêne était devenue plus pressante depuis 1746, que le nombre des bureaux fut porté de trois à huit. Dès cette époque, ils avaient imaginé de désunir leur contrée des fermes générales, de la faire réputer, comme on disait, *province étrangère*, et ils s'en étaient ouverts en 1753 à M. Ferrand, fermier général, alors en tournée dans la province. Pour dédommager la ferme, ils offraient d'asseoir une taxe annuelle de 24 000 livres, tant sur les personnes que sur le bétail, avec une consommation forcée de 2500 minots. Propriétaire dans le pays, le président de Brosses avait pris à cœur cette réforme, topique, selon lui, pour terminer l'exode des habitants en Suisse. M. Joly de Fleury, qu'il y avait intéressé, ne

argent, par le subdélégué de Gex. Cependant les instructions du Contrôle général étaient, dans ce cas, de rebuter les Genevois par des objections de détail, et autant que possible d'éluder leurs demandes en temporisant. (*Côte-d'Or*, C. 1836 et *Ain*, C. 1025.)

semblait point, il est vrai, partager ses espérances. Ce fonctionnaire calculait, entre autres, que si la ferme réalisait chaque année un bénéfice de 30 000 livres sur le pays, cette somme y était reversée par les commis, dont les appointements approchaient 27 000 livres. Mais à ceci, le propriétaire répondait : « Cette dépense ressemble un peu à celle que les Prussiens faisaient dans le Mecklembourg, où je crois pourtant qu'on aurait été très content de ne pas les voir <sup>1</sup>. »

Voltaire, pour qui les impôts étaient une sorte d'esclavage, ne tarda point à discerner les inconvénients du projet. Il découvrit que si l'on prenait ce parti, c'est qu'on manquait d'argent « pour faire tout d'un coup une grande et bonne affaire. » Aussi proposa-t-il de former une compagnie qui eût versé 300 000 livres, une fois données, et en récompense, eût obtenu des fermes le sel au même prix que Genève : sel qu'elle aurait eu permission de revendre dans le pays, et surtout à l'étranger. Les bénéfices, pour 6 000 livres, seraient allés à l'entretien des chemins, pour 30 000 aux associés en intérêts de leurs avances, et pour 24 000 en frais de régie ou jetons « aux associés qui travailleraient ». Le subdélégué de Gex, de qui l'appui était indispensable, devait prendre la tête de la compagnie; le président de Brosses, connu pour son amour du denier huit, fut invité à mettre dans l'affaire son argent de la vente de Tournay, « qui lui rapporterait dix pour cent », tandis que l'entrepreneur était un certain Labat, le « baron » Labat, de qui le poète avait été courtier pour un prêt à la duchesse de Gotha. Quant au principal actionnaire, il écrivait à Fabry : « Vous demandez où l'on trouvera 300 000 livres. Ayez la bonté de souper chez nous, mon cher Monsieur, et vous en trouverez 400 000 dans huit jours. » Et à Brosses : « Voilà, direz-vous, un homme qui veut être le maître. — Oui; mais maître pour faire du bien, et maître sous vos ordres. » — Vexé de trouver

1. *Ain*, C. 1013.

aussi vite un rival en Voltaire, le président déclara aussitôt « que ce projet ne pouvait être accepté, ni même utile soit à ceux pour qui on le propose, soit même à ceux qui le proposent<sup>1</sup> ».

Le poète ne fit pas moins diligence auprès des fermiers généraux. Sur promesse « d'une statue à Ferney », Mme d'Épinay reçut le soin de la négociation : son mari, comme on sait, était l'un des soixante « sous-rois de France ». Elle connut le pays opprimé sous quatre-vingts « alguazils », pour payer à la ferme un bénéfice net de 26 000 livres, et M. d'Épinay promit d'aller par lui-même s'informer à Gex : démarche aussitôt considérée comme une sorte d'acquiescement de la part des fermes. Alors, brusquant l'affaire, Voltaire imagina d'offrir 100 000 écus au Roi : dans le besoin pressant où il était du fait de la guerre, S. M. accepterait et dans la suite s'arrangerait avec les fermes. Modérant de son côté ses prétentions, Labat, outre une indemnité annuelle, accordait ces 300 000 livres, soit pour une jouissance de vingt années, soit pour une jouissance à perpétuité : en échange, il ne demandait que cession de 7 000 minots de sel, et un léger impôt sur les bêtes à corne ; car « il y aurait encore, dit Voltaire, beaucoup à gagner pour la province et pour la compagnie ».

Telle fut la substance du

#### *Nouveau projet pour le pays de Gex.*

Le pays de Gex, dûment autorisé par arrêt du Conseil, empruntera, d'une compagnie qui se présente, une somme de 300 000 livres qui sera versée ou au trésor royal ou dans la caisse des fermes générales dans un court délai et aux termes dont on conviendra.

Il ne sera payé aucun intérêt de cette somme jusques à son remboursement.

On demande seulement que pendant trente ans au moins, il soit fourni annuellement au pays de Gex par MM. les

fermiers généraux actuels, leurs successeurs et tous autres régisseurs des gabelles du royaume, la quantité de 6 000 minots de sel à 6 livres 7 s. 10 d. le minot, prix fixé pour celui que la ville de Genève tire de France.

Ce prix sera payé comptant aux fermiers généraux au fur et mesure de chaque livraison par les syndics du pays qui revendront le sel au peuple à raison de 15 livres seulement par minot au lieu de 31 livres 3s. 4d. prix actuel.

On ne doute point qu'en tenant le sel à un si bas prix, on ne consomme lesdits 6 000 minots tant à cause de la quantité de bétail que l'on nourrira et engraissera que par rapport aux salaisons de fromages qui se feront avec moins d'épargne, ce qui donnera à cette denrée une qualité supérieure à celle qu'elle a actuellement, et en rendra le commerce plus étendu et plus lucratif.

Il sera passé entre les syndics du pays et la compagnie qui prêtera lesdites 300 000 livres un traité à moitié profit et perte, prélèvement fait des sommes ci-après :

1° De 15 000 livres pour intérêt au denier vingt du capital de 300 000 livres, ci.	15 000 livres.
2° De 8 000 livres pour frais de régie, loyers de magasin, ci.....	8 000 —
	<hr/>
	23 000 livres.

Ce traité sera homologué par arrêt du Conseil par lequel il sera porté que la taille et autres impositions du pays de Gex demeureront spécialement affectés et hypothéqués par privilège et préférence au remboursement dudit capital de 300 000 livres.

Par cet arrangement, Sa Majesté trouve un fonds de 300 000 livres sans intérêts pour subvenir aux pressants besoins de l'État, le pays de Gex l'avantage de ne payer le sel que 15 livres le minot au lieu de 31 livres 3s. 4d. prix actuel, un fonds de 14 325 livres par an pour employer à ses ponts-et-chaussées et à l'acquittement de ses dettes, et enfin une pleine liberté de commerce avec Genève sans recourir à aucun nouvel impôt pour réachat des gabelles, ce qui présente de toutes parts des avantages qui paraissent rendre ce dernier projet préférable au premier <sup>1</sup>.

L'hypothèque de 300 000 livres sur la taille et autres impôts est en effet une invention admirable : elle eût permis au pays de se libérer sans qu'il lui coûtât rien.

« Une aventure de sbires » dont le poète fut victime survint encore à point. Le pain manquant aux Délices, une voiture de 24 coupes de blé partit de Ferney le 24 janvier au soir ; elle était suivie de trois domestiques, l'un porteur de la permission de Fabry, les deux autres servant de témoins. Soit que la voiture ne se fût point arrêtée devant le bureau de Sacconex, soit que les domestiques aient été assez en arrière, équipage et chargement furent saisis par le brigadier, lequel, selon Voltaire, avait à se venger de ne plus dévaster à son aise les bois de Ferney. Cet homme, pour plus de sûreté, antidata le procès-verbal, et l'expédia sur-le-champ à l'Intendance. Dès le lendemain Voltaire eut sa rétractation, mais il partit de là pour demander destitution de la brigade, et représenter avec force aux fermiers généraux les méfaits de leur armée dans le canton. Les Soixante répondirent que la contravention suivrait son cours, et que, pour l'affranchissement du pays de Gex, la requête serait portée devant le Conseil du Roi : voie que sa longueur rendait presque sans issue <sup>1</sup>.

Voltaire, qui croyait l'Intendant hostile à son dessein, n'insista pas : mais la récolte ayant été abondante, l'assemblée du tiers-état demanda, le 15 septembre, liberté pour chaque habitant de tirer du marché de Gex une coupe de blé pour sa subsistance, sans la formalité de l'acquit-à-caution, et liberté entière de circulation d'un village à l'autre. M. de Fleury n'en ajourna pas moins sa décision, jusqu'à publication d'un règle-

1. Ils s'y défendirent le 24 mai 1760, contre l'ancien projet du sel forcé présenté par les syndics à ce tribunal, et ils exposèrent que le bénéfice de 60 000 livres à réaliser chaque année par la province ne se comparait pas aux 24 000 livres offertes par elle en abonnement. *A. N.*, H. 174, p. 27.

ment, alors préparé par le ministère, sur la liberté du commerce avec l'étranger<sup>1</sup>.

Mais l'année suivante, cet Intendant céda la place à M. de Villeneuve. Celui-ci, aussitôt instruit, eut égard à la situation particulière du pays. Il engagea ses petits États à faire du projet un article de leurs cahiers; lui-même le recommanda dans une lettre à Saint-Florentin, ministre chargé de la Bourgogne, où il montrait la faible population de la province, la facilité, le penchant des habitants à la contrebande, et que, vexés par les précautions nécessaires des fermes, ils allaient peu à peu s'établir dans les États voisins. Le remède, à ses yeux, n'était que dans l'abonnement des droits des fermes, « dont il faut auparavant constater le produit, déduction faite des charges, qui sont considérables ». A ceci, les fermiers ripostèrent : « Cette déduction ne devait pas être faite, parce que les commis actuellement employés dans le pays ne suffiraient pas, à beaucoup près, pour renforcer la ligne à établir sur la nouvelle frontière; le pays, à la vérité, était d'un faible revenu, mais formait un lieu d'observation favorable, d'où l'on peut être instruit des mouvements des contrebandiers en Suisse et en Savoie. » Ils notaient enfin que par la demande de 3 000 minots de sel forcé, alors qu'il n'en consommait que 1 500, le pays avouait son faux-saunage. Le ministre invita cependant ces habiles stratèges à se relâcher sur les tabatières; et il pressa formellement M. de Trudaine, intendant des finances, d'examiner l'affaire à fond. Trudaine dépêcha Montigny, son fils, informer sur les lieux avec l'Intendant<sup>2</sup>.

Les fermiers confièrent alors leur défense à M. d'Eri-gny, l'un d'entre eux. Il se fit éclairer par le « baron » Sédillot, receveur général des fermes à Gex, adversaire naturel de la réforme, et s'aboucha dans Paris aux

1. *Ann.*, C. 1014.

2. H. 126 III, H. 127 IV et H. 174, p. 27.

horlogers et lapidaires, lesquels redoutèrent aussitôt l'entrée frauduleuse des montres genevoises : sa conclusion fut un mémoire, le 6 octobre, où il peignait le pays de Gex comme « l'un des plus beaux du royaume, des plus abondants, des plus riches. Cela se prouve par la cherté des biens-fonds, qui se vendent au denier soixante. » Cette allusion à l'achat de Ferney réveilla Voltaire : car il soutenait l'affaire avec moins de zèle depuis qu'on la voulait résoudre sans ses capitaux. Il protesta auprès de M. Bouret, son ami, frère de M. d'Erigny : « De ce que je suis une dupe, dit-il, il ne s'ensuit pas que la terre soit fertile. » Il assura Trudaine que « trois cents gardes n'empêcheraient pas la contrebande, attendu que toutes les femmes qui vont à Genève mettent du sel et du tabac dans leur chemise, et qu'il n'y a pas encore de loi qui ordonne expressément de trousser les femmes dans les bureaux des fermes ». Enfin il écrivit à M. d'Erigny lui-même. Cette lettre est perdue, et c'est dommage. Mais voici la réponse du fermier général :

Paris, le 20 décembre 1761.

Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire : la compagnie m'a remis celle que vous lui avez adressée. Je voudrais qu'il dépendit de moi de répondre à ce que vous désirez : j'ai trop à cœur que vous ne me regardiez pas comme votre ennemi ; mais je n'ai que ma simple et faible voix, et dans l'envie que j'aurais de faire quelque chose qui vous fût agréable, je me trouve arrêté par l'intérêt des fermes du Roi qui s'y oppose, en présentant les conséquences dangereuses qui pourraient résulter de la désunion du pays de Gex, et de la liberté exclusive qui lui serait accordée contre laquelle réclameraient toutes les différentes provinces frontières du royaume. Ne croyez pas, je vous prie, que je puisse être d'aucun poids dans la discussion de cette affaire. Les choses paraissent être sous mon nom, parce que le pays de Gex fait partie de la correspondance dont je suis chargé, mais c'est rapporté au bureau, et les observations pour et contre remises sous les yeux du ministre.

J'adresse ma réponse aux Délices. J'étais tenté de ne mettre d'autre adresse qu'au *propriétaire des Délices* ; personne sûrement n'eût été embarrassé pour savoir à qui cette lettre devait être remise.

J'ai l'honneur d'être avec les sentiments les plus respectueux, *etc.*

D'ÉRIGNY <sup>1</sup>.

A dater de là, le baron Sédillot, fut honni dans sa ville avec vigueur. Les syndics du pays, réunis le 30 novembre, le taxèrent « d'exagérations monstrueuses. Les biens de roture, dirent-ils, se vendent communément au 5 et 6 p. 100, encore en est-il plus d'un tiers hors du commerce... Seul le petit nombre des terres seigneuriales les rend véritablement précieuses. Les étrangers, rebutés par les désagréments auxquels on est journellement exposé de la part des commis et employés des fermes, non seulement ne font plus d'acquisitions dans le pays, mais la plupart de ceux qui y possèdent des domaines cherchent à les aliéner <sup>2</sup> ». Fabry, depuis longtemps rival du receveur, parla de visiter le grenier à sel, en sa qualité de syndic du tiers. Il prétendait fictifs les déchets accusés par le regrattier : s'il avaient été réels, Sédillot, pour les deux années courantes, eût été, d'après lui, en perte de 12 000 livres. « On ne présumera jamais que le sieur Sédillot eût exercé comme il a fait pendant trente à quarante ans la recette du grenier à sel de Gex, s'il avait été exposé à des pertes si considérables : il n'aurait pas payé en 1759 une somme de 15 000 livres par forme de cautionnement pour se conserver un emploi où sa ruine était certaine <sup>3</sup>. » Puis il lui reprochait son aisance, d'être venu à Gex sans aucun bien en qualité de simple contrôleur au bureau des traites, et d'avoir

1. *Ain*, C. 1014, copie.

2. *A.-N.*, H.  $\frac{202}{3}$ , p. 8.

3. *Ain*, C. 1014, 1024.

acquis une charge de trésorier-payeur des gages en la Chambre des comptes de Dôle. Grief décisif pour Fabry, qui parti de rien comme Sédillot, était l'homme le plus riche du pays, mais avait gardé sa roture : le regrattier venait d'être anobli, et par sa charge de Dôle, et par l'achat, dans le pays de Gex, de la baronnie de Saint-Genix avec fiefs et domaines. Malgré ce double titre, il décida de le maintenir à la taille, tant qu'à la fin M. de Brosses dut intervenir auprès de l'Intendant :

Dans le temps que nous croyons, Monsieur, notre affaire du pays de Gex assurée et conclue d'un consentement réciproque, par l'acceptation des propositions que les fermiers généraux ont faites eux-mêmes, je reçois une lettre de M. de Trudaine qui me marque que depuis ils viennent de lui remettre un nouveau mémoire qu'il vous envoie contenant une opposition des plus fortes au traité; que néanmoins sa façon de penser n'est pas changée à cet égard; mais qu'il craint que M. le contrôleur général ne soit touché de cette opposition, surtout dans le moment d'un renouvellement de bail.

Je vous avoue que je suis fort alarmé de cette lettre, et très surpris d'une opposition si déplacée après l'acceptation de ce qu'ils ont eux-mêmes proposé; si indécente après avoir fait porter cette parole par M. de Trudaine, après que vous avez vous-mêmes été sur les lieux pour la faire convenir des deux parts. Tout ce pays qui était dans la plus grande joie de ce que vous veniez de faire pour lui, et qui regardait ses espérances comme presque consommées, va être au désespoir. Je suis bien assuré que vous allez employer toutes vos forces pour faire tomber ce nouvel obstacle. Je n'ai pas vu le nouveau mémoire de la ferme. Mais ce qu'on y allègue, que le nouvel arrangement favorise la contrebande, ne peut être plus faux. Vous avez vu le local. Ainsi je n'ai pas besoin de vous dire qu'au contraire rien n'est plus facile que de garder la frontière par le fort de l'Écluse et par le pont de Mijoux, au lieu que le pays lui-même, tout ouvert sur l'étranger, était impossible à garder.

Il me paraît très important de découvrir de la part de qui ce nouvel obstacle est suscité. On aura donné par-dessous main quelque mauvais mémoire à la ferme, à dessein de

faire manquer la réussite en vue de quelque intérêt particulier. Vous avez vu que quelques personnes n'en étaient pas d'avis : notamment moi, qui aurais voulu obtenir davantage. Mais je me suis rendu aussitôt que j'ai su qu'on était content, et qu'on avait de quoi l'être par la manière dont vous aviez prévenu l'inconvénient que je craignais.

Je ne vois que deux personnes qui aient intérêt à faire échouer, et que deux motifs d'intérêt. L'un est la distribution du sel dont les avantages diminueraient quant à présent <sup>1</sup>. L'autre est le libre parcours du blé dans le pays même, qui devient une suite de la libération, au moyen de laquelle on n'aura plus besoin, comme ci-devant, de permissions qui au lieu d'être données gratis, peuvent n'avoir pas toujours été données ainsi <sup>2</sup>. Je ne vous en dis pas davantage ; et ceci même n'est qu'entre nous deux.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur, *etc.*

BROSSES.

Dijon, 15 octobre 1761.

Permettez que je vous dise encore un mot d'une autre affaire, par lequel vous verrez que je ne suis pas prévenu contre les deux personnes ci-dessus. Le sieur Sédillot m'écrit avec de grandes instances pour vous recommander un mémoire venu de M. d'Ormesson, sur ce qu'on veut l'imposer à la taille, quoiqu'il soit reçu dans le corps de la noblesse. Vous verrez ses raisons que je crois bonnes. Il accuse de ceci le sieur Fabry, qui est en effet son ennemi. Je vois ces deux hommes fort contrepoinés de longue main. Fabry avait mis de son côté M. de Fleury qui m'a souvent fait des plaintes de Sédillot ; et peut-être étaient-elles quelquefois fondées, mais enfin, ce n'est pas de cela dont il s'agit ici. S'il délinque, il faut le punir par l'endroit où il pêche, non par un autre qui n'a rien de commun. Je ne puis approuver que Fabry le persécute. C'est un bon homme, et pour moi, je ne peux dire que je l'aie trouvé personnellement en faute. J'ai même fait quelques démarches pour les réconcilier. Fabry a trop de vues, et voudrait trop réunir de choses en sa personne. Du reste, Fabry est un homme capable, intelli-

1. Ceci est pour Sédillot.

2. Et ceci pour Fabry.

gent, bien au fait du pays, bon à employer avec quelques restrictions ; entre autres, de ne lui pas tenir la courroie trop longue. Mais personne n'est parfait de tout point, et vous savez vous servir des gens en ce qu'ils sont bons : il est presque impossible d'en trouver qui soient parfaitement désintéressés. Je vous parle ouvertement. Je les aime tous deux et désire fort avoir occasion de les obliger : mais avant tout, la justice, la vérité, et le bien-être du peuple préférable à celui des particuliers <sup>1</sup>.

Trudaine, qui n'avait point le génie des petites villes, se réserva de tout finir par un règlement général sur les blés, qu'il méditait avec le contrôleur Bertin. Une déclaration du 25 mai 1763 servit en effet de préface à des libertés plus étendues, et allant jusqu'à l'exportation sous les réserves nécessaires.

Ce fut pour Voltaire l'occasion d'un nouvel effort. Un assez long mémoire, remis à M. de Villeneuve en avril de 1764, montra l'état des laboureurs dans le canton : une coupe de semailles ne leur produisait que deux coupes de bénéfice, et en frais de culture, elle leur coûtait 19 livres 10 sous. Ces deux coupes se vendaient au marché de Collonges 16 livres, et 18 livres au marché de Gex ; pour tirer un profit, il leur aurait fallu vendre au marché de Genève, où ces quantités valaient 24 livres, mais qui leur était interdit. Aussi abandonnaient-ils la culture pour servir en journées à la ville, et quand ils en avaient les moyens, travailler en qualité d'horlogers et de lapidaires. Le nombre des charrues, en vingt-cinq ans, avait diminué de moitié, dans ce pays déjà dépeuplé par la révocation de l'édit de Nantes ; et le poids des impôts s'aggravait d'autant « parce que toutes les charges des terres incultes et des habitants qui manquent retombent sur les terres cultivées et sur le peu d'habitants qui restent ».

Mais les défenses, établies pour maintenir l'abondance des grains dans le royaume, parvenaient-elles

à leur but? « Premièrement, elles n'ont pas empêché, dit Voltaire, qu'il ne sortit la même quantité; leur unique effet a été de faire hausser le prix du blé dans Genève », et la différence a été encaissée par les marchands suisses et savoyards, approvisionnés en France par la contrebande. « Il y a plus; dans les temps de disette, les habitants sont privés des blés envoyés à Genève de la Franche-Comté et de la Bresse, qu'il pourraient acheter sur la route; ils sont alors forcés de se fournir à Genève, et de payer l'augmentation causée par les défenses. » Sur le premier point, le philosophe était incomplet : car les gens de Gex, en tout temps, versaient leurs blés en fraude, dans le mandement de Peney, petite enclave genevoise; mais sur le second, l'édit du 19 juillet 1764 lui donna satisfaction : la liberté d'exportation fut accordée aux Français, tant que le blé, dans les pays frontières, et durant trois marchés consécutifs n'atteignait pas, par quintal, le prix de 12 livres 10 sous.

Le pays de Gex n'était pourtant pas délivré des « alguazils ». En vain le président de Brosses fit-il présenter par les États, et adopter par M. de Trudaine, l'ancien projet du sel forcé, à raison d'un minot par 10 personnes à 24 livres le minot; en vain réclama-t-il la protection de Mgr de la Marche, pour ne pas compromettre lui-même son prestige dans le pays : les fermiers se moquèrent de ses craintes, ajoutant que leurs observations avaient bien quelque poids<sup>1</sup>. Ils ne s'inquiétaient pas même de la contrebande, qui parfois se faisait par des bandes de 80 hommes armés, avec des chevaux de bât, porteurs de tabac et d'indiennes, le tout au compte des marchands de Genève, et sous les auspices des banquiers, qui leur prêtaient à la grosse aventure : il est vrai que les employés des fermes passaient pour complices aux yeux de tous<sup>2</sup>. L'une de ces

1. *Ain*, C. 1024 et A. N., H, 174.

2. *Alt. étr.*, Genève, 72, f<sup>os</sup> 229, 301, etc. Le taux du prêt variait entre 12 et 15 0/0. Cf. Chapuisat, *le Commerce et l'Industrie à Genève pendant la domination française*, Genève et Paris, 1908.

bandes, en 1765, mit les châtelains de Ferney dans une alarme assez vive : le 28 janvier, à quatre heures du soir, entra dans le village » un homme habillé de gris, grand, marqué de petite vérole, portant un chapeau uni, allant à Genève sur un cheval gris. Il s'informa sur la route à qui appartenaient les maisons qu'il voyait. Cela ressemblait fort à M. Mathieu. » Voltaire, avisé déjà par Fabry, se mit aussitôt sur la défensive, armant tous ses domestiques, et jusqu'à son commensal, le père Adam, « qui ne tirait pas mal son coup de fusil ». La troupe, en effet, passa le lendemain matin à cinq heures, d'autant plus redoutée qu'on la disait conduite par la sœur de Mandrin. « Si cela est, déclara le poète, il faudrait un bataillon à Gex. »

\*  
\* \*

Ce ne fut pas un bataillon, mais deux régiments, infanterie et cavalerie, que comme on sait envoya le duc de Choiseul, avec mission d'intercepter le commerce de la République. Tout d'abord, ce renfort aux commis des gabelles ferma aux paysans de Gex le débouché de leurs denrées. Mais peu de temps après, la sortie fut autorisée pour le laitage et les légumes ; à la fin de 1767 l'interdiction générale était levée, et en 1768, devant l'abondance de la récolte, l'exportation permise, portée même à de telles quantités que l'Intendant dut la retenir. D'autre part, le pays gagnait à l'occupation militaire d'entrer dans le ressort du duc de Choiseul. Ce ministre, qui dans l'été de 1766 avait reçu la visite de Fabry, demanda des mémoires à Henin, et fit une démarche auprès du contrôleur général. Mais celui-ci ne voulut pas « gêner la ferme sur ce point ». Le résident se borna à surveiller la contrebande, celle du moins des bandes armées, à empêcher leur passage sur le territoire de la République et à rechercher les marchands suspects de les commanditer <sup>1</sup>.

1. Aff. étr., *Genève*, 73, 74 et 75.

Quoique la récolte, en 1769, eût été médiocre, les Français exportèrent comme l'année précédente; ils se trouvèrent manquer en juin 1770. « Le peuple alors, dit Voltaire, fut dans le cas de Mlle Bernard qui avait vendu ses chemises et ses draps pour acheter un collier; elle fut obligée de vendre son collier à perte pour avoir des draps et des chemises <sup>1</sup>. » La disette, en effet, avait entièrement retourné les idées économiques du philosophe. Formé à l'école des Pâris, il avait cru jusqu'alors, avec tous les négociants, que la liberté seule assurait par la concurrence l'abondance des marchandises et la justesse de leur prix, le commerce tendant de lui-même à trouver, comme l'eau, son niveau. Depuis qu'il était à la campagne et voyait le pain à six sous la livre, tandis que Genève, par son grenier public, ne le vendait que trois sous et demi, et pouvait encore en fournir, chaque jour de marché, 50 000 livres aux gens de Gex et de Savoie, il était devenu prohibitif. On doit dire que, pour une ville sans territoire rural, les magasins de Genève étaient sagement administrés :

La République les forme et les entretient, dit Hennin, et pour subvenir aux frais et écouler les anciens blés, on oblige les aubergistes et les boulangers qui vendent au public à n'employer que le blé du magasin. Leur pain est fixé pour toujours à 4 sols du pays. Chaque particulier est le maître d'acheter du blé, de le faire moudre, pétrir et cuire chez lui ou chez le boulanger, et n'a recours aux greniers publics que lorsqu'il ne peut pas se procurer du pain à un prix au-dessous de celui qui se fait avec le blé de ces greniers <sup>2</sup>.

La récolte de 1770 fut encore plus mauvaise : le pain manqua dès novembre, et pour la première fois depuis deux cents ans, Genève se vit menacée de famine; l'exportation était défendue en Savoie comme en France, où le contrôleur général avait interdit jusqu'à

1. *Dictionnaire philosophique*, art. *Blé*.

2. *Genève*, 78, f° 223.

la sortie des blés étrangers arrivés par Marseille; si bien que la République dut fixer très bas les quantités à recevoir par chaque famille, et ordonner aux ouvriers étrangers, même servant chez les Genevois, de se pourvoir de pain à six sols et non à quatre comme les autres habitants <sup>1</sup>. Même disette à Gex : le blé aux environs de 50 livres le setier <sup>2</sup>, le pain blanc à 9 sous la livre, « malheur très petit pour moi, disait Voltaire, mais fort grand pour le peuple. » Pour soulager la province, il imagina, selon les idées du temps, de remplacer la farine par d'autres substances. « Je soutiens, écrit-il, que mon pain, moitié pomme de terre et moitié froment, est tout aussi blanc, et plus nourrissant et plus savoureux que le pain de Gonesse. » Mais le mélange étant difficile à pétrir et les boulangers ne voulant pas prendre cette peine, le philosophe, dans ses vues de bienfaisance, dut faire venir 200 coupes de blé de Sicile : il les distribua, dit Wagnières, au-dessous du prix d'achat. Enfin, il fut attentif à l'exportation.

Devant la rareté des vivres, et les provisions que les marchands faisaient en conséquence, des bruits d'accaparement couraient le populaire; et, ce qui est le plus grave, ils étaient accueillis par les gens en place, l'Intendant de Dijon et le résident à Genève. On accusait surtout un certain Cambessedès, établi à Genthod, de faire passer à l'étranger tout le blé du pays de Gex, sous prétexte de fournir de pain la garnison de Versoix, et de farine le boulanger de la ville, son beau-frère; ses achats avaient fait monter à un seul marché le blé de 8 livres par setier, et les commis des fermes, après six semaines de trafic, avaient arrêté une nuit, sur un chemin de traverse, cinq voitures chargées de 52 coupes de blé, que les conducteurs dirent lui être destinées. Voltaire aussitôt, envoya son regret au

1. *Genève*, 79, f<sup>os</sup> 383, 396, 427.

2. Le setier valait environ 50 litres, 48 à Gex, 54 à Ferney et à Genève.

directeur des vivres qu'un Genevois fût boulanger des troupes, et son espérance de voir bientôt achevés les fours de Versoix. A la vérité, il ne prenait part à cette affaire que par intérêt pour son protégé Racle, entrepreneur des travaux du port, qui dans les commencentements y avait installé boulanger un sien beau-frère <sup>1</sup>.

Mais dès qu'on voulait délivrer le pays des gabelles, il était imprudent d'appeler au zèle des commis. Les fermiers généraux ressentirent ce nouvel avantage et s'en prévalurent auprès de l'abbé Terray. Celui-ci, ferme prohibitif, reconnut sans difficulté la surveillance des blés comme un obstacle insurmontable au retrait des brigades : leur autorité fut bientôt renforcée par la remise en vigueur des anciennes défenses, arrêts de Parlement et ordonnances d'Intendants.

Malgré la cherté croissante des grains, qui, en avril 71 atteignaient le prix de 60 livres par setier, des enlèvements de 400 coupes se faisaient chaque semaine au marché de Gex et autant à celui de Collonges, quantités bien supérieures à la consommation des Gessiens que, sur de nombreux précédents, on soupçonnait de contrebande. Une autre voie pour les fraudes étaient les moulins de la frontière : des marchés de Saint-Claude et de Clairvaux, les meuniers tiraient des quantités considérables, qu'aussitôt ils versaient à l'étranger, sous couleur que Savoyards et Suisses avaient pour usage de moudre leurs grains en France. Contre ce dernier trafic, on obligeait les étrangers à déclarer aux fermes les grains apportés aux moulins : encore la mesure était-elle inefficace, car on voit l'Intendant, au

1. A. N.; II, 174. Ce beau-frère, ayant fait faillite, dut céder son bail au parent de Cambessedès, lequel débuta par donner crédit aux ouvriers de Racle, et se vit répéter le prix des fours par l'entrepreneur quand il présenta la facture. Il était essentiel pour Racle que les Cambessedès fussent ruinés et quittassent le pays parce que de cette manière, 1<sup>o</sup> il était payé de la construction des fours exécutés pour son beau-frère; 2<sup>o</sup> il réintégrait le dit beau-frère comme manutentionnaire des troupes dans les mêmes fours, qu'il se ferait payer une seconde fois par l'État.

mois de juin 74, interdire au seigneur de Crassier, protégé de Voltaire, de moudre d'autres grains que ceux de sa banalité. Mais contre les enlèvements aux marchés, les précautions des autorités étaient tout à fait illusoire. Aucun particulier, d'après l'ordonnance, ne pouvait acheter sans certificat de son besoin, dressé et daté par le juge et le curé de sa paroisse; établi à son nom, ce certificat mentionnait le nombre des personnes à sa charge, la quantité des terres à grains cultivées par lui; de plus, nul enlèvement n'était permis au marché sans le visa du syndic du tiers, nul transport sans acquit-à-caution, inscrit par la ferme au bas du certificat. Après tant de soins, il arrivait que les habitants faisaient au marché deux et trois voyages dans le même jour; que les notables souvent intéressés, donnaient des certificats de complaisance; que Fabry, comme subdélégué, accordait aux Genevois de certaines facilités pour exporter les blés prétendus de leurs dîmes, et comme syndic, tantôt fermait les yeux, moyennant pourboire, tantôt détaillait chaque certificat en plusieurs, qu'il se faisait payer à chaque fois. Tels étaient les profits de la contrebande, qu'en une année, les habitants Gessiens, au nombre de 8 000, enlevèrent au marché de Saint-Claude 20 469 quintaux. Quelques-uns, par dépit, eurent beau dénoncer en termes vagues les officiers du bailliage à l'abbé Terray, et celui-ci, soupçonner ces officiers et leurs cavaliers de maréchassée d'intelligence avec les fraudeurs, par les mains-levées qu'ils donnaient aux saisies : Fabry sut faire reconnaître par le ministre La Vrillière, la fausseté des plaintes; ordre fut donné de mettre en prison les plaignants, « jusqu'à ce qu'on juge convenable de les élargir <sup>1</sup>. »

1. Côte-d'Or, C. 1836. Hennin (*Genève*, 80, f° 306) donne de curieux détails sur le rôle de Fabry : « les officiers du bailliage ne sont pas trop en état de suivre les détails de la police des grains; d'ailleurs accoutumés à voir tout faire dans le pays par le subdélégué, qui est en même temps syndic des États et maire

Jamais l'autorité des fermes ne fut si tracassière que pendant ces années 71 à 74, irritée qu'elle était encore par l'hostilité du pays, et intéressée par le profit des amendes, qui revenaient aux commis : sur cent saisies qu'ils faisaient, il n'y en avait, de leur aveu, pas deux de justes; et ces vexations ne tombaient que sur les paysans, trop faibles pour les dénoncer, trop pauvres pour les prévenir. En 1772 près de cent personnes étaient incarcérées pour contrebande<sup>1</sup>. Tout partisan qu'il fût de la prohibition, Voltaire dut à plusieurs reprises intervenir en faveur de ses protégés. Un jour c'est un charpentier de Ferney, qui, revenant d'acheter à Gex de quoi ensemençer son champ, se voit saisir par les commis son cheval et son blé, faute de présenter un acquit-à-caution. Une autre fois, la boulangère du village elle-même manque de blé pour fournir ses pratiques. Mais le plus funeste était un vieil arrêt du Parlement de Besançon, qui portait défense, à peine de mort, de transporter des grains et des légumes hors du royaume. On voit le philosophe réclamer pour un pauvre diable de Sacconex, marchand de lait d'ânesse à Genève, à qui les commis ont saisi ses bêtes, parce qu'elles portaient dans une musette le son de leur repas. Ces manœuvres se continuèrent jusqu'à l'arrivée de Turgot au Contrôle général; et encore ne cessèrent-elles pas aussitôt, car ce ministre, pendant quelque temps, dut, lui aussi, tenir la main à l'exportation.

de Gex, homme actif et qui ne se soucie pas d'avoir des collaborateurs... M. Fabry, qui dispose du marché, se montre très difficile pour permettre d'acheter. Un paysan a-t-il besoin de quatre coupes de blé, on lui en accorde une ou deux, il perd sa journée et est obligé de revenir au marché suivant, incertain d'obtenir la permission d'acheter. Le blé qui reste est emmagasiné au grand déplaisir des propriétaires qui comptaient vendre tout ce qu'ils avaient apporté et qui sont obligés de faire un nouveau voyage. Un gentilhomme du pays qui a beaucoup de blé m'a dit qu'il aimait mieux le garder que de le mettre ainsi à la disposition du subdélégué... »

1. Genève, 80, f° 306 et 81, f° 457.



Un des premiers actes de Turgot fut un arrêt du conseil du 13 septembre 1774, rétablissant la circulation libre des blés dans le royaume. Voltaire alors devint partisan aussi chaud de la liberté qu'il l'avait été de la prohibition. Dans un *Petit écrit sur l'arrêt du Conseil*, il célèbre le ministre, au nom de tous les cultivateurs, de n'être plus obligés de porter le blé au marché pour le vendre. Trois mois plus tard, dans la *Diatribes à l'auteur des Éphémérides*, il exprime la joie de la province : « Une douzaine de laboureurs, mes frères, lisaient cet édit sous un de ces tilleuls, qu'on appelle chez nous un rosny, parce que Rosny, duc de Sully, les avait plantés. Comment donc ! disait un vieillard plein de sens, il y a soixante ans que je lis des édits ; ils nous dépouillaient presque tous de la liberté naturelle en style inintelligible ; et en voici un qui nous rend notre liberté, et j'en entends tous les mots sans peine ! Voilà la première fois chez nous qu'un roi a raisonné avec son peuple ; l'humanité tenait la plume et le roi a signé. »

C'est que, dans les dispositions du nouveau ministre, le poète voyait l'occasion la plus favorable de désunir enfin le pays de Gex des fermes générales. Turgot était célèbre pour avoir, dans son intendance de Limousin, remplacé par la cotisation l'impôt en prestation des corvées : dès janvier 1775, Voltaire écrivait à Trudaine que les fermes se trouvant en perte chaque année de 7 à 8 000 livres par leurs frais de régie, il serait avantageux pour elles de recevoir une somme de 20 000 livres que la province eût payée par cotisation. Il revint sur cette idée dans un mémoire transmis le 24 mars à M. de Vaines, premier commis du contrôle général, mémoire élaboré par les États de Gex<sup>1</sup>, mais où il demandait,

1. Ce mémoire, qui figure dans les éditions de ses œuvres, n'est pas de Voltaire.

par une apostille concise, « de jouir des mêmes droits que Genève, c'est-à-dire de pouvoir faire venir des provinces méridionales de la France toutes les marchandises nécessaires qui arrivent à Genève par transit, franchises de toutes impositions », notamment les épices et draperies. « Le pays de Gex n'a pu jusqu'ici avoir un seul marchand. Il est obligé d'acheter tout à Genève. Ainsi, l'étranger s'enrichit continuellement aux dépens de la France. » Ce n'est pas, dans le fond, qu'après l'expérience tentée à Versoix, Voltaire se fit illusion sur le commerce à venir de la province. Mais il savait ce point fait pour éveiller, retenir le gouvernement, et il le présenta de nouveau dans des *Notes* du mois de juin.

La réponse du ministre dépassa toute espérance : il avait lié cette affaire à l'abolition des corvées qu'il préparait pour tout le royaume, et non-seulement il promit de libérer la province des gabelles, mais il stipula qu'elle pouvait convenir d'un prix pour l'achat de son sel avec les fermes générales; et dans la revente de ce sel, Voltaire entrevit le moyen de payer à la fois les dettes de la province, l'indemnité de la ferme et l'entretien des chemins, auquel il était pourvu jusque là par la crüe de 8 sols pour livre sur le sel. Aussi ne négligea-t-il aucune des petites finesses qui pouvaient concilier encore le Contrôle général. Sa correspondance de l'été 75 est pleine de louanges pour le ministre philosophe, de pointes à l'endroit de Necker, qu'il n'avait pas moins célébré, comme prohibitif, les années précédentes. Le jour de la Saint-Louis, il y eut à Ferney, selon l'habitude, cavalcade, banquet, illuminations; mais les divertissements, cette fois, étaient tournés à la flatterie : les jeunes gens du village, formés en compagnie de dragons et d'infanterie, concouraient à des prix d'arquebuse, dont l'un était une médaille d'or à l'effigie du seigneur, l'autre une médaille en l'honneur de Turgot portant au revers la devise *Regni tutamen*. Elle fut gagnée par Mme de Saint-Julien, amie du ministre, qui voulut bien la porter à son cou.

Cependant les commis des fermes, tout en donnant la désunion comme impossible, parce que les provinces frontières, l'Alsace, la Franche-Comté, l'eussent à leur tour réclamée, redoublaient d'ardeur et de vexations. Une pauvre femme qui venait d'acheter des langes à Genève, vit son enfant mis à nu, les langes confisqués, et soi-même maltraitée, sous prétexte que les langes faisaient un objet de contrebande. Les personnes les plus respectables n'étaient point épargnées. Le brigadier de Sacconex osa fouiller au passage du coche trois religieuses hospitalières de Saint-Claude, accompagnées de leur supérieure, et devant leurs protestations, leur leva publiquement les jupes.

L'indemnité réclamée par les fermiers généraux fut de 50 000 francs, que Turgot réduisit de 10 000. Voltaire considéra cette somme comme une « écorcherie » et, le 10 octobre présenta un mémoire au nom des États, où il disait que la ferme ne retenant chaque année que 7 000 livres de bénéfice, une somme double, soit de 14 à 15 000 livres, serait un assez beau dédommagement. Là-dessus, le ministère diminua de 10 000 livres encore l'indemnité. Mais on avait eu vent à Versailles de l'intention où étaient les États de faire un profit sur la revente du sel pour l'appliquer à l'entretien des chemins : si bien que le poète dut s'employer auprès de Mme de Saint-Julien, de Dupont de Nemours, familiers du ministre, à dissiper ces soupçons. C'était, disait-il, un projet des États, vieux de quinze ans, auquel il s'opposait présentement, et de toutes ses forces, car il savait cette idée « entièrement contraire aux vues de M. Turgot et de M. de Trudaine, qui veulent que la terre paye toutes les dépenses, parce que toutes les ressources viennent d'elle. » Et pour achever la justification, il adressait le 12 novembre un mémoire détaillé : il y prouvait que la ferme n'avait jamais eu plus de 7 000 livres de produit net; il comptait à 10 000 livres la somme à imposer pour les chemins, et par suite, il déclarait trop forte l'indemnité de 30 000 livres. Tou-

tefois, quand l'arrêt du Conseil fut annoncé, il engagea les États à l'accepter, dans l'idée d'obtenir lui-même de Turgot une dernière modération :

8 décembre 1775, à Ferney.

Monseigneur,

Il faut encore que malgré vos immenses travaux, malgré les miens chétifs, malgré mon petit accident qu'on a honoré du nom d'apoplexie, et peut-être hélas ! malgré votre goutte, je vous fasse encore passer deux minutes à lire mes radoreries. Je vous dis, comme à Monsieur de Trudaine que je vais lundi onze du mois à nos États faire accepter votre arrêt purement et simplement comme la bulle *Unigenitus*, en dépit du premier ordre de l'État, qui est, dit-on, un peu rénitent.

Je regarde votre arrangement, non seulement comme le salut de notre petite province, mais comme *experimentum in anima vili* pour faire ailleurs de plus grandes opérations. L'article des corvées surtout est l'avantage du royaume. Et pour vos 30 000 livres aux soixante colonnes de l'État, il faudra bien que nous les donnions puisque vous croyez la chose juste.

Mais après avoir accepté, et signé, je vous demande hardiment une grâce : c'est l'aumône. Elle est de droit divin bien plus que la dîme, et surtout, bien plus que l'indemnité des trente mille livres. Je dis à chacun des soixante publicains : *peccata tua eleemosinis redime*, vous êtes maudits dans l'Évangile comme dans notre pays, tâchez de gagner le royaume des cieux en vous faisant *amicos ex mammona iniquitatis*.

Qui vous empêchera, Monseigneur, de faire mettre vingt-cinq mille au lieu de trente mille dans votre édit ? Songez, je vous en conjure, que nous sommes, de compte fait, le plus pauvre canton du royaume, que nous payons tout sur le fond de nos terres, et que nos terres, couvertes de glace pendant cinq mois de l'année, ne rendent pas trois pour un. Songez que le corps des fermiers généraux est après celui des Bernardins et des Bénédictins, le corps le plus riche du royaume et qu'une aumône de cinq mille francs ne fut jamais mieux placée.

D'ailleurs, en vérité, ces soixante rois des aides et gabelles,

méritent-ils tant de libéralité de votre part? Ne savez-vous pas tous les tours qu'ils veulent vous jouer, et tous les bruits ridicules qu'ils font courir? N'êtes-vous pas précisément dans le cas où était le duc de Sully quand tant de financiers et de suppôts s'élevaient contre sa probité éclairée? Il est bien juste de les condamner à une amende de cinq mille francs en faveur des pauvres de Gex qui vous bénissent.

Nous vous supplions surtout, de vouloir bien, en faisant ce traité avec les soixante rois de France, leur signifier de retirer leurs troupes au premier janvier. Leurs grenadiers jouent de leur reste; ils se croient dans un pays ennemi, et ils le désolent. Mais surtout *peccata tua eleemosinis redime*.

Je me mets à vos pieds généreux, et mon âme particulièrement se met aux pieds de la vôtre.

Le vieux malade de Ferney.

V. 1.

Il lui fut répondu par M. de Vaines, premier commis :

A Paris, le 25 décembre 1775.

J'ai remis sous les yeux de M. le Contrôleur général, Monsieur, les deux lettres dont vous m'avez honoré, et j'aurais eu l'honneur de vous en informer avant hier, sans un assez gros rhume avec de la fièvre qui m'a empêché de rien faire pendant deux fois vingt-quatre heures.

Quelque édifiante que soit la première de ces lettres, Monsieur, M. le Contrôleur général n'a pas cru devoir se relâcher de la quotité de la somme qu'il avait fixée en grande connaissance de cause pour le prix de ce que rapportait au Roi les droits qu'il supprime dans le pays de Gex. Je crois que le pays y gagnerait encore beaucoup, quand bien même le produit net des fermiers généraux aurait été au-dessous de cette somme puisque ce n'est pas le produit net, mais le produit brut qui était payé véritablement par le pays, et dans cette supposition ce serait encore une chose très heureuse et pour les contribuables et pour l'État si les peuples payant moins, le Roi pouvait percevoir davantage. Mais ce n'est pas même ici le cas, et M. le Contrôleur général a jugé que ces 30 000 livres étaient le dédommagement juste de ce que

perdaient les fermiers généraux, dont le produit a été augmenté depuis 1760 par les sols pour livre et autres additions survenues depuis.

Les fermiers généraux auraient en effet acheté le royaume des cieux à bien bon marché s'il ne leur en avait coûté à chacun que 80 livres par an, et ce serait bien le cas de dire qu'il n'y a que les gens riches qui font de bons marchés. Mais M. le contrôleur général est moins occupé du soin de leur salut que de leur faire rendre justice, et encore plus d'entretenir entre toutes les provinces du royaume, grandes ou petites, la proportion d'impositions qu'elles doivent supporter eu égard à leurs circonstances, et il a jugé que le pays de Gex, loin d'être surchargé par cette contribution, payerait dans le fait moins qu'il ne payait auparavant.

Il n'est pas douteux que ce serait une chose très heureuse pour le royaume si cet exemple pouvait gagner dans quelques autres provinces. Tout le secret de notre métier consiste à ce que les peuples soient moins surchargés et que le Roi reçoive davantage. C'est comme celui du maître en fait d'armes dans le *Bourgeois gentilhomme* [qui] consiste à toujours donner et ne jamais recevoir. Mais c'est le moyen d'y parvenir qui est difficile. Combien de préjugés faut-il vaincre pour cela, et de préjugés d'autant plus difficiles à attaquer qu'ils n'ont point de base ! On serait bien heureux si on avait toujours à traiter avec des provinces éclairées sur leurs propres intérêts.

Permettez, Monsieur, que je me félicite de ce que cette négociation m'a mis dans le cas d'entrer en correspondance avec vous. C'est un avantage que je regarde comme trop précieux pour ne pas chercher à le conserver le plus longtemps qu'il me sera possible. Vous connaissez tous les sentiments d'admiration et d'attachement avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur, *etc.*

M. le Contrôleur général a écrit aux fermiers généraux pour qu'ils retirent le plus tôt qu'il sera possible leurs établissements et l'Édit est envoyé au Parlement de Bourgogne, qui, à ce que j'espère, ne fera pas languir pour l'enregistrement.

A M. de Voltaire à Ferney <sup>1</sup>.

1. B. N., ms. fr. 12 900, f° 36, original non signé.

Assemblés le 11 décembre pour délibérer sur l'arrêt du Conseil, les États ne s'étaient pas tenus sans brigues ni contestes. Les uns, devant la somme de 30 000 livres à payer chaque année par la province, croyaient n'avoir plus, sous la charge, « qu'à se jeter dans le lac de Genève » ; les autres s'inquiétaient de voir une compagnie déjà formée pour payer le tribut, et fournir de sel le pays, compagnie présentée par le sieur Lagros, bourgeois de Segny, mais dirigée par le baron Sédillot, ci-devant receveur du sel de la province, et le sieur Lachaux, receveur du domaine. L'insistance et l'autorité de Voltaire, présent à la séance, firent seules adopter les plans du ministère. Il expliqua longuement que l'indemnité était une affaire de conciliation, qu'on ne pouvait forcer les fermiers à se désister des droits stipulés dans leur bail ; argument décisif, il montra aux ruraux assemblés la plus-value que donnerait aux terres le nouvel arrangement ; il les engagea surtout à voter par politique l'acceptation d'une voix unanime, puisque, dans l'idée du ministre, cette affaire n'était qu'une expérience préliminaire à d'autres réformes. Malgré l'opposition des privilégiés, que l'article 4 imposait sur leurs terres en proportion de leur valeur réelle, l'arrêt fut enfin adopté, purement et simplement, et, selon la formule de Voltaire, « avec une reconnaissance respectueuse ».

Aussitôt les habitants de Gex, les paysans des villages voisins qui, en foule, attendaient dans la rue le résultat des délibérations, firent éclater leurs transports : *Vive le Roi et les États ! vive M. Turgot ! vive M. de Voltaire !* Leurs acclamations redoublèrent, et s'accompagnèrent du fracas des pétards et des boîtes quand apparut le libérateur. Les dragons de Ferney, en grande tenue et sabre au clair, présentèrent des lauriers à MM. les syndics, ornèrent de rubans les chevaux du poète, lui firent, jusque chez lui, une escorte triomphale. Rien, pour M. de Voltaire, n'était moins imprévu que cette pompe villageoise : il la reçut pour-

tant avec sensibilité, avec des larmes mêmes, qu'au reste il répandait aisément, riant à part soi de se dire, comme Mithridate ;

Et mes derniers regards ont vu fuir les *commis*.

Mais à peine le grand homme était-il parti, que Fabry réunissait à nouveau les États en vue de demander une réduction de l'indemnité : il comptait l'obtenir du ministre à la faveur d'un vote de 14 000 livres souscrit dans la même séance pour le remplacement des corvées. En même temps, les syndics écrivaient à l'Intendant :

La suppression générale des corvées est assurément un ouvrage digne de la sagesse de M. le Contrôleur général, mais cette charge si onéreuse dans la plupart des provinces du royaume est très légère dans le pays de Gex où l'hiver est fort long. et où conséquemment le paysan a plus de temps pour travailler aux chemins sans prendre sur celui des ouvrages de la campagne. D'ailleurs, dans l'état présent des choses, toutes les routes du pays de Gex étant presque achevées, ce n'est jamais qu'une perte très insensible de trois ou quatre jours au printemps et autant en automne. Il serait bien à désirer, Monsieur, qu'il fût possible, vu la circonstance particulière où le pays se trouve, de laisser subsister encore pour quelque temps les choses sur le pied où elles sont présentement, et ne pas ajouter les frais d'entretien des chemins à un impôt déjà trop considérable. Si nous avons délibéré de faire un fond pour cet objet, c'est pour ne rien faire qui pût arrêter M. le Contrôleur général et retarder l'expédition de la déclaration <sup>1</sup>...

Voltaire fut assez mécontent de cette démarche, faite dès qu'il eut « le dos tourné » : du moins s'en excusa-t-il auprès de M. Turgot. Au vrai, il n'était pas loin de penser comme les notables du pays de Gex à l'endroit des corvées « dont il est bien plus aisé de se plaindre que de construire les chemins nécessaires ». Et il était

1. Côte-d'Or, C. 1841.

encore mieux d'accord avec eux pour penser que la libération obtenue du côté des fermes, les choses devaient rester en l'état dans le pays : car les réformes ont moins pour objet le soulagement des peuples, que la commodité ou le profit de ceux qui les opèrent.

\*  
\* \*

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1776, la province connut les inconvénients de sa nouvelle position. D'abord les commis des fermes, pendant les quelques jours que dura leur déménagement, se donnèrent la consolation d'entrer à force ouverte dans les maisons, d'attaquer les habitants sur les chemins, et d'en conduire plusieurs en prison les fers aux mains. Et quand ils furent installés dans les bureaux du Jura, ils regardèrent le pays à la lettre comme *province étrangère*, s'opposant à l'entrée en France des denrées de son crû, refusant d'y laisser pénétrer toutes marchandises dont l'exportation hors du royaume était prohibée, telles que les blés, bois de chauffage, charbons, écorces nécessaires aux tanneries, etc. Les États, par le canal de Voltaire, en firent des réclamations très illégales, et d'ailleurs sans trop appuyer : car le paysan était « ivre de joie » de ce qu'on « ne condamnait plus aux galères des pères de famille pour avoir mis dans leur marmite une poignée de sel de contrebande » ; et les notables n'étaient pas moins réjouis à l'idée que la délivrance économique emportait à certains égards la liberté politique et qu'ils allaient être appelés, comme les Suisses, à s'administrer eux-mêmes.

En effet, l'arrêt du Conseil, édicté par lettres patentes du 22 décembre, donnait liberté à la province sur trois points : 1<sup>o</sup> l'achat du sel et du tabac dont il était permis aux habitants de se pourvoir où « bon leur semblerait » ; 2<sup>o</sup> la répartition et recouvrement par les syndics de l'impôt destiné à l'indemnité ; 3<sup>o</sup> la répartition et recouvrement de l'impôt en remplacement des crûes du sel

et des corvées. Comme ces deux impôts étaient assis sur la terre, et que le Parlement de Bourgogne avait alors pour premier M. de Brosses, propriétaire au pays de Gex, cette compagnie différa l'enregistrement après remontrances sur ces deux articles. Elle voyait, entre les propriétaires et les non-propriétaires, « une prodigieuse inégalité de traitement », d'autant plus choquante, que le produit des récoltes dans le pays n'égalait pas, d'après elle, celui du commerce et de l'industrie. S'élevant ensuite à des considérations générales sur la charge des impositions mises dans tout le royaume sur les seuls fonds de terre (car l'affaire du pays de Gex en était l'essai), elle déclarait la chose « impossible dans l'exécution, par les dangers affreux qu'elle entraînait avec elle. La culture des terres serait abandonnée, et, en admettant que les cultivateurs voulussent vendre au prix qu'ils le devraient leurs denrées, ils seraient sur-le-champ lapidés par les gens nécessaires qui sont en si grand nombre. L'émeute et la sédition éclateraient alors de toutes parts <sup>1</sup> ».

Turgot répondit au premier président :

Versailles, le 25 janvier 1776.

... Je vous avoue que je ne pense pas comme vous sur la manière de répartir cette imposition. Je pense que celle qui sera la moins onéreuse à la province sera sur les fonds de terre. Toutes les impositions sur les consommations diminueront le prix de l'industrie et leur effet sera en conséquence de la décourager. Rien, cependant, ne peut être aussi utile à la prospérité de cette petite province que d'y encourager l'industrie et le travail. Ce que vous me dites du peu de valeur des fonds de terre est une raison de plus, à ce qu'il me semble, pour chercher à y attirer les arts et la main-d'œuvre de vos voisins, et vous ne le pouvez qu'en leur offrant l'appât d'une vie moins chère....

Je ne puis penser, comme vous, que les propriétaires soient lésés par cet arrangement. Je crois que ce seront

1. *Ain*, C. 1015.

eux qui profiteront de toute l'augmentation de richesse que l'industrie, devenue plus libre, procurera à la province. Ils vendront mieux les productions de leur sol qui prendront de la valeur en proportion de l'augmentation de la population et de la consommation. Ils pourront se procurer plus facilement des bestiaux et toute espèce d'engrais; et je ne doute pas qu'ils ne soient promptement dédommagés des sacrifices qu'ils seront obligés de faire par l'imposition <sup>1</sup>.

Un impôt de consommation eût en effet été mieux à l'avantage de M. de Brosses, puisque de cette manière, rien n'eût changé pour ses biens-fonds.

A Gex même, le plus pressant était le besoin de sel. Les États avaient d'abord espéré que la ferme les fournirait au même prix que les Genevois et les Valaisans, soit à 6 livres 7 sols le minot; mais n'ayant reçu aucune nouvelle de Paris, ils durent songer à s'approvisionner. L'avis de Voltaire fut qu'en attendant le sel de la ferme, chacun se pourvût à sa guise selon la teneur de l'édit. Pour les syndics, ils se réglèrent sur des considérations patriotiques : le sel se vendant à Genève 3 sols 9 deniers la livre, il fallait le débiter au même prix dans le pays, si l'on ne voulait pas que, plus cher, les Gessiens n'allassent l'acheter à l'étranger, ou moins cher, l'étranger ne vint l'enlever aux Gessiens. Mais ce tarif ne pouvait être imposé que par un monopole, c'est-à-dire, selon l'usage du temps, par un privilège exclusif concédé à un adjudicataire. — Cette adjudication alluma aussitôt les convoitises.

La compagnie proposée par Lagros et Sédillot, s'était adressée, pour fourniture de 5000 quintaux, au roi de Sardaigne et au canton de Berne, où Fabry l'avait recommandée par lettre particulière. Pour des raisons qu'elle s'expliqua quelques jours plus tard, on lui fit partout des conditions équivalant à des refus. Cependant le même Fabry, que sa place mettait en relations

1. Côte-d'Or, E. 338. Cette lettre, ainsi que plusieurs autres de cette liasse, a été publiée par H. Beaune dans la *Revue des sociétés savantes des départements*, 1874, 1<sup>er</sup> semestre, p. 156.

avec les conseils de Genève et de Berne, faisait à son compte les mêmes démarches par un homme à lui; et du sel que Berne concédait à Lagros, à raison de 15 livres le quintal, il obtint sans discussion 2 000 quintaux à 6 livres. L'entrepreneur se chargeait de payer comptant, et de donner 11 000 livres à la province en vendant le sel 2 sous 9 deniers la livre. « Vous êtes un homme admirable, lui dit Voltaire, vous sauvez le pauvre petit pays »; mais pour modérer cet esprit d'entreprise, il ajouta : « Je vais être sur-le-champ votre commissionnaire auprès de M. Turgot; il faut espérer qu'il engagera les fermiers généraux à traiter avec nous selon vos offres. »

Les critiques de certains notables furent moins détournées. Le seigneur de Crassier, homme simple et violent, qui avait rêvé d'adjudication avec la commandite de Voltaire, en fit entendre de véhémentes. Le procureur Routh, dont la fille était à Ferney compagnie de Mme Denis, se joignit à lui en sourdine. M. de Brosses de Tournay, ancien bailli d'épée du pays et frère du Président, trouva les comptes de Fabry surfaits, les profits exagérés et « que le bonheur d'avoir trouvé un entrepreneur qui veuille bien bénéficier au moins de 1 000 écus, ne paraissait pas bien grand, ni avoir dû coûter bien de la peine à Fabry, qui est sûrement l'intime de cet entrepreneur ».

Pour se défendre, le premier syndic imagina de réunir le conseil de la province et d'y proposer le désistement de l'adjudicataire, non sans s'être assuré du comte de la Forest, nouveau bailli, et du syndic de la noblesse, M. Sauvage de Verny, bonhomme tout à tous. Au sortir du conseil, La Forest envoyait au président de Brosses, à destination du ministre, un mémoire justificatif rédigé par Fabry lui-même :

#### MÉMOIRE.

Les habitants du pays de Gex manquant de sel, tous les greniers et regrats des gabelles ayant été fermés à l'époque

du 5 janvier 1776, les États dudit pays se sont cru autorisés par l'article III de la déclaration du Roi du 22 décembre dernier à en acheter 2 000 quintaux de la ville de Berne au prix de 6 livres le quintal.<sup>1</sup>

Le bénéfice de la revente de ce sel faite au peuple à 2 s. 8 d. la livre, prix auquel il se vend en Suisse, a été cédé par les syndics et députés du clergé, de la noblesse et du tiers état, assemblés au nombre de sept le 28 dudit mois de janvier, pour une somme de *onze mille livres* destinée au remplacement de la crüe du sel et à l'entretien des chemins.

C'est au zèle du sieur Fabry, premier syndic du tiers état, que la province est redevable d'une négociation si avantageuse. Mais au lieu de lui en marquer de la reconnaissance, des personnes mal instruites, mal intentionnées et toujours prêtes à blâmer les opérations les plus utiles, ont eu la méchanceté de prêter à cet officier des vues intéressées, de le supposer de part au profit trop considérable qu'elle prétendent que l'adjudicataire fait dans son marché et de le desservir dans l'esprit de M. le Contrôleur général.

Un procédé si injuste a indigné tous les administrateurs du pays qui, dans une assemblée du 12 de ce mois, ont refusé unanimement le désistement de l'adjudicataire et son offre de régir au profit de la province et de compter de clerc à maître du produit de la revente des 2 000 quintaux de sel dont il s'agit.

Gex, le 13 février 1776 <sup>1</sup>.

Il y avait à craindre en effet que l'entreprise du premier syndic ne fût guère admise à Versailles où l'on avait obtenu des fermes 2 000 quintaux pour la province dans le moment qu'il traitait avec Berne. En même temps Fabry se donnait comme victime d'une cabale de Mme de Saint-Julien, poussée par Crassier et par Routh, peut-être par Voltaire, et contre eux il réclamait la protection de M. de Brosses. Rien, à la vérité, n'était plus controuvé : le philosophe, tout en jugeant Fabry dangereux, lui était indulgent et venait au contraire de plaider sa cause auprès du ministre. Mais M. de Brosses, parlementaire et gentilhomme,

1. Côte-d'Or, C. 1836.

en opposition naturelle, par sa place et son origine, avec l'autorité, vit ici l'occasion sans égale de séparer le subdélégué de Voltaire, qui depuis son arrivée dans le pays avait toujours été l'officieux de l'Intendance. Malgré les avis de son frère, sa propre prévention contre Fabry, il le recommanda longuement au ministre.

La réponse de Turgot remit les choses au point :

Le résultat de cette opération est d'établir pour la vente du sel dans le pays de Gex une forme absolument analogue à celle que subsistait avant l'édit, et de priver ce pays de la liberté qu'il a si longtemps et si ardemment sollicitée. C'est une contravention expresse aux dispositions de l'édit du 22 décembre <sup>1</sup>.

Si les notables de Gex étaient unanimes à désirer un profit sur le sel, c'est qu'ils n'examinaient pas sans inquiétude la répartition du nouvel impôt sur leurs terres. Dans les bureaux dorés de la Surintendance, M. Turgot, ministre physiocrate, pouvait entrevoir à son aise, dans un avenir d'ailleurs indéterminé, certaine plus-value des terres, due à l'accroissement de l'industrie, et par elle de la population. Pour eux, ils savaient le paysan ployé sous les dîmes, les tailles, les vingtièmes, la capitation ; ils se sentaient eux-mêmes fortement grevés par la capitation et les vingtièmes ; et sans s'élever comme le Parlement de Dijon à des considérations systématiques, ils pensaient que les non propriétaires, industriels, commerçants, et surtout cabaretiers, consommant du sel autant que les propriétaires, devaient comme eux contribuer. Quoique commanditaire des horlogers du canton, Voltaire adopta ces vues avec empressement : il en fit l'article de *Prières et Questions* adressées au ministre le 13 janvier ; il les développa à Dupont de Nemours le 2 février : « Le ministre n'a pu prétendre que des colons obligés

1. Côte-d'Or, E. 338.

de labourer avec six bœufs un terrain ne rendant que 3 pour 1 payassent toutes les charges qui surpassent de beaucoup le produit de la culture, et que les marchands, les fabricants, qui sont les seuls riches, ne payassent rien... Je parle contre moi-même quand je propose que ces fabricants et marchands contribuent aux charges générales, et M. le Contrôleur général n'est pas un homme à se fâcher contre ceux qui préfèrent le bien public à leur intérêt particulier. » Dans une lettre à l'intendant Fargès du 22 février, il ajoutait que les hôteliers, les bouchers, les boulangers, etc., offraient d'eux-mêmes une contribution.

Néanmoins, en attendant la réponse royale aux remontrances du Parlement, les syndics avaient arrêté par provision de répartir l'impôt, non sur les biens-fonds, comme l'édit le portait, mais, ce qui paraissait égal, sur les revenus des terres, au marc la livre des vingtièmes. Car ils prétendaient du plus grand danger de prendre un dénombrement des fonds, d'en faire une estimation : le pays, selon eux, devait perdre beaucoup à déclarer sa vraie valeur; et le président de Brosses disait de ce cadastre : « Il y a des choses qu'il est plus à propos de faire moins bien que de les faire le mieux d'une manière qui tire trop à conséquence ». Quant aux Genevois possesseurs de terres franches, aux ecclésiastiques de qui les dîmes et bénéfices devaient contribuer, on décida de les imposer sur déclaration de leurs biens : et l'assemblée du clergé, tenue le 11 mars, arrêta, en effet, de fournir en honneur et conscience un état des biens-fonds, mais à condition que l'impôt se fit dans les formes du don gratuit, et séparément des autres ordres, de façon à empêcher tout contrôle<sup>1</sup>. Voltaire, qu'un brevet personnel avait exempté à vie des vingtièmes, ne paraît pas s'être opposé à ces plans. Quelques semaines auparavant, il réclamait auprès de M. de Trudaine contre l'obligation où étaient les Gessiens

1. *Ain*, C. 1015.

d'aller porter à Belley l'argent de leurs impôts : il demandait la création d'une recette à Gex et proposait pour l'emploi le baron Sédillot, ci-devant receveur du grenier à sel, qui, dans l'affaire des fermes générales « avait préféré hautement le bien public à son intérêt particulier ». Il le recommanda encore le 29 mars. De cette manière on eût été tout à fait entre soi, et l'on aurait eu dans M. Sédillot, depuis vingt ans ennemi de Fabry, un contrôleur attentif du premier syndic et de la gestion des vingtièmes.

Mais dès qu'ils contribuaient, les curés, tenus jusqu'alors au second plan par les gentilshommes, prétendaient occuper, dans le gouvernement de la province, la place qu'ils pensaient revenir au premier ordre de l'État. Pour la répartition de l'impôt au marc la livre des vingtièmes, ils ne se confiaient nullement dans l'équité de Fabry, premier syndic et subdélégué; et leur chef, M. Castin, doyen de Gex, l'accusait cruellement de mettre chaque année dans sa poche les 2 000 livres accordées par le Roi pour le soulagement des taillables; ils assuraient que sur les 25 000 francs payés par le canton pour les vingtièmes, 5 000 à peine étaient remis au Roi; enfin, ils avaient à cœur le marché conclu avec Berne. Dans un moment où chacun cherchait à cacher sa fortune, ils réclamèrent la confection d'un cadastre, comme « le seul moyen d'empêcher que le pauvre ne porte tout le faix de l'impôt ». A la vérité, leur but était de ne point payer pour leurs dimes, qu'ils prétendaient être des droits, mais non des biens fonciers : elles eussent été nécessairement chargées si l'on avait imposé les revenus de la terre, plutôt que la terre elle-même.

Sachant Voltaire mécontent de Fabry, mais n'osant eux-mêmes s'adresser à Ferney, ils eurent l'idée d'intéresser le philosophe à leur plan, par l'entremise de Hennin, résident à Genève, dont Voltaire réclamait en ce moment les lumières. Effrayé par les conséquences d'un impôt assis sur l'industrie, préoccupé par la ques-

tion des chemins, dont son « gendre », Dupuis, voulait soumissionner l'entretien, le philosophe accueillit la démarche des prêtres. Il convia tous les notables à dîner le 14 mars pour délibérer s'il y avait lieu de mettre un impôt sur l'industrie, ou d'é luder au contraire cette difficulté en réclamant des fermiers généraux, une réduction nouvelle de l'indemnité.

Les notables ne se rendirent pas tous de bon gré à l'invitation du vieillard. Sans doute le plus grand nombre lui était acquis : c'étaient les gentilshommes pauvres ses protégés, Dupuis et de Prez Crassier; les membres du clergé, tout vains de leur importance récente; les bourgeois du tiers dont il flattait l'ambition, tels le procureur Routh et ses cousins Emery et Mégard, le premier second syndic, l'autre conseiller du tiers. Mais il n'en allait pas ainsi pour les gentilshommes grands propriétaires, longtemps maîtres dans le pays, sur le point aujourd'hui d'être dépossédés d'influence par cet étranger.

Le moins hostile était le syndic de la noblesse : tout en souffrant sans patience le joug de « l'homme de Fernex », en osant seul élever devant lui des objections, il reconnaissait les services rendus à la province, en attendait d'autres pour l'avenir, et présentement acceptait de mauvaise grâce les propositions qui lui paraissaient profitables, comme la réduction de l'indemnité, la liberté pour la province d'entretenir les chemins à sa guise. Homme excellent, qu'inspirait le bien public plutôt que les passions de parti, il travaillait même, non sans déclamations contre Voltaire, à faire adopter ses vues par les gentilshommes. Mais ceux-ci, d'accord avec Fabry, avaient leur siège fait en prenant séance. Ils écoutèrent sans mot dire leur hôte lire différents projets, entre autres celui de confier à un soumissionnaire, par le canal de Dupuis, l'entretien des routes, moyennant 45 000 livres. Ils le laissèrent dicter une délibération préparée à l'avance sous le nom « des syndics et adjoints des trois ordres », où l'on arrêtait d'asseoir

l'impôt sur les terres à l'exclusion de l'industrie. Au moment de signer, ils s'abstinrent, tandis que Fabry refusait ouvertement; cette délibération, selon lui, était illégale, l'entretien des chemins étant soumis à l'Intendance. En réalité, il ne se méprenait pas sur les visées des « adjoints », Dupuis, de la noblesse et Rousph, du tiers état. Devinant des rivaux imminents, résolu à défendre sa place de syndic, il sortit l'ennemi déclaré de Voltaire, et aussitôt se plaignit à M. de Brosse :

Monsieur, l'ambition actuelle de notre vieux voisin est de gouverner le pays de Gex. C'est chez lui, c'est dans son château que les syndics et conseil des trois ordres s'assemblent. C'est lui qui règle tout, qui rédige tout, qui décide de tout et qui fait tout : son crédit, que tout le monde redoute, en impose au point que personne n'ose ni contredire, ni parler. Chacun signe aveuglément. Il n'y a plus ni ordre, ni liberté dans les délibérations... Au nom de Dieu, Monsieur, tirez-nous de cet esclavage, il n'y a que vous qui puissiez nous rendre ce service, il n'est pas possible que l'administration puisse se soutenir dans cet état : il vaudrait mille fois mieux que S. M. retirât ses lettres patentes <sup>1</sup>.

Restait pourtant la question des chemins, dont l'entretien à la vérité ne pressait pas avant le printemps, mais pour laquelle il fallait une solution rapide : car un nouvel édit du mois de février supprimait les corvées dans tout le royaume, et ordonnait leur remplacement par une taxe immobilière. Sur ce point l'opinion était unanime dans le pays de Gex. Les chemins ayant toujours été payés sur les fonds de la crüe du sel, il était naturel de leur attribuer le bénéfice de la revente du sel. Ce bénéfice, le ministre pouvait défendre de l'affecter au paiement de l'indemnité, « mais pour l'article de nos chemins, disait M. de Brosse, on ne peut assurément nous empêcher de le prendre dans notre poche, et même dans celle de nos

1. Côte-d'Or, E. 338. Cf. *Revue des Sociétés savantes des départements*, 1874, 1<sup>er</sup> semestre, p. 157.

poches où il nous convient le mieux de fouiller ». Le patriarche avait d'abord partagé cet avis, mais quand il vit l'entreprise échapper à Dupuis, il se mit à penser différemment <sup>1</sup>.

Pour se concilier le ministère, il commença par brocher « au nom de tous les citoyens du pays de Gex sans exception » un écrit que Turgot lui avait naguère demandé en réponse aux remontrances élevées par les Parlements contre l'abolition des corvées : « Nos pauvres et honnêtes cultivateurs, grâce à votre équité, ne sont plus soumis à la tyrannie vandale des corvées. On les trainait loin de leurs chaumières, eux et leurs femmes; on les forçait à travailler sans salaire, eux qui ne vivent que de leur salaire; on les traitait enfin bien plus cruellement que les bêtes de somme, à qui l'on donne du moins la pâture quand on les fait travailler ». Puis il convoqua l'assemblée du village, proposa aux vassaux, soit de se cotiser, soit de travailler aux chemins, fournit lui-même des chariots, des bœufs, des manœuvres, une contribution : « Tout le monde a travaillé avec allégresse, écrit-il, et en six jours le chemin a été solidement réparé. » Et, feignant d'ignorer l'objet principal de l'édit, il partait de là pour proposer à Dupont de Nemours que chacun en fit autant dans sa paroisse : « Il est juste que nous contribuions à l'entretien des chemins, puisque nous en jouissons; il faut que le dernier paysan apprenne à aimer le bien public. Un entrepreneur de tous les chemins de la province voudra y gagner beaucoup. Chaque paroisse en travaillant séparément et en payant un peu sous les ordres de M. l'Intendant rendra le fardeau insensible. » Il promettait, d'autre part, au cas où s'établirait un impôt pour les corvées, de rendre l'argent à ceux qui s'étaient cotisés.

Dupuis, qui n'avait pas perdu tout espoir, lui fit à ce propos ses observations.

1. Côte-d'Or, E. 338. On sait que Dupuis avait épousé Mlle Corneille.

Monsieur,

On m'a dit hier que vous donnez l'exemple vous-même en faisant travailler à la grande route, et que les habitants de votre terre avaient tous offert de contribuer volontairement. Permettez-moi de vous faire observer qu'il est à craindre que nous ne donnions par là des armes contre nous à l'Intendant; du moment qu'il y aura une imposition, ou une contribution, cet argent, selon les termes précis de notre édit, ne pourra plus être délivré aux travailleurs que sur les ordonnances de Monseigneur, et c'est ce qu'il faudrait éviter. D'ailleurs, il me paraît encore qu'il serait à souhaiter que les chemins se pussent faire sans faire aucune imposition : cela nous procurerait le double avantage, et de moins dépendre de l'Intendant, et de payer moins; or, mon cher papa, nous avons tout ce qu'il faut pour cela : les bénéfices que les États font sur les reventes des sels.

Effectivement, si on nous fait payer un impôt pour tenir lieu de corvées, à quoi MM. les syndics emploieront-ils 24 ou 30 000 francs qu'ils auront en caisse toutes les années, tant sur les sels que sur les revenant-bons des vingtièmes et leurs autres revenus? Et du moment que chaque individu n'en verra pas faire un usage utile, et qui le délivre de la corvée ou de l'impôt de la corvée, il aura le droit de réclamer contre ce droit que les États ont d'augmenter le prix du sel, mais qu'ils ne peuvent avoir légitimement qu'en faisant retourner tout ce profit à l'avantage du pays. En se servant de cet argent pour faire les chemins, l'Intendant ne peut plus nous gêner; les chemins se trouveront réparés, et l'entrepreneur payé sans qu'on ait eu besoin de lui. Je vous supplie de vouloir bien peser mes raisons avant d'écrire à M. Turgot. Je n'ai pas pu aller vous faire ma cour; j'ai moi-même de rudes corvées : des fontaines qui ne coulent pas, des maçons qui ne peuvent pas travailler parce que je n'ai pas pu leur faire apporter des pierres, etc., etc.

Recevez les assurances du tendre et profond respect de tous vos enfants.

DUPUIS.

19 mars 1776 <sup>1</sup>.

1. B. N., ms. fr., 12 900, f° 429, aut.

A peine eut-il avis des menées de Voltaire, que l'Intendant prit une ordonnance pour la réparation des chemins.

Le philosophe n'en poursuivit pas moins son dessein : l'opinion générale, à Gex, était que le soin des routes revenait à la province puisqu'elle en assumait tous les frais. Le syndic de la noblesse, M. de Verny, réclama que l'Intendant ne pût rien ordonner sans le consentement des syndics, tout désagréable qu'il lui fût, dit-il, « de se trouver seul, pour résister aux prétentions des uns, à l'extrême avidité des autres, et pour s'opposer aux entreprises folles d'un homme qui croit tout pouvoir parce qu'il ose tout. » Le clergé, surtout, qui jadis avait eu à opiner, lors de la crüe du sel destinée aux grandes routes, vit dans cet article un moyen d'accroître son importance. Car l'ambition de son chef, M. Castin, curé de Gex, était de présider les seigneurs aux assemblées des trois ordres; et il avait pour second M. Ancian, curé de Moëns. Voltaire fit une alliance étroite avec ces prêtres, quoique quinze ans auparavant, ils eussent tâché de le faire pendre : mais il pratiquait aisément l'oubli des injures, et du reste commettait volontiers son curé dans les affaires de sa paroisse. L'entretien des chemins étant à ses yeux un cas de conscience, « un évangile à prêcher au peuple chaque dimanche », il pressa le doyen de publier une lettre pastorale :

21 mai 1776.

Mes chers paroissiens, on vient d'afficher à la porte de l'église un prix fait à donner à Gex de toutes les réparations des chemins, et voici ce que c'est :

La déclaration du Roi pour l'affranchissement du pays porte qu'on ne travaillera plus aux chemins par corvées et sans être payé, mais, en même temps, le Roi a ordonné une imposition suffisante sur tous les biens-fonds du pays et de la paroisse pour en payer les prix faits et les prix factaires... Pour vous épargner le poids d'une nouvelle imposition et la charge d'un prix fait excessif, il n'y a point d'autre moyen

que de réparer vous-mêmes incessamment, la portion de chemins qui vous a été assignée et de bien retenir le nombre des journées que vous y aurez employées. Tous MM. les curés et les seigneurs de paroisse viennent ici à votre secours et seront les premiers à y faire travailler par leurs gens ou par des manouvriers.

Votre portion de chemin étant une fois mise en état, on ne pourra plus vous imposer pour l'y mettre, et dans le cas d'une imposition vous y trouvez un double avantage, et de vous voir payer vos journées ou rembourser vos frais, et d'empêcher par là qu'on ne vous impose plus qu'il ne faut pour votre portion du chemin, puisque vous en saurez les frais au plus juste. Voilà ce que l'intérêt le plus sincère m'a porté à vous conseiller.

*(Note de Tournay).*

Peut-on voir rien de plus déplacé, de plus sot, de plus irrégulier et de plus plat que cette pièce, qui a sûrement été faite sous la dictée de Voltaire, son guide, et qui l'a méchamment enfourné là-dedans?... Elle suffit pour faire voir combien un si ignorant brouillon est incapable d'aucune administration que celle des sacrements, et surtout d'être à la tête d'un bureau <sup>1</sup>.

On sentirait par cette note, si déjà on ne les avait perçues, les brigues, les divisions, que l'indépendance octroyée au pays de Gex y avait mises à jour. A la vérité, ces rivalités n'étaient pas nouvelles : Depuis vingt ans, le président de Brosses ne pardonnait pas à Voltaire de le passer dans son propre pays autant qu'à Paris et dans l'Académie. Séculaire était la lutte des gentils-hommes et du clergé, qui depuis la révocation de l'édit de Nantes se croyait appelé à tout gouverner au nom de Dieu; mais elle était contenue jusqu'alors dans l'ombre de la paix royale. Le plus visé était celui même qui, à la faveur de sa place et des lumières qu'elle supposait, avait longtemps dominé de plus haut : le

1. Côte-d'Or, E. 338.

subdélégué Fabry, premier syndic du tiers, maire de Gex, fermier des domaines, et directeur des Postes. A mesure que la province s'administrait davantage par elle-même, sa fonction d'homme du Roi devenait moins compatible avec la magistrature dans les États.

Fabry, qui se savait à Gex combattu par le clergé, et se croyait dénoncé à Versailles par le puissant seigneur de Ferney, eut à la réunion tenue chez Voltaire idée de remettre son syndicat : une vacance dans le Conseil était justement au point de se produire, par la démission de son gendre Perraut de Rutet. Cependant l'avarice, les sollicitations des gentilshommes, la peine qu'éprouve toujours un homme en place à réduire ses pouvoirs, le firent revenir sur son intention. Il crut qu'une fois le pays gouverné « par la troupe de vils brouillons, bas valets, dirigés par l'exécrable arsenic de Fernex », tandis qu'à Versailles régnait un ministre philosophe, c'était, dans un avenir prochain, le renvoi de la subdélégation. Aussi rédigea-t-il des mémoires prouvant que les deux places étaient compatibles, qu'il les avait sans conteste exercées pendant vingt-sept ans, que son père les avait réunies dix-sept ans, qu'il en avait été de même dans le canton du Bugey. Il intrigua pour faire nommer en place de son gendre, l'avocat Girod, fils du procureur de M. de Brosses; et pour exclure Roush avec certitude, il faisait faire d'autres mémoires, dénonçait la parenté de celui-ci avec les conseillers Emery et Mégard. S'il se liait ainsi, sans retour possible, au parti des gentilshommes, et si ceux-ci, en récompense, reconnaissaient enfin, soutenaient même sa « vice-royauté », du moins tous éludaient par là « celle du foligot tyran <sup>1</sup> ».

Contre le clergé, le jeu des gentilshommes se menait à découvert; comme cet ordre n'avait pas de place dans les États, il leur était aisé de repousser, en droit,

1. Côte-d'Or, E. 338. Toutes ces expressions sont de Brosses de Tournay.

son ingérence : déjà, en décembre 1775, le doyen de Gex ayant convoqué dans un cabaret une assemblée générale des curés, afin d'accepter l'édit de libération, et s'étant fait députer devant les États avec les curés du Pérou et de Moëns, les syndics n'avaient reconnu valides, ni l'assemblée, ni la députation. Mais en fait, l'activité, l'ambition du curé de Gex, rendaient d'autant plus dangereuse la situation indépendante du clergé, que les dispositions mêmes de l'édit empêchaient les États de l'ignorer désormais : car il contribuait pour ses dîmes et les fonds de ses bénéfices. Pour « remettre en sa place » le curé de Gex, et ruiner « le despote qui n'est que trop ordinaire aux gens d'église », le plan des gentilshommes fut de contenir le clergé en des assemblées régulières, ordonnées par le gouvernement, et tenues au nom du Roi par le bailli du pays : ces assemblées eussent nommé au conseil de la province, ou bureau d'administration, un député, lequel y eût précédé ceux des autres ordres « puisque la prêtraille a usurpé cet avantage » ; mais la présidence devait rester au bailli, chef de la noblesse, et le seul homme du Roi résidant dans le pays. Et, en attendant que Malesherbes eût statué, on parvint, par le canal de l'ingénieur des Ponts, à faire chapitrer le doyen Castin par M. de Trudaine en personne, venu en inspection à Versoix à la fin d'avril.

Contre Voltaire, combattu dans le pays sur le dos de ses gens, une ressource suprême se ménageait à Versailles : une lettre bien ferme, que M. de Fargès, allié du président de Brosses, ferait écrire par son ministre pour contenir « cette vieille tête égarée <sup>1</sup> ».

\*  
\* \*

Un des effets de la libération avait été de dresser autour de la province des barrières douanières : du côté

1. Côte-d'Or, E. 338.

de la France, des bureaux imposant à ses objets manufacturés, cuirs et horlogerie, les mêmes droits qu'aux produits étrangers, lui refusant de plus les denrées et matières premières indispensables, comme les bois, les blés, les écorces pour tannerie ; du côté de la Suisse, un droit de transit, perçu à Nyon par les Bernois pour toutes les marchandises venant de Gex, et un droit de halle à Genève pour les produits maraîchers. Tant que les fermes, à Versoix, avaient tenu un bureau, les Gessiens avaient eu la satisfaction, modique il est vrai, de voir contrepeser les tarifs suisses. Désormais, le pays, fermé à toute exportation, était ouvert au contraire à toutes les entrées, celles exceptées des denrées de première nécessité.

Voltaire s'était efforcé, dès le début, de remédier à ce double inconvénient. Dans la délibération du 14 mars, il demandait, au profit de la province, le maintien du bureau de Versoix : projet dont la solution fut éludée sur les observations de Fabry. Il fut plus heureux, sinon pour les grains et les fourrages, du moins pour les blés du royaume, dont Turgot permit le versement à Gex comme devant, sous les réserves de l'acquit-à-caution et des certificats des curés. La chute de ce ministre, au mois de mai, et son remplacement par Clugny, lui causèrent une vive alerte ; car le nouveau contrôleur, pendant douze ans, avait été à Dijon le collègue de M. de Brosses. Mais il se fit « moine de Clugny », renouvela ses sollicitations auprès de l'intendant Fargès, le petit Fargès, « haut comme un chou » : et celui-ci le rassura poliment, non toutefois sans lui insinuer, sur les instances de sa belle-sœur, « qu'il eût à parler de vers et de Fréron, et laisser parler d'affaires aux gens qui les entendent ».

22 juin 1776.

J'ai été affligé autant que vous, Monsieur, des changements qui sont arrivés, et j'aimerais mieux que M. de Malesherbes n'eût pas voulu se retirer, que M. Turgot fût encore occupé du

bien qu'il voulait faire et soit intendant du commerce au lieu d'intendant des finances. L'amitié de M. de Clugny a rempli les vœux de M. Turgot. Il suit, du moins pour la liberté du commerce des grains, les mêmes principes : ainsi votre petite province tirera toujours des secours de toutes les autres.

M. de la Harpe a fait à sa réception à l'Académie des vœux que nous voudrions bien voir remplir : c'est de vous revoir à la représentation de toutes les tragédies dans lesquelles vos vers nous font répandre des larmes, recevoir les applaudissements et les témoignages de la reconnaissance publique des plaisirs que vous lui avez procurés et des belles leçons que vous lui avez données. C'est un triomphe qui manque à tous ceux que vous avez obtenus et dont vous pouvez jouir.

J'ai l'honneur d'être avec un respectable attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

FARGÈS <sup>1</sup>.

Délivré des commis, certain d'avoir en suffisance du blé de France, et de le revendre aux Suisses avec profit, le peuple s'accoutumait au bonheur d'être libre : tout était à la franchise, depuis les femmes, portant des rubans à *la franchise*, jusqu'aux cabarets qui mettaient ce beau nom sur leur enseigne ; et ce qui rendait la joie sans mélange, c'est qu'on ne payait pas encore les taxes de remplacement. Mais l'embarras des États était extrême. Sur les remontrances du Parlement de Dijon et les démarches de son premier Président, le nouveau Contrôleur général, dans le courant de juin, rendit une déclaration ordonnant que des 30 000 livres d'indemnité, 20 000 seraient payées par les propriétés selon la proportion des vingtièmes ; et le reste par l'industrie et le commerce. Une somme de 14 600 livres était imposée en outre à la place des corvées.

Bien qu'eux-mêmes eussent réclamé l'assiette d'après les vingtièmes, les syndics, lors de la confection du nouveau rôle, furent effrayés par les charges à placer sur les biens-fonds : la contribution des taillables se

1. B. N., ms. fr., 12 901, f<sup>o</sup> 17.

trouvait augmentée de moitié, celle des privilégiés doublée, quoique moins lourde à proportion. D'autre part, l'imposition sur l'industrie apparaissait impossible; à la nouvelle de la taxe, la plupart des réfugiés genevois, à qui, pour s'établir dans le pays de Gex, on avait promis une exemption d'impôt, s'empressèrent de réintégrer leur ville d'origine : il était à craindre que la publication du rôle ne causât une désertion totale. Enfin, les possesseurs de dîmes, curés de paroisse, moines de Saint-Claude et de Nantua, gentilshommes savoyards exemptés déjà des vingtièmes, faisaient entendre des *distinguo* : si les dîmes étaient réputées fonds, disaient-ils, ils paieraient; mais les dîmes, selon eux, étaient des droits réels, perçus sur les fruits de la terre, et non pas sur la terre elle-même. Rien, en principe, n'était moins embarrassant pour l'administration, puisque l'édit, par son art. IV, interdisait toute exception. Mais il y avait, parmi les décimateurs, de puissants personnages, comme l'abbé de Saint-Claude, comme Voltaire même, et l'on avait à craindre l'intervention de l'État de Genève, propriétaire de dîmes dans le pays de Gex.

Ne sachant quel parti prendre, au milieu d'intérêts si divers et si compliqués, les syndics, à l'instigation de Fabry, résolurent de députer auprès de l'intendant de Bourgogne, alors Dupleix de Bacquencourt. Celui-ci déclara accepter « avec d'autant plus de plaisir, qu'il y avait eu depuis un an, une foule d'intrigues, de correspondances secrètes et détournées, et un oubli total des règles ordinaires. » L'entrevue eut lieu à Bourg le 22 septembre.

Au préalable, l'Intendant avait conféré avec M. de Brosses, partisan principal de l'impôt sur l'industrie et il le lui avait fait reconnaître comme impossible, surtout s'il était supporté par les ouvriers n'ayant pour subsister que leurs bras. Ainsi l'on arrêta d'inscrire sur les mêmes rôles les artisans non propriétaires et ceux possesseurs d'un petit bien, et l'on fixa leurs contri-

butions à 6 000 francs au lieu de 10 000. Les propriétaires ruraux furent grevés de sommes à peu près égales à celles de leurs vingtièmes, soit 24 000 francs au total. Pour les possesseurs de dîmes laïques et ecclésiastiques, une ordonnance exigea la déclaration de leurs biens. Enfin la somme à imposer pour les ouvrages d'art des ponts et chaussées était fixée à 6 000 francs, la corvée personnelle étant rétablie dans le pays de Gex, comme elle l'avait été dans tout le royaume après le départ de Turgot. On ne voyait en effet « aucun inconvénient à la laisser subsister dans un pays très ouvert, où les grands chemins sont presque dans leur point de perfection et n'ont plus besoin que d'un entretien ordinaire, rendu plus facile encore pour la longueur des hivers qui ne laissent aux gens de la campagne que trop de loisirs <sup>1</sup> ».

De cette manière, l'Intendant réduisait à 36 000 francs les nouveaux impôts, évalués d'abord à 48 000 francs, soit 30 000 d'indemnité, 14 600 au lieu des corvées, 3 400 pour les frais de collectes. Pour payer les collectes et balancer la diminution de 4 000 francs sur l'industrie on consentit un bénéfice sur le sel, qu'un adjudicataire vendrait par privilège au même prix qu'à Genève. Toutes ces décisions, comme on voit, répondaient aux vœux de la province. Les syndics s'en donnèrent pour satisfaits.

Mais c'est surtout à Fabry, leur inspirateur, qu'elles étaient favorables : Une ordonnance du 12 octobre portait que les rôles ordonnés par lui comme premier syndic, seraient soumis pour contrôle à l'Intendant, c'est-à-dire, en fait, à lui-même. Pareillement les adjudications des ponts, usurpées par le curé de Gex, ne pouvaient avoir lieu que sous l'administration, l'autorité du subdélégué. Les appointements de collecteur s'ajoutaient encore aux bénéfices de sa place, et il ne lui était pas interdit, par le moyen d'un homme inter-

1. A. N. H.,  $\frac{202}{3}$ , pp. 24, 46.

posé, de se rendre l'adjudicataire des sels. Surtout, la place de premier syndic, un moment contestée, lui était plus assurée que jamais, l'Intendant l'ayant jugée compatible avec celle de subdélégué; et, maître absolu du pays, il s'était précautionné contre les plaintes à venir en se donnant à Dijon « comme l'objet de l'envie, de l'animosité de ceux qui par l'affranchissement espéraient trouver décharge de tout impôt ». Et ce qui ne rendait pas son succès moins agréable, c'est que tout s'était fait en dehors de Voltaire <sup>1</sup>.



Tenu également à l'écart par l'Intendant et les syndics du pays, le seigneur de Ferney s'était résigné au silence. Ce n'est pas qu'il partageât sur les nouveaux impôts l'optimisme des syndics : il prévoyait que les propriétaires, déjà chargés de deux vingtièmes, en acquitteraient deux nouveaux avec peine; il savait mieux encore que l'industrie du pays de Gex se réduisant à la colonie de Ferney, celle-ci ne pourrait payer 6 000 livres de taxe; il penchait ainsi vers son tout premier plan, qui était de payer l'indemnité par un bénéfice sur la vente du sel. Néanmoins, tout indigné qu'il fût par les frais de collecte promis à Fabry, il se contenta de diriger contre lui une guerre sourde et quotidienne dans l'établissement des nouveaux rôles, que le clergé contrôla du plus près, « marchandant et disputant le terrain pied à pied ». Et il attendit que l'avidité du subdélégué lui fournît une revanche éclatante <sup>2</sup>.

Avisé dans les derniers jours d'août, que les fermes générales accordaient enfin 200 minots à la province, Fabry, plutôt que d'en publier la promesse, s'était empressé de renouveler à Berne, pour une dernière

1. *Mémoire pour servir à la justification de l'administration du pays de Gex par M. Fabry*, S. l. 1790, in-8°.

2. *Côte-d'Or*, E., 338.



*Le Vieux Malade de Fernex tel qu'on le vit  
en 7<sup>me</sup> 1777*

LE VIEUX MALADE DE FERNEX

*gravé d'après Huber*



fois, son marché du mois de février. Il forma une compagnie sous le nom d'un certain Rose, ci-devant déserteur de la légion de Condé, présentement garde-magasin à Versoix, et d'un sieur Brémond, son commis à la poste de Versoix : Tous deux, fortement cautionnés par lui, car ils étaient sans argent ni crédit, demandaient à Berne pour deux ans la cession de 6 000 quintaux par année; et la République en accorda, le 2 septembre, 6 000 pour une année, en stipulant qu'ils seraient livrés « ès-mains de la province de Gex »<sup>1</sup>. La province, qui n'avait pas à beaucoup près épuisé sa provision de février, n'avait aucun besoin de telles quantités : Fabry, seul, saisissait une occasion de profit qui ne devait pas de longtemps se représenter.

Mais après leur visite à l'Intendant, les notables, ignorant l'octroi des fermes générales, autorisés d'ailleurs à tirer pour les routes un profit sur le sel, imaginèrent de conclure eux-mêmes un marché avec Berne : M. de Menthon, conseiller de la noblesse, qui avait des parents au Magnifique Conseil, se chargea de la négociation. Pendant plusieurs semaines, Fabry retarda, détourna les lettres, mais il ne put empêcher qu'à la fin le marché Rose ne fût connu. L'indignation à Gex fut extrême. Pour l'apaiser, Fabry soutint que la vente du sel était libre; que le déserteur était un homme honorable; qu'à la vérité ce simple soldat n'avait qu'une place de 900 livres, mais « qu'homme plein de talents et d'intelligence » il s'était associé avec le sieur Brémond pour la commission des marchandises venant d'Allemagne en France et par là s'était acquis du crédit chez les Suisses. Néanmoins il proposa aux syndics d'écrire au ministre, et de dénoncer le marché par voie diplomatique, sous prétexte que de pareilles quantités seraient l'occasion de versements frauduleux dans le Bugey. A la vérité il venait d'apprendre que MM. de Berne, qui d'abord

1. B. N., N. ms. fr., 4821, f<sup>o</sup> 261 copie.

avaient cru traiter avec la province, avaient annulé le marché, dès qu'ils l'avaient su tenu par un particulier sans mandat.

Voltaire, à ce coup, saisit de sa propre autorité la direction générale des affaires, tant à l'exclusion des syndics qu'à celle de l'Intendant. Son plan était de prêter sur-le-champ 30 000 livres au pays, desquelles il se rembourserait par la revente du sel; mais d'abord, il lui fallait s'en assurer la fourniture.

Il écrivit de lui-même à MM. de Berne, comme l'homme le plus considérable et le plus riche de la province; il exposa les avantages retirés par eux de la désunion des fermes, puisqu'ils n'avaient plus à payer de droits au passage de Versoix; il leur déclara franchement son projet de payer l'indemnité par un bénéfice sur le sel et, en conséquence, leur demanda cession d'une quantité suffisante. En même temps il leur dépêchait en secret M. de Prez Crassier, pour faire subroger à celui-ci le marché de Rose. Cependant il consultait ses partisans, M. Castin, le syndic de la noblesse, le conseiller de Menthon, qui approuvèrent dans l'ensemble; mais pour mettre l'affaire en règle ils lui conseillèrent d'avertir l'Intendant. Voltaire le fit par la voie de Fabry :

A Ferney, le 26 novembre 1776.

Monsieur, M. de Menthon et M. le syndic du clergé m'ont fait l'honneur de venir hier chez moi; ils m'ont instruit de l'embarras où se trouve la province, tant pour trouver à point nommé les 30 000 livres pour la ferme générale qu'au sujet des taxes qui alarment tout le public.

Les 15 000 livres que j'ai offert de prêter à la province sont un bien faible secours. On m'a dit que nous pourrions trouver dans la générosité de nos voisins MM. de Berne de plus grandes ressources, et qu'ils étaient prêts à nous concéder du sel au moyen duquel la province pourrait être très soulagée. Je hasarderai tout ce qui sera en mon pouvoir pour vous servir. Je veux bien du mal à mes quatre-vingt-trois ans et à ma détestable santé qui m'empêchent de venir sur le

champ demander vos intentions et vos conseils. On cherche actuellement 40 000 livres qu'on pourrait, dit-on, faire prêter pour le 1<sup>er</sup> janvier, mais il faudrait être sûr du sel de Berne dont on nous flatte : il faudrait ensuite assembler MM. les syndics et transiger avec eux.

Voudriez-vous, Monsieur, avoir la bonté de m'écrire ce que vous pensez ? Ce serait m'apprendre ce que je dois faire.

J'ai l'honneur d'être, etc <sup>1</sup>.

### Réponse de Fabry :

26 novembre 1776.

Monsieur, MM. les syndics du pays ayant écrit à M. l'Intendant le 22 de ce mois pour lui rendre compte des opérations qu'ils ont faites, prendre ses ordres sur celles qui leur restent à faire, et concerter avec lui les mesures nécessaires pour remplir à point nommé les engagements de la province, je pense, Monsieur, qu'il convient d'attendre sa réponse avant de songer à d'autres arrangements. Du reste M. de Menthon et M. Castin sont sages, et ils auront sans doute bien pesé ceux que vous proposez.

J'ai l'honneur d'être, etc. <sup>2</sup>.

Et sans désespérer, il dénonça le tout à l'Intendant :

26 novembre 1766.

Monsieur, il est très certain que M. de Voltaire a envoyé à Berne M. de Crassier pour faire subroger les États du pays de Gex au sieur Roze dans le traité des 6 000 quintaux du sel dont nous sollicitons la révocation ; M. de Crassier est de retour ; rien ne transpire du succès de son voyage, mais il y a quelque menée secrète. M. Castin fut mandé hier au château de Ferney où il s'est rendu tout de suite par un très mauvais temps, et quoique encore malade d'une fluxion à la tête. M. de Crassier est aussi allé chez M. de Verny et chez M. de Menthon. Il est fort à craindre qu'en croyant faire le bien du pays, M. de Voltaire ne lui fasse beaucoup de mal.

1. A. N. H.,  $\frac{202}{3}$ , p. 25, copie.

2. *Ibidem*, copie.

Déjà le bruit se renouvelle qu'il n'y aura point d'imposition, que la province payera son abonnement, les intérêts de ses emprunts et les dépenses des ponts et chaussées sans qu'il en coûte rien à personne. MM. les syndics se sont séparés, chacun est retourné chez soi; toutes nos opérations chôment; on ne se détermine à rien pour l'imposition des fonds compris dans les rôles des vingtièmes. Tout cela n'est propre qu'à soulever le peuple et à faire égorger les syndics du pays, quand les rôles paraîtront et seront mis en recouvrement. Je suis, etc.<sup>1</sup>.

Voltaire n'en continua pas moins à pousser Fabry :

28 novembre 1776.

Monsieur,

Voici de quoi il s'agit. Touché des prières qu'on m'a faites, sensible aux alarmes que je vois répandues dans la province, j'ai offert de donner sur-le-champ trente mille francs pour payer l'indemnité à la ferme générale. Je ne les donne qu'à quatre pour cent au lieu de cinq, et je consens encore de ne toucher cette rente qu'au bout de deux ans. On la paiera à ma nièce, si je meurs avant ce terme, comme il y a grande apparence.

Le préalable de ce prêt serait que MM. les États me donnassent un plein pouvoir de traiter avec le conseil de Berne. Je prendrais en leur nom le marché de Rose, et je serais plus solvable que lui. Vous feriez toutes les conditions et tous les arrangements. La quantité de salaisons qui augmente prodigieusement dans votre province, quand le sel est bon marché servirait à payer tous les frais que vos États sont obligés de faire chaque année. Vous seriez au moins pendant deux ans délivrés de l'embarras d'établir une contribution générale, et vous auriez le temps de prendre de justes mesures sur cet impôt qui serait très léger, attendu le bénéfice qui reviendrait à la province de la convention faite avec Berne.

Voilà ce qu'on me propose, et ce que j'accepte, dans le dessein d'être utile au pays et de vous marquer mon zèle.

Si vous voulez en informer M. l'Intendant, je me flatte que mes vues ne seront pas désapprouvées par un homme

1. A. N. H.,  $\frac{202}{3}$ , p. 25, copie.

aussi généreux et aussi bienfaisant que lui. Mais le temps presse. L'argent sur lequel je puis compter aujourd'hui peut manquer demain. Je ne réponds que de tous les sentiments de tendre et respectueux attachement avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

VOLTAIRE <sup>1</sup>.

En même temps. MM. Castin, Sauvage et de Menthon ayant pris une sorte de délibération pour rendre régulière la députation de M. de Prez, Voltaire écrivit au Conseil de Berne :

*A Son Excellence Sinner.*

Du 29 novembre 1776, à Ferney.

Monsieur,

L'honneur d'écrire à Votre Excellence, et de lui demander ses ordres est ce qui pourrait m'arriver de plus flatteur. M. de Crassy, gouverneur de la capitale du pays de Gex, m'a instruit des bontés dont vous daignez m'honorer. Elles m'encouragent à demander votre protection pour cette petite province. Je suis seul chargé de la procuration de nos États et de leur plein pouvoir. Un homme sans aveu, nommé Roze, ci-devant soldat dans la légion de Condé et actuellement garde-magasin dans les ateliers du sieur Racle, architecte au port de Versoix, s'est ingéré de demander du sel à Vos Excellences pour la province de Gex, quoique personne ne l'eût chargé d'une telle commission.

M. de Crassy aura l'honneur de remettre mon plein pouvoir entre vos mains. Il s'acquittera mieux que moi de ce devoir dont mon âge de quatre-vingt-trois ans et mes infirmités me rendent absolument incapable. Il a déjà présenté à Votre Excellence les besoins de notre pays qui vous regarde comme son bienfaiteur. Je me joins à lui pour vous demander de nouvelles bontés.

Si vous et votre respectable Sénat vous daignez nous accorder le sel qui nous est nécessaire, je remplirai avec exac-

1. B. N. N. acq. fr. 4821, f° 262, copie.

titude toutes les conditions que vous voudrez bien m'imposer. Je ne désire que quelques jours de santé pour être en état de venir vous présenter ma reconnaissance et mes hommages.

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect, Monsieur, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

VOLTAIRE<sup>1</sup>.

#### REQUÊTE A LEURS EXCELLENCES.

Supplie humblement François de Voltaire, chevalier, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi très chrétien, demeurant actuellement au pays de Gex, à Ferney, disant qu'il est muni d'un plein pouvoir des États de Gex pour supplier Leurs Excellences d'accorder du sel à la province de Gex, aux conditions qu'elles voudront prescrire et qu'il remplira exactement.

Que ne pouvant à causè de son âge de quatre-vingt-trois ans et de ses infirmités. jouir de l'honneur de paraître en leur présence, M. de Crassy, gouverneur de la ville de Gex, lieutenant-colonel, etc., s'est chargé de cette commission honorable; que lui, Voltaire, s'engage à remplir toutes les conditions qui lui seront imposées par Leurs Excellences dont il attend les bontés, et pour Lesquelles il est pénétré du plus profond respect<sup>2</sup>.

Fabry, cependant, tenait au courant l'intendant de Bourgogne :

Gex, le 1<sup>er</sup> décembre 1776.

Monsieur, vous auriez de la peine à croire ce dont je vais avoir l'honneur de vous informer, si vous n'étiez déjà prévenu des projets de M. de Voltaire, de l'ambition qu'il a de gouverner le pays de Gex et d'en rendre l'administration indépendante de votre autorité: la réponse que j'ai faite à sa lettre, et que j'ai eu l'honneur de vous communiquer, lui a fort déplu. Il ne peut souffrir que les États vous consultent, prennent vos ordres et les attendent, quand il s'agit, dit-il,

1. B. N. N. acq. fr., 4821, f° 265, copie.

2. *Id.*, *ibid.*, f° 295, copie.

de faire le bien du pays, de soulager le peuple et de le décharger d'un impôt aussi onéreux qu'est celui de l'indemnité à la ferme générale. C'est ce qu'on ne cesse de dire et de rebattre. Ses deux aides-de-camp, MM. Després de Crassier et Routh Varicourt, sont allés de village en village, de maison en maison, répéter ces propos et porter un écrit qu'ils ont fait signer aux syndics et conseillers du clergé de la noblesse et du tiers état, aux officiers du bailliage, et à plusieurs notables, par lequel M. de Voltaire est autorisé à commettre qui bon lui semblera pour aller à Berne demander la révocation du traité du sieur Rose, et en faire un semblable pour le compte et au profit de la province. Ce premier écrit a été suivi d'un autre, sous la date du 29 novembre dernier, signé de MM. Castin, Bosson et Ancian, syndics et conseillers du clergé et de MM. de Verny, de Menthon et Sédillot, syndics et conseillers de la noblesse, par lequel ils ont député sans l'aveu du tiers état, M. Després de Crassier à Berne, pour remercier la République de 2 000 quintaux de sel qu'elle a bien voulu accorder au pays de Gex, au printemps dernier, au prix de 6 livres le quintal. C'est de M. Emery, syndic du tiers état dont je tiens ces détails; il a tenu et lu ces deux écrits; il a eu la facilité de signer le premier, n'ayant pu, dit-il, se défendre des instances trop vives qui lui ont été faites, mais il s'est refusé à donner sa signature au second, jusqu'à ce qu'il m'eût été présenté et que je l'eusse signé, ce qu'on n'a pas jugé à propos de faire ou de me proposer. M. Emery doit vous écrire, par ce même courrier, pour vous informer lui-même de tout ce qui s'est passé. Il vous apprendra que M. Routh Varicourt lui a dit que M. de Voltaire compte si fort sur le succès du voyage de M. de Crassier à Berne, et sur le bénéfice de la revente du sel qu'il obtiendra, qu'il a déjà envoyé à M. de Verny des assurances d'un prêt de 30 000 livres à 4 p. 100 au premier janvier prochain pour payer l'indemnité de la ferme générale<sup>1</sup>.

L'Intendant alors écrivit à Voltaire d'après les vues de Fabry :

1. A. N. H.,  $\frac{202}{3}$ , p. 27, copie.

Paris, le 4 décembre 1776.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 25 du mois dernier, et j'ai vu avec une satisfaction véritable que les étrangers établis à Ferney s'étaient présentés d'eux-mêmes à l'impôt sur l'industrie. Le rôle m'a été envoyé, et je ne puis qu'approuver les bases qu'on a posées. Il est si intéressant pour votre pays de donner à sa nouvelle constitution toute la solidité possible que tout le monde doit y concourir avec le plus grand empressement. Rien ne serait plus contraire à cette solidité si désirable que de faire de votre canton un entrepôt permanent de contrebande, et de tous les habitants, des faux-sauniers invétérés, qui graviraient sans cesse tous les défilés du Mont-Jura pour vendre le sel en fraude, si l'on en remplissait le pays au delà de sa consommation. Ce serait abuser manifestement des faveurs que le ministère vous a prodiguées et prouver combien peu on en était digne.

Le seul plan raisonnable à suivre, c'est de tenir des fermiers généraux un approvisionnement plus ou moins considérable, chaque année, proportionné à vos besoins, et qui augmenterait avec votre population, lorsque le pays veillerait lui-même pour empêcher tout versement frauduleux, soit dans le Bugey, soit dans la Franche-Comté. Mais aller porter l'argent de la France dans le canton de Berne, mais animer tous les colons d'un esprit de contrebande, et, former par degrés une génération de voleurs et d'assassins, c'est ce qu'un gouvernement sage ne souffrira jamais. Tous les ministres viennent de se réunir pour anéantir le marché de Rose, et ce serait le moment qu'on choisirait pour faire le même traité au nom de la province, comme si les mêmes raisons ne militaient pas contre l'un et contre l'autre ! La simplicité de l'opération, Monsieur, vous a séduit, et vous avez omis de songer aux conséquences et à la résistance qu'elle éprouverait. Consommez le sel que la province vient d'acquérir : si cette consommation se fait de bonne foi, l'année révolue, vous pourrez obtenir un approvisionnement plus considérable, surtout si, comme je n'en doute pas, le nombre de vos consommateurs augmente. Le bénéfice graduel que le gouvernement vous autoriserait à faire, sur la revente du sel, vous procurerait successivement une aisance qui tournerait à la décharge des impositions, ou à

l'embellissement et à l'amélioration de votre joli pays. Voilà, Monsieur, les seules vues praticables et honnêtes, et qui empêcheraient tout retour sur votre position actuelle.

J'espère, Monsieur, que vous serez frappé de la force de ces raisons. Je me plais à les détailler dans l'espoir qu'elles vous convaincront. Ne jetons pas tout dans un arbitraire, dans des irrésolutions, dans des dénis de paiements qui vous seraient funestes. On a soulagé les terres d'une partie du fardeau, mais il est juste qu'elles contribuent à une indemnité qui est le prix des avantages qu'elles reçoivent et de l'augmentation que tous les fonds doivent éprouver, et enfin de cette précieuse liberté, que vous avez désirée si ardemment.

Vous avez sans doute, fait passer des mémoires à M. de Boullongne. Je le verrai, Monsieur, et m'entretiendrai avec lui des arrangements que vous souhaitez pour votre colonie. Elle me paraît mériter toute faveur, et toute protection.

J'ai l'honneur d'être avec un véritable attachement, Monsieur, etc.

DUPLEIX<sup>1</sup>.

Fabry était cependant parvenu à faire annuler par le canal de M. de Vergennes, ministre du roi à Soleure, les démarches de Voltaire à Berne : l'avoyer Sinner, puis le banneret Thormann en avisèrent le philosophe, non sans ajouter dans leur idiome quelques conseils républicains :

Monsieur,

M. de Crassier vous aura rendu compte, je pense, que malheureusement le ministre du roi à Soleure, trompé par un homme qui a intérêt à ne vous pas vouloir du bien, avait prévenu son arrivée par une lettre à notre État, directement opposée à l'objet de la négociation. Pour rendre donc ces mêmes efforts inutiles, si tant est, comme je ne doute pas, vous cherchiez, Monsieur, à consolider les franchises de cette contrée, c'est-à-dire votre propre ouvrage et qui ne vous éternisera pas moins que nombre d'autres, il me paraît que

1. B. N., ms. fr., 12 900, f° 426, aut.

pour terminer cette crise, les États devraient convenir entre eux une imposition libre, à tant de sols et deniers par arpent, établir un collecteur sur cet objet dans chaque village, qui remettront le produit aux États pour puis être livrés par un commissaire de ceux-ci aux fermiers généraux, et ce, sans intervention de l'Intendance.

Au moyen de ce, tout serait dit, le peuple aura bénéfice de son octroi et les fermiers de la gabelle forcés, ne voulant vous fournir du sel, à vous le livrer à aussi bas compte que vous le trouvez à acheter en détail chez les délivranciers du pays de Vaud dont la ressource vous sera toujours sûre. Tout dépendra donc, je le répète, si vos Etats sont capables de diriger une permanente direction qui seule pourra les établir pays d'États et conserver leur octroi.

Excusez, Monsieur, la franchise de mes réflexions, recevez-les comme une marque que je n'ai rien de plus à cœur que de chercher à seconder vos vues pour un objet aussi digne d'un bon cœur et soyez assuré des sentiments de respect et d'une admiration bien distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

THORMANN banneret <sup>1</sup>.

Voltaire, alors, d'écrire à Duplex.

A Ferney, 10 décembre 1776.

Monsieur,

Agréez mes remerciements de la lettre dont vous m'honorez du 4 décembre. Voici tout ce que je puis savoir dans mon lit concernant les affaires que nous avons eues à Berne.

Je me souviens que M. Fabry à son retour de Bourg en Bresse, où il avait travaillé sous vos ordres, nous dit à Mme Denis et à moi que le sieur Roze avait fait un marché avec leurs Excellences de Berne pour 6 000 quintaux de leur sel blanc, et qu'on ne pouvait l'empêcher d'agir suivant son marché attendu que par l'article 3 de l'Edit du Roi enregistré au parlement de Dijon, *il était permis à tout particulier de la province de Gex d'acheter du sel et de le vendre où il voudrait.*

1. B. N. N., acq. fr., 4821, f° 266, copie.

Cette nouvelle alarma bientôt toute la province. On vit avec effroi et avec horreur qu'un homme sans aveu, ci-devant déserteur de la légion de Condé, ayant travaillé pendant deux ans chez le sieur Racle, ancien entrepreneur de Versoix, et ayant acheté son congé avec l'argent du sieur Racle, formait une entreprise qui pouvait l'enrichir en une seule année, ruiner la province et l'exposer au mécontentement du ministère. Tout le pays sut bientôt qu'il était associé et cautionné du sieur Brémond, commis au bureau de la poste de Versoix, et receveur de cette poste pour M. Fabry votre subdélégué.

Vous concevez bien, Monsieur, quels effets produisirent dans les esprits la crainte d'une taxe considérable à laquelle la province était imposée, et la crainte encore plus désespérante de ne payer cette taxe que pour enrichir le nommé Roze et ses associés. Il ne faut pas dissimuler que les alarmes furent poussées jusqu'à l'injustice de soupçonner M. Fabry lui-même de trop protéger dans cette affaire Brémond, son commis, et par conséquent Roze.

Plusieurs membres des États ont eu à la fin recours à moi et m'ont prié de leur prêter 30 000 francs pour payer ce qu'on doit aux fermiers généraux en attendant qu'ils pussent obtenir de Messieurs de Berne la même faveur que Roze avait extorquée et qu'ils puissent, au moyen de la vente du sel qu'ils auraient de Berne, parvenir à libérer la province de ses autres dettes.

Quoique je fusse très près d'une entière ruine par la quantité de maisons que j'ai bâties, je promis de prêter 30 000 francs aux États, et même de travailler pour eux auprès de Messieurs de Berne, le tout à condition que vous approuveriez, Monsieur, le service que je consentais à leur rendre. J'eus l'honneur de vous en écrire le 28 novembre autant qu'il peut m'en souvenir.

Dans ce temps-là même, Mons. Fabry conseillait aux syndics de noblesse d'écrire au ministre de France sur cette affaire des sels. Ils firent cette fausse démarche, et il en est résulté une lettre de M. l'ambassadeur en Suisse, par laquelle il prie le Sénat de Berne de ne donner de sel ni à Roze ni à nous.

Voilà, Monsieur, à quel point nous en sommes par rapport à cette affaire qui a été plutôt une tracasserie qu'une négociation.

Je ne pourrai d'ailleurs prêter 30 000 francs à nos États

comme je m'en flattais parce que dans le temps même où je voulais leur faire ce plaisir, M. le duc de Wurtemberg qui me doit cent mille francs d'argent, m'a demandé le délai d'une année pour me payer.

Les États n'ont donc autre chose à faire à présent qu'à établir une taxe juste et proportionnelle, qui, sans fouler le pays, puisse servir à payer toutes les charges.

Maintenant, Monsieur, permettez-moi de vous consulter sur l'usage que doit faire notre province du droit qu'elle a par l'article 3 de l'Édit, *d'acheter ou de vendre du sel où elle voudra*. Il eût été sans doute honteux et absurde que suivant la lettre de cet édit un homme sans aveu comme Roze eût eu le pouvoir de ruiner la province, et qu'elle n'eût pas la faculté elle-même. Elle dit à la ferme générale : « Nous avons contracté ensemble sous le bon plaisir du Roi, je vous donne 10 000 écus à condition que j'achèterai mon sel où il me plaira; vous avez hésité une année à m'en vendre; vendez-moi ce qu'il m'en faut, sinon j'en achèterai ailleurs. Quand il est à [bon marché] on en consomme beaucoup. Nous avons augmenté cette année prodigieusement nos salaisons, nos fromages; nous faisons prospérer nos bestiaux à qui nous ne donnions point de sel auparavant. Il nous faut environ 4 500 minots de sel par an. Si nous ne les trouvons pas dans votre boutique nous en chercherons dans une autre.

C'est donc à ces deux mots d'acheteur ou de vendeur que se borne toute la négociation entre la ferme générale et nos États.

Dans ce marché qui dépend d'un oui ou d'un non, on fait intervenir la politique, et la politique dit : « Si la ferme du Roi vend son sel à Gex, Gex le reversera dans le royaume; elle élèvera une pépinière de contrebandiers, il n'y aura plus sur la frontière de cette province que des procès criminels, des potences et des roues. »

Gex répond à cette objection : « Les faux-sauniers n'ont existé que dans le temps où ce pays était vexé par quatorze brigades de commis, et maintenant qu'il est réputé province étrangère on ne voit plus de contrebandiers. »

Je prends la parole alors, Monsieur, si vous le permettez et je dis à la politique : « Ma province ne vous trompe pas. Je vous atteste que toutes les fois que je sortais de mon lit pour m'aller promener, je voyais passer dans Ferney, quarante à cinquante coquins montés sur des chevaux plus maigres que

moi, armés de fusils et de pistolets à deux coups, prenant le chemin du Rhône. Et je n'en ai pas aperçu un seul l'été passé.

Si les gens de Gex achètent du sel blanc de Suisse, ils ne peuvent l'aller vendre dans la Franche-Comté où il est à meilleur marché. Ils ne peuvent le transporter par le Mont-Jura, dont il est impossible de passer les défilés à cheval; ils ne pourraient tenter que l'entrée du Bugey : il n'y a qu'un seul passage et c'est à vous à le garder. Tout bien examiné, Messieurs, cette contrebande de sel qui vous fait tant de peur, ne peut jamais aller à 10 000 francs par année et nous vous en donnons 30 000. Ajoutez à ce bénéfice que vous faites sur nous, Messieurs, le produit immense de vos traites sur nos frontières, du côté de Collonges et de Longeray. Toutes les marchandises étrangères qui passaient par ces bureaux ne vous payaient rien autrefois et paient aujourd'hui. Votre bureau qui était à Collonges et qui est actuellement à Longeray vous a valu cette année le triple de ce qu'il vous valut il y a trois ans. N'ayez donc point de scrupule sur le marché que vous avez fait avec nous, il vous est pour le moins aussi favorable qu'à notre province. »

C'est à peu près ainsi, Monsieur, qu'on pourrait plaider devant vous, c'est à vous à juger. Pour moi, qui ne puis prendre aucun intérêt personnel dans tous ces petits intérêts divers, assez mal entendus, qui partagent tous les esprits de cette taupinière, faite pour être ignorée du monde entier, moi qui n'ai devant les yeux que mes quatre-vingt-trois ans, mes maladies et la mort, je m'en remets entièrement à votre décision et à votre protection.

Je relisais ce matin la défense de Pondichéry par monsieur votre oncle, qui fit lever le siège aux Anglais, et la réception qu'il fit à Mouzafférzingue et à Chanda-Saëb. Cela fait paraître le pays de Gex bien chétif.

Je suis avec respect, Monsieur, votre<sup>1</sup>...

L'Intendant ne répondit pas lui-même à ce qu'il appelait « un cours complet de déraison ». Les États de Gex, assemblés sur son ordre le 12 décembre, arrêt

1. B. N., N. acq. fr. 4821, f° 268, copie.

tèrent d'imposer aux propriétaires, pour le paiement de l'indemnité, une somme égale à celle qu'ils payaient pour les vingtièmes, soit 24 000 livres, une somme de 12 000 livres ayant été levée déjà sur l'industrie, le clergé et les terres privilégiées. Ils acceptèrent en même temps l'offre du receveur des vingtièmes à Belley de leur avancer sur-le-champ 30 000 livres pour la première annuité<sup>1</sup>. D'autre part, l'Intendant transmit le dossier à Versailles, où l'on avisa aux moyens décisifs d'imposer silence au seigneur de Ferney.

*L'intendant des finances Taboureaux à M. Mesnard,  
premier commis :*

Je prie M. Mesnard de lire ces lettres. Il verra les singularités de la conduite de M. de Voltaire. On ne peut lui écrire, mais il y a lieu d'écrire une lettre très forte aux syndics de la province, et même aux officiers de justice qui ont contribué à la commission donnée à Berne, qui ne tend à rien moins qu'à faire ouvertement la contrebande du sel pour payer l'imposition de 30 000 livres. Il est nécessaire d'écrire promptement. Si on ne peut rien dire à M. de Voltaire, il faut au moins donner la correction sur le dos de ses gens<sup>2</sup>.

*M. de Fourqueux a fait écrire.*

\*  
\* \*

Restait cependant à payer le nouvel impôt. D'après une ordonnance rendue par l'Intendant, les propriétaires de dîmes et de terres de l'ancien dénombrement devaient fournir une déclaration de leurs biens. Celle de Mme Denis est à cet égard un modèle :

*Déclaration des biens  
que Madame Denis possède à Ferney.*

Elle a vu que sa terre est estimée 4 000 livres de revenu dans un rôle des tailles.

1. *Ain*, C. 4015.

2. *A. N.*, H. 202/3, p. 30, minute.

Elle déclare que cette terre lui a coûté jusqu'ici plus de 6 000 francs par an pour la culture et ne lui a jamais produit un sou de bénéfice. Tout le pays sait que ce n'est qu'une maison de plaisance qui demande un très grand entretien.

Le sieur Sartori a offert en 1768 d'affermir le domaine 1 800 livres. Ce domaine n'a jamais rapporté 1 500 livres à M. de Boisvieux de qui Mme Denis l'a acheté.

Elle paye pour les vingtièmes annuellement . . . . . 176 l. 9 s. 9 d.

Elle a dans son château, domestiques. . . 15

Environ, domestiques et valets de campagne. . . . . 18

Elle payera sur-le-champ la somme à laquelle elle sera imposée.

A Ferney, 9 octobre 1776.

MIGNOT DENIS.

*Adressé à M. Martin, secrétaire des États de Gex<sup>1</sup>.*

On ignore à quelle somme Mme Denis fut imposée, les rôles ne subsistant pas pour les années 1777 à 1780, et Voltaire, à jamais dégoûté du pays de Gex, ayant quitté Ferney en 1778. Mais il est probable que les États la taxèrent pour environ 400 livres : M. de Brosses, pour sa terre de Ferney, contribua de 453 livres.

Le nouvel impôt, en effet, pesa surtout sur les privilégiés, les marchands, les artisans et laboureurs aisés. Les contributions des trois ordres se répartirent en 3 928 livres pour la noblesse, 19 622 livres pour le tiers, soit des sommes légèrement supérieures à celles des vingtièmes, et 1 051 livres pour le clergé qu'on avait dû ménager, imposé qu'il avait été récemment d'un don gratuit. Mais l'industrie était taxée à 5 245 livres; mais les biens de l'ancien dénombrement payaient 4 344 livres; et dans les rôles mêmes du tiers état, une foule de contribuables se trouvèrent dégrevés. Les deux cinquièmes

1. B. N. fr. 15.285, f° 47, de la main de Voltaire : Mme Denis, comme on sait, ne payait les vingtièmes que pour cellés de ses terres non comprises dans l'ancien dénombrement.

du rôle des biens-fonds de Ferney, montant à 254 francs, sont supportés par le Genevois Mallet et les héritiers Jean Brillon, imposés respectivement à 54 livres 15 sols et 50 livres 5 sols. Vingt-cinq seulement des taillables, sur soixante-sept, contribuent; ils paient à la vérité le sextuple environ de leurs tailles, mais tous sont propriétaires de maisons ou de terres assez étendues; et c'est beaucoup que les quarante-deux plus pauvres soient exonérés. Sous ce rapport il n'est pas douteux que la désunion des fermes n'ait été un bienfait pour le pays de Gex<sup>1</sup>.

1. *Ain*, C. 879, 883.

## ÉPILOGUE

Dix ans s'étaient à peine écoulés depuis le départ de Voltaire du pays de Gex que la monarchie invitait les peuples de France à se prononcer sur leurs maux et sur leurs remèdes. Presque tous les personnages contemporains de Voltaire étaient encore vivants, à l'exception du doyen Castin remplacé dans la cure de Gex par le fils du procureur Routh. Les mêmes partis qu'on avait vus se mesurer en 1776 se retrouvèrent en présence, mais plus forts et plus nombreux du côté de l'opposition à l'autorité administrative. Les députés furent pour le clergé Routh de Varicourt, curé de Gex, qui avait hérité de son prédécesseur toute son aversion contre Fabry; pour la noblesse, Etienne de Prez-Crassier, sur qui les suffrages des gentilshommes se portèrent en haine du subdélégué; enfin pour le tiers, les fils du procureur Girod, Girod de Thoiry et Girod de Chevry, secrètement attachés à l'ancien parti du président de Brosses, empêchés toutefois, par l'indignation populaire, de défendre l'ami de leur père.

Il ne m'appartient pas de m'étendre ici sur les assemblées électorales, que M. Brette étudiera du reste dans la suite de son magistral ouvrage sur la *Convocation des États généraux*. Qu'il me suffise de relever, dans les cahiers du tiers et de la noblesse, les aspirations qui se faisaient jour dès l'époque de Voltaire. Les principaux articles de ces cahiers sont : (art. 5) la permission d'importer 36 000 coupes de blé par an, à raison de 3 000 par mois; (art. 2) la suppression de l'imposition des gratifications « supportée jusqu'à présent par l'ordre

du tiers seul » ; enfin, et c'est le plus curieux, l'article 3, demandant l'établissement à Gex « d'États provinciaux absolument distincts et indépendants des autres provinces, et dont la moitié des représentants seraient pris dans le tiers-ordre ». Ainsi éclatait ce désir de se gouverner soi-même, en dehors presque de l'autorité centrale, que nous avons vu tant de fois apparaître dans l'affaire de la désunion des fermes. C'est qu'il ne venait ni d'un intérêt passager, ni des suggestions d'un philosophe influent, et ne tirait tant de force que de tenir par la racine au plus lointain passé.

Quoique les cahiers du tiers et de la noblesse différaient par leur rédaction, ils se ressemblent trop par le fond pour n'avoir pas eu les mêmes inspirateurs, sans doute le procureur Rouph et M. de Prez-Crassier. Il y a dans ceux du tiers quelque modération, due sans doute à MM. Girod : encore sont-ils sans douceur à l'endroit de Fabry. Ils dénoncent ses cumuls ; ils se plaignent que « les membres de l'administration actuelle soient tous riches et privilégiés » :

Le tiers n'a aucune influence dans les Assemblées qui se tiennent tous les trois ans ; il n'est point consulté sur les besoins publics ni sur les représentations à faire à S. M. Les cahiers sont rédigés d'avance au gré du rédacteur, on se contente d'en faire la lecture et de les faire signer aux assistants le plus souvent sans mission et la plupart illettrés. Il n'est point consulté s'il convient de continuer les mêmes syndics et conseillers, non plus lorsqu'il s'agit de les remplacer après décès. Les familles riches qui ont le bonheur d'appartenir aux membres de l'administration voient rejeter leurs tailles sur la classe des taillables.

La noblesse, exprimant les mêmes griefs, exigea en outre de Fabry la reddition de ses comptes. Celui-ci n'en fit rien, mais se défendit dans un Mémoire à l'Assemblée nationale, où il fit trophée des lettres de Voltaire.

L'œuvre du patriarche à Ferney ne fut pas entièrement anéantie par sa mort : son village est resté l'une des communes les plus importantes de l'arrondissement, un chef-lieu de canton auquel fut donné par l'Assemblée

nationale le nom de *Ferney-Voltaire*. La zone douanière, abolie par la Révolution et rétablie par le Congrès de Vienne à la sollicitation de Genève, est aujourd'hui d'une utilité contestable; mais elle a empêché, avec le souvenir attaché au grand homme, que le pays de Gex ne fût enlevé à la France au Congrès de Vienne. C'est à la seule gloire de Voltaire en effet, soutenue par l'énergie de Talleyrand, que nous avons dû de conserver notre frontière au point précis où s'étendait le domaine de Ferney.

L'Assemblée nationale, résumant les titres de Voltaire à la postérité, avait composé cette belle épitaphe :

IL COMBATTIT LES ATHÉES ET LES FANATIQUES  
ET DÉFENDIT LES DROITS DE L'HOMME  
CONTRE LA SERVITUDE DE LA FÉODALITÉ.

Nous devons ajouter depuis 1815 :

SON NOM FUT TUTÉLAIRE AU SOL DE LA PATRIE.

## APPENDICE

---

### I

*Inventaire des meubles, effets et bestiaux remis à Monsieur de Voltaire par Messieurs de Brosses, en exécution du bail à vie que Monsieur le président de Brosses a passé à M. de Voltaire de la terre de Tournay, le onze décembre dernier, par acte reçu de M<sup>e</sup> Girod, notaire :*

Premièrement, le nombre de dix-huit vaches laitières et cinq génisses de l'âge et grosseur ci-après :

Une vache de quatre veaux de l'épaisseur de cinq pieds ;

Une de quatre veaux, de cinq pieds trois pouces ;

Une de quatre veaux, de cinq pieds quatre pouces ;

Une de huit veaux, de cinq pieds ;

Une de sept veaux, de cinq pieds ;

Une d'un veau, de quatre pieds huit pouces ;

Une de cinq veaux, de quatre pieds huit pouces ;

Une de sept veaux, de quatre pieds dix pouces ;

Une de quatre veaux, de cinq pieds ;

Une de trois veaux, de cinq pieds ;

Une de quatre veaux, de quatre pieds neuf pouces ;

Une de neuf veaux, de quatre pieds onze pouces ;

Une de sept veaux, de quatre pieds neuf pouces ;

Une de cinq veaux, de quatre pieds sept pouces ;

Une de cinq veaux, de quatre pieds onze pouces ;

Une de huit veaux, de cinq pieds ;

Une de un veau, de quatre pieds cinq pouces ;

Et cinq génisses, les dites vaches ayant été estimées par

experts cinquante-neuf livres pièce, et les génisses vingt-sept livres pièce ;

Plus quatre cours de foin au fond du sallier dessus de l'écurie des chevaux, dont trois sont proches la muraille du côté de bise et couchant, de la hauteur marquée à l'une des colonnes par un coup de hache, et l'autre cours, qui est aussi proche la muraille du couchant joignant les autres cours de la hauteur de trois pieds au-dessus de la féline ;

Plus deux cents gerbes de paille de froment ;

Plus quarante-sept tonneaux de bois dur, tenant ensemble environ deux-cent-quatre-vingt-six septiers, dont l'un est relié à cercles de fer, en bon état ; trois grandes cuves de chêne neuves, dont deux cerclées chacune de quatre cercles de fer ;

Trois cuves de sapin, dont deux en bon état et l'autre qui a besoin d'être réparée ;

Trois déchargeoires en sapin ;

Deux grandes bosses à cercle de fer et de bois, contenant ensemble neuf à dix chars ;

Trois bossettes en bon état ;

Deux jarlots de bois dur ;

Un autre jarlot servant de mesure, aussi de bois dur ;

Un grand entonnoir de bois dur ;

Un poulain à charger les tonneaux ;

Deux pressoirs garnis d'une corde neuve, d'une barre, d'une hache, de deux rosettes et chargeoires nécessaires ;

Deux paniers d'osier pour écoler le vin blanc ;

Deux arrosoirs de fer blanc pour le jardin ;

Un grand crible long à fil de laiton pour le blé ;

Un autre mauvais crible long ;

Un autre crible rond avec sa trémie ;

Un grand poids appelé romaine ;

Une grande chaudière de cuivre ;

Deux chaudières de cuivre ;

Une mouchette, avec son porte-mouchette, et une mouchette de cuivre ;

Une foyère de fer avec pelle et pincettes ;

Un grand chenèt de fer de cuisine ;

Un grand banc de noyer ;

Une grande garde-robe de domestique de sapin ;

Une petite armoire de noyer qui est au poêle d'en bas ;

Un vieux batard appelé scie ;

Une cruche d'étain;

Six fauteuils de velours vert garnis de franges à graines d'épinards à bois doré;

Un tapis de velours vert garni de franges;

Un fauteuil à confessionnal à housse d'indienne;

Une tenture de tapisserie de vieille haute lisse qui est dans la grande chambre de la tour, le reste de la tenture est dans une armoire;

Deux lits à l'impériale à housse écarlate, avec chacun deux matelas et leur sommier, une couverture de Montpellier mauvaise, une courte-pointe d'indienne rouge doublée de flanelle, les chevets et soubassements d'écarlate;

Six fauteuils de damas cramoisi à housse;

Six chaises de damas cramoisi à housse;

Un lit de repos de damas cramoisi;

Un petit tapis de Turquie;

Un grand bureau ou secrétaire de marquetterie garni de tiroirs;

Un petit cabinet d'Allemagne de marquetterie avec ses tiroirs garnis de bronze doré d'or moulu;

Un écran à pied de tapisserie à petit point;

Un lit garni de serge verte pour domestique, avec son matelas;

Deux lits de domestique sans rideaux avec leurs matelas et paillasses;

Un grand matelas de maître;

Onze vieilles chaises de chambre à manger garnies de moquette;

Une grande table de chambre à manger;

Cinq tables dont trois de noyer et deux de sapin;

Quelques autres chaises de nulle valeur;

Un mauvais petit miroir;

Quatre armoires de noyer;

Trois vieilles banquettes de tapisserie;

Une porte volante de serge verte;

Trente nappes;

Quatre autres de cuisine;

Sept douzaines et neuf serviettes de diverses qualités;

Quinze draps;

Quelque linge de cuisine et autre mauvais linge de nulle valeur;

Tous lesdits linges en partie usés;

Deux douzaines de plats de diverses qualités de fayence;  
Douze assiettes;  
Deux saladiers;  
Un bassin à barbe;  
Six tasses à café, sauf ce qui est cassé, le tout de fayence.  
Un vieux mauvais horloge et un gros timbre.

Il a été reconnu que le grand champ proche le château est ensemencé de froment, le tout sur culture, sauf cinq coupes de frachais, et huit coupes et demie de froment ensemencé dans les hutins de la Chatagne sur culture.

Fait double au château de Tournay le vingt deux février mille sept cent cinquante neuf.

VOLTAIRE, *en observant que tout le linge est déjà usé, la plupart des meubles très vieux, l'horloge dégarnie, sans mouvement, consistant en une mauvaise carcasse de nulle valeur, les armoires sans clef, les panneaux entrouverts, et le tout en très mauvais état.*

(Côte-d'Or, E. 338, original.)

## MÉMOIRE

*joint à la lettre du 29 septembre 1764.*

Requête présentée à M. Rouillé le 6 juin 1756 par l'Avoyer et Conseil de Berne, par laquelle ils demandaient l'évocation des poursuites que le curé de Fernex faisait alors contre le sieur Budé de Montréal, seigneur de Fernex, au sujet des dîmes aliénées par le canton de Berne en 1557, à titre de cens ou d'abergement.

M. Rouillé ayant renvoyé cette requête à M. de Saint-Florentin il fut rendu le 25 du même mois au rapport de se Ministre un arrêt du Conseil qui ordonna l'évocation.

Le curé de Fernex y forma opposition et prouva :

1<sup>o</sup> Que pareille demande avait été formée par son prédécesseur contre le précédent seigneur de Fernex, qui était le sieur Rosel, conseiller d'État et syndic de la République de Genève;

2<sup>o</sup> Que le sieur Rosel demanda et obtint l'évocation de cette demande par arrêt du Conseil du 24 janvier 1669. Mais que le curé ayant formé opposition à cet arrêt, il en fut rendu un second contradictoire le 12 juin 1671, qui sans s'arrêter à celui de 1669 renvoya les parties au Parlement de Dijon.

En conséquence, il fut ordonné par arrêt du Conseil du 14 avril 1758, que la requête du curé de Fernex serait communiquée au sieur Budé de Montréal. Le sieur Budé de de Montréal étant décédé, le curé de Fernex fit assigner ses héritiers en reprise d'instance, et ceux-ci n'ayant pas répondu, il intervint arrêt le 27 novembre 1762, qui sans s'arrêter à celui du 25 juin 1756, renvoie au Parlement de Dijon pour y procéder conformément à celui du 12 juin 1671.

C'est à cet arrêt que Mme Denis, comme ayant acquis la

terre de Fernex du sieur Budé de Montréal a donné sa requête en opposition, et cette opposition fait la matière d'une instance actuellement pendante entre les mains et au rapport de M. de Saint-Florentin. Elle conclut par cette requête à l'évocation et demande en conséquence que l'arrêt du Conseil rendu le 25 juin 1756 sur les représentations de l'Avoyer et Conseil de la République de Berne soit exécuté selon sa forme et teneur.

Sa demande en évocation est principalement fondée sur l'exécution des traités, savoir : celui de 1564 entre le duc de Savoie et le canton de Berne, celui fait à Lyon en 1601 entre Henri IV et le duc de Savoie, et celui d'Aarau fait en 1658 entre Louis XIV et le canton de Berne.

Elle se fonde aussi sur plusieurs arrêts du Conseil (dont la plupart, à la vérité, sont par défaut), qui en ont interdit la connaissance au Parlement de Dijon, et sur deux lettres de Louis XIV du 17 juillet 1642, et 30 mai 1643.

C'est dans ces circonstances que la dame Denis s'adressa l'année dernière à M. le duc de Praslin pour lui demander l'évocation de cette affaire, sans faire aucune mention de l'instance, qui était déjà pendante pour le même sujet, entre elle et le curé de Fernex, au rapport de M. de Saint-Florentin. Mais, comme M. le duc de Praslin paraissait y faire beaucoup de difficulté, le sieur Crommelin, envoyé de la République de Genève, joignit ses instances à celle de la dame Denis, et demanda comme elle, et fondé sur les mêmes moyens, l'évocation des poursuites qui se font aussi au Parlement de Dijon contre cette République de la part du sieur Ancian, curé de Moëns, qui réclame pareillement contre les aliénations faites anciennement par le canton de Berne des dîmes qui avaient appartenu originairement à la cure de Moëns, située dans le bailliage de Gex.

M. le duc de Praslin, après en avoir rendu compte au Roi, écrivit en conséquence le 10 octobre dernier par ordre de Sa Majesté au premier président de Dijon (ainsi qu'on l'avait déjà fait en 1726 à M. de Berbisey lors premier président) *pour qu'il eût à empêcher toutes espèces de poursuites sur la matière des dîmes et pour que le Parlement de Dijon n'admette à l'avenir aucune requête de la part des curés ou autres sur le fait des dîmes.*

Par la réponse que le premier Président fit à cette lettre le 19 du même mois, il marqua qu'après la rentrée du

Parlement il aurait soin de prendre, de concert avec M. le Procureur général, *les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des ordres du Roi, et que, s'il survenait à cette occasion quelque difficulté, il aurait soin d'en rendre compte à M. le duc de Praslin.*

C'est ce qu'il fit en effet par une autre lettre du 27 janvier dernier où il s'explique plus nettement, en disant *que quelque respectable que soit la lettre d'un ministre, elle ne saurait arrêter le cours de la justice, que la prétention du curé de Moëns peut être mal fondée, mais qu'il est en droit sans doute de s'adresser à ses juges naturels jusqu'à ce qu'il plaise au Roi de lui en donner d'autres ; que la Grand'Chambre n'a pu se dispenser de rendre l'arrêt par défaut, dont il envoie une expédition en forme ; que les parties défailtantes n'ont qu'à y former opposition, et que, sur cette opposition, Sa Majesté évoquera l'affaire en son Conseil ; et il ajoute qu'à l'égard de la lettre écrite en 1726 à M. de Berbissey, l'un de ses prédécesseurs, il n'en a pu découvrir aucune trace, que sans doute il ne jugea pas à propos de la communiquer à sa compagnie, que si elle a semblé se conformer à des intentions qu'elle ignorait, ce ne peut être que parce que les poursuites cessèrent alors par des raisons qui lui sont absolument inconnues.*

M. le duc de Praslin ayant été informé, peu de temps après cette réponse, de l'instance déjà engagée au Conseil entre la dame Denis et le curé de Fernex, crut devoir, avant toutes choses, se faire instruire des circonstances, de la nature et du véritable objet de cette affaire, que l'on disait avoir la plus parfaite identité avec celle qui faisait agir l'envoyé de Genève, afin de pouvoir se consulter avec M. de Saint-Florentin sur le parti qu'ils croiraient devoir proposer au Roi à cet égard.

Et, en effet, M. le duc de Praslin a reconnu par le compte qui lui a été rendu, qu'il n'y avait d'autre différence que le nom des parties, dans les deux affaires dont il s'agit, puisqu'elles étaient fondées de part et d'autre sur les mêmes principes et sur les mêmes moyens.

Ces moyens sont tirés principalement de la disposition des Traités.

Il paraît qu'en 1536 il y eut guerre entre le duc de Savoie et le canton de Berne, pendant laquelle les Suisses conquièrent le pays de Gex, et que pendant la durée de cette con-

uête, ils y disposèrent de divers biens d'Église, tant par aliénations, que par abergements, c'est-à-dire baux à cens ou à rentes.

En 1564, il y eut un traité de paix fait à Lausanne entre eux et le duc de Savoie, par lequel, entre autres choses, l'entière baronnie de Gex fut rendue au Duc, et le canton de Berne renonça pour toujours à toutes prétentions sur ce sujet.

Autre article dans le même traité portant que *tous achats, ventes, échanges et contrats, et tout ce que ceux de Berne ont fait et passé à cet égard, en l'état, valeur et être où toutes ces choses et chacune d'elles se trouvent actuellement, demeureront en leur force et vigueur, quelque choses et biens que cela puisse concerner, et de quelque nature, qualité et dépendances qu'ils soient et de quelque nom qu'on les pût nommer, indistinctement et sans différence, soit biens meubles, immeubles, édifices, censes, dimes, propriétés, fiefs, tailles, contributions, confiscations, ou autres choses sans aucune exception, le tout sans aucunement rechercher le premier état.* Il semble qu'on ait voulu éviter de nommer dans cet article les *biens ecclésiastiques*, d'autant plus qu'il paraît par ce traité qu'il y eut une espèce d'approbation de la part des couronnes de France et d'Espagne, avec exception dans l'approbation de cette dernière de ce qui concernait les biens ecclésiastiques.

Mais après ce traité, il survint encore une nouvelle guerre entre le duc de Savoie et le canton de Berne, qui donna lieu à un autre traité fait à Nyons le 11 octobre 1589, où il est dit entre autres choses, que *les Pays adjugés au feu duc demeureront à celui-ci, et à ses successeurs, pleinement et simplement pour y être fait tout ce que bon leur semblera, et en jouir avec toute l'autorité que tous princes souverains ont en leurs États; comme aussi, qu'à la prière des seigneurs de Berne, et pour les autres considérations exprimées, l'exercice de la Religion, autre que la catholique se fera en trois paroisses du bailliage de Gex*<sup>1</sup>.

En 1601, le 17 janvier, traité fait à Lyon pour l'échange du marquisat de Saluces de la part du roi Henri IV contre

1. Voltaire cite ce traité parce que les curés s'en réclamaient dans leurs procédures; en réalité, il n'infirmit en rien celui de 1564 : les propriétaires de biens ecclésiastiques furent laissés par les ducs dans leurs possessions jusqu'en 1601.

d'autres terres, entre autres le bailliage de Gex, de la part du duc de Savoie. Il est dit par l'article 4 de ce traité que le Duc cède au Roi la baronnie et bailliage de Gex avec toutes ses appartenances et dépendances, comme lui et ses prédécesseurs en ont joui. Et, par l'article 12, que le Roi ne sera *tenu d'entretenir les dons, récompenses, assignations faits par le Duc ou ses prédécesseurs sur les choses cédées à Sa Majesté, ni d'acquitter les hypothèques qu'il a créées, et qu'à l'égard des ventes et aliénations faites à titre onéreux par la forme ordinaire, et avec vérification requise, avant cette dernière guerre, le Roi sera obligé tout ainsi que ledit seigneur Duc y aurait été et non plus avant.*

Observer que le traité de Saint-Julien entre le duc de Savoie et la ville de Genève, où il est dit que *tous albergements faits par ceux de Berne pendant qu'ils avaient les baillies entre leurs mains, tiendront*, est postérieur de deux années à cet échange du marquisat de Saluces, n'étant que du 21 juillet 1603.

En 1604, il y eut des articles présentés au Roi en forme de Requête par les habitants du bailliage de Gex devenus ses sujets, par lesquels ils demandaient entre autres choses, qu'il lui plaise ordonner que les aliénations faites dans ce bailliage par les Suisses tiendront, conformément aux traités faits entre le duc de Savoie et ceux de Berne, et entre le Roi et le Duc.

La réponse du Roi fut simplement que son intention était *que les traités faits sur ce regard soient suivis et effectués*. C'était s'en remettre à ce à quoi il pouvait être tenu, sans rien d'avantage.

Sur ces articles, il y eut des Lettres patentes du 9 mars 1604 adressées au Parlement et à la Chambre des Comptes de Dijon, portant injonction de faire registrer et exécuter les réponses du Roi.

En 1605, le 26 juillet, arrêt du Conseil privé, dans lequel on voit qu'un religieux de Saint-Claude appelé dom Senailly, pourvu du prieuré de Divonne au bailliage de Gex, avait eu contestation au Parlement [de Dijon au sujet de ce prieuré avec les Seigneurs de Gingins, barons de Divonne, et que par arrêt de ce Parlement<sup>1</sup>] du 15 décembre 1603, Senailly avait été maintenu avec défense aux seigneurs de Gingins de le

1. Surcharge autographe de Voltaire.

troubler; que ceux-ci s'étant pourvus en cassation au Conseil privé, les Avoyer et Conseil de Berne étaient intervenus, et avaient conclu à ce que l'aliénation, par eux faite du prieuré de Divonne en 1542, fut confirmée.

En cet état, l'arrêt du Conseil, sans avoir égard à celui du Parlement de Dijon, et conformément au *Traité dernièrement fait par Sa Majesté avec les Seigneurs de Berne* (ces termes sont remarquables) ordonne que Senailly sera mis en possession du prieuré pour jouir de ses revenus, après toutefois qu'il aura remboursé aux seigneurs de Gingines la somme de mille écus payée par eux ou leurs auteurs aux seigneurs de Berne, suivant le contrat du 30 octobre 1542, ce qu'il fera dans quatre mois sinon n'y sera plus reçu.

Il paraît que cet arrêt a eu son exécution. On y rappelle, comme on voit, bien précisément le traité, qui venait d'être fait tout récemment avec le canton de Berne. Cette indication le constate par conséquent contradictoirement avec ce canton et fait une époque importante dans l'affaire dont il s'agit.

Aussi est-ce sur cet arrêt que le Parlement de Dijon paraît avoir formé la jurisprudence qu'il a toujours suivie dans tous ceux qu'il a rendus sur cette matière, depuis que les curés ou autres ecclésiastiques ont commencé à se pourvoir contre les aliénations dont il s'agit.

Il y en a eu neuf de rendus par ce Tribunal depuis l'année 1628 jusqu'en 1635, toujours dans l'esprit et en conformité de cet arrêt du Conseil, c'est-à-dire en ordonnant le remboursement du prix payé par les acquéreurs lors de l'acquisition qu'ils en ont faite du canton de Berne.

Ce fut à l'occasion de tous ces arrêts rendus dans l'espace de sept ans que les députés des cantons suisses firent des remontrances à Louis XIII en 1635, sur lesquelles il fut rendu un arrêt du Conseil, qui évoqua tous procès mus et à mouvoir pour raison des biens ecclésiastiques aliénés par le canton de Berne au bailliage de Gex, et cependant sursit l'exécution des jugements, qui pourraient être intervenus au préjudice des traités, ce qui ne spécifiait, ni ne décidait rien encore de précis.

En 1657, le corps de la ville et République de Genève, qui possédait alors une partie des dîmes du pays de Gex, qui avait été anciennement acquise par un nommé Lullin, s'y trouvant troublée par un curé nommé Masonnier, eut recours

au Roi, et alléguait l'arrêt de 1635; et sur la requête des Syndics et Conseil de Genève, il fut rendu un arrêt de ce Conseil le 12 avril 1657, par lequel le Roi évoqua le différend sur cette partie de dime.

En 1658, c'est-à-dire l'année suivante, il y eut un traité de renouvellement d'alliance entre le Roi et les Liges suisses, fait à Aarau, qui, pour ce qui regarde les aliénations des biens ecclésiastiques faites par le canton de Berne dans le bailliage de Gex, confirma le traité fait à Lausanne en 1564 entre le duc de Savoie et ceux de Berne, et celui de Lyon fait en 1601, entre le roi Henri IV et le duc de Savoie.

On n'y fait aucune mention du traité d'Henri IV avec le canton de Berne *mentionné comme dernièrement fait* dans l'arrêt du Conseil de 1605; ce traité aurait-il été dissimulé, ou inconnu en 1658, lors de celui d'Aarau, dans lequel on dira peut-être que les traités de 1564 et de 1601 n'ont été rappelés qu'en l'état où les réduisait cet autre traité subséquent qui n'est point révoqué?

On trouve au dépôt des Affaires étrangères, une copie informe d'un arrêt du 10 mars 1661, peu après ce traité d'Aarau, suivant laquelle il paraîtrait que nonobstant l'arrêt d'évocation du 12 avril 1657, obtenu sur la requête des Syndics et Conseil de Genève, le sieur Masonnier, curé de Sacconex et Prégny, s'était pourvu au Conseil privé, et qu'en vertu de la permission qu'il avait obtenue, il les y avait assignés pour faire renvoyer au Parlement de Dijon; sur quoi, ayant levé contre eux un défaut faute de comparoir pour le profit, sans s'arrêter à l'arrêt du 12 avril 1657, les parties auraient été renvoyées au Parlement de Dijon.

Mais on trouve aussi au même Dépôt un projet ou copie informe, sans date, d'un autre arrêt du Conseil, qui sur la requête des Syndics et Conseil de Genève, sans s'arrêter à celui du Conseil privé du 10 mars 1661, ni à ce qui a suivi, ordonne que celui de 1657 sera exécuté, fait défense au Parlement de Dijon de connaître des aliénations dont il s'agit, et à toutes personnes d'y troubler la ville de Genève.

Ce dernier arrêt, à le supposer réellement rendu, n'aurait point décidé au fond, et n'aurait fait que rétablir l'affaire dans l'état où l'avait mise celui d'évocation du 12 avril 1657.

En 1669, arrêt d'évocation obtenu par le sieur Rosel, conseiller d'État et syndic de la République de Genève, qui évoque les poursuites que le curé de Fernex faisait alors

contre lui au Parlement de Dijon ; mais le curé ayant formé opposition à cet arrêt, il en fut rendu un autre *contradictoire* le 17 juin 1671, qui, sans s'arrêter à celui de 1669, renvoya les parties au Parlement de Dijon.

En 1682, on voit par une lettre de M. Parisot, procureur général au Parlement de Dijon, datée du 5 novembre, que le 6 juillet précédent, il y avait eu un arrêt de ce Parlement, qui, à l'occasion d'une contestation particulière, avait, sur son réquisitoire, ordonné le séquestre de quelques dîmes possédées par la ville de Genève : les magistrats de cette ville s'en plaignirent. et dans le compte que M. Parisot rend de cet arrêt à M. le Chancelier, il dit que dès 1661, ou environ, les ecclésiastiques avaient été rétablis dans divers biens aliénés au pays de Gex ; que les évocations prononcées avaient été révoquées par des arrêts qu'il date des 21 janvier 1642, 1<sup>er</sup> octobre 1649, et 21 mars 1661. Cette dernière (date)<sup>1</sup> est bien voisine de celle de l'arrêt du Conseil privé du 10 du même mois 1661, mentionné ci-devant, et si elle était vraie, on pourrait penser que le projet informe et sans date mentionné aussi immédiatement après, non seulement n'aurait pas eu lieu, mais qu'il y aurait eu un arrêt tout contraire.

Quoi qu'il en soit, la même lettre de M. Parisot témoigne bien expressément que, dans l'intention du Roi, qui lui avait été marquée, il ne s'agissait pas de rendre un arrêt contraire à celui de Dijon du 6 juillet 1688, ni de confirmer la prétention de Genève, mais seulement de suspendre l'exécution de cet arrêt ; sur quoi il propose sous main quelques voies de tolérance, mais on ne voit point quelles suites cela eut.

Du 5 avril 1688, se trouvent deux arrêts au Parlement de Dijon, tous deux obtenus le même jour sur profit de défaut pris à l'audience par le chapitre de Genève contre les Syndic et Conseil de cette ville, qui condamnent lesdits Syndic et Conseil à se désister, au profit du chapitre, de diverses dîmes, droits seigneuriaux et autres biens dépendants soit du chapitre, soit du prieuré de Saligny y annexé ; il est remarquable qu'au Dépôt des Affaires étrangères où se trouvent ces arrêts, ils sont accompagnés de la mention d'une note du greffier, qui porte *qu'il ne faut pas les délivrer, M. le*

1. Surcharge autographe de Voltaire.

*Premier Président ayant reçu des ordres pour en surseoir l'exécution.*

Voilà à peu près et en général, tout ce qui s'est passé, soit de la part du Conseil du Roi, soit de la part du Parlement de Dijon, sur les aliénations et les albergements des biens ecclésiastiques du pays de Gex faites par les Suisses du canton de Berne.

On a vu que dès 1628, et même avant, il y eut plusieurs arrêts du Parlement de Dijon, qui accordèrent aux ecclésiastiques la distraction des dimes, fonds et domaines dépendants des cures, *en remboursant les acquéreurs du prix de leurs acquisitions, frais et loyaux coüts* et entre autres, il y en eut un en faveur du curé de Bossy contre le seigneur de la Bastie.

Mais l'exécution de ces arrêts ayant languï, ou ayant été traversée, elle fut arrêtée tout à fait à la faveur de la surseance prononcée en général par le Roi en 1635, comme il a été observé, ce qui donna lieu dans la suite à diverses conventions, qui furent faites entre quelques seigneurs et quelques curés, entre autres entre les seigneurs de la Bastie et les curés de Bossy jusqu'en l'année 1737, qu'il s'éleva une nouvelle contestation entre le sieur de Borsat, alors curé de Bossy et la dame de la Bastie.

Il la fit assigner le 14 octobre 1737 au bailliage de Gex, tant en son nom que comme tutrice de ses enfants, pour être condamnée à lui délaïsser les biens appartenant à sa cure, avec restitution des fruits, du jour de sa prise de possession.

Le 21 juillet 1738, sentence par défaut, qui prononce sans s'arrêter à la prescription.

Appel par la dame de la Bastie au Parlement de Dijon : la cause d'appel demande incidente du sieur de Borsat, 1<sup>o</sup> en délaïssement des autres biens de la cure possédés par la dame de la Bastie, singulièrement ceux compris dans l'albergement du canton de Berne, aux offres de lui en rembourser le prix, et de la tenir quitte de toute portion congrue qui aurait pu être convenue avec ses prédécesseurs.

Dans cette situation, arrêt du Parlement de Dijon du 29 mars 1742 entre la dame de la Bastie, tutrice de ses enfants, et le sieur de Borsat, curé, *sur productions respectives, et avec conclusions du Procureur Général*, qui donne

acte au curé de ses offres, ordonne la restitution des biens de la cure possédés par la dame de la Bastie, notamment les dimes albergées, *en payant les 400 écus d'or liquidés à 900 livres* sur le pied de 45 sous l'écu, suivant pareille liquidation faite par arrêt du 30 juin 1698 pour les Jésuites d'Ornex, et les loyaux coûts suivant l'arrêt du 2 juin 1628 ; décharge de la portion congrue, etc.

Depuis cet arrêt, la dame de la Bastie s'est pourvue au Roi, et a présenté au Conseil des Dépêches deux requêtes sur lesquelles il a été nommé des commissaires par arrêt du 10 octobre 1745<sup>1</sup>. Elle concluait par ces requêtes à ce qu'il plût au Roi casser l'arrêt du Parlement de Dijon du 29 mars 1742 et tout ce qui s'en était suivi et évoquer le fond : en conséquence, sans s'arrêter à l'arrêt du Parlement de Dijon, ni à toutes les demandes du sieur de Borsat, dans lesquelles il sera déclaré non recevable, en tout cas, mal fondé, ordonner que le contrat de vente du 27 septembre 1540 sera exécuté ; en conséquence, elle et ses successeurs maintenus dans la possession des dimes et fonds qui ont anciennement appartenu à la cure de Bossy (et compris dans l'aliénation qui en avait été faite par le canton de Berne en 1540 et dans celles des 3 octobre et 2 novembre 1542), aux offres qu'elle a toujours faites au sieur de Borsat et à ses successeurs de la portion congrue, conformément aux transactions faites entre les curés et les seigneurs de la Bastie, etc.

Il n'y eut point de jugement rendu dans cette affaire, quoique MM. les commissaires se fussent déjà assemblés plusieurs fois à ce sujet. Mais il paraît que sur le compte qui en fut rendu dans le temps de M. de Puisieux par le rapporteur, il fut convenu d'en suspendre le jugement ; et d'ailleurs il paraît aussi que la dame de la Bastie commença à ralentir ses poursuites, dès qu'elle eut connaissance de l'arrêt du Conseil privé du 26 juillet 1605, et d'après lequel le Parlement de Dijon avait formé, comme on l'a déjà observé, la jurisprudence qu'il a toujours suivie depuis dans cette matière, de manière qu'on n'en a plus entendu parler depuis.

1. Ces commissaires étaient MM. de Fresnes, Gilbert de Voisins, de la Grandville et de Fontanieu, M. Bertin, rapporteur (*Note de l'original*).

*Réflexions générales qu'on peut faire sur l'affaire  
dont il s'agit.*

D'un côté, toute aliénation du genre dont il s'agit est toujours regardée comme radicalement vicieuse en soi, sans que la prescription puisse jamais en couvrir le vice.

D'un autre côté, ce qui se passe dans l'intérieur même d'un État contre les règles ordinaires peut néanmoins selon les circonstances être couvert et affermi pour le bien et le salut de l'État, par la maxime *salus populi suprema lex esto*.

A plus forte raison, dans ce qui tient du droit des gens et ce qui est convenu entre puissances indépendantes par la nécessité de pacifier leurs différends, d'éteindre les guerres et de rétablir la tranquillité commune, il doit être permis de passer par-dessus les règles ordinaires de chaque État.

Cela est d'autant plus susceptible d'application à ce qui regarde les biens ecclésiastiques, que quelque sacrés qu'ils soient et doivent être dans l'intérieur d'un État même, ils ne perdent pas leur qualité temporelle, et qu'à plus forte raison d'un État à l'autre, ils ne sont pas entièrement exempts de l'impression du droit des gens.

Mais une autre réflexion qui n'est pas moins forte est que le retour aux vrais principes est toujours favorable, lorsqu'il se fait sans trop d'efforts : le temps l'opère assez souvent, surtout d'une nation à une autre, attendu que les traités ne durent pas toujours, et sont souvent interrompus par les guerres, et quoique rétablis ensuite, ils ne reprennent pas toujours tout leur effet.

Clause dans le traité de Lausanne de 1564, à l'effet de maintenir les aliénations dont il s'agit.

Mais une rupture arrivée depuis entre le duc de Savoie et le canton de Berne donna lieu à un nouveau traité fait à Nyons en 1589, qui rétablit en quelque sorte celui de Lausanne, mais non pleinement et surtout sur ce qui regarde la religion ; on prétend que ce traité contient des clauses qui sont plus propres à affaiblir qu'à fortifier celui de Lausanne.

En 1601, échange du marquisat de Saluces contre la Bresse, le Bugey et le pays de Gex, dont les clauses ont été rapportées ci-dessus, mais qui ne s'expliquent point sur les albergements.

En 1601, lettres patentes sur réponses à des remontrances [des habitants]<sup>1</sup> de Gex, par lesquelles le Roi déclare que son intention est que les traités faits sur ce regard soient suivis et effectués, disposition vague, et relative en général aux traités précédents.

Mais le 26 juillet 1605, c'est-à-dire environ un an après, arrêt du Conseil privé, bien contradictoire, qui maintient un titulaire du pays de Gex, *en remboursant le prix payé pour l'aliénation conformément, est-il dit, au traité dernièrement fait par S. M. avec ceux de Berne*; aussi voit-on que c'est en conséquence et sur le fondement de cet arrêt qu'il a été rendu depuis 1616 jusqu'en 1635 nombre d'arrêts au Parlement de Dijon, qui ont toujours maintenu les ecclésiastiques *en remboursant*, et qu'il s'est formé à cet égard dans cette compagnie une jurisprudence constante, dont elle ne s'est jamais écartée depuis.

En 1635, il a été rendu, à la vérité, un arrêt du Conseil sur les remontrances des Suisses, qui évoque et suspend l'exécution des arrêts, mais chose seulement provisoire, et donnée sans doute aux circonstances du temps puisque cet arrêt n'a fait que surseoir. Il n'a pas empêché le Parlement de Dijon de persister dans la même jurisprudence, qui paraît d'autant plus juste que tout engagement est rempli par le remboursement du prix; et en effet, n'est-ce pas une assez grande exécution des traités que de forcer l'Eglise à rembourser les usurpations qui ont été faites sur elle, et de décharger par là le canton de Berne des garanties?

Il y a donc deux manières d'envisager cette affaire, savoir : du côté de la politique, ou du côté des règles et des vrais principes.

Le premier objet regarde le ministre chargé de cette partie parce qu'il est plus en état que personne de juger de ce qui peut être relatif au bien de l'état et à la tranquillité publique, motif supérieur à tout, et auquel les biens ecclésiastiques doivent céder.

Quant au second objet, il n'est pas douteux que la prescription ne peut jamais avoir lieu par rapport aux aliénations des biens ecclésiastiques, non plus que par rapport à ceux du Domaine, surtout quand le temps et les circonstances ont amené le retour aux règles.

D'ailleurs, ne peut-on pas dire qu'il y a ici une fin de non recevoir, qui résulte des accords, ou transactions, passés en différents temps entre plusieurs curés et les acquéreurs et propriétaires des biens dont il s'agit ?

(Affaires étrangères, Genève, 70, f° 133, copie.)

*Hennin à Choiseul, sur la contrebande.*

A Genève, ce mercredi 14 may 1766.

Monseigneur,

La contrebande armée qui se fait de ce côté cy me paraît mériter quelques moments de votre attention par les suites qu'elle peut avoir pour les sujets du Roy. Cette espèce de petite guerre est si lucrative pour ceux qui la font que beaucoup de gens s'y adonnent; ils sont pour la plupart du Dauphiné. Conduits par des chefs assez connus dans ce canton, il n'y a pas de semaine qu'ils ne fassent quelque versement en France. Leurs magasins sont sur les bords du Lac, à Coppet ou à Nyon. Ils marchent par bandes de 80 personnes armées de toutes pièces escortant des chevaux et mulets chargés de tabac, mousseline, *etc.* Quelquefois ils prennent leur route par une langue de terre française qui vient aboutir au lac, d'où ils gagnent le territoire de la République de Genève, puis passent le Rhône, entrent en Savoie et pénètrent en France par le Dauphiné. D'autres fois ils débarquent dans le Chablais et vont, toujours sur les terres de Savoie, gagner les mêmes défilés. Le Roy de Sardaigne a un détachement à Carouge, village à une demi-lieue d'ici, qui les a attaqués deux fois cet hiver et leur a pris une vingtaine de chevaux chargés, mais je ne vois pas que du côté de France on réussisse aussi bien à les réprimer. Il en passe très souvent et peut-être plus que ne savent les fermiers généraux, car j'ai lieu de croire que quelques-uns de leurs employés donnent avis aux contrebandiers de défilés où on doit les attendre et rendent par là leur marche plus certaine. Quoiqu'il en soit, Monseigneur, l'espèce de sécurité dans laquelle

ils sont de ce côté les enhardit et en augmente le nombre. Ces gens ne sont presque tous que des mercenaires dépendant de deux ou trois entrepreneurs qui leur donnent à chacun un écu par jour et la nourriture pour porter leurs marchandises jusqu'aux dépôts qu'ils ont en France. On sait d'eux qu'ils vont jusqu'à Vienne. Les paysans, loin de s'opposer à leurs manœuvres, les favorisent, parce qu'ils payent bien à leur passage, et menacent de brûler les villages, s'ils apprenaient que quelqu'un les décelât.

Je n'ai pas cru, Monseigneur, devoir vous laisser ignorer ces particularités, surtout depuis que j'ai avéré que les choses en sont venues au point qu'il y a des gens en Suisse, et même ici, qui ont fait de cette fraude continuelle une espèce de commerce réglé au point qu'ils trouvent de l'argent chez des particuliers qui le leur prêtent à la *grosse aventure*. Peut-être les fermiers généraux ne pensent-ils pas que cet objet leur cause une perte équivalente aux dépenses qu'il faudrait faire pour l'arrêter entièrement, mais il semble, Monseigneur, que le mal qui en revient d'ailleurs à l'État est assez grand pour y chercher du remède. Il suffit de voir que cette contrebande prive le Roi d'un nombre considérable de sujets qui, s'ils ne périssent pas sur les échafauds ou aux galères, emportent chez l'étranger le gain qu'ils font en France. Je n'y vois guère d'autre remède, si on ne recule pas les Bureaux des Fermes dans les passages du Mont-Jura, que de placer dans le pays de Gex et sur la frontière de Dauphiné quelques détachements de troupes...



# EXTRAIT DE LA CARTE DE CASSINI

(Le château mentionné dans l'angle nord-est est celui de Crassier)



# TABLE DES MATIÈRES

---

## CHAPITRE I

### FERNEY

- Retraite de Voltaire en Suisse. — Son désir d'acquérir une terre. — La seigneurie de Fernex, ses privilèges, ses inféodations. — Négociations d'achat. L'exemption des lods et ventes. Franchises de la terre de Ferney. — Voltaire en demande confirmation pour Mme Denis, interposée dans le contrat. . . . . 1-8
- Sollicitations de Voltaire et de Mme Denis auprès du duc de Choiseul pour un brevet de confirmation : leur objet principal est l'exemption des vingtièmes et de la capitation. — Les haras de Voltaire : définition, objet et privilèges. . . . . 8-18
- Examen de la requête par les bureaux ; apostille du subdélégué Fabry ; l'utilité du brevet, outre l'exemption d'impôt, est de donner une plus-value à la terre. Choiseul n'accorde qu'un brevet personnel. . . . . 18-35

## CHAPITRE II

### TOURNEY

- Voltaire propose un bail à vie au président de Brosses, propriétaire de Tournay. Conditions du marché ; sa conclusion. Voltaire, comte de Tournay. . . . . 36-42
- Activité agricole de Voltaire : les paysans mis à la corvée des chemins. — Réclamation de Voltaire contre les droits de mouvance, centième denier, cinquantième, quint et requint. Il est contraint de les payer . . . . . 42-53

- Protestations du président contre les abus de jouissance de Voltaire : proposition de Voltaire d'acheter Tournay définitivement. — Affaire criminelle de la Perrière. Contestations sur les frais de justice : Voltaire refuse d'être *haut justicier malgré lui*. Il parvient à prouver, malgré M. de Brosses, que la justice appartient au Roi. . . . . 53-69
- Action de M. de Brosses contre Voltaire sous le nom de Charles Baudy. — Voltaire s'occupe à décrier la propriété : puis à déshonorer le Président. Arbitrage de l'Intendant Fargès. . . . . 69-79
- Autres acquisitions de Voltaire : antichrèses de Choudens et Bétems. Il délivre des biens de MM. de Crassier, occupés par les Jésuites en hypothèque. Il prête lui-même sur leurs biens-fonds à tous les pauvres du pays. . . . . 79-87

### CHAPITRE III

#### LES DIMES DE FERNEY

- Procès de la seigneurie de Ferney au sujet des dîmes inféodées : origines de celles-ci, leur garantie par les actes diplomatiques. — Réclamations des curés devant le Parlement, et des seigneurs devant le Roi. — Le curé de Moëns. — Voltaire soutient contre lui la communauté de Ferney ; ce qu'est cette communauté ; aliénation qu'elle fait d'un marais en faveur de Voltaire. — Le curé de Moëns frappe un jeune ouvrier : poursuites de Voltaire. Intervention de l'évêque. — Voltaire, dans la construction de sa paroisse, est accusé de sacrilège. — Le curé de Ferney. Échanges de terres qu'il fait avec Voltaire. . . 89-102
- Démarches de Voltaire aux Affaires étrangères pour terminer son procès par un brevet. — *La Gazette littéraire*. — Intervention de la République de Genève. — Elle refuse les recrues au roi de France. Démarche des États de Gex. — Voltaire transige avec son curé. . . . . 103-127

### CHAPITRE IV

#### LE VILLAGE

- Vues agricoles du gouvernement sous le contrôleur Bertin. *L'Épître à l'Agriculture*. — Dessèchement de marais, défrichement de bruyères. — Plantations. — Défaut d'ouvriers agricoles. — Fêtes de l'Église. — Bétail. — Maison rustique. — Ruches. — Voltaire « paysan ». . . . . 128-139

Le gouvernement du village. — Le Genevois Mallet. — Reconstruction de la paroisse. — Son ameublement. — Condition du curé : dîme, domaine, rente foncière. — Communion de Voltaire en 1768 : son sermon dans l'église — Excommunication prononcée par l'évêque. — Voltaire décide de passer outre. — Les Pâques de 1769. — Mort du curé Gros ; son successeur ; Voltaire veut lui faire attribuer un ci-devant bien des Jésuites. . . . .	139-154
Projets industriels de Voltaire ; la colonie de Ferney ; construction du nouveau Ferney. — Tailles des habitants. — Édification d'une fontaine publique, pavage de Ferney. — Police du village, autorité des curés, établissement d'un détachement d'invalides. — Maître d'école. — Bienfaisance. — Les dragons de Ferney. — La Saint-François . . . . .	151-168

## CHAPITRE V

## LE PAYS DE GEX

Acquisition du pays de Gex : à la fois, pays d'États et pays d'élection ; donné en apanage aux princes de Condé. — Le subdélégué de Gex ; ses attributions. Origine de Fabry ; ses services ; devient premier syndic : ses fonctions comme agent du tiers. — Nommé maire de Gex, fermier des domaines, directeur de la poste. — Ses rétributions, sa puissance. — Composition des États de Gex ; leurs assemblées ; vote des gratifications. — Le Conseil de la province : omnipotence et secret de son administration. . . . .	169-180
Recettes du pays de Gex. — Emprunts des Ponts et Chaussées, crüe du sel. Emprunt et impôt des gratifications, deniers négociants, caisse de la province. Impôt de la milice ; secours aux taillables. — Capitation. — Vingtièmes. — Décimes et don gratuit du clergé. — Tailles, exemption et subsistances ; immunité refusée aux anoblis. Situation des Genevois soumis à la taille : Voltaire propose de la remplacer pour eux par une « taxe genevoise ». . . . .	180-193
Corvées, milice, voyages de l'Intendant. . . . .	194-197
Maréchaussée, instruction publique, bailliage, clergé. . . . .	198-203
Économie du pays de Gex, industrie, marchés, politique agricole du gouvernement. — Agriculture, prairies, forêts, bétail. — Epizooties ; fabrication du fromage. — Condition des habitants. Dévastation des forêts. . . . .	203-210

## CHAPITRE VI

## L'ÉTABLISSEMENT DE VERSOIX

- Investissement de Genève a la suite de l'affaire Jean-Jacques Rousseau. Mémoires de Voltaire. Projet de détourner les marchandises de Genève. — Construction du chemin de Meyrin à Versoix. — Projet de Versoix. . . . . 211-223
- Prospérité de Genève. — Son origine; la compagnie des Indes, la révocation de l'Édit de Nantes; la banque et le commerce d'épicerie. — Obligation de passage à Versoix imposée par les bureaux des traites. Politique routière de Choiseul. Construction du chemin de Gex à Morez et d'un bac à Cordon. Opposition suscitée par le plan de Versoix. . . . . 223-233
- L'horlogerie de Genève; agitation des Natifs: Georges Auzières; Voltaire se déclare en sa faveur. — Prise d'armes du 15 février 1770. — Émigration des Natifs dans le pays de Gex. — Versoix, ville de la Tolérance. . . . . 234-246
- Les Natifs retirés à Ferney: fondation de la manufacture. Tarifs de ses montres. Pénurie de matière première. — Les Natifs demandent un poinçon particulier. — La tannerie de Ferney. . . . . 247-256
- Détresse des émigrants de Versoix: Voltaire les attire à Ferney. Ses démarches en leur faveur; il se fait leur banquier et leur commissionnaire. Infériorité de la nouvelle manufacture en regard de celle de Genève. . . . . 256-260

## CHAPITRE VII

## LA DÉSUNION DES FERMES GÉNÉRALES

- Double objet des brigades: perception des droits sur les marchandises étrangères, prohibition à la sortie des denrées du royaume. Passeport de Voltaire. . . . . 261-265
- Premier projet de désunion présenté par le président de Brosses. — Projet de Voltaire. — Opposition du receveur des fermes à Gex: sa rivalité avec le subdélégué. — Édit de juillet 1764 accordant la liberté d'exportation. . . . . 266-278
- Disette de 1770. — Retour à la prohibition. . . . . 279-283
- Turgot contrôleur général. L'abolition des corvées. La désunion des fermes tentée comme un essai d'impôt territorial. — Édit du 22 décembre. — Les privilégiés du pays de Gex se préparent à le rendre inutile. . . . . 284-292
- Inconvénients de la franchise: le pays *province étrangère*. Répartition de l'impôt de remplacement. Opposition du

Parlement de Dijon. — Fabry fournit la province de sel; protestations des notables. — Difficultés d'établissement du nouvel impôt; intervention des curés; Voltaire assemble les notables. — La question des chemins, proposition de Voltaire; il fait alliance avec les curés et devient l'adversaire des gentilshommes . . . . .	293-307
Le pays de Gex isolé du royaume. — Embarras des États; ils ont recours à l'Intendant; ordonnance de Duplex. — Succès de Fabry. . . . .	307-312
Fabry renouvelle à Berne la provision de sel. — Indignation du pays. — Voltaire reprend à son compte le marché. — Démarches à Berne. Elles sont arrêtées par Versailles . . . . .	307-328
ÉPILOGUE . . . . .	329-331

## APPENDICE

I. — Inventaire de la terre de Tournay. . . . .	332
II. — Mémoire joint à la lettre du 29 septembre 1764 . . .	336
III. — Hennin à Choiseul sur la contrebande . . . . .	349





## BIBLIOTHÈQUE VARIÉE, FORMAT IN-16

A 3 FR. 50 LE VOLUME

## ÉTUDES SUR LA LITTÉRATURE FRANÇAISE

ALBERT (P.) : *La poésie*..... 1 vol.  
*La prose*..... 1 vol.  
*La littérature française, des origines à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle*..... 1 vol.  
*La littér. française au XVII<sup>e</sup> siècle*..... 1 vol.  
*La littér. française au XVIII<sup>e</sup> siècle*..... 1 vol.  
*La littér. française au XIX<sup>e</sup> siècle; les origines du romantisme*..... 2 vol.  
*Poètes et poésies*..... 1 vol.  
BALDENSBERGER (F.) : *Études d'histoire littéraire*..... 2 vol.  
BENOIST (Ant.) : *Essais de critique dramatique*..... 1 vol.  
BERTRAND (L.) : *La fin du classicisme et le retour à l'antique*..... 1 vol.  
BOISSIER (G.) de l'Académie française. *L'Académie Française sous l'ancien régime*..... 1 vol.  
BRUNETIÈRE (F.), de l'Académie française : *Études critiques sur l'histoire de la littérature française*..... 8 vol.  
*L'évolution des genres dans l'histoire de la littérature*..... 1 vol.  
*L'évolution de la poésie lyrique en France au XIX<sup>e</sup> siècle*..... 2 vol.  
*Les époques du théâtre français*.... 1 vol.  
*Victor Hugo*..... 2 vol.  
*Études sur le XVII<sup>e</sup> siècle*..... 1 vol.  
CHERBULIEZ (V.), de l'Académie française : *L'idéal romanesque en France*..... 1 vol.  
CHURTON-COLLINS : *Voltaire, Montesquieu et Rousseau en Angleterre*..... 1 vol.  
CRUPPI (J.) : *Un avocat journaliste au XVIII<sup>e</sup> siècle : Linguet*..... 1 vol.  
DELTOUR : *Les ennemis de Racine au XVII<sup>e</sup> siècle*..... 1 vol.  
FAGUET (E.) : *En lisant les beaux vieux livres*..... 1 vol.  
FILON (A.) : *Mérimée et ses amis*..... 1 vol.  
GENDARME DE BÉVOTTE (G.) : *La légende de Don Juan*..... 2 vol.  
GIRAUD (V.) : *Essai sur Taine*, 4<sup>e</sup> éd. 1 vol.  
*Chateaubriand, études littéraires*.. 2 vol.  
Blaise Pascal, *études d'histoire morale*..... 1 vol.  
*Les Maîtres de l'heure*..... 1 vol.  
*Livres et questions d'aujourd'hui*... 1 vol.  
GLACHANT (P. et V.) : *Papiers d'autrefois*..... 1 vol.  
*Essai critique sur le théâtre de Victor Hugo*..... 2 vol.  
GRÉARD, de l'Académie française. *Edmond Schérer*..... 1 vol.  
*Prévost-Paradol*..... 1 vol.  
GRISSELLE (E.) : *Fénelon*..... 1 vol.  
HAUSSONVILLE (Cte d'), de l'Académie française : *À l'Académie française et autour de l'Académie*..... 1 vol.  
HUGO (V.) : *Littérature et Philosophie mêlées*..... 2 vol.  
LACRETELLE (P. de) : *Les origines et la jeunesse de Lamartine*..... 1 vol.  
LAFOSCADE (L.) : *Le théâtre d'Alfred de Musset*..... 1 vol.

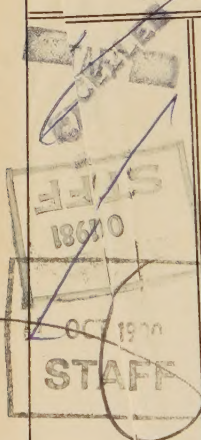
LARROUMET (G.), de l'Institut : *Mari-vaux, sa vie et ses œuvres*..... 1 vol.  
*La comédie de Molière*..... 1 vol.  
*Études de critique dramatique*..... 2 vol.  
*Derniers portraits*..... 1 vol.  
LE BRETON (A.) : *Le roman au XVII<sup>e</sup> siècle*..... 1 vol.  
LENIENT : *La satire en France au moyen âge*..... 1 vol.  
*La satire en France au XVI<sup>e</sup> siècle*..... 2 vol.  
*La comédie en France au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle*..... 4 vol.  
*La poésie patriotique en France au moyen âge et dans les temps modernes*.. 3 vol.  
MARTINENCHE (E.) : *La comédie espagnole en France de Hardy à Racine*..... 1 vol.  
*Molière et le théâtre espagnol*..... 1 vol.  
MASSON (M.) : *Fénelon et Mme Guyon* 1 vol.  
*Madame de Tencin*..... 1 vol.  
MERLANT (J.) : *Le roman personnel, de Rousseau à Fromentin*..... 1 vol.  
MEZIERES (A.), de l'Académie française : *Vie de Mirabeau*..... 1 vol.  
*Morts et vivants*..... 1 vol.  
*De tout un peu*..... 1 vol.  
*Pages d'automme*..... 1 vol.  
PARIS (G.), de l'Académie française : *La poésie au moyen âge*..... 2 vol.  
*La littérature française au moyen âge*. 3<sup>e</sup> édit. revue et complétée..... 1 vol.  
*Légendes du moyen âge*..... 1 vol.  
PELLISSIER : *Le mouvement littéraire au XIX<sup>e</sup> siècle*..... 1 vol.  
POMAIROLS (Ch. de) : *Lamartine* 1 vol.  
REINACH (J.) : *Études de littérature et d'histoire*..... 1 vol.  
REYSSIE : *La jeunesse de Lamartine*..... 1 vol.  
RIGAL (E.) : *Le théâtre français avant la période classique*..... 1 vol.  
*Molière*..... 2 vol.  
*De Jodelle à Molière*..... 1 vol.  
ROUJON (H.) de l'Académie française : *La galerie des bustes*..... 1 vol.  
*En marge du temps*..... 1 vol.  
*Dames d'autrefois*..... 1 vol.  
SAINTE-BEUVE : *Port-Royal*. 7<sup>e</sup> édit. revue et augmentée..... 7 vol.  
SCHROEDER (V.) : *L'abbé Prévost* 1 vol.  
STAPPER : *Molière et Shakespeare*. 1 vol.  
*La famille et les amis de Montaigne*. 1 vol.  
TAINÉ (H.) : *La Fontaine et ses fables*..... 1 vol.  
*Essais de critique et d'histoire*..... 1 vol.  
*Nouveaux essais de critique et d'histoire*..... 1 vol.  
*Derniers essais de critique et d'histoire*..... 1 vol.  
TEXTE (J.) : *J.-J. Rousseau et les origines du cosmopolitisme littéraire*..... 1 vol.  
VÉZINET (F.) : *Molière, Florian et la littérature espagnole*..... 1 vol.



27 300 200 200

# BIRKBECK COLLEGE

This book should be returned before the  
latest date stamped below.



11 JAN 2001

844  
VOL  
4  
CAU

Birkbeck College



19 0083733 1

